

LA VISITE DE M. MITTERRAND

La France voudrait
à la Chine
deux réacteurs nucléaires

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 Dr. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 95 d.

Tarif des abonnements page 9
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Tournant décisif en Iran

« Dieu, nous te remercions de tes faveurs. Nos jeunes soldats anonymes ont arrêté les dirigeants du parti Tondék qui avaient des activités hypocrites pour renverser l'islam. Ce miracle n'a eu lieu qu'avec l'aide d'Allah. » C'est en ces termes que l'imam Khomeiny a salué, mercredi, la décision du procureur général Tabriz de dissoudre officiellement le parti Tondék, déjà démantelé par l'arrestation de ses dirigeants et la chasse aux sorcières déclenchée contre ses militants et sympathisants. Ces derniers seront désormais systématiquement et impitoyablement pourchassés, sauf s'ils se présentent aux autorités, « munis de deux photocopies de leur carte d'identité et de deux photos, pour y remplir des formulaires ».

L'imam Khomeiny a ainsi placé sous le signe de la religion une décision qui est surtout d'ordre politique. L'expulsion de dix-huit diplomates soviétiques en poste en Iran — près de la moitié des effectifs de l'ambassade — suivant de près les spectaculaires « arrestations » opérées aux dirigeants du Tondék, qui, tout leur long, ont affirmé n'être que de simples espions à la solde de Moscou, marque un tournant décisif dans la politique intérieure et extérieure de la jeune République islamique.

Sur le plan intérieur, la fameuse « ligne de l'imam », qui impliquait l'approfondissement et la poursuite de la révolution dans le domaine social, est mise aux prises avec la réalité. Pénitent au certain temps, le Tondék, la révolution n'est plus une affaire de ses partisans — dont les dirigeants du Tondék ont été révoqués — mais une révolution sociale, et celle des religieux fondamentalistes. Ces derniers, allés aux bords qui ont profité matériellement de la révolution, exigent la mise hors de loi du parti communiste et une politique antirévolutionnaire plus prononcée. Il est significatif qu'une des « charges » retenues contre le Tondék par le procureur du procureur général de la révolution est de « démentir des « troubles dans les zones et les centres de production ».

La révolution iranienne, « apogée » et en fait d'insurrection, pouvait difficilement s'accomplir de la révolution iranienne, mais elle a été des choses passées, par le Tondék et certains dirigeants révolutionnaires régressifs.

Sur le plan extérieur, la dégradation des rapports avec Moscou était déjà évidente. Les dirigeants islamiques de Téhéran s'agitent, mais des raisons historiques et religieuses, acceptées de gaité de cœur le rapprochement avec les Soviétiques qui leur avait été imposé par l'hostilité des États-Unis à l'égard de leur révolution. Le plus fort de la crise provient par la prise d'otages à l'ambassade américaine, l'imam Khomeiny n'ayant pas voulu céder aux pressions d'une plus grande coordination politique et économique avec l'U.R.S.S. pour faire face à l'embargo décrété par Washington. Depuis, les rapports avec Moscou s'étaient progressivement détériorés sous la pression des éléments antisoviétiques du clergé, devenus de plus en plus influents au sein du régime.

La goutte qui apparemment a fait déborder le vase est la décision récente de Moscou de reprendre les livraisons d'armement à l'Irak. La poursuite de la guerre contre Bagdad, condamnée à la fois par les Soviétiques et par les communistes iraniens, a donc joué un rôle déterminant dans le renforcement des positions de la droite musulmane extrémiste à Téhéran que dans la dégradation accélérée des relations entre le Kremlin et la République islamique.

M. Andropov et les euromissiles

Paris et Londres rejettent les nouvelles propositions soviétiques

Paris et Londres ont de nouveau jugé « inacceptable », mercredi 4 mai, après les nouvelles déclarations de M. Andropov sur les euromissiles, la « prise en considération », réclamée par le numéro un soviétique, des forces de dissuasion française et britannique dans les négociations américano-soviétiques de Genève.

C'est « totalement inacceptable », a souligné le porte-parole du Foreign Office, parlant de l'insistance de M. Andropov à inclure ces forces dans la négociation tout en admettant que le secrétaire général du P.C. soviétique avait fait « un pas en avant ».

A Paris, après le Quai d'Orsay, le porte-parole du gouvernement, M. Gallo, a souligné sur TF 1 que, la France n'étant pas partie à la négociation de Genève, elle « n'a pas à se prononcer sur les propositions de M. Andropov ». M. Huntzinger, chargé des relations extérieures au secrétariat général du P.S., affirme dans un communiqué qu'« il n'est pas acceptable de mettre sur le même pied les forces soviétiques, qui sont des forces de surarmement, avec les forces nucléaires françaises et britanniques, qui sont de strictes forces de dissuasion ».

Un triple défi à M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Le président Reagan doit répondre ces jours-ci à un triple défi sur le contrôle des armements : Moscou avance une nouvelle proposition, les évêques américains contestent la politique gouvernementale et la Chambre des représentants réclame le « gel » des arsenaux nucléaires.

En outre, d'une rencontre avec des journalistes, le mercredi 4 avril, M. Reagan a brièvement commenté les deux premiers points. Le vote de la Chambre devait intervenir quelques heures plus tard et ne donner lieu à aucune réaction immédiate de la Maison Blanche.

La proposition de M. Andropov, qui consiste à geler les arsenaux nucléaires pendant cinq ans, est une « offre de paix », a-t-il dit. C'est ce que Washington réclame depuis longtemps, compte tenu des missiles russes à têtes multiples, on prendra donc cette déclaration « en sérieuse considération ».

De son côté, le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, a estimé que la déclaration de M. Andropov apportait « un changement », même si elle ne constitue pas en elle-même « un progrès ». Compter les ogives plutôt que les missiles est une façon plus efficace de prendre en compte leur pouvoir destructif, a-t-il dit.

Mais il ne s'agit que d'une petite phrase contenue dans une allocution de M. Andropov, a souligné pour sa part le président américain. Il faut attendre la présentation officielle de cette proposition aux experts américains-soviétiques de Genève pour savoir « si ce n'est pas seulement de la propagande ».

En tout cas, les États-Unis jugent inacceptable de comptabiliser les forces nucléaires britanniques et françaises avec les futures euromissiles américaines : ce ne sont pas des missiles à moyenne portée comme les SS-20, et elles n'ont

pas pour rôle de défendre l'ensemble de l'Europe occidentale.

M. Reagan a écrit de critiquer la lettre des évêques catholiques adoptée mardi à Chicago.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 6.)

M. Shultz au Proche-Orient

Un accord serait en vue entre Israël et le Liban

Un projet d'accord semble avoir été mis au point, sous la pression américaine, entre Jérusalem et Beyrouth. Le gouvernement israélien donnera, en toute hypothèse, sa réponse définitive aux dernières propositions libanaises apportées par le secrétaire d'État, M. Shultz, « vendredi ou au plus tard dimanche », a affirmé mercredi 4 mai un responsable israélien proche de la présidence du conseil. Le chef de la diplomatie israélienne, qui se trouve ce jeudi en Israël, devait retourner vendredi 6 mai à Beyrouth pour informer les dirigeants libanais du résultat de ses entretiens à Jérusalem.

An Liban, où trois soldats israéliens ont été blessés mercredi dans la zone de Abta-Zabata (centre du pays), des affrontements consécutifs à une chassagne d'embouteillages ont opposé ces derniers jours dans la région d'Aley (Est de Beyrouth, sous occupation israélienne) les Forces libanaises (chrétiennes) aux miliciens druzes de M. Walid Joumblat. Au sud du pays, les corps de trois palestiniens ont été découverts mercredi.

De notre correspondant

Jérusalem. — Le conseil des ministres devrait se réunir, vendredi 6 mai au matin, en séance extraordinaire, « pour prendre des décisions », a assuré, mercredi soir, M. Menahem Begin, après avoir reçu une nouvelle fois le secrétaire d'État américain, qui, semble-t-il, revenait de Beyrouth avec un projet d'accord en bonne et due forme, sauf sur certains points encore litigieux.

Cette indication du premier ministre israélien a provoqué un vent d'optimisme à Jérusalem, d'autant que, à Beyrouth, les dirigeants lib-

mais, après leurs entretiens avec M. Shultz, paraissent eux aussi entrevoir une conclusion proche des négociations. La veille encore, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Elie Salem, déclarait qu'il faudrait un « miracle » pour qu'un accord puisse être entériné avant la fin de cette semaine, comme le souhaite ardemment Washington (le Monde du 5 mai).

FRANCIS CORNU

(Lire la suite page 8.)

La réorganisation de l'industrie chimique

La restructuration de l'industrie chimique française, amorcée depuis plusieurs mois, est entrée dans une nouvelle phase. Pour ce qui est des engrais, un accord définitif est intervenu entre Rhône-Poulenc et C.D.F.-Chimie, qui reprendra la Générale des engrais (GESA) et le site de Grand-Quevilly.

Dans la chimie lourde, les difficultés financières qui bloquaient la cession des activités de P.C.U.K. (Produits chimiques Ugine-Kuhlman), filiale de PUK, à Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc et C.D.F.-Chimie ont aussi été réglées, l'État ayant décidé d'apurer les comptes de P.C.U.K.

Ainsi donc s'achève, ou presque, après des discussions serrées, le dernier acte du redéploiement de la chimie française. L'État a fait son devoir, mais la difficulté pour lui a été de réunir les sommes indispensables pour mener à bien cette restructuration et débloquent, enfin, une situation totalement gelée depuis six mois.

Apurement des comptes à P.C.U.K.

Les 3 milliards de francs, qui serviront à rétablir l'équilibre de P.C.U.K., seront apportés par le biais d'une augmentation correspondante du capital de P.C.U.K. auquel l'État participera pour moitié et PUK pour les 50 % restants. 1 milliard de francs sera libéré en 1983 et 2 milliards en 1984. Mais afin que P.U.K. ne soit pas lésé, son propre capital sera augmenté de la même somme.

Son actionnaire unique, toujours l'État, lui apportera par souscription. L'opération financière devrait, selon le calendrier établi, être complètement terminée le 30 septembre prochain. A la suite de quoi, Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc, C.D.F.-Chimie et E.M.C. prendront officiellement possession de leurs nouveaux actifs chimiques. Chaque groupe acquiesce disposera, à due concurrence, de l'argent nécessaire pour apurer les comptes des actifs de P.C.U.K. en sa possession. La répartition est tenue rigoureusement secrète pour ne pas faire de jaloux. Mais à l'évidence, Elf-Aquitaine devrait recevoir la part du lion.

Tous les intéressés reverseront les sommes prêtées à faible taux d'intérêt sur une période qui devrait s'échelonner sur trois ou quatre ans.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 27.)

L'agitation sociale

- UNIVERSITÉS : deux défilés à Paris (page 12)
- COMMERÇANTS ET ARTISANS : manifestations dans la capitale et en province (page 27)
- MÉDECINE : des grèves continuent dans les hôpitaux (page 32)

SORTIE DE CRISE ?

Ne pas se tromper de locomotive

par PIERRE DROUIN

Chaque jour compte qui prolonge les signes d'une amélioration des affaires dans deux pays forts, jusqu'ici en proie au marasme : les États-Unis, l'Allemagne fédérale. Nous savons la fragilité de ces indices. Après tant d'années rudes, trois mois d'éclaircie ne font pas encore beaucoup. Mais on se prend à espérer d'autant plus vite que l'on a attendu plus longtemps. Humain, trop humain.

En France, on ne peut encore que regarder cela du deuxième balcon. Avant de se mêler à l'action, il faut réparer notre organisme économique délabré. N'aurons-nous pas plus de cœur à l'ouvrage en voyant que d'autres pays industriels s'en sor-

tent, que la récession n'est pas fatale ?

Bientôt, on parlera de tout cela à Williamsburg (Virginie), lieu choisi pour la rencontre annuelle au sommet des représentants des nations riches, et la préparation s'active. Si l'élan de la « nouvelle croissance » n'est pas brisé, il est fort à parier qu'on s'ingéniera à échanger les moyens de la production. Dans la plupart des échanges de vues sur la sortie de la crise, reviennent notamment avec une insistance qui a fini par tenir lieu de vérité des affirmations à regarder de très près. Il y

aurait deux locomotives pour entraîner l'Occident : les pays en développement et les nouvelles technologies. Est-ce exact ?

Il fut certes un temps, celui du premier choc pétrolier, où le recyclage des capitaux aurait pu, par un effet d'entraînement induit, offrir de nouveaux débouchés dans le tiers-monde et fortifier la croissance des pays industriels. Cette mécanique sur laquelle on a tant disserté a bien commencé à jouer, puis la source s'est tarie, les prix du pétrole, après deux flambées, s'orientant vers la baisse, ainsi que les quantités vendues.

(Lire la suite page 2.)

Jean-Paul Escande



La Deuxième cellule

Recherches sur la maladie appelée cancer

Et si Escande avait raison ?



AU JOUR LE JOUR

Réforme

Encore une décision maladroite ! M. Rocard l'a annoncée brutalement mercredi à l'Assemblée nationale : des mesures ont été prises pour ramener à six semaines l'activité des poules pondeuses en France, pour rétablir l'ordre sur le marché de l'œuf.

La mesure est peut-être bonne en soi, mais a-t-on consulté les intéressés ainsi rejetés de la collectivité ? Nullement. Il ne faudra donc pas s'étonner si demain on voit surgir un comité de coordination des gallinacés au rebut, avec un Front de libération du coq français, qui animera des grèves dans les poulaillers ou des manifestations à la ferme. Sans compter que l'opposition fera tout pour attiser le conflit, sans en avoir l'air.

BRUNO FRAPPAT.

« LES EXILÉS », DE JAMES JOYCE, AU ROND-POINT

Une tourmente sous l'eau calme

« Pourquoi le titre d'Exilés ? Une nation régulière une pénitence de ceux qui ont osé la quitter, pénitence exigible à leur retour... Le père prit le parti du fils prodigue. Ce n'est probablement pas ainsi que va le monde — certainement pas en Irlande ».

James Joyce écrit cela dans les notes préparatoires de sa pièce. En 1904, âgé de vingt-deux ans, il avait quitté l'Irlande, était allé passer cinq ans à Trieste. Et, quand il retourna à Dublin, il dut faire face à des difficultés — l'éditeur de son recueil de nouvelles, *Dubliners*, alla même jusqu'à détruire tous les exemplaires du livre, avant parution. Joyce ne put en garder qu'un pour lui.

Deux ans plus tard, en 1914, Joyce écrit *les Exilés*, pièce par laquelle il médite sur cette situation singulière (et cette punition) du « fils prodigue » : il y aurait une étude à faire du parcours poétique et philosophique de cette parabole, qui a retenu les soins de Gide, Joyce, et surtout Rainer Maria Rilke.

Les parents, les amis, de celui qui est parti vivre ailleurs, ressentent, de sa part, un abandon. Une inconstance. Dans la pièce de James Joyce, un écrivain et sa femme, Richard et Berthe, revenant en Irlande après plusieurs années d'exil, vont devoir faire face à cette « jalousie ». Et Joyce prend appui sur ce phénomène d'amertume citoyenne pour coordonner, en une seule action, les auscultations de plusieurs autres abandons essentiels dont les êtres souffrent dans leur vie : la femme spirituellement abandonnée, jour après jour, par son mari, au cours des années communes qui passent ; l'abandon de la vie, de la liberté de vivre, que constitue la fidélité dans le mariage ; l'abandon de l'amitié de deux hommes, quand l'un des deux se marie ; et aussi l'abandon de l'enfance, de la sincérité et de la fraîcheur et du génie de l'enfance, lorsque tous nous avançons dans les jours.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 14.)

Qu'est-ce que la guerre économique ?

Stratégies de crise

Aux États-Unis et en Allemagne, plusieurs clignotants virent au rose. La crise ne sera dissipée très lentement, estime Pierre Drouin, que si l'on utilise la bonne locomotive pour en sortir. En attendant, la guerre économique bat son plein, et Gilbert Comte explique pourquoi la majorité comme l'opposition sont empêtrées dans les stratégies à suivre. Sur ce chapitre, Michel Henochsberg et François Rachline constatent que l'État intervient de plus en plus lorsque les affaires vont mal et qu'en quelque sorte il profite de la crise. La France, qui a renforcé le contrôle des changes, s'est mise, en tout cas selon Jean-Christophe Devaux, en contradiction avec le traité de Rome.

DEPUIS la dernière dévaluation qu'un euphémisme charitable qualifie d'« ajustement monétaire », les ministres aident à l'expression « guerre économique » pour convaincre la France qu'elle affronte une crise grave. Avec M. Michel Debré, l'actuelle opposition employa bonne première la formule sous le précédent septennat. Mais sans jamais lui communiquer une force démonstrative suffisante auprès de l'opinion. Les collaborateurs de M. Pierre Mauroy y réussirent-ils davantage ? Rien ne le prouve encore, ni ne démontre même qu'ils comprennent vraiment toutes les implications du vocabulaire.

La « guerre économique » signifie-t-elle, par exemple, qu'en dépit d'une paix formelle maintenue entre eux les grands pays industriels s'attaquent non plus avec des tanks, des canons, mais à coups de tarifs où chacun submerge le voisin sous ses marchandises sans s'effrayer des dommages ? A en juger par la chute de son commerce extérieur, la France côtoie ce risque-là tous les jours. Les combats commerciaux ne lui tuent pas un seul homme. Ils ne renversent pas une maison. Mais leurs effets se comparent quand même à ceux d'un bombardement par l'ampleur des dégâts, arrêts d'usine, régression sociale, chômage, qu'ils entraînent. Malgré leur goût commun pour l'outrance verbale, ni socialistes ni chiraquogardiens ne trouvent encore les mots capables de rendre cette notion-là intelligible, comme si elle dépassait complètement leurs capacités d'analyse. Ne parlons pas de M. Georges Marchais, tellement prisonnier de ses improvisations entre le sectarisme et l'opportunisme ! Un marxiste devrait présenter ses observations sur la crise du capitalisme. Celui-là se tait ou croit avoir tout dit quand il lâche : « Faîtes payer les riches ! »

En réalité, l'optimisme professionnel des hommes politiques les prépare mal à concevoir les conséquences de ce qu'on pourrait appeler

nous la « guerre pacifique », vague ment présente dans leurs discours. Rompus par expérience électorale aux réajustements inespérés, ils supposent toujours un peu qu'un pays se salue comme une circonscription électorale à moitié perdue : par une combinaison de hasard et d'adresse. Mais les réflexes du joueur ne déterminent pas entièrement leur impuissance à concevoir les batailles économiques dans toute leur ampleur. Les préjugés de leur époque les empêchent aussi d'en saisir la nature. Par-delà d'innombrables divergences, libéraux, conservateurs, socialistes, croient personnellement, depuis un quart de siècle, qu'une raisonnable coopération internationale se substituerait peu à peu aux affrontements entre les États par la grâce d'une croissance ininterrompue. Aux sanglants conflits d'intérêts de l'ancienne histoire, se substituerait donc l'émulation fructueuse dans l'accroissement des richesses. Tous les partis succombent au vertige. Les communistes eux-mêmes revendiquaient dans la mythologie de l'expansion.

Majorité et opposition confondues, ce petit monde éprouve maintenant quelque peine à expliquer clairement les causes et les conséquences de la « guerre économique » à une opinion saturée de pacifisme verbal. Depuis vingt-cinq ans, l'économie promettrait d'évincer la guerre. La guerre s'empare maintenant de l'économie, et repart sous les formes inattendues de l'inflation, du marasme monétaire, de l'électronique nipponne. Énorme surprise ! Elle dérouterait moins les politiques s'ils consentaient à reconnaître enfin, derrière la conquête des marchés, les fluctuations du dollar, non plus la suite normale de cette bonne concurrence profitable à tous, mais l'éternel rapport des forces entre les puissants et les faibles, dans son intacte cruauté.

par GILBERT COMTE

Si la « guerre économique » désigne des réalités tangibles, si elle ne procède pas d'une grosse astuce de vocabulaire, ses effets réclament une mentalité combattive. Elle exige donc bien la mobilisation nationale évoquée par le président de la République dans son dernier message au pays. Mais suivant quels critères, et d'après quelles valeurs ?

Le bouleversement des anciens clivages

Même en économie, les batailles ne se gagnent qu'à condition de bien connaître l'adversaire, sa tactique et ses forces. Or la France distingue ses amis de ses ennemis approximativement d'après les frontières idéologiques héritées de la guerre froide. Mais elle ne craint rien des Soviétiques dans ses luttes commerciales, alors qu'elle redoute le pire des Américains, Allemands et Italiens. En d'autres termes, la compétition industrielle bouleverse les anciens clivages et change l'allié politique en rival économique, sans rompre pour autant l'entente militaire toujours indispensable.

L'admettre n'aboutit à aucune espèce d'hostilité viscérale envers les États-Unis, mais à la simple évidence. Seulement, la solidarité morale de la France avec ses principaux concurrents commerciaux entrave aussi sa liberté de manœuvre à leur égard.

Parmi ses hauts fonctionnaires, techniciens, dirigeants d'entreprises, beaucoup admirent si intensément le modèle américain qu'ils se sentent envers lui dans la légitime dépendance du second envers le premier, caractéristique

de la psychologie coloniale. Bien peu souhaitent donc se battre contre le chef de file, au nom d'un patriotisme qu'ils considèrent, en outre, comme une nostalgie vieillotte et sans utilité. Parmi ses partisans, l'actuelle majorité ne dispose pas non plus d'un électoralat prêt à tous les sacrifices pour l'intérêt général. Syndicats, salariés, songent bien davantage à maintenir leurs « acquis » sociaux qu'à produire au meilleur prix, pour permettre à leurs entreprises de conquérir des marchés extérieurs.

Toutes proportions gardées, les trente-neuf heures, la cinquième semaine de vacances, équivalent en pleine guerre économique à étendre le nombre et la durée des permissions des soldats dans une guerre classique. A ce régime, Joffe perdrait la bataille de la Marne et Guillaume II festoyerait dans Paris quelques jours plus tard.

Enfin, les offensives soutenues par les hommes se livrent aussi avec du matériel. Les nationalisations stimulent peu la productivité. Mais à une époque où il n'osait se plaindre autant qu'aujourd'hui des charges infligées à ses entreprises, le grand patronat laisse s'effondrer la sidérurgie, le textile, la machine-outil, exactement comme après 1925 les médiocres héritiers de Foch négligèrent la modernisation de nos armements.

Sans le gouvernement de M. Raymond Barre, les exportations atteignirent cependant des records inédits grâce à la farouche détermination d'un premier ministre de choc. A la façon d'un miracle, le résultat dépassait quelque peu nos moyens. Il ne se répètera jamais si la France aborde les batailles économiques de l'avenir

comme la « drôle de guerre », en 1939, sans civisme, sans techniques suffisantes, mais avec beaucoup de mauvaises habitudes.

En pleine crise de Dantzig, Édouard Daladier pouvait encore tenter d'obtenir un répit par une seconde capitulation munichoise. M. Pierre Mauroy ne dispose pas d'une ressource analogue. A l'inverse des guerres classiques, les affrontements industriels, ne s'annoncent pas par des ultimatums ou un ambassadeur. Elles débutent sans avertissement. Les victimes en découvrent parfois l'existence bien après qu'elles ont commencé. N'importe quel Français conscient de l'enjeu appuiera donc toute décision officielle conforme à l'intérêt public, tout simplement parce qu'une épreuve nationale se surmonte par l'union nationale.

Dans ce cas, il appartient aux partis majoritaires au Parlement de donner l'exemple, et de mettre au moins une sourdine aux invectives insupportables contre ce qu'ils nomment emphatiquement « la droite », mais où se reconnaît par malheur pour eux une moitié du pays. Certes, des intérêts plus qu'équivoques manœuvrent derrière elle. Lorsqu'il se pavane par par électoralisme sur le perron de la Maison-Blanche, M. le maire de Paris songe-t-il un instant à la dangereuse diplomatie du dollar ?

Ces imprudences, la mauvaise foi d'une opposition assoiffée de revanche, n'excuseront jamais les insuffisances gouvernementales. Incapables d'accorder la rigueur sur les principes avec la précision du verbe, certains socialistes prennent trop souvent leurs humeurs mauvaises pour des arguments. La « guerre économique » exige davantage de disciplines, et d'abord la première de toutes : la discipline intellectuelle. Or, pour l'intelligence, le mot guerre n'a qu'un synonyme : vaincre.

Ne pas se tromper de locomotive

(Suite de la première page.)

Une idée fort séduisante avait aussi été lancée par de nombreuses personnalités : celle d'un « plan Marshall » pour le tiers-monde dont les retombées auraient pu réalimenter la pompe à croissance de l'Occident. Lors d'un récent colloque (1), un bon connaisseur des questions Nord-Sud, Yves Berthelot, fit justice de cet espoir. Lorsque le général Marshall lança son projet pour soutenir l'Europe, après la deuxième guerre mondiale, le programme qui s'ensuivit représentait 2 % du produit national brut des États-Unis, ce qui était assez imposant. Surtout l'Europe avait les techniques qu'il fallait pour en profiter pleinement. On voit mal, hélas ! un Occident qui ne dispose que des leurs vacillantes au bout de son tunnel économique prélever autant sur ses richesses.

En outre, les pays du tiers-monde ne possèdent pas encore assez lourd dans la production mondiale (30 %, dont 7 % provenant des pays à développement rapide, qui, en fait, pourraient seuls profiter de ce plan Marshall, car ils sont en mesure de transformer efficacement cette manne).

Au reste, une sorte de plan Marshall a déjà été lancé, sans qu'on le sache, entre 1974 et 1980, du fait du recyclage des pétrodollars dont nous avons parlé plus haut. Il n'a conduit à l'endettement massif des bénéficiaires, qui a fait souffler un vent de panique en Occident, et obligé un certain nombre de pays du tiers-monde à soutenir des politiques de rétablissement très brutales. Le temps n'avait pas réussi à faire son œuvre : celui qui, grâce au crédit, s'écrit les richesses nouvelles permet ensuite non seulement de rembourser les prêteurs mais d'amorcer la pompe du développement.

Microprocesseur et croissance

Cela dit, le réservoir des besoins que constitue le tiers-monde restera longtemps à portée des nations qui auront su discipliner leur propre économie et apprendre aux pays en développement à se servir de certaines technologies nouvelles. Les nations riches doivent-elles craindre un choc en retour de la concurrence de ceux qu'elle aura aidés ? Le risque est faible du fait du bas niveau de productivité de la plupart des régions non industrialisées (« succédanés bureaucratiques », fonctionnement défectueux des transports, mauvaise gestion des approvisionnements par exemple) (2). Quoi qu'il en soit, le levier du développement ne peut encore donner l'impulsion suffisante aux économies occidentales. Au reste, est-il souhaitable qu'il le fasse trop ? Cela signifierait que ces nations ont

adopté notre modèle de développement, dont on sait qu'il est, pour la plupart d'entre eux, totalement inadapté.

Et que dire des nouvelles technologies ? La vitesse avec laquelle elles envahissent le champ répertoire de la consommation et celui — plus discret — des ateliers et des bureaux impressionne à juste titre l'opinion. Mais le fameux microprocesseur, tout mirifique qu'il paraisse puisqu'il a permis de banaliser l'informatique à un degré inouï, ne générerait pas une croissance économique aussi rapide que celle que nous avons connue dans les années 60.

La raison essentielle tient au fait que les promesses de la technologie de l'information bouleversent bien davantage les procédés de fabrication que l'éventail des produits offerts au public. Sans doute le disque compact lui par laser remplacera peu à peu, dans les dix ans à venir, le microfilm. Mais il s'agit là d'une substitution, non de la satisfaction d'un besoin nouveau. L'ordinateur pénètre dans les foyers, mais il est douteux qu'il se répande comme les réfrigérateurs, les machines à laver ou les téléviseurs.

Même si la demande du grand public ne « suit » pas le rythme des innovations, celles-ci ont si bien pénétré le monde industriel et celui des services que la productivité s'en trouve singulièrement améliorée, et donc les chances de création de richesses. Toutefois, ce ressort de l'expansion économique n'a pas les mêmes caractéristiques que l'ancien.

Tout d'abord, il n'est pas aussi puissant que celui qui déclenchait une très forte demande du public. Pensons à l'automobile. Ensuite, quand la croissance repartira, elle sera, dans un premier temps en tout cas, moins génératrice d'emplois que celle que nous avons connue jadis. L'investissement dans le secteur productif n'est essentiellement pour but aujourd'hui de remplacer la main-d'œuvre par la machine.

Ces données nouvelles doivent être intégrées dans les politiques entendues au sens le plus large du mot. « La croissance est momentanément arrêtée », écrivait M. Gérard Lafay (3), parce que, parmi les pays les plus avancés, aucun n'est encore parvenu à jeter les bases d'une nouvelle organisation économique, politique et sociale. C'est une cohérence d'ensemble qu'il faut désormais trouver entre les modes de production, de consommation, de gestion du temps, de répartition des revenus et d'intervention étatique qui sont exigés par la troisième révolution industrielle.

Compter sur ses propres forces. Le consensus est aussi valable pour l'Occident. C'est à lui, parce que plus riche, qu'incombe de trou-

ver les chemins qui mènent à la sortie de la crise. Le maître mot est celui d'adaptation. Si la fortune sourit aux audacieux, elle ne se détourne pas non plus de ceux qui savent très vite fléchir les désirs nouveaux et les besoins urgents. Ils seront toujours au rendez-vous. Pas toujours, hélas ! nos industriels.

PIERRE DROUIN.

- (1) Organisé conjointement, en mars dernier, par le C.E.F.I.I. (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) et le CEFRI (Centre de formation aux réalités internationales).
- (2) Lire à ce sujet *Exportation des technologies, l'urgence en retour*, de Small A.H. et Haddad, Institut de recherche de l'entreprise, 29, chemin des Mouilles, B.P. 26, 69130 Ecully.
- (3) Dans un important article sur « Les principaux mécanismes de la crise industrielle », revue *Projet*, numéro de mars 1983, 15, rue Marchand 92170 Vanves.

« Il n'y a pas d'Etat libre-échangiste »

par MICHEL HENOCHSBERG et FRANÇOIS RACHLINE (*)

LIBRE-ÉCHANGE ou protectionnisme ? Question d'école dont la réalité internationale. Un peu d'attention révèle une situation a priori paradoxale : des barrières limitent l'entrée des territoires nationaux et, simultanément, les politiques économiques visent à développer, à tout prix, les exportations. En ce sens, rappellez que les changements décisifs du libéralisme, les États-Unis et le Japon, sont aussi les maîtres inégaux d'un protectionnisme aussi silencieux qu'efficace.

La cohabitation de ces deux pratiques — de ces deux discours — divalguant ce que le débat traditionnel esquisse. Généralement, ces deux termes sont présentés comme antagoniques, exclusifs, résultant d'un choix. Or protectionnisme et libre-échange ne figurent pas les deux extrémités d'un même segment. Ils ne sont pas de même nature, ils relèvent de deux pôles hétérogènes : le

protectionnisme est l'appanage de l'État, alors que la liberté des échanges est revendiquée par la machine économique.

Celle-ci, dans son extension horizontale, recherche des marchés toujours nouveaux, contourne les réglementations et rêve d'un monde *off-shore*. D'emblée son développement suggère celui d'une libre circulation. L'État, massif, rigide dans sa verticalité structurelle et fonctionnelle, n'a d'autre souci que la sauvegarde de son territoire, la pérennité de son espace de souveraineté. Depuis toujours, on le sait protectionniste.

Aussi, au sein du discours national, pencher vers l'une des deux attitudes ne fait que traduire le rapport de force du moment entre État et économie. Eu somme, c'est la conjoncture qui décide de l'accent suivant des liaisons simples :

— en période de difficultés économiques, donc sociales, l'État se voit dans l'obligation de prendre en charge la situation, la machine économique se cantonnant dans une subordination recherchée. Le discours

(*) Economistes à l'université de Paris-X-Nanterre.

est alors protectionniste (les années 30, les années 80) ;

— inversement, des progrès économiques et sociaux permettent à la machine économique de faire valoir ses performances et, ainsi, de limiter la tendance interventionniste de l'État. Celui-ci, dans ces circonstances, adopte volontiers un discours libre-échangiste, épousant les desirs de l'économie conquérante (de 1945 à 1975 environ).

Actuellement, le temps est à la crise, et les réflexes protectionnistes fusent. Qu'il se prétende libéral ou dirigiste, l'État monte en première ligne. Les États relèvent la tête à la faveur du récent retournement de conjoncture. En ce sens, l'hypothèse mérite d'être formulée : les États profitent de la crise.

L'ont-ils créée ? Peu importe, bien que la généralisation, à partir des États-Unis, des politiques monétaires restrictives nous incite à le penser. En tout cas, ils entretiennent volontiers l'idée de crise, qui leur permet d'apparaître, indépendamment de leurs orientations spécifiques, comme guides et dernier recours.

Ce constat doit susciter une vigilance toute nouvelle. Même si le commerce n'a besoin de liberté que par intérêt, l'histoire semble bien nous enseigner que la circulation des écus et des idées est inséparable de celle des choses.

Une curieuse idée de l'Europe

par JEAN-CHRISTOPHE DEVAUX (*)

LES mesures dites « économiques » du troisième gouvernement Mauroy ont plus d'une raison de nous étonner. Ici, je ne parlerai que de celles qui intéressent le contrôle des changes et la limitation d'exportation — non de capitaux, mais de simple argent de voyage — pour la circulation d'un résident français hors de l'Hexagone.

Le 23 mars, le président Mitterrand, de sa voix la plus solennelle, s'est exprimé devant le peuple de France, au travers de la télévision, pour lui confirmer son attachement aux institutions européennes, démontré par le courage que son gouvernement avait déployé afin d'éviter la sortie du franc du système monétaire européen (S.M.E.). Or la réglementation du « plus de rigueur » est en contradiction avec le traité de Rome, instituant en 1957 la Communauté économique européenne, titre III : « Libre circulation des personnes, des services et des capitaux ».

Que l'on n'aille pas invoquer les dispositions particulières, comme celle de l'article 73 de ce traité, car il ne faudrait tout de même pas confondre ces montants d'« argent de poche » avec des transferts ou exportations de capitaux, autorisant pour des périodes déterminées un État à prendre des mesures provisoires et non discriminatoires. Pourquoi ne pas interdire aux Bretons

d'aller au Pays basque, et aux Alsaciens en Provence ? On en est l'intégration européenne avec de telles mesures ?

Si l'on ne veut pas sortir du S.M.E., n'est-ce pas pour mieux en profiter : car hors du S.M.E. la France n'a plus la faculté de contracter des emprunts illimités auprès des établissements bancaires des pays membres.

Et faut-il, en plus, être anti-européen, et appauvri ? Quel Machiavel a inspiré une telle mesure, dont la gravité n'a d'égal que le grotesque, car à quoi correspond le contre-valeur de 3 000 francs français en République fédérale d'Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, pour un touriste ?

Mais, après tout, de quelle Europe devons-nous parler ? De celle de la Communauté et de la liberté, ou de celle que nous appelons « de l'Est » parce que le soleil s'y est levé plus tôt, mais n'a disparu depuis longtemps à l'image des libertés individuelles. N'est-ce pas par un processus analogique que, voilà plus de trente ans, le totalitarisme que nous connaissons a succédé aux gouvernements socialistes de l'époque ? De grâce, évitez-nous d'aussi sinistres pensées.

(*) Avocat international à Genève.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

مکان العمل

مركز الامم المتحدة

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

La situation en Amérique centrale

- Managua dénonce des incursions armées venant du Costa-Rica
- M. Reagan met en cause la légitimité du gouvernement sandiniste

L'armée nicaraguayenne a pris le contrôle de la frontière sud, alors que les combats continuent au nord, où les troupes s'efforcent de repousser l'invasion d'un millier de rebelles de droite, selon le ministère de la défense de Managua, qui dément les informations selon lesquelles les guérilleros basés au Costa-Rica auraient traversé la frontière méridionale et établi des postes avancés en territoire nicaraguayen.

Le ministère de la défense a reconnu, toutefois, que des groupes de

trente à quarante hommes poursuivaient leurs raids en territoire nicaraguayen pour retourner ensuite au Costa-Rica. Selon la junte sandiniste, il n'y a que sept cents rebelles dans les camps du Costa-Rica, alors qu'il y en a plus de cinq mille au Honduras.

A Washington, M. Reagan a, pour la première fois, mis en cause, mercredi 4 mai, la légitimité du gouvernement nicaraguayen, en faisant l'éloge des maquisards qui s'effor-

cent de renverser le régime sandiniste. Il a salué l'action menée par la guérilla anticommuniste, qualifiant les maquisards de « combattants de la liberté ». Il a, d'autre part, implicitement reconnu que les États-Unis soutiennent financièrement ces derniers. M. Reagan a affirmé que le vote d'une commission du Congrès interdisant à Washington de financer des actions clandestines dirigées contre le Nicaragua constitue un « précédent très dangereux » (le Monde du 5 mai).

Mais, comme on lui demandait s'il n'était pas possible d'affecter ces fonds d'une façon ouverte et non plus clandestine, M. Reagan a répondu : « Out, à condition que des restrictions ne soient pas imposées sur les tactiques des combattants de la liberté au Nicaragua ». Si ce vote signifie « que nous pouvons continuer à faire ce que nous avons fait - donner de l'argent, des fournitures à ces gens directement, d'une façon ouverte au lieu de clandestine - je n'y vois pas d'inconvénient », a déclaré M. Reagan. Jusqu'à présent, il avait affirmé que les États-Unis se

limitaient à empêcher les fournitures d'armes par le Nicaragua à la guérilla salvadorienne.

M. Reagan a souligné que la seule alternative à une éventuelle suppression des fonds clandestins pour l'Amérique centrale serait d'accorder ces crédits d'une façon ouverte à d'autres gouvernements. « Ce serait demander à d'autres gouvernements de faire ce que notre propre Congrès nous a interdit de faire », a-t-il dit. Il a enfin violemment critiqué les autorités sandinistes, qui, a-t-il répété, cherchent à « exporter leur révolution » et soutiennent ceux qui veulent, au Salvador, « renverser un gouvernement légitime élu ». « Les forces qui se sont dressées contre le gouvernement sandiniste (...) veulent simplement qu'il tienne ses promesses de faire tenir des élections et de respecter la démocratie ».

Qu'est-ce qui rend ce gouvernement plus légitime que le peuple nicaraguayen, qui demande de pouvoir voter pour choisir le gouvernement qu'il souhaite ? », a-t-il demandé. - (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

● L'arrêt de l'approvisionnement en armes de la guérilla au Salvador est un « point négociable », a déclaré mercredi 4 mai à Washington M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique et révolutionnaire salvadorien (F.D.R.), opposition de gauche, la branche politique de la guérilla. La cessation de cet approvisionnement « ne peut être une mesure unilatérale », a souligné M. Ungo. - (A.F.P.)

des sept cents personnes incarcérées pour faits en rapport avec les événements bénéficiaient de l'amnistie. L'extension de la loi aux « civils qui ont pris les armes » semble destinée aux paysans qui vivent dans des régions tenues par des rebelles ou qui se sont déplacés avec les guérilleros, plutôt qu'aux éléments durs de la rébellion. - (A.P.)

● L'Assemblée constituante salvadorienne a voté, mercredi 4 mai, à l'unanimité, une loi d'amnistie qui entraînera la libération d'un certain nombre de détenus politiques et qui accorde aux guérilleros soixante jours pour se présenter aux autorités sans avoir à craindre de poursuites. Seront libérés les détenus politiques clandestins à quatre ans de prison et moins qui ne sont pas accusés de crimes appelés des crimes « terroristes », comme l'homicide, l'enlèvement ou le vol. On estime que 50 %

de quelque mille sept cents Indiens Miskito, d'une localité nicaraguayenne à 30 kilomètres de la frontière du Honduras, auraient été emmenés de force au Honduras par des anti-sandinistes, ont affirmé trois habitants de cette localité, au cours d'une conférence de presse à Managua. Les rumeurs ont lancé des slogans favorables à l'organisation Miskito (groupe d'indigènes Miskito anti-sandinistes) ; ils ont menacé de mort les personnes qui refusaient de les suivre au Honduras, puis ont incendié les habitations, ont précipité les trois hommes, le mercredi 4 mai. - (A.F.P.)

Visite d'une base antisandiniste dans le nord du Costa-Rica

Los Chiles (nord du Costa-Rica) (A.F.P.). - Une cinquantaine d'hommes d'un commandement antisandiniste situé à Los Chiles, à 2 kilomètres de la frontière nicaraguayenne, ont annoncé qu'ils allaient pénétrer « dans les prochaines heures » au Nicaragua. Ce camp est l'une des nombreuses bases au Costa-Rica du mouvement de M. Eden Pastora, selon les habitants de la région. M. Pastora, l'ancien « commandant Zéro », a été vice-ministre de la défense du gouvernement de Managua jusqu'en juillet 1981, date de sa rupture avec le régime sandiniste. La base est cachée dans la forêt tropicale à 200 kilomètres au nord de San José, la capitale. La nourriture est abondante et le terrain des hommes est soigné. L'armement se compose essentiellement de fusils FAL et GALT, de mitrailleuses soviétiques AK-47, pour la plupart assez usagées, mais également de matériel américain neuf.

Un homme qui se présente comme un ancien garde civil du Costa-Rica, ayant rejoint les hommes d'Eden Pastora « pour dénoncer les communistes », annonce qu'il est impossible d'entrer dans la base avant le retour de son chef, un certain « Apache ».

● Ayant pour la plupart entre dix-sept et vingt-cinq ans, les combattants déclarent tous appartenir à l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) dirigée par M. Eden Pastora et un ancien membre de la junte sandiniste, M. Alfonso Robelo. Selon eux, d'autres organisations antisandinistes, comme les Forces armées révolutionnaires nicaraguayennes (FARN), ne font la guerre « que dans les journaux de San José » et ne s'aventurent pas « à venir par ici ».

Il affirmait qu'Eden Pastora est venu au camp de Los Chiles « il y a une semaine ». Mais des habitants voisins du camp prétendent avoir vu M. Pastora ces derniers jours dans la région.

Malgré les protestations du gouvernement nicaraguayen, l'existence de camps antisandinistes au Costa-Rica est toujours niée par les autorités du pays. Une base des Forces de sécurité constitutionnelles se trouve pourtant à quelque 30 kilomètres du camp de Los Chiles. Le président costaricien, M. Luis Alberto Monge, a indiqué récemment que les groupes armés antisandinistes « seront expulsés » du pays, mais qu'ils auront été découverts.

EUROPE

Allemagne Fédérale

« Il est encore temps pour un accord à Genève »

estime M. Kohl dans sa déclaration gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. - Pendant plus de deux heures, fréquemment interrompu par les applaudissements de ses amis politiques, le chancelier Kohl a inauguré, le mercredi 4 mai, la session politique de printemps du Bundestag par une longue et profuse déclaration gouvernementale. Il a annoncé qu'il se rendrait à Moscou le 4 juillet en espérant que cette première rencontre serait suivie de consultations régulières. Car, « si rien ne justifie la politique expansionniste de l'Union soviétique (...), il est important pour moi de connaître personnellement ses nouveaux dirigeants et de parler avec eux de nos problèmes et de nos intérêts. Avec de la bonne volonté s'ouvre à nous un vaste champ de coopération politique, économique, scientifique et culturelle ».

Le chancelier Kohl n'en a pas moins réaffirmé la détermination de la République fédérale d'accepter l'implantation sur son territoire des troupes de l'OTAN en cas d'échec de la conférence de Genève sur les armes à moyenne portée. Il s'est déclaré convaincu de la volonté américaine d'aboutir à un résultat, cela à l'encontre de ceux qui en doutent. Il espère que l'Union soviétique est animée des mêmes intentions et estime qu'« il est encore temps pour un accord ».

Il n'a pas fait allusion à la mort de deux Allemands de l'Ouest, récemment, à des postes-frontières de R.D.A., mais « satisfaction donnée à M. Franz Josef Strauss qui brillait par son absence - il a déclaré que le mur, les fils de fer barbelés, l'ordre de tirer à vue et les chicanes sur les autoroutes de transit n'étaient pas un « état normal ». « Nous ne nous taisons pas quand il est porté atteinte aux droits de l'homme ; en font partie les droits à la libre opinion, à l'information et au libre déplacement ». M. Kohl s'est bien gardé de renouveler l'invitation de M. Schmidt à M. Honecker, qui recevait pendant ce temps à Moscou

les honneurs de « Héros de l'Union soviétique ». Le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a, pour sa part, estimé dans le débat qui a suivi la déclaration gouvernementale, que le refus du chef de l'Etat est-allemand de se rendre à Bonn ne pouvait pas être son dernier mot.

En matière de politique intérieure, M. Kohl a insisté sur la nécessité de combattre le chômage et d'assainir les finances publiques sans augmenter les impôts. L'avenir n'est pas rose. M. Kohl a parlé de l'« évolution démographique catastrophique » en République fédérale : « Jusqu'à la fin du siècle, si l'on dit, le nombre des sexagénaires s'accroît de un million, tandis que celui de ceux qui entreront dans la vie active diminuera de quatre millions. A ce rythme-là, les retraites sont menacées ainsi que toutes les prestations sociales. Dans l'immédiat, cependant, l'économie ne se porte pas trop mal. La récession s'éloigne et le relèvement des indices démontre qu'il ne s'agit pas d'un feu de paille ».

Les débats sur cette déclaration devaient se poursuivre ce jeudi. M. Hans-Jochen Vogel, leader de l'opposition social-démocrate, dans son discours d'une heure et quarante-cinq minutes, d'une tenue exemplaire, critique à l'égard du gouvernement sans pour autant faire l'éloge indiscriminé de son parti, a donné un beau morceau d'éloquence parlementaire. On ne savait pas encore M. Vogel si donc pour la parole. Mercredi, il a donné sa mesure, répondant à M. Kohl sans le blesser, portant le débat à un niveau rarement atteint. Ce n'était pas seulement le chef du groupe parlementaire social-démocrate qui s'exprimait, mais un cœur et une âme, avec une verve qui, en compensation, faisait apparaître presque ennuyeux le catalogue des devoirs que M. Kohl s'efforcera de remplir.

A.C.

LES « CARNETS SECRETS » DE HITLER

La première livraison du « Stern » comprend soixante lignes « originales » sur trente-quatre pages

De notre correspondant

Bonn. - Ceux qui achèteront Der Stern ce jeudi, jour de sa parution, en pensant y trouver les pensées secrètes de Hitler en seront pour leurs frais. On leur présente à la place, un récit, le début d'une « série » (le terme est le même en allemand) due au triumvirat Gerd Heidemann, l'homme qui « découvrit » les journaux intimes de Hitler, Leo Pasch et Thomas Walde, qui se sont réunis pour nous raconter les péripéties préliminaires à l'extravagante expédition en Angleterre de Rudolf Hess, le 10 mai 1941.

Le Führer aurait été mis au courant des intentions de son adjoint. Celui-ci lui aurait remis, dès le 25 juin 1939, un projet de solution au « problème anglais ». Il s'agirait d'atterrir en Angleterre. Et après ? Hitler et Hess, qui avaient reçu en grande pompe au dans la familiarité de leur entourage, tout le gratin de l'appareil britannique - le duc de Windsor se serait montré un « ardent national-socialiste », selon Hitler, - ne comprendraient pas le revirement de l'opinion anglaise et l'attribuaient sans autre forme de procès à la « conspiration juive » qui poussait Winston Churchill au pouvoir. Il s'agissait donc d'entrer en contact avec les Anglais « authentiques » en « contournant ou en surmontant » l'obstacle Churchillien pour conclure une paix de compromis entre « alliés naturels ». « Fantastique, et pourtant si simple », aurait noté le Führer.

A ce « grand dessein » de Hess, Hitler semblait si attaché qu'il avait mis au point trois réactions possibles : 1) la mission réussit et c'est le triomphe ; 2) Hess est pris pour un espion et il peut confesser s'être entretenu avec Hitler de son plan qui aurait été rejeté ; 3) la mission est un échec final et « je déclare Hess fou ».

Ce que publie Stern cette semaine se situe un an et plus avant le vol solitaire de Hess. Et sur trente-quatre pages du numéro, avec de nombreuses photos, il est vrai - c'est tout juste si l'on peut

compter une soixantaine de lignes, - le texte s'étale sur trois colonnes, données comme étant de la main du dictateur. C'est peu puisque, selon les auteurs, un cahier entier a été consacré à l'exploit de Rudolf Hess. Ce n'est pas assez, heureusement, pour redorer le blason fameux du chef du III^e Reich. Ce qui en ressort pour l'instant, c'est l'impression d'un esprit médiocre qui fascine la perspective d'un « coup » fondé sur une absence totale d'informations raisonnables et de psychologie élémentaire.

ALAIN CLÉMENT.

Suède

CHASSE AUX SOUS-MARINS DANS LE GOLFE DE BOTNIE

(De notre correspondant.)

Stockholm. - Des sous-marins étrangers continuent à hanter les côtes suédoises de la Baltique. L'état-major de la défense nationale est persuadé que deux sous-marins au moins opèrent depuis une semaine dans les îles situées au large du port de Sundsvall, à environ 350 km au nord de Stockholm, dans le golfe de Botnie.

Dans la soirée du 4 mai, des militaires ont observé un péricope appartenant probablement à un sous-marin « de poche ». Une heure plus tard, la marine a fait détonner deux mines de 400 kilos pour empêcher l'intrus de sortir du bras de mer et l'obliger à remonter à la surface. Dans la nuit, une grenade de sonnerie a également été lâchée. Il n'est pas exclu que le sous-marin ait été endommagé par les charges explosives. Les plongeurs militaires devaient intervenir dans la matinée de ce jeudi 5 mai pour inspecter le fond de l'eau. - A.D.

AFRIQUE

Angola

La « longue marche » des otages tchécoslovaques de l'UNITA

Un premier groupe de huit ressortissants tchécoslovaques parmi les 64 (56, selon Prag) détenus depuis le 12 mars par l'UNITA, mouvement d'opposition armée à Luanda, est arrivé samedi 30 avril à la base centrale de ce mouvement dans le sud de l'Angola. L'un d'eux, M. Alexander Ivan, cinquante-cinq ans, traducteur technique dans une usine du Haut-Catumbela (province de Benguela - centre-ouest de l'Angola), lors de l'opération de l'UNITA, a relaté, pour un envoyé spécial de Franco-Inter, « la longue marche » des prisonniers de l'UNITA depuis leur enlèvement, sept semaines plus tôt.

Vêtu de neuf, mais portant une barbe de plusieurs semaines, l'air visiblement harassé, selon le journaliste qui a pu l'interroger, M. Ivan a indiqué avoir effectué une marche de 1 150 kilomètres, suivie d'un voyage de plus de 700 kilomètres en camion, entre le lieu de son enlèvement et la base de l'UNITA. Il a indiqué que les détenus avaient été séparés en trois groupes. « Le manque de nourriture et de médicaments ne

facilitaient pas la progression des plus faibles et rendait cette marche dangereuse pour tous, le responsable de l'UNITA a préféré nous séparer, c'est pourquoi nous sommes arrivés les premiers », a dit M. Ivan.

Le président de l'UNITA, M. Savimbi, a réaffirmé à l'envoyé spécial de Franco-Inter : « Nous voulons échanger certains de ces Tchécoslovaques contre sept mercennaires britanniques détenus à Luanda, contre le médecin français Philippe Argyard détenu à Kaboul (Afghanistan) et contre certains membres de notre mouvement incarcérés à Luanda ». Interrogé sur la raison pour laquelle il demande la libération de M. Argyard (le Monde du 21 avril), M. Savimbi a indiqué inconsciemment : « Quelqu'un nous l'a demandé, nous ne manquons pas d'amis en France... ». L'échange des prisonniers se fera sans doute par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale, a précisé M. Savimbi qui affirme ne pas souhaiter « garder les Tchécoslovaques trop longtemps » pour des raisons de sécurité.

Niger

Affrontements entre étudiants et policiers dans la capitale

Les affrontements entre étudiants et policiers qui viennent de se produire à Niamey (le Monde du 5 mai) ont fait plusieurs blessés de part et d'autre et plusieurs dizaines d'étudiants auraient été appréhendés. Ce jeudi matin 5 mai, les cours n'avaient pas repris à l'université en dépit d'un appel lancé la veille par M. Ibrahima Maïkassou, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Lundi, les étudiants avaient déclenché une grève générale de

cinq jours pour soutenir leurs camarades de l'Ecole supérieure d'agronomie (ESA). Ces derniers étaient en conflit avec l'administration et les enseignants à propos d'une modalité de contrôle des connaissances.

L'ESA a été fermée la semaine dernière, dix-sept de ses étudiants ont été exclus, les autres mis à pied, après que le directeur de l'école et des enseignants eurent - selon les autorités - été séquestrés et maltraités, le 21 avril, par les étudiants. - (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LES ANCIENS COMMANDANTS DES FORCES ARMÉES ARGENTINES, Leopoldo Galtieri (armée de terre), Basilio Lami Dozo (aviation) et Jorge Anaya (marine) pourraient être dégradés pour leur action pendant la guerre des Malouines.

● L'ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DES FRANÇAIS DISPARUS ET DÉTENU EN ARGENTINE ET EN URUGUAY considère comme « inacceptable » la déclaration faite le 23 avril par la junte militaire argentine sur les « disparus » et qui « tend à considérer tous les disparus comme morts ». L'association souligne qu'« aucune information n'a jamais été communiquée sur le sort des Français disparus ». Elle précise qu'elle poursuivra ses efforts « aussi longtemps que les autorités argentines se refusent à faire la lumière sur le sort des disparus ». - (A.F.P.)

Ethiopie

● LE SORT DES OTAGES AU TIGRE. - Les huit étrangers, membres d'organisations caritatives, enlevés par le F.P.L.T. (Front populaire de libération du Tigre) le mois dernier (le Monde du 30 avril), font route à dos de mulet vers la frontière soudanaise, selon M^{me} Humphreys, directrice de l'organisation humanitaire britannique Coconra, citée mercredi 4 mai par la presse de Dublin. M^{me} Humphreys, qui se trouve à Khartoum, a également déclaré que les captifs, en bonne santé, étaient convoyés par des maquisards du F.P.L.T. - (A.F.P.)

Philippines

● MANDAT D'AMENER CONTRE DEUX JOURNALISTES. - A la suite de plaintes déposées par plusieurs militaires après la publication par l'hebdomadaire de Hongkong, la Far Eastern Economic Review,

BERNARD HENRI LÉVY

QUESTIONS DE PRINCIPE

BIBLIOTHEQUE MEDIATIONS

DENOËL / GONTHIER

EUROPE

Italie

Le président Pertini a dissous le Parlement

(Correspondance.)

Rome. — Le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, a finalement signé dans la soirée du 4 mai le décret de dissolution des Chambres. L'Italie se rendra donc aux urnes pour des élections législatives anticipées à la fin du mois de juin. Le 26 juin, sept millions d'électeurs doivent déjà voter pour renouveler une partie des conseils régionaux et municipaux. Les élections politiques auront-elles lieu le même jour, comme le souhaite la majorité des partis, ou bien une semaine avant, le 19, comme le veut la démocratie chrétienne, arguant du fait qu'après cette date un million d'Italiens seront déjà partis en vacances ? Un conseil des ministres du gouvernement démissionnaire de M. Fanfani doit en décider ce 5 mai.

C'est la seconde fois depuis son entrée au Quirinal, en juillet 1978, que le chef de l'Etat est obligé d'interrompre prématurément une législature. Il l'avait fait le 2 avril 1979.

Toutes les formations, et en particulier celles de gauche, craignent d'ores et déjà une réelle démobilité de leurs troupes. Les premiers sondages — enquêtes effectuées depuis deux semaines, alors que des élections anticipées étaient presque certaines, montraient que le nombre des abstentionnistes pourrait atteindre le chiffre record pour l'Italie de 18 %. Un poids numérique qui en ferait la troisième force politique italienne.

La tentative d'homicide dont a été victime à Rome le 3 mai le juriste Gino Giusti, socialiste, blessé par un commando des Brigades rouges, a fait ressortir, même de façon limitée, la peur d'un terrorisme que la plupart des Italiens croient désormais vaincu. Depuis treize ans toutes les campagnes électorales avaient été ensanglantées par une recrudescence des attentats. En serait-il de même cette fois-ci ? Les restes de l'organisation brigadiste, et notamment la « colonne romaine » encore presque intacte, en profiteront probablement pour démontrer qu'ils existent encore.

MARC SEMO.

Le Prix de la liberté 1983 est décerné à Léonid Borodine et à Marek Nowakowski

Le Prix de la liberté, parrainé par le Pen Club français, a été décerné conjointement, mercredi 4 mai, au journaliste polonais Marek Nowakowski et à l'écrivain soviétique emprisonné Léonid Borodine, auteurs respectivement de *Chroniques clandestines d'un pays en guerre* (Stock) et *Récit d'une époque étrange* (Gallimard). Le jury, présidé par Eugène Ionesco et qui comprend Georges-Emmanuel Clancier, Pierre Emmanuel, André Lwoff, Dimitri Stolypine, René Tavernier et Vercors, a tenu aussi à associer à cet hommage un poète vietnamien Nguyen Chi Tien dont on ignore le sort : il fut arrêté le 2 avril 1979 à Hanoi après avoir jeté dans le jardin d'une ambassade occidentale son recueil de vers *Fleurs sous le bras*. Ses poèmes ont été publiés à Paris sous le titre *Chants de prison* par la revue *Que me*. Il s'agissait d'extraits des *Fleurs de l'enfer*, ces trois cent cinquante dix-sept poèmes qu'il composa de mémoire durant sa détention de 1958 à 1978 et qu'il coucha sur le papier pendant les quelques mois de liberté qu'il eut.

L'écrivain russe, Léonid Borodine, arrêté en mai 1982 et inculpé de récidive de propagande antisoviétique, a déjà passé six ans au goulag, de 1968 à 1974. Il avait eu le tort d'appartenir à l'Union sociale-chrétienne pour la libération du peuple, fondée par Igor Oporousov (réfugié dans le Grand Nord après quinze ans de détention. M. Borodine fonda à sa sortie de prison une revue clandestine d'inspiration religieuse *Le recueil de Moscou*. Son œuvre nimbée de surnaturel, sa conception tolstoïenne du bien et du mal. Ses trois livres *Récit d'une époque étrange* paru dans la traduction d'André Robel, *La troisième vérité* (qui paraîtra à la rentrée chez Gallimard) et *Une année de miracle et de tristesse* ont été publiés en russe par les éditions Possev à Francfort sur le Main.

Le lauréat polonais, Marek Nowakowski s'est imposé depuis 1957 comme journaliste dans une œuvre qui a souvent mis en scène des marginaux de la société polonaise en utilisant l'arme de l'humour. Ses *Chroniques*, écrites depuis la proclamation de l'état de guerre en Pologne, sont un témoignage sur tous les aspects de la vie quotidienne de ce pays irrédutable. Qui mieux qu'un Polonais peut exprimer les états d'âme de ses compatriotes ?

Une délégation du comité Yossif Begun est reçue à l'ambassade d'U.R.S.S.

Une délégation du comité Yossif Begun a été reçue mercredi 4 mai à l'ambassade d'U.R.S.S. par l'attaché de presse, M. Alexandre Avdeev, nile a fait part de son inquiétude sur le sort de ce militant juif soviétique empêché (depuis 1971) d'émigrer en Israël et qui doit être prochainement jugé pour « activités antisoviétiques », parce qu'il s'est consacré à l'enseignement de l'hébreu et à la diffusion de la culture juive.

Pendant cet entretien, qui a duré près d'une heure, précise un communiqué du comité, les membres de la délégation ont demandé qu'un observateur judiciaire soit autorisé à assister au procès de M. Begun, emprisonné depuis novembre. Cette demande a été rejetée par M. Avdeev, selon lui la présence d'un observateur étranger constituerait « une ingérence dans les affaires intérieures soviétiques ».

La délégation a vainement, à ce sujet, rappelé la présence d'un observateur soviétique au procès d'Angel Davis aux Etats-Unis et celle du président de la Ligue des droits de l'homme, à la demande des autorités soviétiques, au procès de l'es-

pion américain Powers. Le représentant de l'ambassade soviétique s'est également refusé à recevoir, pour l'acheminer à son destinataire, une lettre du comité de M. Andropov. Ecrivains, scientifiques de renom, avocats et philosophes, estiment qu'il s'agit « d'une volonté délibérée de détruire cet homme » et que « sa libération, en mettant fin à son calvaire, honorerait la justice. Ils espèrent que puisque le secrétaire général du P.C. a bien voulu répondre à une écolière américaine, il leur répondra aussi. Cette missive a été expédiée par la poste.

Le même jour, à Moscou, l'agence Tass annonçait l'ouverture à Vilnius (Lituanie) du procès du Père Alfonse Svarinskas, Ce prêtre catholique, l'un des cinq fondateurs du « Comité catholique pour la défense des droits des croyants » qui joint de l'appui des deux tiers des sept cent cinquante prêtres catholiques de Lituanie, avait été arrêté le 26 janvier. Il est inculpé de « fabrication de matériel calomnieux » et de transmission illégale de ces écrits à l'étranger « où ils sont utilisés par des centres subversifs à des actions antisoviétiques ».

Pologne

Une cinquantaine d'« inconnus en civil » ont saccagé un couvent dans la capitale

Varsovie (A.F.P.). — Une véritable attaque de « commando » a eu lieu mardi soir 3 mai au couvent des sœurs franciscaines à Varsovie, qui jouxte l'église Saint-Martin, dans la vieille ville. C'est là que siège le « comité du primate » d'aide aux victimes de la répression.

Des « inconnus en civil » — une cinquantaine selon des témoins, — mais armés de matraques de la milice et équipés d'un walkie-talkie (dont l'utilisation est interdite en Pologne sans autorisation spéciale), ont pénétré dans le couvent en forçant une grille. Proférant des grossièretés, ils ont brutalement repoussé des religieuses qui venaient à leur rencontre, puis ont saccagé les meubles et s'en sont pris aux laïcs présents, les frappant avec des chaînes. Une dame âgée a dû être hospitalisée en raison de ses blessures.

L'incident a duré une quinzaine de minutes. Une pharmacie, dans laquelle sont entreposés des médicaments envoyés par des organismes occidentaux dans le cadre de l'aide à la Pologne, a été saccagée. Quatre jeunes gens ont été emmenés de force. On les a retrouvés plus tard, routes de coupe, abandonnés sur la route entre Varsovie et Modlin (50 kilomètres au nord-ouest).

Alors que les franciscaines expriment l'intention de se plaindre au ministre de l'intérieur, les « vandaux en civil » ont répondu : « On s'en moque. On ne dépend pas de Kiszczak » (le ministre de l'intérieur).

Bouleversée par l'incident, une religieuse a commenté : « C'est le commencement des préparatifs à la visite du pape ».

Le cardinal primate de Pologne, Mgr Jozef Glemp, qui se trouve à Czeszochowa pour une réunion de la conférence épiscopale, a été alerté.

D'autre part, le secrétaire de l'épiscopat polonais, Mgr Bronislaw Dabrowski, devait se rendre ce jeudi à Rome pour présenter au pape un rapport sur la situation en Pologne à la lumière des manifestations et affrontements du 1^{er} mai dernier. Il s'abstient avec le Saint-Père « certains détails » du programme de sa visite au mois de juin. Il lui rendra compte aussi des travaux de la dernière conférence épiscopale. Au Vatican, on apprendrait qu'une délégation du Saint-Siège, conduite par le jésuite italien Roberto Tucci, devait, de son côté, se rendre à Varsovie ce jeudi.

Pour sa part, le bureau politique du parti ouvrier unifié, réuni mercredi, s'est félicité de « l'échec » des contre-manifestations du 1^{er} mai et a décerné un satisfecit aux forces de l'ordre, qui ont « empêché les provocateurs (militants de Solidarité) de troubler le déroulement des manifestations officielles à l'occasion du 1^{er} mai ».

Le bureau politique affirme que « les milieux impérialistes occidentaux, ainsi que les forces destructives intérieures veulent à tout prix empêcher la reconstruction de l'économie nationale, s'opposer au développement du mouvement de la renaissance nationale, entraver le dialogue Eglise-Etat et notamment perturber les préparatifs de la visite du souverain pontife en Pologne ».

Espagne

LE SANGlant ATTENTAT DE BILBAO SOULÈVE L'INDIGNATION GÉNÉRALE

(De notre correspondant.)

Madrid. — La publication en première page de tous les journaux espagnols du mercredi 4 mai de la photographie du cadavre d'un officier couvert de sang, pieds et mains attachés par des chaînes, et baillonné, a soulevé une énorme vague d'indignation en Espagne. Trois personnes ont été tuées à Bilbao dans ce nouvel attentat particulièrement sanglant (le Monde du 4 mai).

Cette action est attribuée dans les milieux politiques à l'ETA militaire. Elle n'en est pas moins une relation entre les Basques et les socialistes sont plus tendues que jamais. Le quotidien basque *Egin*, porte-parole de Herri Batasuna, la coalition proche de l'ETA militaire, a écrit à propos des élections municipales du 8 mai que « pour Euzkadi, l'hégémonie de la gauche étatique est pire que celle de la droite réactionnaire ».

Le gouvernement renforce les dispositions antiterroristes. Le ministre de l'intérieur, M. Barriomero, a annoncé que les personnes qui vendent ou mettent en location un appartement seront tenues de communiquer à la police, dans les quatre jours suivant l'opération, l'identité de l'acquéreur. Cette mesure est destinée à établir un fichier qui « servira uniquement à la répression des délits », a précisé le ministre. Mais cette disposition a été critiquée par la presse, qui la juge anticonstitutionnelle, et par plusieurs partis politiques, particulièrement ceux du Pays basque. — Th. U.

Turquie

Vingt-sept dirigeants d'un parti gauchiste antiterroriste sont condamnés à des peines de prison

Ankara. — Au terme d'un procès qui s'est ouvert en juin 1981, le tribunal militaire d'Ankara a condamné à des peines de cinq à douze ans de prison, mercredi 4 mai, vingt-sept dirigeants du Parti ouvrier paysan de Turquie (en abrégé : T.I.K.P.) accusés d'avoir créé une organisation « en vue d'assurer la domination d'une classe sociale sur les autres ». Quarante autres prévenus ont été, en revanche, acquittés.

Le T.I.K.P., organisation progressiste de tendance pro-chinoise,

De notre correspondant

s'était dans le passé opposé de façon véhémente aux partisans des menées terroristes, en s'engageant en ennemi acharné à la fois de l'Union soviétique et des milieux nitrato-nationalistes, qu'il accusait d'être l'instigateur de la violence politique en Turquie. Il avait déjà été dissous par le régime militaire en octobre 1981, comme toutes les autres formations politiques turques.

An premier rang des condamnés figurent M. Perincek, président du

parti, et M. Yalcin et Camkiran, membres du comité exécutif, condamnés à douze ans de détention. Le tribunal a décidé toutefois de réduire à dix ans la peine de M. Camkiran pour compenser la « bonne conduite » que ce dernier avait prouvée en rentrant au pays à l'appel des autorités, alors qu'il était déjà réfugié à l'étranger. Le président du parti et ses neuf autres camarades qui comparaissent en prévention libérés depuis plusieurs mois déjà ont été aussitôt incarcérés après le verdict. — A. V.

CE LIVRE CADEAU*

Les collections de poche des éditions La Découverte/Maspero

La Découverte

Christophe Colomb, Marco Polo, Darwin, Homère, Stendhal, Mark Twain, Teilhard de Chardin et bien d'autres. Soixante-sept volumes parus.

« Une voie originale, une collection de poche à la présentation somptueuse. » *Le Nouvel Observateur*.

Petite collection Maspero

276 titres, près de 5 millions de volumes vendus depuis 1967. Histoire, pédagogie, politique, économie, sciences humaines, littérature, témoignages : une vision toujours renouvelée du monde d'aujourd'hui.

Repères

Une nouvelle collection pour comprendre les problèmes économiques et sociaux du monde d'aujourd'hui : *L'informatisation et l'emploi, La bureaucratie, Le monde du soja, Le nucléaire, L'économie des armes, La Bourse, Les transferts de technologie*.

Pour Débutants

En bandes dessinées, vous n'avez jamais rêvé de les comprendre si facilement ! Darwin, Einstein, Freud, Lénine, Marx, Trotsky, l'énergie nucléaire, le *Capital* de Marx...

« Une incontestable réussite. » *Le Monde*.

Terre des femmes

Panorama de la situation des femmes dans le monde.

Sous la direction d'Elisabeth Paquot.

107 articles par 90 femmes de 40 pays différents ; la première approche globale de la vie des femmes sur les cinq continents : des statistiques inédites sur 165 pays, des études approfondies sur cinquante pays et sur les grands problèmes de l'heure (religion, sexualité, droit et travail, luttes des femmes, etc.).

Collection « L'état du monde », 79 F.



Un ouvrage hors commerce, 64 pages, format 18 x 18.

Un choix de gravures et de commentaires du XIX^e siècle pour comprendre les origines du racisme et démystifier ses prétendus fondements scientifiques.

L'état du monde

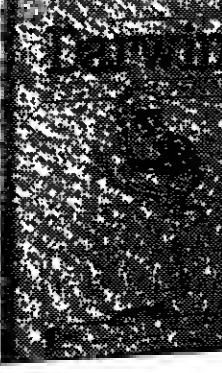
Annuaire économique et géopolitique mondial.

Sous la direction de F. Gèze, Y. Lacoste, A. Valladão.

Les questions stratégiques, le journal de l'année, les 181 Etats de la planète, l'événement, tendances, les organisations internationales, pour en savoir plus.

« Un instrument unique dans l'édition française. Ce livre-dossier est une réussite exemplaire. » *Les Nouvelles Littéraires*.

640 pages, 68 F.



La Découverte/Maspero

1, place Paul-Painlevé
75005 Paris tél. : 633.41.16

* Ce livre cadeau vous sera offert par votre libraire si vous achetez au moins trois livres de poche des éditions La Découverte/Maspero en mai 1983.

L.E.S. (1) 270 30.14

هكرا من الاول

EUROPE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DU 8 MAI EN ESPAGNE

Les socialistes ne renouvellent pas le pacte de 1979 avec les communistes

Madrid. — Six mois après le raz de marée socialiste des législatives, les Espagnols retournent aux urnes le dimanche 8 mai. Ils doivent élire cette fois, dans tout le pays, leurs conseils municipaux. Dans treize des dix-sept « communautés autonomes » de la nouvelle Espagne des régions, ils choisiront, en outre, leur premier parlement régional (1).

Ces élections seront-elles le « deuxième tour » des législatives ? M. Manuel Fraga, président du principal parti d'opposition, l'Alliance populaire (A.P.), a beau inviter les électeurs à « suivre l'exemple français », le mouvement enregistré en mars au nord des Pyrénées ne semble pas devoir se répéter ici. Le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) se trouve, en effet, au gouvernement depuis trop peu de temps pour avoir subi une usure du pouvoir comparable à celle des socialistes français. Les sondages montrent d'ailleurs que les résultats de dimanche devraient être très semblables à ceux d'octobre dernier : une nette victoire du P.S.O.E., la seconde place pour l'Alliance populaire à distance respectable des socialistes, une sensible remontée des communistes et un score insignifiant pour les petites formations centristes (2).

Seuls le Pays basque et la Catalogne échappent à ce schéma.

Depuis les élections municipales de 1979 (les premières depuis le rétablissement de la démocratie), environ 70 % des Espagnols sont administrés par une mairie de gauche. Les maires sont élus par le conseil municipal, et dans la plupart des grandes villes, socialistes et communistes, pour une fois unis, avaient obtenu la majorité face aux centristes et à la droite-coalitis. Trente et une des cinquante principales cités espagnoles ont un maire socialiste.

Les dirigeants du P.S.O.E. considèrent que les municipalités ont constitué pour leur parti un tremplin vers le pouvoir à l'échelon national, car c'est à leur niveau qu'il a pu montrer sa capacité à gouverner après des décennies de propagande franquiste apocalyptique contre la gauche. Il est vrai que socialistes et communistes se sont montrés dans l'ensemble bons gestionnaires. Dans les grandes villes, comme Madrid et Barcelone, ils ont tenté de maîtriser la croissance urbaine anarchique des années antérieures. Ils ont mis de l'ordre dans le marché immobilier, qui semblait jusqu'à présent échapper à tout contrôle et où la spéculation

De notre correspondant

était notoire à l'époque de la dictature.

La gauche a réalisé dans l'ensemble une politique d'amélioration des services publics à laquelle la population s'est montrée sensible. Mais dans bien des cas ces actions se sont accompagnées d'un accroissement de la pression fiscale que la droite critique aujourd'hui. L'Alliance populaire fustige la dette des grandes municipalités qui atteint par exemple 46 milliards de pesetas à Barcelone et 17 milliards à Madrid, selon les chiffres officiels. Les socialistes rétorquent qu'ils ont hérité en 1979, dans la plupart des grandes cités, de finances déjà en mauvais état. Tandis que l'Alliance populaire souligne la nécessité de réduire les impôts municipaux pour encourager l'installation des hommes d'affaires et stimuler leur volonté d'investir, la gauche insiste au contraire sur l'importance des services publics assurés par les municipalités qui contribuent à la redistribution du revenu.

Le P.S.O.E. n'entend pas répéter au niveau national le pacte municipal qu'il avait conclu en 1979 avec le P.C.E. (parti communiste espagnol). Persuadés qu'ils obtiendront

de meilleurs résultats qu'il y a quatre ans, les socialistes ne veulent s'unir aux communistes qu'en cas d'absolue nécessité pour obtenir la majorité dans les conseils municipaux et n'écartent pas d'autres alliances lorsqu'elles seront possibles. Cette politique provoque le mécontentement du P.C.E., qui a conscience de jouer cette fois-ci son va-tout. Un nouvel échec après le débâcle enregistrée en octobre signifierait sa virtuelle disparition du panorama politique. Une progression, en revanche — probable selon les sondages — montrerait que les « bases » ont approuvé le remplacement à la tête du parti de M. Carrillo par M. Iglesias et renforcerait la position de ce dernier face aux nostalgiques du « carrillisme ».

saire que le P.S.O.E. affronte la tâche la plus rude : au Pays basque et en Catalogne. Dans ces deux régions, la campagne électorale a opposé avant tout les nationalistes et les socialistes et ces derniers sont sur la défensive. Le P.N.V. (Parti nationaliste basque) peut espérer conquérir à nouveau la mairie de Bilbao, tandis que les nationalistes catalans et Convergence et Union, s'ils reprennent l'appui de l'A.P., ont leurs chances à Barcelone face au P.S.O.E. qui l'avait emporté difficilement dans cette ville en 1979. C'est que les socialistes depuis leur arrivée au pouvoir à Madrid n'ont

guère réussi à « dégeler » le climat de leurs relations avec les deux « régions historiques » les plus turbulentes : les municipalités risquent à cet égard d'accentuer le décalage entre le Pays basque et la Catalogne d'un côté et le reste de l'Espagne de l'autre.

THERRY MALINIAK.

(1) Les quatre autres régions (Pays basque, Catalogne, Galice et Andalousie) ont déjà élu le leur.

(2) Notamment le C.D.S. (Centre démocratique et social) de M. Adolfo Suarez et le P.D.L. (parti démocrate libéral) de M. Antonio Garrigues.

Le P.S. sur la défensive en Catalogne et au Pays basque

L'Alliance populaire, de son côté, semble devoir enregistrer un certain tassement par rapport aux législatives. Certes, elle peut espérer récupérer la plupart des voix obtenues aux municipales de 1979 par l'U.C.D. (Union du centre démocratique), aujourd'hui en voie de dissolution. Mais l'abstention, suivant les sondages, pourrait l'affecter sérieusement. Pour la première fois depuis quatre ans, la tendance à la progression enregistrée par cette formation semble devoir fléchir. Cette inflexion risque de renforcer la position de ceux qui estiment que M. Fraga, trop marqué à droite, n'est pas à même d'inquiéter sérieusement le P.S.O.E. et qu'il doit laisser la place à un homme politique plus susceptible d'attirer les voix du centre. Aucun leader toutefois ne semble pour le moment en mesure de se substituer à M. Fraga, sans qui l'Alliance populaire ne serait sans doute pas devenue la deuxième force politique du pays.

C'est toutefois là où l'A.P. ne constitue pas son principal adver-

Un grand roman japonais.
Un succès mondial

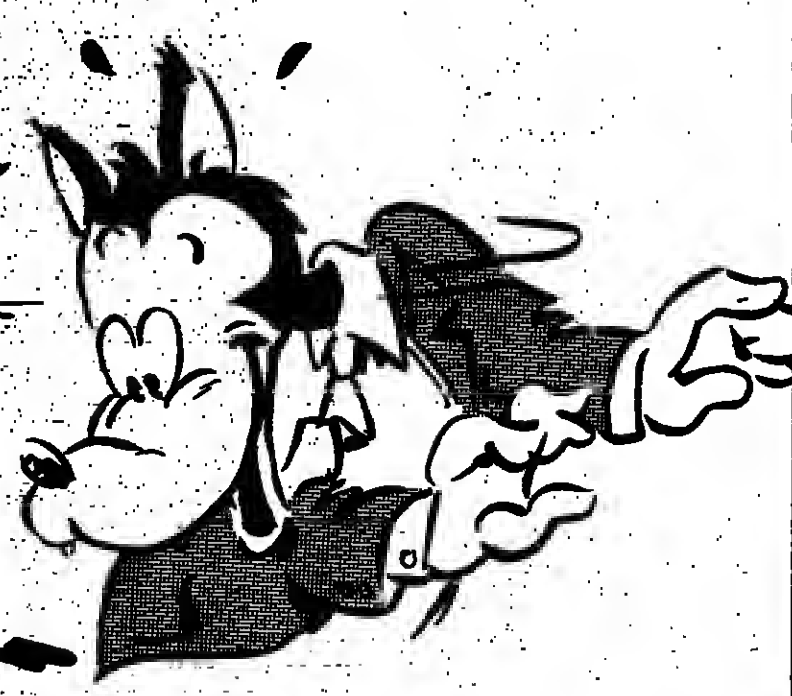
LA
PIERRE
ET LE
SABRE

Les lecteurs français lui ont déjà fait un accueil triomphal

Balland

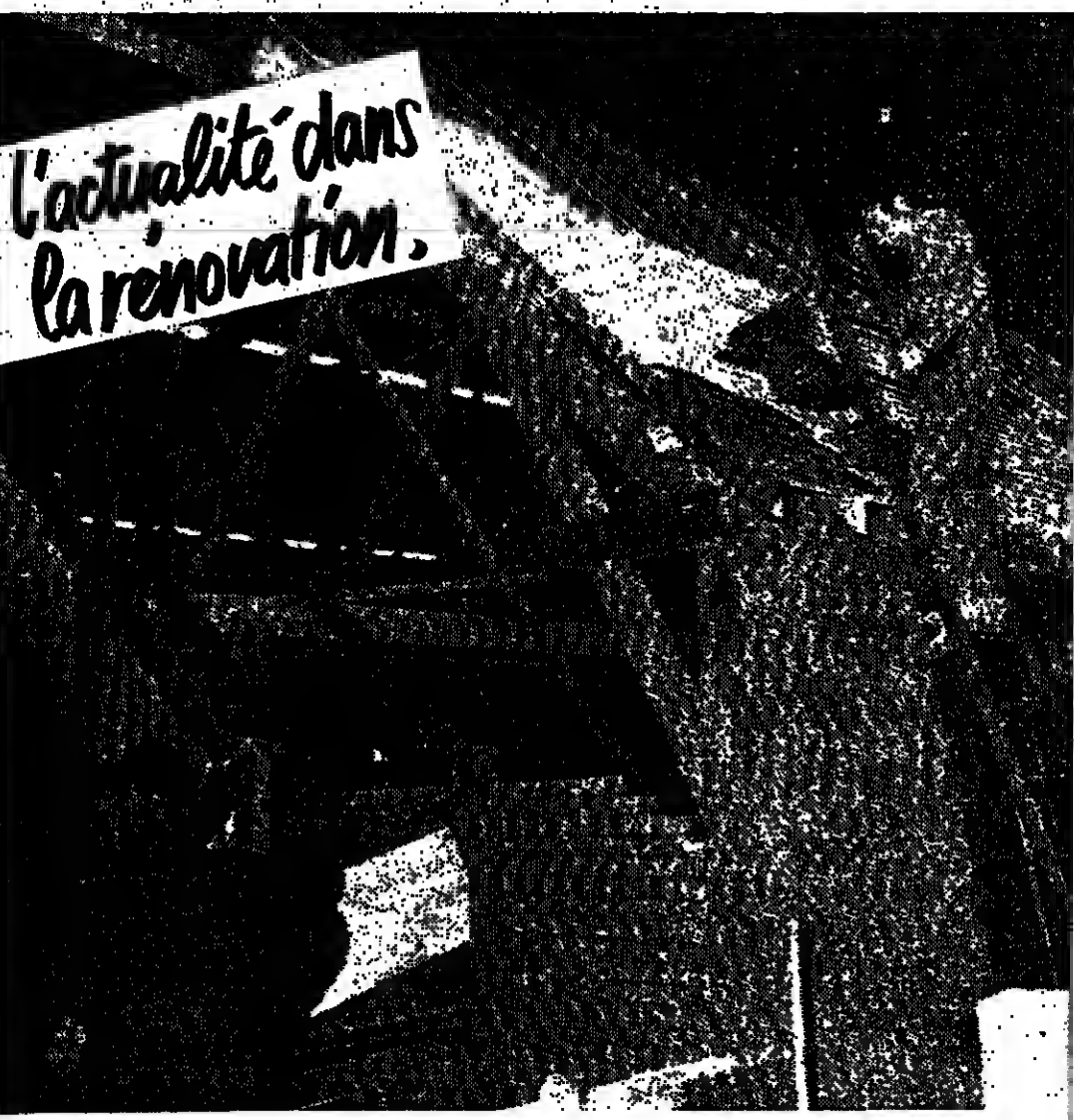
LE NOUVEL observateur

La conjoncture a changé. Les comportements aussi. Aujourd'hui, une carrière ça s'invente, ça se construit. Le job en or, n'y comptez pas trop pour l'instant. Faites vos griffes, flairez l'air du temps, montrez-vous, ouvrez-vous. Vous avez des idées à revendre ? Vendez-les ! Mais comment forcer les portes ? Quels sont les secteurs qui recrutent ? Faut-il suivre une formation spécialisée ? A quoi servent les stages ? A quel salaire pouvez-vous prétendre ? Reportages, interviews, tableaux, cette semaine, le Nouvel Observateur ouvre le dossier du Premier Emploi. Alors, avant de vous lancer sur le sentier de la guerre, lisez le Nouvel Obs !



premier emploi :
FONCEZ !

SALON DE L'AMELIORATION DE L'HABITAT



L'actualité dans la rénovation.

POUR TOUT SAVOIR AVANT D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX.

«Radioscope de la maison» : Les derniers matériaux et techniques mis en œuvre dans une maison «en écorché», où seront traités : l'isolation, le chauffage, les sanitaires, les carrelages, la récupération d'espace, la décoration...

La banque d'information : Toutes les possibilités de financement expliquées par les organismes spécialisés, qui vous aideront à remplir les formalités, à ouvrir sur place vos dossiers, à faire établir un bilan thermique, un devis chiffré...

Au Salon de l'Amélioration de l'Habitat : 200 techniciens du bâtiment vous proposent toutes les solutions pour remettre à neuf ou transformer votre logement.

FOIRE DE PARIS
30 AVRIL
12 MAI 83
PORTE DE VERSAILLES
10 H - 19 H Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 H 30.

Un triple défi à M. Reagan

Une demi-victoire à la Chambre

**Centre
AUTEUIL - Depuis 1953 TOLBIAC**
**INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES**
SCIENCES et PO
**PRÉPARATIONS INTENSIVES
de VACANCES**
Entrée en A. P. -
Entrée directe en 2^e année
**AUTEUIL 67, Av. Jean Moulin, 25
75013 Paris Tél. 551 10 32
TOLBIAC 33, Av. Tolbiac 75012 Paris
Tél. 566 69 13**

- Cette version est infiniment meilleure que la première. Le - gel - pur et simple a perdu. -

**M. TAREK AZIZ
EST ATTENDU A PARIS**

Autre sujet qui figurera très probablement à l'ordre du jour : le remboursement des dettes irakiennes, alors que Bagdad et Paris traversent une passe difficile et que les États du Golfe, dont les recettes ont baissé, se montrent moins généreux avec le président Saddam Hussein. C'est le cas, entre autres, du Koweït, dont le ministre de la défense, Cheikh Salem Sabab Al Salem, est actuellement en visite à Paris, et de l'émirat d'Abou-Dhabi, qui doit acheter une quarantaine d'avions Mirage 2000 (*le Monde* du 2 mai).

Carmen et le Roi des singes

M. Fabius, visiblement ému par la rude négociation nucléaire, commençait à baisser les paupières, lorsqu'est apparue sur la scène le Roi des singes, le célèbre héros du *Voyage en Occident*, cette légenda populaire chinoise qui met en valeur l'astuce, l'habileté et le courage. Après quoi, M. Mitterrand a dû se soumettre à l'habituelle photo de famille, sur la scène, aux côtés de Li Guang, le comédien qui incarnait le Roi des singes. — M. L.

Coopération dans les transports

Encore faut-il que son vouloir trop se précipite. C'est une maladresse française que de chercher à aller trop vite pour la conclusion des contrats, a remarqué M. Fitterman. Il y faut plutôt de l'obstination, on ne peut pas arriver avec ses gros sabots uniquement pour vendre. Il est nécessaire d'avancer des propositions de coopération. Les Chinois, les Vietnamiens, soumis à ses interlocuteurs chinois un projet, qu'il juge plutôt sympathique, de raid automobile

— a été consacré uniquement au Cambodge. De l'avis même du premier ministre chinois, les divergences qui existaient au départ ont été partiellement réduites. C'est de toute évidence au Cambodge que pensait M. Zhao Ziyang lorsque, selon l'agence Chine nouvelle, il a déclaré : *« Sur certaines questions, à propos desquelles les deux parties*

Cette association avec les Britanniques — au détriment d'Albion-Atlantique — se justifiait aux yeux des Chinois par la forte présence de ceux-ci à Hong-kong, dont la compagnie d'électricité — la China Light and power — doit acheter une partie du courant produit.

Rapprochement sur le Cambodge

JEAN-YVES LHOMEAU
et **MANUEL LUCBERT.**

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

NUANCES INDIENNES
Nuances géométriques,
subtilité des couleurs végétales. Voici les tapis Dhurries,
repensés par l'Occident. 100 % laine, tissés main.
Le choix : chez First Time : En même temps que canapés,
fauteuils, tables, luminaires. En exclusivité.

**FIRST
TIME**

Crédit offert sur 6 mois, sans intérêts.
A partir de 5000 F/anuité,
versement comptant 20 %, sous réserve d'acceptation du dossier
27, RUE MAZARINE - PARIS 6^e - TEL. 325.55.00 - PARKING

Aujourd'hui la Chine
Le n° 28 vient de paraître
Dossier "LES MINORITÉS NATIONALES"
Le numéro 20 F
Diffusion - Abonnements 36, rue des Bourdonnais - Tél. 236 44 30

Moscou 

Départ 16 h 55 - Arrivée Paris/Orly Sud 20 h 10 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

هكسان الاول

DIPLOMATIE

EN CHINE

Polémiques sur Picasso

De notre correspondante

Pékin. — Finie, pour Picasso, l'ère de la semi-clandestinité. Terminée l'époque où seuls les idéologues et spécialistes attitrés avaient le privilège d'émettre une opinion sur ce maître des temps modernes. Le public chinois va, enfin, avoir le droit d'en juger par lui-même.

L'exposition qui lui est offerte — et que M. Mitterrand inaugure ce jeudi 5 mai — n'est pas de grande dimension et ne prétend pas être une rétrospective. Mais, très judicieusement et afin d'éviter le piège de l'échantillonnage disparate, ses organisateurs l'ont centrée sur deux genres : la peinture (quatre toiles) et le gravure (vingt et une pièces). Ces œuvres, datées de 1904 à 1972 et qui proviennent de l'atelier du peintre, appartiennent au musée Picasso de Paris, dont les portes s'ouvriront prochainement.

Picasso a déjà fait couler beaucoup d'encre en Chine. Polémiques, où s'affrontent les "gauchistes", tenants du réalisme le plus pauvre, les prudents, qui, par crainte des critiques, acceptent de présenter Picasso, mais se gardent bien de se faire pour autant les chantres du modernisme, et ceux, très minoritaires, qui osent exprimer leur intérêt passionné pour ce qui représente la démarche de l'artiste dans l'évolution de l'art contemporain.

La publication, l'an dernier, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Picasso, de deux articles dans des revues spécialisées illustre bien le débat. En juin 1982, la collection "Introduction à l'art étranger" consacrait entièrement l'une de ses brochures au peintre (21 000 exemplaires). Un critique connu, M. Wu Bansi, y admettait que Picasso est le peintre « le plus célèbre du mouvement moderniste dans l'art occidental ». Mais il déplorait que, après avoir reçu une « solide formation classique », et être « parvenu à une puissance réelle, [il] se soit consacré à l'art abstrait, délaissant ce savoir-faire pour se tourner vers une peinture rudimentaire et presque enfantine ». M. Wu Bansi allait jusqu'à écrire que « les corps déformés et les peintures aux formes blanches » de Picasso ont de quoi donner des « palpitations à une jeunesse exaltée ».

S'étant ainsi couvert face à d'éventuels détracteurs, et non sans avoir rappelé que Picasso, entré au parti communiste en 1944, est aussi le père de *Guernica*, M. Wu Bansi émettait une analyse plus nuancée. Il notait en conclusion : « Les écrits de Marx peuvent non seulement servir à critiquer la tendance au matérialisme mécanique qui a été longtemps le nôtre dans la défense de la peinture réaliste, mais aussi à montrer avec profondeur le caractère unitaire et les faiblesses mortelles de l'art moderniste ».

Tout autre, l'attitude de M. Yang Aiqi, professeur à l'école des beaux-arts de Tianjin, qui, traitant de Picasso dans la revue *Galerie* (juillet 1982, 15 000 exemplaires), sortait courageusement des simplismes idéologiques. A la question de savoir qui a raison des adversaires ou des partisans systématiques de Picasso l'auteur de l'article répondait : « Si un objet ou un personnage — surtout s'il nous a été légué par l'histoire — peut être complexe, il ne saurait pourtant être incohérent ». Et, de fait, c'est là que le bât blesse en Chine, où l'on estime que toute expression artistique qui ne se fait pas comprendre clairement est suspecte. Or M. Yang Aiqi, pour sa part, considère que ce n'est pas parce que « des œuvres ne peuvent pas être interprétées qu'il n'y a rien à y comprendre ».

Ce faisant, il défend l'« univers onirique » auquel convoie Picasso, car, explique-t-il, ce qui « semble vrai dans une œuvre est particulier à tous les arts ». De même, justifiant les imitations de style du peintre, il affirme que c'est « dans ses métamorphoses que réside la particularité la plus précieuse de l'art ».

Le débat sur la peinture moderne a été relancé tout récemment par la revue populaire *Meishu* (Beaux-Arts) qui a consacré son premier numéro de l'année à l'art abstrait. Cette publication, riche de réactions, a été l'occasion pour ses animateurs de montrer des reproductions de jeunes artistes contemporains, dont les peintres Zhong Ming, Huang Rui, Qu Lili, le sculpteur Wang Keping, ces trois derniers anciens membres du groupe Xingxing (les Etoiles). Aucun commentaire, n'accompagnait ces images.

Curieusement, certains des artistes les plus doués de cette génération, mais aussi les plus marginalisés (Ma Desheng, déjà exposé en France et en Suisse, Yan Li, Yan Yiping, Bo Yun et Bao Pao), ne figuraient pas dans ce choix, révélant ainsi une tendance persistante à ne pas juger les œuvres de ces peintres selon leurs seules qualités artistiques.

ANITA RIND.

LES COMPTES DU PC DANS LE ROUGE.

Pauvre parti communiste ! 16 grosses municipalités et leurs avantages en nature en moins, 60 millions de francs en moins, 20% d'adhérents en moins et 50 000 permanents à entretenir. Pour la première fois depuis longtemps, le PC perd beaucoup de fric, l'organisation s'effrite. Mais avec lui comment savoir ? Il tord sa comptabilité folle pour toujours crier victoire... Dans Actuel ce mois-ci.



ACTUEL

L'ANTI

LES CRÉATEURS

AVOIR 20 ANS

NOTRE GÉNÉRATION

BLACK

350 PAGES ILLUSTRATIONS 75 F.

DÉPRIME

3 EN LIBRAIRIE

GRANDES ENQUÊTES INÉDITES D'autrement

MAISON DE L'IRAN
VOUS PROPOSE
LES PLUS BEAUX
tapis
IRAN
AUX PRIX
LES PLUS BAS
225.62.90
65, Champs-Élysées-8

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE TECHNIQUES AVANCÉES
Année de spécialité en
PRODUCTION MÉCANIQUE AUTOMATISÉE
ROBOTIQUE
Enseignement ouvert aux ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles
Clôture des inscriptions : 1^{er} juin 1983 - Tél: 552.44.08

Viens chez moi.

Les magasins de la vie simple :

- Paris. 71, avenue des Ternes.
- Levallois Perret. Centre Gustave Eiffel.
- St° Geneviève-des-Bois. ZAC de la Croix Blanche.
- Vitry-sur-Seine. 110, bd de Stalingrad.

Meubles prêts à monter, meubles prêts à emporter et accessoires de la maison.



du 2 au 31 mai
Reprise de votre voiture, minimum 4000 F
pour tout achat d'une
104 PEUGEOT • TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON • TALBOT SAMBA



** Offre valable sur véhicules en stock*
Le meilleur prix - le meilleur service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

JEUDI 5 MAI 1983, à 21 h 30
SUR RADIO J 91.70 FM

HENRI HAJDENBERG
Pt du RENOUVEAU JUIF

APPEL
A LA
MOBILISATION GÉNÉRALE

DIMANCHE 26 JUIN 1983

Radio J - B.P. 433 - 75161 Paris Cedex 04
 Téléphone : 241-99-00

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 19 mai 1983, à 14 h. En un seul lot

UN LOGEMENT
 comp. de 2 pces, cuis. au 1^{er} ét. du bld., cave au s-sol du bld. F. de l'imm. 18 et 20, r. des Haies

PARIS-20^e
 OCCUPÉ

Mise à prix : 15 000 F.

S'ad. à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, av. à Paris-1^{er}, 182, r. de Rivoli. Tél. 260-48-09. Au Greffe des Créances de Paris où le cahier des charges est déposé. S'inscrire pr. vis.

Vente s/mis. immob. Pal. Justice NANTERRE, MERCREDI 18 MAI 1983, 14 h. EN UN SEUL LOT

APPART PUTEAUX BLANCHE
 M. A PX 30 000 F

S'ad. M^{re} B. DECLOZEUX, avocat, 58, bd du Clichy, à Nanterre. Tél. : 721-57-05 - Pr. vis. mardi 10 mai de 14 h à 15 h et lundi 16 mai de 14 h à 15 h.

Vente après liquidation des biens au Tribunal de grande instance de PARIS le JEUDI 19 MAI 1983, à 14 heures

ENSEMBLE IMMOBILIER à MAGNY-en-VEKIN
 (Val d'Oise)

2 et 4, rue des Aulnaies
 Zone d'activité économique « les Glaises » comprenant

DIVERSES CONSTRUCTIONS SUR TERRAINS DE 4.774 m²

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

S'ad. à M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat, 19, av. Rapp, tél. 555-86-37; M^{re} GOURDAIN, syndic, 174, boul. Saint-Germain, et à tous avocats près les tribunaux de PARIS, CRÉTEIL, NANTERRE et BOIGNY.

Vente au Tribunal de Grande Instance de CRÉTEIL le JEUDI 19 MAI 1983, à 9 h 30

APPARTEMENT A CANNES (06)
 18 à 32, boulevard Leader et 7, avenue Weymès

MISE A PRIX : 300 000 F

S'ADRESSER POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS A :

1^{er} Maître Olga CUSMANO-RUNFALO, Avocat, demeurant à CHOFKI-LE-ROI (94)
 1, avenue de 25 août 1944. Tél. : 852-55-17.

2nd Maître Huguette LE BERRE, Avocat à CHAMPIGNY (94)
 17, rue Jacques Richard

3rd Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de CRÉTEIL
 4th Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 19 MAI 1983 à 9 h 30 - EN DEUX LOTS

AU PERREUX-SUR-MARNE (94)
 1^{er} lot : TERRAIN, superf. 871 m² env.
 172-174, RUE DU MARÉCHAL OFFRE
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS

2nd lot : UNE PROPRIÉTÉ
 comportant une MAISON d'habitation édifiée sur un TERRAIN de 1.217 mètres carrés environ

Rez-de-chaussée : 3 pièces, cuisine, w.c. ; 1^{er} étage : 3 chambres avec 2 salles d'eau ; 2nd étage : 3 pièces avec grenier ; sous-sol : buanderie, cellier, cave, chauffage, débarras.

MISE A PRIX : 300.000 FRANCS.

S'ad. pour tous reas. à la S.C.P. SCHMIDT, DAVID, DUFFOUR, av. à PARIS (17^e), 76, av. de Wagram. Tél. : 763-14-13. Sur les lieux pour visiter.

ASIE

Cambodge

L'immigration de colons vietnamiens est légalisée et organisée

Pendant que se poursuit, depuis l'été dernier, le « retrait partiel » des « volontaires » vietnamiens du Cambodge, les autorités de Phnom-Penh ont promulgué deux textes réglementant l'immigration de Vietnamiens dans leur pays. Selon ces documents, sortis clandestinement du Cambodge récemment, l'objectif est d'accroître les liens d'amitié spéciale et de solidarité militaire entre le Cambodge et le Vietnam.

Le premier, en date du 13 septembre 1982, est signé par le secrétaire du comité central du parti populaire révolutionnaire (P.P.R.K., communiste), M. Say Phouthang ; il porte le numéro 240 et se réfère à une décision numéro 142 du 7 mai. Le second est une circulaire du conseil des ministres, signée du premier ministre, M. Chan Si, numéro 38 SR, datée du 9 octobre et se référant aux deux textes précédents.

Trois types d'immigrants vietnamiens sont considérés. Tout d'abord, les survivants des « cinq cent mille Vietnamiens qui vivaient au Cambodge avant 1969 ». « Ceux qui ont survécu sont très peu nombreux. Après la libération complète du Cambodge (en 1979), ces frères vietnamiens sont revenus y vivre et y travailler » et il faut garantir leur sécurité, les aider à « stabiliser » leurs conditions de vie. Ensuite, « les Vietnamiens qui sont venus après la libération, qui mènent une vie stable, participant au travail dans l'agriculture, les forêts, la pêche, les salines, l'artisanat (...) », dont le nombre n'est pas précisé. Enfin, les frontaliers, pour lesquels les formalités doivent être assouplies pour que « les habitants de tous les sous-districts frontaliers des deux côtés puissent franchir la frontière dans les deux sens pour chercher un travail honnête ».

Les autorités provinciales et municipales khmères sont donc chargées d'assister ces immigrants,

d'organiser des « activités communes » et de faire, en sorte, qu'ils reçoivent l'égalité de traitement avec les populations locales, dans le but de défendre et de reconstruire le pays. L'aide des « experts vietnamiens » doit être recherchée dans ce processus, de même que pour le dépiage des « mauvais éléments » parmi ces immigrants.

Les documents ne préjugent pas des négociations qui devront s'ouvrir avec Hanoi sur la statut et la nationalité de cette « minorité ethnique » ou sur la question de la délimitation des frontières, pomme de discorde entre le Vietnam et les précédents régimes khmères. Ils mettent aussi en garde les autorités locales contre la « complication » de ce problème, qui peut « faciliter la guerre psychologique de l'ennemi pour diviser nos deux peuples ». La « plus grande prudence » est donc recommandée pour ne pas contribuer à attiser la rivalité traditionnelle khmère-vietnamienne.

La publication de ces textes confirme l'envoi d'immigrants vietnamiens au Cambodge, ainsi que les problèmes posés tant matériels que psychologiques. Cette tendance n'est pas nouvelle, elle avait seulement été interrompue par les guerres de 1970 à 1975. Elle explique que les opposants à la présence vietnamienne accusent Hanoi de vouloir « coloniser » le Cambodge, tout comme ils l'avaient fait au cours des siècles derniers du sud du Vietnam, jadis partagé entre le royaume cham et le Cambodge. Le prince Sihanouk, notamment, nous disait, lors de son récent passage à Paris, que l'« administration et l'éducation sont vietnamiennes » ; des zones proches de la frontière repeuplées par des Vietnamiens et que ses compatriotes avaient le « canche-mar » de subir le sort de la Cochinchine, autrefois khmère.

PATRICE DE BEER.

PROCHE-ORIENT

Un accord serait en vue entre Israël et le Liban

(Suite de la première page.)

Au sein de la délégation américaine, on prétendait, jeudi matin, que le programme « très serré » tenu par M. Shultz pourrait être résumé en deux points : c'est-à-dire que le secrétaire d'Etat, s'il obtient l'approbation définitive du gouvernement israélien vendredi matin, pourrait aussitôt se rendre à Damas et demander au président Hafez El Assad de confirmer que les troupes syriennes se retireraient du Liban au fur et à mesure du repli israélien.

Ce voyage à Damas marquerait évidemment le succès et l'achèvement de la mission du chef de la diplomatie américaine. Dans son ardeur, on a fait savoir, jeudi 5 mai, que M. Shultz avait toujours la ferme intention de parvenir à ce résultat avant de se rendre, comme prévu, à Paris le dimanche 8 mai, pour y assister à une réunion de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) et ensuite regagner Washington sans avoir à revenir au Proche-Orient.

M. Shultz estimait même avoir le temps, entre Damas et Paris, d'aller annoncer la bonne nouvelle en Jordanie et en Arabie Saoudite, afin de montrer que les conditions pour une relance du plan Reagan peuvent être réunies.

Mais des obstacles demeurent. M. Shultz aurait préféré que le cabinet israélien pût statuer dès jeudi. Or cela est apparu impossible, les dirigeants israéliens ayant demandé à discuter de nouveaux accords de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) et ensuite regagner Washington sans avoir à revenir au Proche-Orient.

Cette discussion devrait porter sur les sujets qui ont été les plus délicats depuis le début des négociations : le rôle précis qui sera dévolu au commandement Saad Haddad et les pouvoirs du comité bipartite israélo-libano-américain chargé de superviser le maintien de l'ordre exigé par Jérusalem au Sud-Liban. Apparemment, les Israéliens n'ont pas tout à fait renoncé à l'idée d'obtenir pour des petites unités de leur

armée le droit d'organiser des patrouilles dans cette région frontalière. Toutefois, la définition de la « zone de sécurité » réclamée par Israël serait maintenant acquise, et le problème posé par le maintien des « casques bleus » de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban) serait résolu. Les Israéliens, qui veulent mettre fin au déploiement de cette force dans la région, auraient demandé que celle-ci fût chargée de protéger les camps palestiniens de Saïda et de Tyr.

Aux yeux de certains diplomates israéliens, les difficultés qui demeureraient jeudi matin étaient suffisamment importantes pour justifier un nouveau voyage de M. Shultz à Beyrouth dans la journée. L'évacuation de cette éventualité n'a pas manqué d'interdire les membres de la délégation américaine, qui ont rapporté que M. Shultz avait manifesté quelque impatience en faisant savoir à M. Begin que « le temps pressait » et ne « jouait pas en faveur d'Israël », dans la mesure où, selon le secrétaire d'Etat, tout acheminement permet aux Syriens d'exercer davantage de pressions sur Beyrouth afin d'amener ce dernier à durcir sa position.

FRANCIS CORNILL.

Prévue à Paris

LA CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LA PALESTINE SERAIT AJOURNÉE

New-York (Nations unies) (A.F.P.). - La conférence des Nations unies sur la Palestine prévue au siège de l'UNESCO à Paris, qui soulève de vives objections du gouvernement français, pourrait être reportée d'un an, a-t-on appris mercredi 4 mai à l'ONU.

Les dates d'abord retenues (du 16 au 27 août) avaient fait l'objet de consultations à la conférence préparatoire qui se tient à Kana, au Liban, en présence de MM. Khadim, chef du département politique de l'O.L.P., et Chatti, secrétaire général de la Conférence islamique, ainsi que de quatorze ministres des affaires étrangères.

Il semble bien que la conférence sera ajournée d'un an. La raison officielle qui sera vraisemblablement donnée - et qui correspond à la réalité - est le retard pris dans l'élaboration des documents préparatoires. La réunion devrait d'ailleurs originellement se tenir en 1984, mais avait été avancée d'un an par un vote de l'Assemblée de l'ONU en août dernier.

Cependant, des considérations politiques pèsent plus lourd dans la balance. Le gouvernement français a publiquement manifesté son hostilité à l'égard de cette conférence et annoncé qu'il n'y participerait pas. Les pays de la Communauté européenne ont emboîté le pas, ce qui constitue un revers pour la cause palestinienne. Le ministre des relations extérieures, M. Cheysson, a affirmé qu'il ne voyait pas ce qu'apportera cette conférence « si ce n'est l'expression de thèses extrémistes qui ont déjà été exprimées bien des fois et qui ne nous rapprocheront pas de la paix ». La France regrette aussi de n'avoir pas été consultée sur le choix de Paris (elle s'était abstenue lors du vote de l'Assemblée générale de ce sujet). Elle soutient, en outre, que la présence de plus d'un million de participants lui posera de sérieux problèmes de sécurité, sans compter d'éventuelles répercussions juridiques au cas où, parmi les invités, figurerait des personnes tombant sous le coup de procédures d'extradition. Pour marquer son désaccord, elle a décidé, si la conférence se tient, aux dates prévues, de faire jouer ses accords de siège avec l'ONU - et non ceux passés avec l'UNESCO - ce qui lui permettra de n'accorder des immunités qu'aux seuls fonctionnaires de l'ONU y participant.

Selon la presse libanaise

LA CHARGE EXPLOSIVE QUI A DÉTRUIT L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À BEYROUTH AURAIT ÉTÉ PLACÉE À L'INTÉRIEUR DU BÂTIMENT

La charge d'explosifs qui a détruit le 18 avril dernier une partie de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth, a été introduite dans le bâtiment quelques heures seulement avant l'attentat, croient pouvoir affirmer, mercredi 4 mai, les quotidiens *Al Nahar* et *l'Orient-Le Jour*.

Il indiquent que la charge - estimée par la commission d'enquête à 200 kilos d'explosifs - avait été répartie dans des caisses de provisions destinées à la cantine de l'ambassade et introduites par le livreur d'un supermarché quelques heures avant l'attentat. Le livreur qui transportait la marchandise avait été engagé par ses employeurs « sur la foi de faux papiers et d'un faux permis de conduire ». Il semble être « le principal exécutant de l'attentat », peut-on lire dans les deux journaux. L'homme, qui est activement recherché par la police, aurait effectué sa livraison le 18 avril, à 11 heures, soit deux heures seulement avant l'explosion. Ces éléments, s'ils étaient confirmés, écarteraient l'hypothèse selon laquelle l'attentat a été commis à l'aide d'une voiture piégée.

A Washington, le département d'Etat a indiqué qu'une équipe d'ingénieurs américains était parvenue à la conclusion que le bâtiment de l'ambassade était trop endommagé pour être restauré.

SERVICE DES DOMAINES
 Adjudication MARDI 31 MAI 1983 à 9 h 30 à NICE
 Hôtel des Impôts, 22, rue J.-Cadeix

VILLENEUVE-LOUBET (06)
 sur port plaisance « MARINA BAIE DES ANGES »
 entre NICE et ANTIBES, 10 minutes aéroport.

Dans immeuble moderne « Le Commodore », vue port et baie.

1^{er} lot : **APPARTEMENT (80 m²) - LIBRE.**
 An 1^{er} étage : 3 pièces, cuisine, salle d'eau + w.c., salle de bain, w.c.
 Balcon 21 m² - CAVES.

MISE A PRIX : 620.000 FRANCS

2nd lot : **APPARTEMENT (61 m²) - LIBRE.**
 An 3rd étage : 2 pièces, cuis., s. de bns. Balcon 18 m². Garage. CAVES.

MISE A PRIX : 470.000 FRANCS.

RENSEIGNEMENTS :
 Hôtel des Impôts, NICE, Tél. (93) 51-91-10, poste 331.
 (Extrait de R.O.A.D.)

SERVICE DES DOMAINES
 Adjudication le LUNDI 29 JUIN 1983 à 9 h 30 à NICE
 Hôtel des Impôts, 22, rue J.-Cadeix

ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN (06)
 Front de mer

APPARTEMENT - 38 m² - LIBRE

Vue sur la montagne, calme, au 6th étage.
 Entrée, living, cuis., s.d.b. + w.c. Balcon.

MISE A PRIX : 250 000 F

Rens. Hôtel des Impôts NICE, Tél. (93) 51-91-10 (P. 331).
 (Extrait de R.O.A.D.)

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice PARIS le JEUDI 19 MAI 1983, à 14 heures

IMMEUBLE à usage INDUSTRIEL
 RUE DES CITÉS, numéro 132 - LIBRE

à AUBERVILLIERS (Seine-St-Denis)
 LIBRE - MISE A PRIX : 250 000 FRANCS

Pouvant être baillé.

M^{re} Yves TOURAILLE, av. à Paris, 48, r. de Clichy - 874-45-85
 M^{re} CHEVRIER, syndic à Paris, 16, r. de l'Abbé de l'Épée

Vte au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, place André-Mignot le MERCREDI 18 MAI 1983, à 10 heures

MAISON A CHEVREUSE (78)
 EL s/cave au r.dch. BOUTIQUE de 20 m², pte pièce, esc. menant au 1^{er} ét. comp. de cuis., s. à m., 2nd ét. av. ch., s. d'eau, 3rd ét., pte vitre, terrasse - cad. section B n^o 403 pr 40 ca.

Place de Lavoisier numéro 2

MISE A PRIX : 100 000 FRANCS

S'ad. pr reas. à la S.C.P. d'Avocats Jean SILLARD, AUTRES, 79 bis, bd de la Reine. Tél. : 950-02-99. M^{re} JOHANET, av. 39, av. de St-Cloud. Tél. : 021-46-46. M^{re} HADENGUE, av. 38, r. d'Angerville. Téléphone : 950-00-22 - A VERSAILLES.

LA VILLE DE PARIS
 Ventes LIBRES aux enchères publiques

6 APPART. - 4 CHAMBRES - 1 STUDIO
 (dont 1 APPART. 4 pièces, 92 m² environ)
 1 APPART. 4 P. 80 m² avec TERRASSE 90 m² environ à PARIS, centre

le BOULEVARD SUCHET
et le CHAMP de COURSES d'AUTEUIL

Le MARDI 17 MAI, à 14 h 30, à la Chambre des Notaires de Paris.
 M^{re} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARCENT, LIEVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, PARIS (1^{er}). Tél. : 260-31-12.

PRO LINGUA
 (ASSOCIATION D'ENSEIGNANTS, créée en 1974)

SÉJOURS LINGUISTIQUES - 11-18 ANS
 GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE, IRLANDE, ESPAGNE

★ GROUPES D'AGE HOMOGENES.
 ★ FAMILLES HOTES SÉLECTIONNÉES PAR LES CORRESPONDANTS DE L'ASSOCIATION (un seul étudiant par famille).
 ★ PROGRAMMES COMPLETS D'ACTIVITÉS PENDANT LA SEMAINE : cours de langues, excursions, sports, soirées organisées.
 ★ SÉJOURS SUPERVISÉS ET ANIMÉS PAR NOS ÉQUIPES DE MONITEURS.

- PARIS : 39, rue de Trévise, 75008
 Tél. : 246-34-11 et 246-33-13.
 - MARSEILLE : (91) 90-70-15.
 - GIEN : (38) 67-07-75.

مكتبة الامم المتحدة

الحرية والعدل

Le Monde

politique

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DU FINISTÈRE

M. Le Penec, premier ministre de la mer...

L'élection législative partielle du Finistère, dimanche 8 mai, dans la huitième circonscription du Finistère, devrait permettre, à M. Louis Le Penec, socialiste, ancien ministre de la mer, de retrouver son siège de député. Outre un candidat du parti communiste, M. La Penec devra notamment affronter deux candidats de l'opposition, dont l'un d'eux est député sortant de la circonscription.

Quimper. — M. Le Penec, « ministre de la mer », il n'oublie jamais de le rappeler. M. Louis Le Penec est aussi le premier ancien ministre de M. François Mitterrand à retrouver devant les électeurs. Il est vrai que l'« état de grâce » n'est plus qu'un souvenir et que, pour certains de ses collègues, la tentative serait sans doute pleine d'âpres. Même si les élections partielles réservent souvent aux alliés du pouvoir des déconvenues, M. Le Penec, pour sa part, ne court pratiquement aucun risque. Ce n'est en effet qu'après l'opposition d'un candidat R.P.R. et la concurrence d'un candidat communiste, il l'a emporté dès le premier tour, en 1981, avec 56,84 % des suffrages exprimés. Mieux, dans sa petite commune de Melles, sa liste a été élue, en mars dernier, avec 92 % des voix. Mais, pour la première fois, elle a aussi obtenu une formation contre elle.

Comment expliquer de tels résultats ? D'abord par la nature même de la circonscription. Sur les huit que compte le Finistère — six ont été dépeuplés socialistes — celle de Quimper-Concarneau est la plus représentative de la gauche. Depuis l'entre-deux-guerres, cette vieille terre bretonne désignait régulièrement pour la représentation, des radicaux. Certes, après le retour aux affaires du général de Gaulle et jusqu'en 1973, le siège fut détenu par la droite, mais ce ne fut, à proprement parler, qu'un intermède. En effet, dès la fin des années 50, de nombreux radicaux et socialistes, estimant que la gauche était plus le critère premier, commencent à voter à droite. Or, les catholiques les plus à gauche attendaient le retour des années 70 pour, à partir des raisons, et logiques, et aux raisons, apporter leurs suffrages aux socialistes, au P.S.U. ou à l'U.D.R. (Union démocratique bretonne). Aujourd'hui, les recensements sont terminés, la bipolarisation a fait son œuvre. En fait, tout est rentré dans l'ordre. Dans ce secteur, durant la dernière décennie, le pouvoir est passé par étapes des mains des vieux radicaux et de la droite à celles des socialistes, qui possèdent six des sept cantons de la circonscription, et cinq des sept villes les plus importantes.

L'alliance avec le P.C.

La part prise par M. Le Penec dans une telle évolution a été importante. Avec une persévérance toute celle de l'ouvrier agricole s'est efforcé, depuis qu'il est entré dans l'arène politique, de soigner son image de marque et d'implanter solidement son parti dans la région. Ses qualités d'organisateur — à trente ans il était chef du personnel de la Savonnerie — son sens du contact et le fait de parler couramment breton ont été ses meilleurs atouts dans cette tâche. Aujourd'hui, au-delà du prestige des fonctions qu'il a assumées pendant vingt-deux mois, il revient au pays — en précisant que, s'il n'est pas demeuré au gouvernement, c'est parce que les conditions qui lui étaient proposées « n'étaient pas à la hauteur des enjeux maritimes de la France ». Une citation de Pierre Mendès France, relevée dans son journal électoral, est à cet égard fort éloquent : « Je n'étais pas prêt à gagner un poste au gouvernement en sacrifiant l'objet même du combat engagé ».

Cet homme ambitieux, sous un aspect bonhomme, a souvent comme un camouflet — d'autant qu'il estimait avoir bien servi — la décision de supprimer son ministère et de ne lui offrir qu'un poste de secrétaire d'Etat. Comme l'affirment les marins concarnais, « quand on a été commandant, on n'accepte pas d'être second ». Une chose est sûre : M. Le Penec, qui n'a que quarante-six ans, et que beaucoup dans l'opposition jugent pour longtemps irrattrapable, retrouvera son siège. Reste à savoir s'il y parviendra dès le premier tour. En tout cas, l'ambition avouée de la droite est de le mettre en ballottage. Bien qu'il ait mené une campagne dynamique, on estime cependant que M. Le Penec devrait réaliser un score inférieur à celui de 1981.

Quatre autres candidats seront en lice. Le parti communiste sera représenté par M. Claude Stéphan, quarante-sept ans, instituteur et deuxième adjoint du maire de Concarneau, M. Gilbert Le Bras, dé-

De notre correspondant

puté sortant, ancien et nouveau suppléant de l'ex-ministre de la mer. M. Stéphan va s'efforcer de stopper la régression électorale de son parti et, si possible, de reconquérir le terrain perdu. Les communistes, qui recrutaient 18,42 % des voix aux élections législatives de 1973, n'en ont, en effet, obtenu que 9 % à celles de 1981. En outre, deux communes importantes qu'ils contrôlaient, Concarneau et Scaër (celle-ci depuis la fin de la guerre), ont été conquises, lors des élections municipales de mars dernier, par les socialistes. Mettant l'accent sur des difficultés économiques endémiques, M. Stéphan rappelle qu'il y a plus aujourd'hui de casseroles à Concarneau, alors que la ville en comptait trente-deux en 1945, et que le port ne compte plus que quarante-sept chalutiers contre cent cinquante en 1971.

L'opposition sera représentée par MM. Christian Chartrain, trente-sept ans (P.R.), technicien de laboratoire, conseiller municipal de Quimper, et Guy Lozachmeur, trente-huit ans (R.P.R.), notaire, conseiller municipal de Bannalec. En concurrence, ils mènent campagne dans des styles très différents. Le premier, de façon assez feutrée — « pas de grand meeting » —, se présente comme un homme d'union réfléchissant à l'après-socialisme. Les socialistes, affirme-t-il, ont perdu toute crédibilité en s'alliant aux communistes. Il nous faudra un

jour, sans esprit de revanche, reconstruire l'économie avec tous les sens de bon sens ». Le second, dépeint comme un battant, tient des réunions publiques dans toutes les communes. Aux agriculteurs il parle longuement « des offices fonciers et des dangers qui en découlent », insistait sur la nécessité de favoriser « la liberté d'entreprendre » pour relancer la machine économique.

Tous deux, en réalité, reprennent à longueur de discours des thèmes dits nationaux. Il espèrent qu'un jour les vents tourneront en faveur de l'opposition. Aussi veulent-ils prendre date et régler au plus tôt un problème de leadership. Comme depuis 1968 aucune primaire ne s'est déroulée à droite, il y a guère de repère pour établir des pronostics. L'U.D.F. et le R.P.R. ont profité de cette campagne pour se structurer — ce dont ils avaient besoin — recruter et rallier leurs équipes locales.

Cinquième candidat, M. Guy Flego, quarante et un ans, commerçant à Bannalec, se présente comme « fédéraliste breton ». Emprisonné pour plusieurs attentats commis en 1969 contre des bâtiments de l'administration, il n'a jamais été jugé. Il était à l'époque secrétaire de la section syndicale C.G.T. de l'entreprise où il travaillait. Militant dans diverses associations culturelles bretonnes, il espère « une véritable féderation, comme en Allemagne » et ne se situe ni à droite ni à gauche mais « ailleurs ». Aux récentes municipales, à Bannalec, il a recueilli 12 % des suffrages exprimés.

JEAN LE NAOUR.

POLÉMIQUE ENTRE LA MAJORITÉ ET L'OPPOSITION
A PROPOS DES MOUVEMENTS CONTESTATAIRES

M. Mauroy : il n'y a pas de mai 68 à l'envers

Les « réflexions » du numéro deux du P.S., M. Jean Poperen, selon lequel « les ultras de la droite » feraient à la gauche, « s'ils le pouvaient, un coup de Chiff » à leur manière », ainsi que les propos tenus le lundi 2 mai par le porte-parole du

P.S., M. Bertrand Delanoë, selon lequel « la droite veut se servir de la rue avec une grande lâcheté », ont provoqué, mercredi après-midi 4 mai, à l'Assemblée nationale, un vif échange entre le premier ministre et le président du groupe R.P.R.

M. Claude Labbé a demandé au chef du gouvernement s'il partageait l'opinion des deux dirigeants socialistes sur un prétendu « complot de l'opposition ».

M. Mauroy lui a notamment répondu : « Depuis deux ans, je ne cesse d'entendre des pronostics plus ou moins dramatiques, qui n'ont pas cessé d'être démentis par les faits. Récemment, les commentateurs, qui se trompaient manifestement de calendrier, ont annoncé que mai 1983 serait un mai 1968 à l'envers. Votre question s'inscrit dans ce contexte. L'erreur de perspective est manifeste. En 1968, la jeunesse refusait un certain ordre, luttait contre la société de consommation. Aujourd'hui, devant la crise qui sévit depuis dix ans, elle s'inquiète pour son avenir. En 1968, ce sont les syndicats ouvriers qui, par la grève générale, ont donné aux événements leur vraie dimension. Je ne vois rien de tel aujourd'hui, même s'il y a des revendications conjoncturelles ».

Le premier ministre a ajouté : « M. Labbé, n'est-ce pas vous qui, en avril 1982, avez invité le président de la République à se retirer ? Etait-ce un complot ? Ce complot dont vous parlez, est-ce donc votre projet d'hier qui refait surface ? (...) Je n'ai jamais eu de vision

policière de l'histoire. Je ne suis pas à la recherche de je ne sais quel chef d'orchestre clandestin, rassurez-vous ! Cela dit, je n'ai pas la naïveté de croire que l'opposition ne cherche pas à récupérer l'expression de certains mécontentements. Il suffit de vous écouter, vous et vos amis, pour le comprendre. Comme chef du gouvernement, j'ajoute que ce n'est pas là un phénomène nouveau ».

Répliquant à M. Maury, M. Labbé a estimé que le premier ministre n'avait pas répondu à sa question, et il a ajouté : « Je rap-

pelle que ce sont MM. Poperen et Delanoë qui ont parlé de complot, vous ne les avez pas désavoués, cela veut dire que vous les approuvez ! »

Dans son numéro du jeudi 5 mai, la Lettre de la nation, organe du R.P.R., affirme que « les inacceptables propos du premier ministre » avaient eu « leur réponse avant même d'avoir été tenus : Pierre Mauroy accuse l'opposition d'envenimer les conflits, Jacques Chirac a fait la démonstration du contraire dans l'entretien publié mercredi dans le Monde », écrit notamment Pierre Charpy.

Les réactions aux déclarations de M. Chirac

L'entretien que M. Jacques Chirac a accordé au Monde du 5 mai a été largement commenté par les stations de radio et les chaînes de télévision. Dans la presse parisienne, LIBÉRATION voit en M. Jacques Chirac « un opposant modéré » qui « se garde d'envenimer les plaies ouvertes pendant la campagne électorale et qu'infestent aujourd'hui les revendications socio-professionnelles », ajoutant : « La métamorphose est assez spectaculaire » (...) « Il peaufine désormais une image d'opposant résolu mais raisonnable. La force tranquille en quelque sorte ». LE MATIN DE PARIS, sous le titre « Chirac joue

la carte de la modération », estime que, « en présentant l'image d'un homme modéré et d'un rassembleur », M. Chirac tient un langage destiné à la gauche mais surtout à l'U.D.F.

LE QUOTIDIEN considère que M. Chirac « vient de confier habilement l'extrême prudence avec laquelle il veut éviter les pièges où ses ennemis, ses porteurs et son tempérament pourraient le conduire ».

Quant aux ECHOS, ils relèvent le caractère « paisant » des propos du maire de Paris. Dans LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE, Jean-Louis Englich estime, pour sa part, que les déclarations de M. Chirac « devraient apaiser Pierre Mauroy au cas où celui-ci aurait eu quelque crainte sur les arrière-pensées silencieuses du maire de Paris. Le ton reste d'opposition mais, comme on dit, responsable ».

En revanche, le porte-parole du P.S., M. Delanoë, a déclaré, mercredi après-midi : « Lorsque M. Chirac tente de prendre de la hauteur, il se trouve contraint d'assumer les contradictions de ses propres discours successifs, ce qui justifie les accusations de double langage portées contre lui. Que penser d'un dirigeant de parti qui, quatre mois après la présentation du programme de son organisation à la porte de Versailles, le 23 janvier, le juge aujourd'hui sur bien des points insuffisant, imprécis et même excessif. A posteriori et involontairement, le président du R.P.R. nous donne raison lorsque nous avons qualifié ces propositions de particulièrement réactionnaires. Double langage encore, lorsque M. Chirac souhaite « l'apaisement des conflits », alors que de nombreuses sources d'information indiquent que les manifestations de la semaine dernière ont été organisées par des formations proches de l'opposition. Sans doute l'incapacité du président du R.P.R. à proposer une autre politique le conduit à naviguer entre la démagogie et l'apparence du sérieux ».

M. François Léonard a parlé, mardi soir 3 mai, à Quimper (Finistère), des « deux gauches » qui, selon lui, existent actuellement en France. Il a notamment expliqué : « L'une (de ces deux gauches) souriante, aux allures bonhomme, celle de Louis Le Penec, de Michel Rocard est une gauche alibi, mais tout à fait inefficace, qui en cache une autre, beaucoup plus redoutable et qui prend, elle, la totalité des décisions ».

communiqué par FORUM GESTION

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Établissement LIBRE d'Enseignement Supérieur

L'assurance de votre vie professionnelle : le plein emploi des « ISG » et leur place dans le peloton de tête des formations supérieures
la garantie de la qualité pédagogique : avec un corps professoral indépendant d'experts, d'universitaires et de professionnels
un véritable campus urbain : plus de 5 000 m² A PARIS aptes à un réel enseignement supérieur et à une vie associative intense
la réelle autonomie : établissement LIBRE et à caractère associatif avec 1 640 étudiants des 2^e et 3^e cycles dont 250 ingénieurs et diplômés de l'enseignement supérieur

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

association d'éducation - organisme d'intérêt général

Seul établissement français d'enseignement supérieur

- habilité à délivrer le

DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

sous l'égide de

L'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE DE GENÈVE

- admis par

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA - SAN FRANCISCO

pour les programmes en accréditation du

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

- intégré aux programmes de

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA - TOKYO

28 MAI 1983

date limite des inscriptions pour la session du 27 juin au 2 juillet 1983

LES CONCOURS I.S.G. 1983

Une sélection rigoureuse diversité et efficace : 2 072 candidats pour le seul concours du 2^e cycle classique et plus de 6 000 demandes de dossiers à ce jour.

2 ^e cycle classique	2 ^e cycle alternance	3 ^e cycle
Elèves de classes préparatoires au haut enseignement commercial	DUT, BTS, 1 ^{er} cycle universitaire, Licence Elèves des classes préparatoires littéraires et scientifiques	Ingénieurs, maîtrises, IEP Diplômés de l'enseignement supérieur
200 étudiants	500 étudiants	180 étudiants

TOUS les étudiants admis en 1983 pourront bénéficier des PROGRAMMES INTERNATIONAUX intégrés à leur cursus, complémentaires ou optionnels.

la signature pour votre avenir :

DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

de

I.S.G.

I.S.G. : un réel enseignement supérieur français à vocation internationale

Pour obtenir le guide de l'étudiant ISG - édition 1983 :
Centre d'information et d'orientation de l'ISG, 45 rue Spontini 75116 Paris (1) 553.60.27

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	401 F	614 F	827 F	1 040 F

PAR VOIE NORMALE

ÉTRANGER (par messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

POLITIQUE

Le club de l'Horloge approfondit ses propositions pour « vaincre le socialisme »

Le club de l'Horloge, qui veut être « l'avant-garde intellectuelle de l'opposition », revendique aujourd'hui deux cent cinquante membres parmi lesquels figurent vingt-cinq parlementaires du R.P.R. et de l'U.D.F. Animé conjointement par MM. Yves Blot (R.P.R.), président, et Yves Le Gallou (U.D.F.-F.R.), secrétaire général, il a organisé lundi 2, mardi 3 et mercredi 4 mai, à Paris, un « forum de l'opposition », au cours duquel ses membres ont débattu, en soirée, de trois thèmes : « Libérer l'éducation », « Vaincre le chômage », « Rétablir la justice ».

Chacun de ces thèmes a fait l'objet d'une série de propositions examinées collectivement par les parlementaires du club et l'assistance. Un point commun à toutes les conclusions retenues, présentées comme des contributions aux travaux des partis politiques de l'opposition : la nécessité de « vaincre le socialisme ». Le club de l'Horloge se propose d'organiser ultérieurement un colloque consacré au « socialisme en temps de crise ». Il essaiera d'y démontrer que, en période de difficultés économiques et sociales, le socialisme « se caractérise par la tentation de s'écarter de la tradition républicaine : moins de liberté, d'égalité et de fraternité ; plus d'autoritarisme, de nivellement, d'aspiration de lutte de classe ».

Dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* du 4 mai, M. Blot soulignait notamment : « Dans le combat politique, la position du juste milieu n'est pas la plus efficace ». Conception contrastant singulièrement avec la modération affichée le même jour par M. Jacques Chirac dans les colonnes du *Monde*.

Éducation : « Quelle audace ! »

M. Alain Madelin, député U.D.F. d'Ille-et-Vilaine, suggère, pour « libérer l'éducation », au moment de « l'après-socialisme », de « dénationaliser l'enseignement ». A l'échec de cette proposition, un murmure a parcouru l'assistance. Critiquer l'empire des syndicats, s'efforcer de ne pas laisser répondre la propagande marxiste dans les manuels scolaires, réclamer une plus grande liberté dans le recrutement des enseignants comme l'avaient demandé les précédents orateurs, passe encore. Mais s'attaquer ainsi à tout l'édifice scolaire... « Quelle audace ! », remarque un participant.

Selon M. Madelin, cela n'est pas irréalisable. De même qu'il est nécessaire de prévoir la dénationalisation du secteur public après l'échec du socialisme, pourquoi ne pas en profiter pour opérer de même dans le système éducatif ? Le député d'Ille-et-Vilaine, qui affirme avoir beaucoup réfléchi sur l'éducation nationale, pense que « le renouveau de l'enseignement ne peut être le fruit que d'une autre logique que celle de l'égalitarisme ». En se référant à Jules Ferry, il précise que, en 1883, la laïcité signifiait l'opposition au catholicisme des enseignants et ajoutait que l'obligation scolaire, « utile pour lutter contre l'analphabétisme, n'est plus de mise » et que la gratuité ne s'impose pas dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les trois principes des pionniers de l'école laïque, obligatoire et gratuite sont aujourd'hui dépassés. A la place, M. Madelin propose la liberté de choix des établissements et la liberté pour tous d'enseigner. Il

souhaite que « le cordon ombilical qui unit l'enseignement et l'Etat » soit enfin coupé. L'école appartient à la société civile, il est donc normal, selon lui, que le rôle de l'Etat demeure limité.

M. Madelin rêve tout haut d'« une meilleure école pour tous nos enfants ». D'écoles où la parole et la pensée pédagogiques seraient libérées « des fausses évidences du dogme égalitaire », d'établissements qui ne seraient plus soumis aux obligations des cartes universitaires et scolaires, des établissements autonomes pédagogiques et financièrement, qui possèderaient le droit de recruter et de rémunérer les maîtres sur une base contractuelle.

« Mais les enseignants accepteraient-ils de telles mesures ? », interroge un participant. M. Madelin reconnaît qu'il n'est pas facile de bouleverser les fonctionnaires. Et pourtant, ce sont ces maîtres et « leur fidélité politique et syndicale » qui ont favorisé l'arrivée des socialistes au pouvoir. Comment contourner la puissance que représentent, selon de nombreux orateurs du Club de l'Horloge, les enseignants ? M. François Collet, sénateur R.P.R. de Paris, a suggéré de profiter de l'« électrochoc brutal » provoqué par l'arrivée de l'opposition au gouvernement pour « en demander plus aux enseignants ». « Mais, a poursuivi le sénateur, il faut préparer dans le secret des mesures radicales pour pouvoir surprendre l'adversaire. »

SERGE BOLLOCH.

Justice : détournement

Réputée élitiste et anti-égalitaire, la droite a mauvaise réputation. On ne lui pardonne pas le passé. Le mot même de droite est péjoratif. Lourd handicap sémantique dans un univers de signes, que le club de l'Horloge s'efforce de compenser. Il le fait non en réhabilitant les vieux concepts - celui de droite en serait un - mais en s'attribuant les mots des autres. Il se veut républicain, alors qu'on le situe parfois à l'extrême droite et prêche pour l'égalité, parce qu'on l'accuse d'élitisme.

Cette subversion des mots nécessite un effort constant de décryptage. Mercredi, lors du débat sur le « rétablissement de la justice », M. Le Gallou, secrétaire général, s'est référé avec insistance à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Cette appropriation est révélatrice de la démarche du club.

Ainsi, lorsque M. Le Gallou célèbre la liberté, droit imprescriptible et naturel de l'homme, en tire-t-il ce corollaire : « Assurer la liberté, c'est aussi assurer la liberté de circuler dans les villes à n'importe quelle heure du jour et de la nuit et lever le couvre-feu de fait imposé par les délinquants ». Sans-entendu : les malfaiteurs font aujourd'hui la loi. Il importe de sévir davantage, mais si c'est de cela qu'il

s'agit pourquoi invoquer la Déclaration des droits de l'homme ?

Les grands principes sont fort commodes. Ils incitent le club de l'Horloge à réclamer, au nom de la démocratie, l'introduction de jurys populaires dans les tribunaux correctionnels. Quel homme de gauche ne souscrirait à cette proposition, conforme à l'idée qu'on se fait d'une justice rendue « au nom du peuple français » ?

Le but, à peine voilé, du club de l'Horloge, est tout autre : il s'agit d'obtenir de ces jurys des décisions « comprises de l'opinion », tels ces acquittements que prononcent les cours d'assises dans certaines affaires d'auto-défense.

Ce détournement de la démocratie, sous couvert de plus de démocratie, est révélateur d'une pensée qui dissimule ses vrais objectifs, mais dont il faut dire que c'est la seule originalité.

BERTRAND LE GENDRE.

LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET L'ÉTAT

Le Sénat décide que l'Etat assurera la charge du logement des instituteurs

Les sénateurs ont commencé, mercredi après-midi 4 mai, l'examen, qui devrait continuer jusqu'à vendredi, d'une proposition de loi de MM. Girod (Gauche dém., Alsace), Valade (R.P.R., Gironde), Séramy (Un. cent. Seine-et-Marne), Madelin (Un. cent. Ille-et-Vilaine) et Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine) tendant à compléter la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

En septembre dernier, le gouvernement avait, en raison de l'encombrement prévisible de l'ordre du jour du Parlement, soustrait de son projet de loi sur la répartition des compétences les articles traitant des transferts qui ne devaient pas intervenir avant 1984. Cette décision avait été vivement critiquée par les sénateurs et les présidents des conseils généraux. Furent donc retirées de l'examen du projet (qui devait aboutir à la loi du 7 janvier 1983) les sections relatives aux transports, à l'éducation, à l'action sanitaire et à la santé, à l'action culturelle et à l'environnement.

Dans le même temps, le gouvernement n'avait pas écarté l'hypothèse que ces chapitres pourraient faire l'objet d'une proposition de loi. Les rapporteurs des cinq commissions sénatoriales concernées (représentant l'ensemble des familles de la majorité sénatoriale) prirent donc cette initiative en octobre dernier.

Et comme devait le souligner d'emblée M. Girod, rapporteur de la commission des lois, le fait que le gouvernement ait inscrit cette proposition à l'ordre du jour prioritaire « n'est pas loin de constituer un événement », « assez exceptionnel » ajoutait M. Defferre.

Après avoir retracé la genèse de la proposition, M. Girod souligne que la décentralisation est entrée dans la réalité et que « l'expérience sur le terrain n'est pas la glorieuse ascension vers le ciel que certains annonçaient ». Citant plusieurs discussions financières, il insiste sur les soucis que causent aux collectivités l'exercice de leurs nouvelles responsabilités dans le domaine économique. Ces responsabilités, note-t-il, excèdent leurs possibilités réelles. « Trop d'engagements sont pris sans la menace de mouvements sociaux, voire de catastrophes économiques et ces engagements sont sans commune mesure avec les moyens disponibles », constate-t-il.

Le rapporteur expose l'économie de la proposition sénatoriale : le premier titre, qualifié de « préliminaire », traite des principes fondamentaux et des modalités de transfert des compétences, autrement dit constitue des « préambules » ; le titre II concerne la matérialité des compétences transférées et il n'est pas très éloigné des grandes options du gouvernement ; le titre III rassemble notamment les dispositions financières dont un aménagement de la dotation globale d'équipement (D.G.E.).

Enfin, il indique que les responsabilités financières impliquées par ce

texte portent sur 29 milliards de francs. « Le vrai problème, affirme-t-il, n'est pas celui du montant du transfert mais de l'évolution des charges ».

Rapporteur pour avis de la commission des finances, M. Fourcade estime que « si l'effort de décentralisation doit se poursuivre, c'est à condition que l'équilibre financier du pays ne soit pas mis en péril ». Pour l'ancien ministre, les problèmes financiers restent « entiers », d'autant que les sources de financement des collectivités se raréfient. Aussi se demande-t-il si le moment est bien choisi pour accélérer les transferts de compétence alors que le bilan de la décentralisation laisse apparaître une aggravation des dépenses induites, des obstacles dus à la délimitation sur le terrain des compétences transférées ou à la mise à disposition des personnels et, enfin, des risques de mises en difficulté de certaines collectivités en raison de la modification du mécanisme de la D.G.E.

Il expose les « verrous » et « priorités » dont l'adoption constituera la condition de son acceptation de l'ensemble du texte. Il repousse ainsi, par avance, toute utilisation par le gouvernement de l'article 40 de la Constitution en expliquant : « Le déficit du budget de l'Etat ne peut servir à motiver l'aggravation des charges des collectivités locales ».

Au nom de la commission des affaires culturelles, dont il est le rapporteur, M. Séramy explique le désaccord de sa commission avec le système de carte scolaire prévu par le gouvernement et il estime que la prise en charge des établissements scolaires doit se limiter au patrimoine immobilier.

M. Valade, rapporteur de la commission des affaires économiques, signale une divergence qui oppose sa commission à celle des lois, à propos des aéroports, sa commission souhaitant que ce secteur soit de la compétence des régions.

Surcroît de charges ?

Pour les transferts en matière d'aide sociale, qui représentent 56 % des dépenses de fonctionnement des départements, M. Madelin, au nom de la commission des affaires sociales, rappelle que la répartition des charges nettes en la matière entre l'Etat et les collectivités locales relève du décret du 21 mai 1955 qui a établi un système complexe de péréquation aujourd'hui dépassé et créateur d'injustices entre les départements : d'où la

nécessité, assure-t-il, de réviser les barèmes avant de procéder à des transferts. Il évalue à 18 milliards un 20 milliards le surcroît de charges que ce transfert impliquera pour les collectivités locales. « Ce surcroît ne fera pas l'objet d'une compensation financière totale ».

Après avoir nié que le gouvernement ait eu l'intention de faire des économies « sur le dos des collectivités locales », M. Defferre n'exclut pas qu'une concertation puisse conduire à des améliorations des conditions d'attribution de la D.G.E. Jugent infondées les craintes selon lesquelles la décentralisation se traduirait par une augmentation des charges des collectivités, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation se déclare prêt à renoncer au transfert aux collectivités de la charge des transports scolaires.

Expliquant qu'il souhaite que cette proposition soit adoptée par le Sénat, il écarte le recours à la procédure de l'article 40 pour la discussion du texte.

Les quelques quatorze orateurs qui interviennent ensuite font part de leurs préoccupations quant au financement des nouvelles charges qui vont incombent aux collectivités. La décentralisation ne peut, estiment-ils, se mettre en place sans la sécurité financière.

Dans la discussion des articles, en réponse à M. Schumann (R.P.R., Nord), M. Defferre indique que le gouvernement n'a pas encore délibéré de la date à laquelle sera organisée l'élection des assemblées régionales au suffrage universel.

Examinant le titre I de la proposition de loi relatif aux « principes fondamentaux » et aux « modalités des transferts de compétence », le Sénat adopte malgré l'opposition de M. Defferre, un amendement du groupe de l'Union centriste qui précise que l'entrée en vigueur des transferts de compétence ne pourra intervenir avant que l'Etat n'ait

porté pour chaque département sa participation en matière de transports scolaires à 65 % des dépenses « évaluées à leur coût réel » et non « actuellement subventionnables » comme le prévoyait le texte. Le Sénat approuve ensuite le texte de la proposition qui stipule que « l'Etat assure le logement des instituteurs et en supporte la charge ». Cela met fin à l'indemnité obligatoire de ces logements par les communes qui bénéficiaient depuis deux ans pour ce faire de crédits d'Etat.

ANNE CHAUSSEBOURG.

UNE MISSION D'INFORMATION EST CONSTITUÉE POUR ÉTUDIER LA DÉCENTRALISATION

Le Sénat a autorisé par 197 voix contre 91, mardi 3 mai, la constitution d'une mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la décentralisation. Les cinq commissions permanentes concernées par la décentralisation avaient accepté la suggestion faite par le président du Sénat de constituer une mission pour établir le bilan de la décentralisation.

Dans une lettre en date du 18 avril, adressée aux présidents de ces commissions (lois, finances, affaires culturelles, affaires économiques et affaires sociales), M. Alain Poher indique que le Sénat, « dans le cadre de sa mission générale de contrôle, se doit d'être tenu informé du déroulement et de la mise en œuvre de la politique de décentralisation pour en faire un premier bilan ».

Cette mission comprend quinze membres appartenant à tous les groupes. Elle devrait achever ses travaux en octobre prochain. Au cours de sa première réunion, mercredi 4 mai, elle a désigné comme président M. Hoefel (Un. cent., Bas-Rhin).

FSL
USA - ANGLETERRE
(1) 544.62.20

☐ SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 à 18 ANS
COURS ET ACTIVITÉS
STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE

☐ SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER
CAMP / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 à 18 ANS
STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITÉ / CIRCUITS

Cochez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse
F.S.L. 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LE NÉO-RACISME
Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à :
APRÈS-DEMAIN,
27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

3%

SUR NOS 25 VOYAGES EN AUTOCAR DANS TOUTE LA FRANCE

Pourquoi ne pas découvrir cette année la France en autocar ? Le TOURISME FRANÇAIS vous propose 25 circuits, du "Périgord Secret" aux "Trésors de Bourgogne". Et le TOURISME FRANÇAIS vous offre une réduction exceptionnelle de 3% sur ses circuits HORIZONS EUROPÉENS en France.

Brochures et inscriptions dans les 12 agences parisiennes

le tourisme français

96, rue de la Victoire - 75009 Paris - Tél. 280.67.80

9° : 59, rue Saint-Lazare Tél. 290.18.87	Tour Maine-Montparnasse Tél. 539.71.18
11° : 275-277, bd Voltaire Tél. 373.77.07	17° : 116, rue de Courcelles Tél. 622.48.35
12° : 78, av. Ledru-Rollin Tél. 628.36.19	17° : 14, av. de Villiers Tél. 227.62.18
13° : 107, rue de la Glacière Tél. 588.91.74	18° : 147, rue Ordener Tél. 264.52.42
14° : 177, rue d'Alsace Tél. 542.47.03	BAULEUVE LEVALLONS : 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.06.70
15° : 32, av. Félix-Faure Tél. 558.42.02	SAINT-OUEN : 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 251.26.05
15° : Chez la Société Générale	

et dans toutes les agences de voyages.

SAUVEZ VOS CHEVEUX GRAS !
Votre front se dégarnit ? La teneur menace ?
AGISSEZ VITE !
Il est temps encore...
... un traitement, selon les techniques exclusives de LA CREATION SCIENTIFIQUE, les zones de sébum qui assèchent les bulbes.
C'est le but de « TH2 » bi-sulfuré, spécifique anti-séborrhéique, qui contribue puissamment à donner une nouvelle vigueur à votre chevelure et à supprimer démangeaisons et pellicules.
SANS RESULTATS VISIBLES EN 20 JOURS, REMBOURSEMENT GARANTI.
Demandez dossier - TH2 - gratuit à : L.C.S. (LM7) 06251 MOUGINS. Joindre 3 timbres.

OUVERTURE le 5 mai 83 à Cannes d'une Assiette au Boeuf

Allée de la Liberté (face au vieux port). Parking (Palais des Congrès).

MENU PROMOTIONNEL 50 F service compris
Terrine de légumes - Bavette d'alouau. Pommes allumettes - Sorbet. 25 cl. Petit vin de l'Assiette compris.

L'ASSIETTE AU BŒUF - NICE - 5, rue Masséna (rue piétonne).
PARIS - 123, Champs-Élysées (8°) - Place St-Germain-des-Prés (6°).
L'ASSIETTE AU BEURRE - NICE - 14, rue Chauvain (près place Masséna).
PARIS - 11, rue Saint-Benoît - Place St-Germain-des-Prés. 260.87.41

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés adoptent la première partie du nouveau statut de la fonction publique

Mercredi 4 mai, l'Assemblée nationale a adopté la première partie du projet de loi sur les droits et obligations des fonctionnaires valant titre I du nouveau statut de la fonction publique, qui s'appliquera aux agents de l'État comme à ceux des collectivités locales et de leurs établissements publics (*Le Monde* du 28 avril et du 5 mai 1983).

La mobilité des fonctionnaires entre les fonctions publiques de l'État et celle des collectivités locales est organisée par l'article 12. « Dans l'intérêt du service public », le passage de l'une à l'autre est possible si le corps de départ et celui d'arrivée ont « le même niveau de recrutement » et des missions « comparables ». L'opposition demande, sans succès, que l'organisation de cette mobilité ne soit pas laissée à la discrétion du gouvernement. Il est précisé qu'il est établi un « classement des corps, grades et emplois sur une grille commune » aux deux fonctions publiques, et que les fonctionnaires appartenant à des « corps comparables » de l'une ou de l'autre « bénéficient de rémunérations identiques ».

Le gouvernement ayant modifié un amendement initial de la commission des lois, il est ajouté, au texte : « Le gouvernement dépose tous les deux ans, en annexe au projet de loi des finances, un rapport sur les rémunérations versées au cours des deux années précédentes à quelque titre que ce soit à l'ensemble des fonctionnaires [de l'État et des collectivités locales]. Ce rapport indique l'origine des crédits de toute nature ayant financé les rémunérations, énumère les différentes catégories d'indemnités versées, ainsi que la proportion de ces indemnités par rapport aux traitements ». En revanche, par 328 voix (P.S., P.C.) contre 160 (R.P.R., U.D.F.), l'Assemblée repousse un amendement de M. Toubon (R.P.R., Paris) qui, reprenant un alinéa de l'amendement initial de la commission qui avait disparu de la rédaction du gouvernement, détaillait la distinction des indemnités que devait faire ce rapport.

A l'article 16, la commission fait approuver, contre l'avis du gouvernement, un amendement qui ne rend plus obligatoire le système de notation annuelle des fonctionnaires. M. Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique et aux réformes administratives, explique à cette occasion qu'il est « très attaché à la notation (...) puisque l'on n'a pas trouvé mieux », mais qu'il espère que le « progrès de la pratique démocratique » permettra de faire évoluer ce mécanisme. Comme le prévoyait le projet du gouvernement, et contrairement au texte de 1959, il est précisé que, s'il y a notation ou « appréciation générale » du fonctionnaire, celle-ci lui est communiquée. De même, le fonctionnaire aura, d'après le projet en discussion, « accès à son dossier individuel » sans limitation.

La nouvelle définition des congés auxquels les fonctionnaires ont droit permet le fractionnement des congés annuels, ne limite plus à douze jours par an les congés pour formation syndicale et crée des congés de formation professionnelle. De même, si le droit des fonctionnaires à la formation permanente est reconnu, il est précisé qu'ils peuvent être « tenus » de suivre des actions de formation professionnelle.

L'article 24 réaffirme les règles traditionnelles de l'obligation de désistement du fonctionnaire, tout en ne l'obligeant plus à déclarer à son administration l'éventuelle activité lucrative de son conjoint.

Si l'article 25 pose comme principe le devoir du fonctionnaire de « satisfaire aux demandes d'information du public », il ajoute qu'il doit, ce faisant, tenir compte du « secret professionnel » et de l'« obligation de discrétion professionnelle », dont il ne peut être délié que par son supérieur hiérarchique.

Ainsi amendé, l'ensemble du texte est voté par 327 voix (P.S. et P.C.) contre 158 (R.P.R. et U.D.F.). M. Stirn (U.D.F., Calvados) approuvant pour sa part le projet, qu'il juge « conforme aux aspirations des fonctionnaires et à l'intérêt général ».

Th. B.

DES FONCTIONNAIRES POURRONT ÊTRE MIS À LA DISPOSITION DES FÉDÉRATIONS DE PÊCHE ET DE CHASSE

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 4 mai, en deuxième lecture, le R.P.R. et l'U.D.F. ne prenant pas part au vote, le projet de loi limitant l'emploi par l'État d'agents non titulaires et organisant l'intégration des contractuels (*Le Monde* du 16 décembre 1982). La plupart des modifications apportées par les sénateurs (*Le Monde* du 14 avril) ont été approuvées par les députés. Ceux-ci ont précisé toutefois qu'un décret en Conseil d'État pourrait exclure du bénéfice de ce texte les emplois ou catégories d'emplois de certaines institutions spécialisées de l'État. En revanche, l'Assemblée nationale a maintenu, contre l'avis de M. Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, par 438 voix contre 0 (les députés communistes ne prenant pas part au vote), à la suite d'un scrutin public demandé par le R.P.R. et l'U.D.F., la disposition ajoutée par le Sénat prévoyant que des fonctionnaires seront mis à disposition des « organismes à caractère associatif et qui assurent des missions d'intérêt général, notamment les organismes de chasse et de pêche ». Elle a simplement précisé, par 315 voix (P.S. et P.C.) contre 161 (R.P.R. et U.D.F.), que cette mise à disposition n'était pas de droit mais une possibilité.

● L'Assemblée nationale, a adopté mercredi 4 mai, le projet de loi sur l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France dans les mêmes termes que ceux approuvés par les sénateurs, le mardi 26 avril (précisons à ce propos que c'est à la suite d'une « coquille » que *Le Monde* du 28 avril indiquait qu'avait été voté au Sénat un amendement tendant à ce que deux sénateurs assurent « plus particulièrement » la représentation des Français d'Afrique; cet amendement avait été retiré). Ce vote conforme permet au projet de loi d'être définitivement adopté.

Th. B.

RÉGIONS

Ile-de-France

L'AMÉNAGEMENT DE LA TÊTE DÉFENSE

Le jury international a présenté quatre esquisses à M. Mitterrand

Suspense à la Défense. Seize projets (dont quatre lauréats et douze mentions) ont été sélectionnés parmi 424 envois (sur 897 candidats inscrits) pour le secteur de la Tête Défense où seront construits un Centre international de la communication et deux ministères (160 000 mètres carrés au total).

Le jury international, présidé par M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, s'est réuni sur place, du 21 au 27 avril, au sommet de la tour Fiat, dans l'ancien appartement de M. Agnelli. Les membres du jury ont été reçus, le 26 avril, par le président de la République, qui les a interrogés pendant une heure et demi sur leurs choix.

M. Mitterrand a demandé que des maquettes situant les quatre projets lauréats dans la perspective de l'Arc-de-Triomphe et du Carroussel lui soient présentées à son retour de Chine. La décision finale sera vraisemblablement prise avant le 18 mai, date à laquelle tous les projets seront exposés publiquement à la Défense.

L'axe libre dans le premier plan-masse établi en 1960 pour le quartier d'affaires de l'ouest parisien, créé au concours en 1972 après que la capacité du quartier ait été portée à 1,5 millions de mètres carrés, le secteur de la Tête Défense a déjà fait l'objet de nombreuses études. Le dernier projet, celui de Jean Willerval, avait été choisi en 1980, lors d'une consultation restreinte organisée à la demande de M. Giscard d'Estaing : une toise de 35 mètres dans l'axe de l'Arc de triomphe avait été imposée pour empêcher que la construction de 1 000 000 mètres carrés de bureaux « privés » soit visible, de Paris, sous l'arche.

Le nouveau gouvernement a souhaité que ce site prestigieux soit voué à des édifices publics (le ministère de l'environnement et celui de l'urbanisme et du logement pour 75 000 mètres carrés, le carrefour international de la communication pour 50 000 autres), et a supprimé toute contrainte de hauteur.

« Une grande ambition a été affichée », a rappelé M. Robert Lion, avant les réunions du jury, avec l'espoir d'un événement pour

Paris et peut-être pour l'architecture. Nous espérons que la qualité des projets justifiera l'organisation d'un concours international ».

Les membres étrangers du jury avaient souhaité exercer pleinement la responsabilité du choix et limiter autant que possible celui de M. Mitterrand qui décide en dernier ressort : ils ont obtenu particulièrement satisfaction en classant les quatre projets en deux premiers prix et deux seconds ex æquo.

Selon nos informations, l'un des deux « premier prix » serait caractérisé par un mur-écran lumineux de 85 mètres de côté, placé dans l'axe et fermant le parvis qui s'étend devant le palais du CNIT. Les bâtiments seraient situés derrière ce mur, symbole de la com-

munication par l'image. L'autre premier prix se présenterait sous la forme de deux immeubles reliés par une structure métallique formant un monumental portique (à 100 mètres de haut ?) et abritant un parvis couvert. L'ensemble du volume, ouvert ou fermé, s'inscrirait dans un cube, légèrement de biais par rapport à l'axe historique. Ces projets sont tous, d'une façon ou d'une autre, visibles de Paris, et le jury les a longuement examinés... sous cet angle. Les maquettes demandées par le président de la République permettront une appréciation plus complète de ce problème complexe et politiquement délicat.

MICHEL CHAMPENOIS.

Basse-Normandie

M. Michel d'Ornano (U.D.F.) accuse la DATAR de multiplier les contrôles tatillons

De notre correspondant

Caen. — Présentant l'avant-projet du IX^e Plan régional pour la Basse-Normandie — soixante-dix propositions pour cinq ans — M. Michel d'Ornano, président du conseil régional, président du conseil général du Calvados et député (U.D.F., P.R.), a signé ce document préliminaire « dans un contexte qui est celui d'une décentralisation ratée (...) ». Sans chercher à faire une démonstration « exhaustive », l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing a souligné trois points : les contrôles, les moyens, le désengagement de l'État.

Les contrôles, d'abord. Pour M. d'Ornano, contrairement aux affirmations de M. Gaston Defferre, la décentralisation ne se traduit pas, loin s'en faut, « par l'élimination des contrôles tatillons et une plus grande liberté pour les régions et les départements ». Et de citer un cas, l'affectation des crédits du FIDAR (1) : « Il nous a fallu six mois de négociations tatillonnées avant que nous obtenions les transferts, et encore devons-nous maintenant envoyer notre programme pour accord à la DATAR (...). C'est-à-dire que nous avons une recentralisation, une révéfification et un

recontrôle. Et tout ça pour 4,5 millions de crédits... »

Les moyens ? A ce propos, M. d'Ornano affirme qu'il n'a rien obtenu en supplément. Quant au « désengagement » de l'État, il est patent, affirme le président du conseil régional. Il suffit de relever la baisse sensible de l'ensemble des crédits dont la région Basse-Normandie a eu notification pour 1983. « Pour la santé, notamment les établissements de soins, en 1982, nous avons reçu 29,5 millions. On nous a annoncé, pour 1983, 24 millions. Dégénération, pagaille, mais on est passé l'argent ? » demande le président du conseil régional bas-normand, avant de noter qu'en Picardie, où les opinions du président du conseil régional ne sont pas les mêmes que les siennes (2), les crédits 1983 des établissements de soins ont été multipliés par deux par rapport à 1982.

JACK AUGER.

(1) Fonds interministériel d'aménagement rural.
(2) Le président du conseil régional est M. Walter Amsellem (P.S.).

"Je vous envie, vous qui n'avez pas encore lu UN ORAGE IMMOBILE vous êtes du bon côté de la barricade: vous n'allez pas vous ennuyer."

BERNARD FRANK "LE MATIN"

FRANÇOISE SAGAN

Un orage immobile

"Cet hymne à la tendresse, mêlant Stendhal et Mozart, cette grande musique du cœur, c'est Madame Sagan qui l'a écrite, elle qu'on accuse de sécheresse, c'est elle qui l'a rêvée, vécue, pleurée, pour nous rafraîchir de larmes dans nos déserts."

PAUL GUTH "LA VOIX DU NORD"

"Cristallisation d'une formule, éclair et foudre, le ton Sagan."

ANNE PONS "LE POINT"

"Tour à tour roman d'analyse, roman psychologique, roman de mœurs, roman libertin... Françoise Sagan se fait en somme, avec un bonheur communicatif, l'héritière de tout le roman français."

PIERRE DEMERON "MARIE-CLAIRE"

"Au fil des phrases d'éternelle école, fichues à l'as de pique, les trouvailles, tel le bruit de soie qui ouvre *Bonjour tristesse* et qui fit dresser l'oreille des connaisseurs, continuent de surgir à l'improviste."

BERTRAND POIROT-DELPECH

"LE MONDE"

"Sagan, la romantique, vient d'écrire sa plus belle histoire de cœur. La voici devenue aussi une étonnante historienne des mentalités."

PIERRETTE ROSSET "ELLE"

"Pour ce qui est de la qualité de conter, Mme Saganne craint actuellement personne. Elle a les mots qui lui glissent des doigts, les images ni trop audacieuses, ni trop crues."

CHARLES LE QUINTEC

"QUEST FRANCE"

"Sagan reste l'auteur le plus charmant et, bien sûr, le plus charmeur de son époque."

JEAN-FRANÇOIS JOSSELIN

"LE NOUVEL OBSERVATEUR"

"Sagan est plus que jamais fidèle à elle-même. Même si se faufile aussi de page en page une gravité somme toute nouvelle."

GILLES PUDLOWSKI

"LES NOUVELLES LITTÉRAIRES"

"Roman magnifiquement charnel et pur... Irrémédiablement juste et littéraire."

PATRICK GRAINVILLE

"VSD"

"A travers son récit, nous retrouvons cette voix feutrée, mélancolique, légère et paisible, qui semble ne vouloir jamais se prendre au sérieux et qui a continué, à travers les ans, à émouvoir."

"PARIS-MATCH"

"M'a-t-il glissé à l'oreille quelques tuyaux sur la vie, la mort, l'angoisse et la communication ? Non... M'a-t-il fait oublier l'heure et rater l'autobus ? oui."

MICHELE BERNSTEIN "LIBERATION"

"Il me semble, à la faveur de ce roman en costumes, mieux comprendre qui est Françoise Sagan : notre Musset."

FRANÇOIS NOURISSIER,

de l'Académie Goncourt

"LE FIGARO MAGAZINE"

"Moraliste, observatrice, Françoise Sagan sait dépasser le mauvais goût et la seule parodie, et c'est ce qui fait qu'en définitive on s'attache à son dernier roman."

CLAUDE GLAYMAN "L'UNITE"

"Avec *Un orage immobile*, elle de vient ce qu'elle a toujours été : un écrivain."

MICHEL BOVE "L'HUMANITE"

"Un livre qui se révèle capable de captiver au lieu d'ennuyer, de charmer au lieu d'apitoyer."

JEAN BOURDIER "MINUTE"

"Un authentique petit chef-d'œuvre dans la meilleure tradition romantique : une écriture soignée, des phrases ciselées, une imagination sans faille."

PHILIPPE SAINT GERMAIN

"LA GAZETTE DE MONACO"

Jean-Jacques Pauvert chez Julliard

Le Monde

société

LA CONTESTATION DU PROJET DE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Deux manifestations à Paris

Deux manifestations d'étudiants étaient prévues jeudi 5 mai à Paris. La première, organisée par la « coordination nationale des étudiants », animée par des organisations étudiantes proches de l'opposition, devait partir à 14 heures du Champ-de-Mars, pour se terminer place de la Bastille. De son côté, un comité de grève de l'université de Paris-VII - qui demande une « vraie réforme de gauche » - appelle les étudiants de toutes les universités parisiennes à manifester, à 15 heures, au centre

Jussieu au ministère de l'éducation nationale, rue de Grenelle.

Le mercredi 4 mai, plusieurs manifestations rassemblant essentiellement des étudiants en droit et en sciences économiques ont eu lieu en province. A Lyon, un millier d'étudiants ont manifesté dans les rues. A Montpellier, un étudiant et un C.R.S. ont été blessés au cours d'affrontements au terme d'une manifestation. A Brest et à Bordeaux, des défilés ont eu lieu sans incident. Des étudiants en médecine ont

manifesté, d'autre part, à Lyon, à Toulouse et près de Marseille.

A Paris, l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) a organisé des états généraux, auxquels ont participé des députés socialistes. L'UNEF-Solidarité étudiante (proche des communistes), qui est favorable au projet de loi sur l'enseignement supérieur, estime « urgent que l'université change ».

Le même jour, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, rappelait, lors d'une confé-

rence de presse, les objectifs du projet de loi (le Monde du 3 mai). Interrogé sur son « isolement » au sein du gouvernement depuis la lettre adressée par M. Mauroy aux internes et chefs de classes, M. Savary a répondu : « Si l'on n'était pas d'accord avec moi, on ne l'aurait fait comprendre ». A l'Élysée, on confirme que le ministre de l'éducation nationale n'est pas isolé, puisque le président de la République est favorable à ce que le projet de loi sur l'enseignement supérieur soit examiné en mai par l'Assemblée nationale. - C. A.

LE RÔLE DES FORCES DE POLICE

Le « maintien de l'ordre » et la gauche

Violences à l'horizon. Les renseignements généraux parisiens ont prévu : certains des manifestants de ce jeudi 5 mai veulent être « plus violents encore » que le vendredi 29 avril quand, place des Invalides, divers jets de pierres et de grenades à main provoquèrent les forces de police. Ils visent ainsi certains des participants au défilé de la « coordination nationale contre le projet Savary », liés à l'extrême droite, le parti des forces nouvelles (P.F.N.), notamment, et l'un de ses satellites étudiants, le Groupe union-défense (G.U.D.). Ce pronostic policier pose à nouveau au pouvoir le problème du « maintien de l'ordre ».

Ils n'en reviennent pas. Eux qu'hier l'on traitait de « C.R.S.-SS » affrontent aujourd'hui le quotidien inversé de « C.R.S. gauchistes ». Ce renversement des rôles illustre la contradiction qu'affronte désormais, en matière policière, le gouvernement de gauche. Muni d'une réflexion sur l'état de droit, le voici confronté à son tour à une réalité plus insaisissable : les « désordres de la rue », ces fins de manifestation violentes, provoquées par des minorités décidées, et propices en retour aux dérapages, bavures et autres excès policiers. Comment faire dans un cas de figure si classé que ? La question n'est pas théorique. Elle brasse des problèmes concrets de structuration, de commandement et de formation des forces de police. La consigne du ministère de l'Intérieur est claire : « La police a pour rôle de protéger certains points, y dit-on. Elle contrôle le déroulement des manifestations. En tout état de cause, elle ne frappe pas la première ». Il est précisé aux personnels engagés sur le terrain que les grenades lacrymogènes ne doivent être utilisées qu'en dernier ressort. Ces recommandations de calme et de maîtrise expliquent le comportement des policiers, le 29 avril, place des Invalides : ce n'est qu'après plusieurs jets de pierre et de matériaux divers du échantillon l'entour qu'ils ont chargé. De plus, ils ont laissé le cortège se reconstituer, le repoussant et le surveillant à distance.

Ce schéma général n'exclut pas les dérapages. Ainsi, le mercredi 27 avril, sur le pont de la Concorde, face à l'Assemblée nationale. Un rassemblement, croit-on, a suscité quelques remous à la préfecture de police. Face au service d'ordre étudiant, une demi-compagnie de la C.R.S. numéro 10 (Le Mans) ; réquisitionnée à la va-vite. Elle avait été retirée d'un service de quadrillage dans le dix-huitième arrondissement et, était de ce fait en tenue ordinaire (blouson et casque). Selon les C.R.S., tout aurait pu se passer calmement, sans l'action impulsive d'une compagnie d'intervention de la police parisienne qui chargea quai d'Orsay, vers le pont, à la surprise du lieutenant commandant la demi-compagnie, qui n'aurait pas été prévenu. Des syndicalistes policiers se sont émus de cet incident, notamment M. Jean-Pierre Gualazzi du Syndicat national des officiers (S.N.O.). Le commissaire d'arrondissement responsable de la charge et répondant au code de « T1 07 », aurait été, depuis, interdit de manifestation.

L'anecdote illustre le difficile respect des quatre règles imposées par les textes officiels sur le maintien de l'ordre : l'homogénéité des formations utilisées (« l'amalgame des C.R.S. avec des unités d'origine différente sera évité », affirme une circulaire ministérielle du 5 août 1980) ; l'unité de commande-



AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'UNEF I.D.

Clarifications sur la sélection

A l'appel de l'UNEF indépendante et démocratique, près d'un millier d'étudiants, venus des différentes universités de France, ont assisté mercredi 3 mai, au centre Jussieu, à des « états généraux de l'enseignement supérieur ». Les participants, souvent délégués par des assemblées générales d'unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.), ayant décidé la grève, ont condamné le renforcement « de la sélection à l'université ». Ils reprochent essentiellement au projet de loi sur l'enseignement supérieur d'instituer « un barrage » entre le premier et le second cycles universitaires (le Monde du 30 avril). Beaucoup d'étudiants ont exigé, comme le représentant des « grévistes de Caen », des garanties et des « éclaircissements écrits de la part du ministre, en ce qui concerne la sélection ».

MM. Jean Giovannelli et Didier Chouat, députés socialistes et membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, ont tenté de répondre aux inquiétudes des étudiants. Les députés ont indiqué que « l'article 13 (qui traite du passage du premier au second cycle) devrait être modifié par le groupe socialiste dans le sens d'une (qui traite du passage du premier ou second cycle) amélioration des souhaits des étudiants ». Selon les députés, la nouvelle rédaction de cet article ne sera pas conçue « dans le dessein d'étendre une sélection ».

Au cours de la même réunion, M. Jean-Christophe Cambadélis, président de l'UNEF-I.D., a indiqué que après une rencontre avec des représentants du ministère de l'éducation nationale, il pouvait annoncer « que le ministre est prêt à ne pas

s'opposer à un amendement d'origine parlementaire qui clarifierait la rédaction de l'article 13 ». Selon M. Cambadélis, ces réponses prouvent « qu'il est possible de gagner sur nos revendications ». Refusant les manifestations et les grèves qui ne sont pas motivées par des « mots d'ordre précis », le président de l'UNEF a mis en garde les étudiants contre « toute tentative de récupération ».

Les délégués se sont prononcés à une large majorité pour l'organisation d'une manifestation nationale devant l'Assemblée nationale le jour de l'ouverture du débat sur le projet de loi. Les représentants de quelques universités (Bordeaux et Caen), qui souhaitent une manifestation à une date plus rapprochée, n'ont pas emporté l'adhésion de l'assemblée.

S.B.

● Les étudiants en médecine ont manifesté en plusieurs points du pays, le 4 mai. - A Lyon, nous signalons notre correspondant régional, ils ont édifié des barricades et incendié des panneaux à une demi-douzaine de carrefours de la ville. Six manifestants ont été légèrement blessés après des heurts avec les policiers.

A Toulouse, plusieurs d'entre eux ont aussi été blessés au cours d'un affrontement. Près de l'étang de Berre, des étudiants venus de Marseille ont bloqué le T.G.V. et brisé les vitres de la cabine de conduite. Les voyageurs ont dû être transférés dans le T.G.V. suivant.

Une nouvelle rencontre entre les représentants des étudiants et les cinq médiateurs nommés par le gouvernement est prévue pour ce jeudi 5 mai.

Les organisations étudiantes et leurs affinités politiques

— C.E.L.F. : le Comité des étudiants de France, créé par des jeunes giscardiens, est toujours dirigé par eux. Cette organisation se déclare libérale. Elle a recueilli 3 % des voix aux élections universitaires de 1982-1983.

— C.N.E.F. : la Confédération nationale des étudiants de France. Née en 1982 du groupement de deux mouvements modérés. Elle est composée d'associations corporatives. La CNEF est implantée dans les établissements où dominent les disciplines médicales et juridiques. Lors des élections universitaires, la CNEF a obtenu 4,39 % des voix.

— M.I.L.E. : le Mouvement des jeunes pour la liberté de l'enseignement a été créé en 1978 pour « défendre l'enseignement libre ». Ce mouvement affirme regrouper près de quatre mille adhérents de seize à vingt-cinq ans.

— P.S.A. : proche de la C.F.D.T., pour un syndicalisme autogestionnaire, est né en novembre 1982 ; cette organisation veut se situer à côté « des deux UNEF en faillite ». Elle a recueilli 1,01 % des voix.

— UNEF-I.D. : de la « grande UNEF des années 60 » sont issues depuis 1971 deux organisations rivales : l'UNEF-Indépendante et démocratique est animée par des trotskistes du P.C.I. et de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) ainsi que

par des jeunes socialistes. Divers regroupements avec de petites organisations ont permis à ce syndicat d'augmenter son audience. L'UNEF-I.D. a obtenu 19,6 % des voix aux dernières élections universitaires.

— UNEF-Solidarité étudiante : dirigée par des étudiants proches ou membres du P.C., cette organisation a recueilli 21,04 % des voix aux dernières élections.

— U.N.I. : l'Union nationale inter-universitaire entend regrouper « toutes les personnes qui se réclament des valeurs de notre civilisation ». Cette organisation, qui se définit comme « antimarxiste », accueille aussi des enseignants, des lycéens et des étudiants des milieux professionnels. On y trouve beaucoup de membres ou de sympathisants des formations de l'opposition. Elle a obtenu 3,03 % des voix aux dernières élections universitaires.

— Renouveau étudiant : cette organisation constitue la branche étudiante du Renouveau nationaliste, organisation créée à l'automne 1981 à l'initiative des dirigeants du GUD (Groupe union-défense) liés au Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite) et particulièrement actifs à la faculté de droit de la rue d'Assas (Paris-III). Elle regroupe des étudiants nationalistes dont bon nombre militent dans les groupuscules d'extrême droite.

Les subtiles divisions de Lyon-III

De notre correspondant régional

Lyon. - Des grévistes derrière une large banderole : « Lyon-III en grève », et des non-grévistes qui se sont mis en retrait derrière un autre drapeau : « Non à la loi Savary ». Un service d'ordre « très très à droite », selon la confidence d'un responsable étudiant. Des slogans qui tentaient de mobiliser un environnement plutôt passif : « Lyonnais, descendez dans la rue, vos enfants sont concernés » ou encore : « Lycéens, étudiants, professeurs, même combat ». Un millier de personnes en tout et un personnage au-dessus du lot : le doyen de la faculté de droit, M. Serge Guichard. En tête de la manifestation, il a rappelé, face aux caméras de FR 3, son exigence du « retrait » du projet de loi Savary pour permettre des négociations « authentiques ». Grève politique ? « Je ne suis pas ici comme élu (il) mais comme professeur de droit ».

Pourtant, l'attitude très ferme du doyen, membre du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur, ne semble pas faire l'unanimité dans la corporation. A Lyon-III, où c'est le moins que l'on puisse dire, le corps enseignant est « modéré », quelques professeurs protestent contre la « politisation » de la grève. Ainsi, selon M^{me} Jacqueline Rublin, « la majorité favorable à la grève s'effrite ». Elle refuse la grève pour des raisons « viscérales ». « Quand un professeur fait la grève, explique-t-elle, il gène surtout les étudiants ». Saisie de « dégoût » face à la « politisation de la faculté », M^{me} Rublin avance même l'idée d'une marche silencieuse à Paris pour tenter de faire comprendre que l'on peut « être à la fois contre la grève et contre cette réforme qui entraînerait la privatisation de l'enseignement supérieur et limiterait les facultés ». Attitude similaire, celle de M. Henri Rolland, ancien président de l'université qui a

manifesté son soutien à l'action des étudiants mais qui assure ses cours.

« Au-delà du rideau de fer »

Une affiche des professeurs non grévistes a été placée dans le hall de l'université : « Information pour les étudiants », disent les uns, « délation inadmissible qui fait l'amalgame entre les personnes et les adversaires du projet de loi », répond M. Guichard. Le doyen a, d'autre part, remarqué dans un alinéa de l'article 12 du projet de loi « quelque chose qui rappelle ce qui se passe au-delà du rideau de fer ». Il s'agit selon lui de propositions relatives à l'inscription des étudiants à partir de critères familiaux ou de situation personnelle.

Pendant ce temps, quelques étudiants continuent à s'interroger sur les conditions « curieuses » dans lesquelles la grève a pris naissance. Dans une lettre ouverte, ils dénoncent les interventions au cours des assemblées générales de quelques enseignants qui « grâce à leur crédit moral ont voulu influencer le vote des étudiants ». « Nous estimons, ajoute cette lettre ouverte, que cette grève n'a pas pour seule préoccupation le retrait du projet de loi Savary ».

A l'extrême droite, on ne paraît pas très perméable à ces subtilités : deux jours de suite, lundi et mardi, les étudiants ont joué à cache-cache avec les C.R.S. Cette agitation semble être le prétexte idéal pour une fermeture administrative de l'université. Déjà sur le campus de la Doua, des incidents entre étudiants ont entraîné la fermeture des première et deuxième années de droit.

CLAUDE RÉGENT.

(1) M. Guichard, R.P.R., adjoint au maire de Lyon, est délégué à la police.

FAITS ET JUGEMENTS

Le docteur Troisier porte plainte contre le professeur Gisselbrecht

L'affaire de la libération, pour raison médicale, de Robert Kéchichian (le Monde des 4 et 5 mai), un trafiquant de drogue, a connu le 3 mai un nouveau développement. Le docteur Solange Troisier a en effet porté plainte devant le conseil de l'ordre des médecins contre le professeur Christian Gisselbrecht de l'hôpital Saint-Louis, à Paris. L'ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire estime que le professeur Gisselbrecht a donné, par son communiqué du 31 mars (le Monde du 2 avril), « à son intervention et au certificat qu'il a rédigé le 28 juillet 1981 à propos de Robert Kéchichian, une interprétation qui, pour le moins, diffère à maints égards des termes mêmes du certificat qui précisait les résultats de l'examen du sieur Kéchichian au quel il a lui-même procédé dans son service, et qu'il a consigné par cet écrit en explicitant les conclusions qu'il en tirait ».

Le professeur nous a précisé que s'il avait bien écrit dans ce certificat que Kéchichian était « vraisemblablement malade », il n'avait, en revanche, pas pu formuler de diagnostic, n'ayant ni les examens histologiques, ni le dossier médical qu'il e réclamé en vain au docteur Troisier.

● Triple meurtre à Meaux. - Alertés par un coup de téléphone anonyme, les policiers de Meaux (Seine-et-Marne) ont découvert, mercredi 4 mai dans la soirée, les corps de trois femmes égarées dans un appartement du faubourg Saint-Nicolas. Les victimes sont : une Française mariée à un Algérien, Nelly Agnab, née Cholín, trente-six ans ; sa sœur, Marcelle, trente ans, et leur mère, Rosalie, soixante-huit ans. Le mari de la jeune femme, Mohammed Agnab, quarante-six ans, considéré comme le témoin numéro un de cette affaire, a été vu pour la dernière fois, quittant les lieux au volant de sa voiture, à une heure correspondant à celle du triple meurtre.

M. FOYER : « IL FAUDRA NETTOYER LA CHANCELLERIE »

Lorsque l'opposition reviendra aux affaires, « il faudra nettoyer la chancellerie », c'est-à-dire « enlever le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé », a déclaré M. Jean Foyer, député (R.P.R.) du Maine-et-Loire, lors d'un débat organisé, mercredi 4 mai, à Paris, par le club de l'Horloge. Faisant référence à des nominations récentes à la tête de certaines juridictions et à la manière dont est géré le corps judiciaire, M. Foyer, qui fut l'un des gardes des sceaux du général de Gaulle, a aussi dénoncé ce qu'il a appelé le « socialisme de la justice sur le mode stalinien ».

● M. Jean-Louis Bruguière, le juge parisien chargé d'instruire l'affaire de l'attentat de la rue des Rosiers (six morts et vingt-deux blessés le 9 août 1982), s'est rendu le 4 mai à Vienne (Autriche) afin d'assister à l'exécution de la commission rogatoire qu'il a délivrée aux autorités judiciaires autrichiennes. Il s'agit notamment d'effectuer des comparaisons d'armes et de munitions utilisées lors de deux opérations terroristes perpétrées dans la ville : l'assassinat de M. Heinz Mittel, président de l'association Israël-Autriche, le 1^{er} mai 1981 ; et l'attentat contre une synagogue, le 29 août suivant. Auparavant M. Bruguière s'était rendu à Bruxelles et à Rome, où avaient été commises d'autres attentats antisémites.

CONCESSION EXCLUSIVE

Écoles, bibliothèques, tout public « Encyclopédie monde actuel » PRIX BAS - GROS SUCCÈS KITEID CP BCL 1227 CAROUGE

ebs

• Concours d'entrée en 1^{ère} année le 1^{er} juin 83 à Paris, Aix, Lille, Lyon, Nantes, Nancy et Rennes.

• Ouvert aux bacheliers 83.

• Clôture des inscriptions le 20 mai 1983.

European Business School, Paris, Londres, Francfort, Madrid.

8, rue de la Paix - 75002 Paris - Tél. 261.03.36

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ÉTRES-GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT RÉDUCTION

ETRAVE 38 av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

هكذا من الأول

JUSTICE

UN « GRAND DESSEIN » DU GARDE DES SCEAUX

M. Badinter au secours des victimes

M. Badinter ne cesse de le répéter : de tous les gardes des sceaux, il est celui qui aura le plus œuvré en faveur des victimes. Auteur de la préface du Guide des droits des victimes - plus de cent mille exemplaires auraient été vendus à ce jour - il devait défendre ce jeudi 5 mai, à l'Assemblée nationale, un projet de loi sur le même thème. Lorsque ce projet sera devenu loi, les victimes d'infractions dont les auteurs ont disparu ou sont inconnus seront mieux indemnisées. Accessoirement, M. Badinter entend prouver que, si le sort des victimes est préoccupant, il pense d'abord aux victimes.

Accusé par l'opposition de se livrer à une entreprise de « démolition » de la justice, M. Badinter veut qu'on sache qu'il ne se désintéresse pas du sort du commerçant cambriolé ou de la vieille dame agressée. Trop de plaintes n'aboutissent jamais pour que le gouvernement ne s'efforce pas de corriger l'insuffisance d'une justice complaisante ou dérangée. Chaque fois qu'il le peut, le garde des sceaux souligne que, côté du retour à l'état de droit, l'amélioration du sort des victimes est un de ses grands desseins.

Certaines mesures ont déjà été prises, qui facilitent le recouvrement par la personne victime d'une partie du pécule que le délinquant tire de son travail en prison. Pour la première fois, un crédit d'un million de francs a été inscrit au budget de 1983 au bénéfice de la quinzaine

d'associations qui œuvrent en faveur des victimes. Comparé aux 2 millions de francs que M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, octroie à la nouvelle association Culture et prison, cela peut paraître maigre. Mais le garde des sceaux envisage de tripler la contribution en 1984.

Le projet de loi qu'il devait défendre ce jeudi à l'Assemblée s'inspire d'un rapport demandé à une commission présidée par le professeur de médecine Paul Milliet, mais s'en inspire seulement car certaines suggestions de cette commission ont été écartées. Ainsi la création d'un service national d'aide aux victimes, doté de fonds propres et de fonctionnaires départementaux, a-t-il été jugé trop ambitieux et trop coûteux par M. Badinter. Le projet du garde des sceaux placera cependant la France en tête des pays qui se préoccupent du sort des victimes. Ce projet va en particulier au-delà d'une convention actuellement à l'étude au Conseil de l'Europe.

Le projet vise à renforcer la protection des victimes. Depuis une loi de 1977, celles-ci peuvent obtenir une indemnité de l'état en cas de dommages corporels. Mais il faut que la personne lésée justifie d'un préjudice économique et qu'elle se trouve « dans une situation matérielle grave ». Ces conditions très restrictives ont fait de cette loi un échec. Sept demandes sur dix adressées aux commissions qui décident des indemnités sont rejetées. En 1982, 12 millions de francs avaient été prévus par le ministère pour financer ces indemnités. Sept seulement ont été dépensés (1).

A l'avenir, les conditions d'indemnisation seront élargies. Il suffira que le préjudice « consiste en un trouble grave dans les conditions de vie, résultant d'une perte ou d'une diminution de revenus, d'un accroissement de charges, d'une incapacité à exercer une activité professionnelle ou d'une atteinte à l'intégrité physique ou mentale ». Il y aura des commissions d'indemnisation auprès de tous les tribunaux de grande instance alors qu'il n'en existe aujourd'hui que dans les cours d'appel. Le ministère fait ainsi son devoir de trois cents personnes environ en 1984, contre cent six en 1981. Au lieu des 12 millions de francs qui existent actuellement, 29,7 millions seront inscrits au budget de l'année prochaine.

Insolvabilité

Le projet interdit aussi aux débiteurs d'une pension alimentaire ou de dommages-intérêts de se soustraire au versement des sommes dont ils sont redevables. Un projet voisin avait été présenté au Parlement l'automne 1977 par M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, mais il n'avait pas abouti. L'idée est, par exemple, d'empêcher un entrepreneur en bâtiment, condamné à verser des indemnités pour malversations, d'échapper à ses obligations en devenant à dessein le salarié de son entreprise dont sa femme est maintenant le gérant. Pour éviter ce tour de passe-passe, le texte du projet prévoit des poursuites contre qui, « même avant la décision judiciaire, aura organisé ou aggravé son insolvabilité ».

Le troisième et dernier volet du projet vise à accélérer la réparation du dommage subi. Actuellement, lorsqu'une personne qui se plaint d'avoir été lésée engage un procès devant un tribunal correctionnel, elle doit attendre que celui-ci rende sa décision pour obtenir des dommages-intérêts d'une juridiction civile. C'est l'adage « Le criminel tient le civil en état ». Il en résulte des délais de procédure insupportables pour la personne lésée. A l'avenir, le tribunal civil pourra ordonner les mesures conservatoires qui s'imposent, même si une procédure pénale est en cours. De même, le juge d'instruction pourra obliger le responsable du dommage à hypothéquer un bien ou à mettre immédiatement de côté la somme nécessaire à l'indemnisation future de la victime, afin de préserver l'avenir.

Enfin, au lieu d'avoir à engager un deuxième procès, les personnes lésées pourront demander que les compagnies d'assurances, qui utilisent souvent la procédure pour gagner du temps, soient parties au procès pénal. Le tribunal pourra ainsi décider immédiatement des éventuels dommages-intérêts. Les procédures ultérieures seront évitées et la victime, comme pour les autres dispositions, y trouvera son compte.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) L'indemnité maximum que peut obtenir une victime est de 250 000 francs. Elle a été augmentée de 25 % par M. Badinter. En moyenne, chaque victime ne reçoit cependant que 60 000 francs.

MUSIQUE, BOISSONS, VIOLENCE

Du carnaval au tribunal

Le « carnaval brésilien » n'a pas eu lieu à Paris cette année, car la salle Wagram n'était plus disponible après les incidents violents qui, au début de la soirée du 19 février 1982, les scènes de l'ordre à l'extérieur, dans les rues de la capitale, ont été d'une violence sans précédent. Sept d'entre eux devaient comparaître le lundi 2 mai, presque quinze mois après les faits, devant la 15^e chambre correctionnelle : cinq seulement se sont présentés. Ils ont été condamnés à des peines allant de six mois à deux ans de prison. Cette condamnation a été prononcée par le tribunal dans la soirée du 2 mai, après avoir entendu les plaidoiries des avocats de la défense, et on sait qu'il y aura des exécutions ?

Les deux thèses sont apparues inconciliables entre une défense qui a demandé la relaxe et un ministère public qui a réclamé pour quatre des inculpés entre quinze et dix-huit mois de prison. Ces procès pour rébellion collective ont leurs limites : la parole des inculpés s'y oppose toujours, en gros à celle des policiers, avec une confiance particulière du tribunal dans la déposition. Ce procès n'a pas fait exception : les six policiers cités comme témoins ne sont pas revenus sur leurs accusations portées durant l'instruction, même si l'un d'eux n'a reconnu qu'un des trois jeunes identifiés auparavant. Les cinq inculpés, intimidés, ont protesté maladroitement de leur innocence devant le président, M^{me} Delobau, assez ironique : « Alors, vous voulez dire que les policiers ont tout imaginé ? »

« Soyons logiques », réclamera la présidente du tribunal à l'un des prévenus. Pouvait-on l'être plus d'un an après les faits ? Le mot de la fin revient sans doute à ce policier cité comme témoin : « On ne peut rien comprendre à cette soirée, dira-t-il, à toute cette violence, si on n'était pas présent sur les lieux. »

Jugement le 9 mai.

NICOLAS BEAU.

CORRESPONDANCE

La condamnation de M. Faurisson

Après la publication dans le Monde du 28 avril d'un article rendant compte de l'arrêt de la cour d'appel de Paris sur l'affaire Faurisson, M. Robert Faurisson nous écrit notamment :

Je ne me trouvais pas seul en face de neuf associations, mais j'avais à mes côtés, en intervention volontaire, MM. Serge Thion (chargé de recherche au C.N.R.S.), Maurice Di Scullo, Gabor Rittersporn (chercheur au C.N.R.S.), Jean-Luc Rodinski, Jean-Gabriel Cohn-Bendit (enseignant), Pierre Guillaume (éditeur) et Jacob Axelson. Ma condamnation ne se limite pas au versement de 1 franc de dommages-intérêts, mais je suis aussi condamné

à payer trois publications dans la presse pour un montant de 60 000 francs et je devrai verser 14 000 francs à diverses associations ; enfin, les dépens sont à ma charge. Le tout s'élève à un minimum de 100 000 francs.

La série de procès que, depuis quatre ans, sur le plan civil et sur le plan pénal diverses associations m'invoquent invariablement pour des motifs identiques m'obligent à des frais auxquels je suis incapable de faire face. La partie adverse demande depuis quatre ans ma condamnation pour « falsification de l'histoire ». Elle n'a pas obtenu satisfaction.

TIRAGES DIAPOS
EN 13-18 OU 18-24 RECADRAGE CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347 21.32

la Plagne
Offre exceptionnelle -15%
Grâce à la formule « Pierre Utile », déboursez 15% de moins sur l'achat de votre appartement.

Ex : Plagne-Montalbert
234 400 F TTC
ou le 276 000 F TTC
UN FINANCEMENT ALLÉGÉ. Vous obtenez votre appartement avec une résidence pour acquiescer. Nous le gérons et vous déboursez 15% de moins pendant 9 ans, vous profitez de DES AVANTAGES VACANCES. Pendant 9 ans, 1 semaine en été pour 3 à 5 personnes, l'impôt est compris. UNE RENTABILITÉ GARANTIE. Pendant 9 ans, vous bénéficiez d'un loyer annuel net de charges.

Plusieurs autres formules d'investissement :
• la multipropriété
• la copropriété traditionnelle
• le placement financier
92, avenue Kléber 75116 PARIS
Tél. (1) 727.62.82
poste 27
Studio 231 - Les Choux
Demande de documentation
Veuillez m'envoyer, sans engagement de ma part, une documentation sur :
☐ Belle Plagne ☐ Plagne Montalbert
Je choisis la formule : Nom : _____
☐ Pierre Utile Prénom : _____
☐ Multipropriété Belle Plagne Adresse : _____
☐ Copropriété traditionnelle Ville : _____
☐ Placement financier Code Postal : _____
☐ Location est été Tél. : _____

LUNETTES : DU NOUVEAU ! LES VERRES STUDIO 200

● reflets supprimés
● luminosité accrue
● rayons ultra-violet filtrés
● toutes corrections visuelles
CHANGEZ VOS LUNETTES !
COURRONS CHEZ LEROY
OPTICIEN

du lundi au samedi inclus :
104, Champs-Élysées AO 147, rue de Rennes AO 127, fg St-Antoine
11, bd du Palais 5, place des Terres 30, bd Barbès
158, rue de Lyon 27, St-Michel

Rayons spécialisés : A acoustique médicale - O verres de contact - T travaux photos

AIR FRANCE OUVRE PISE-FLORENCE.



PISE-FLORENCE, AEROPORT DE TOSCANNE, 3 FOIS PAR SEMAINE A PARTIR DU 9 MAI.

L'avenir de la France passe par le dynamisme des hommes d'affaires français à l'étranger. Pour les aider, nous poursuivons nos efforts. En effet, à partir du 9 mai, vous pourrez rejoindre Pise/Florence 3 fois par semaine en Boeing 737 au départ de Paris-Charles de Gaulle, Aérogare 2, l'Aérogare Express.

Si vous voyagez en Classe Économique, le repas vous sera désormais servi par le personnel de bord.

Hommes d'affaires, les hommes d'Air France sont solidaires de vos efforts et vous aident à réussir sur le marché italien.

LE MONDE EST OUVERT.

Le Monde

culture

DANSE

UNE NOUVELLE CHORÉGRAPHIE DE FRANÇOIS VERRET

Le jeu des pulsions

Viola Farber avait demandé à François Verrat une chorégraphie pour sa compagnie. Ainsi est né *Le jeu des pulsions*, qui vient d'être créé au Théâtre d'Angers. On retrouve, pour la conception, les inséparables : François Verrat, danseur et chorégraphe, Alain Rigout, comédien, metteur en scène, et Ghislaine Tazartes, chanteuse et musicienne, travaillant en osmose totale. D'emblée on reconnaît leur manière dans les flèches lumineuses trouant l'obscurité du plateau, une obscurité qui isole une aire de jeu oppressante, profonde comme un continent, où la danse va devoir se frayer des passages à grands coups d'énergie.

Quelques points de repère nous sont donnés pour la genèse du spectacle : une phrase tirée du *Manuel de zoologie fantastique*, de J.-L. Borges, sur le *Goofus Bird*, « oiseau qui vole en arrière car il ne se soucie pas de savoir où il va mais d'où il vient », et un texte de Marguerite Duras sur le non-travail de l'écrivain, la nécessité de libérer un espace en soi, de faire le vide pour laisser venir l'évidence, et qui peut s'appliquer par analogie à la démarche chorégraphique de François Verrat.

En tenant compte des larges possibilités techniques des danseurs, de leur capacité de sauter, de rebondir, de leur dextérité, de leur souplesse extrême, Rigout les a assimilés à d'étranges oiseaux, et Verrat a inventé pour eux des gestes frileux, brusques, anguleux, drôles parfois, d'une grande diversité.

Mais avec François Verrat, quelle que soit le métaphore on en revient toujours à l'homme, à ce qui se passe au plus secret de l'homme, face à lui-même et face aux autres. Dans un prologue les danseurs paraissent en scène dévotement comme pour une sorte de conseil de révision dérisoire. Ils vont s'habiller peu à peu, s'échauffer sur une musique répétitive coupée de voix d'enfants. Et

puis, le jeu s'organise, mené par François Verrat lui-même, jeu dangereux, lente remontée des pulsions où chacun va devoir s'impliquer totalement (deux danseurs de la compagnie ont d'ailleurs refusé d'assumer cette traversée).

Des relations s'ébauchent à deux, puis à trois. C'est d'abord l'éprouvante de l'autre par la regard, période d'attente et d'observation. Les corps sont ramassés comme pour un départ de course, puis ils se détendent, s'élancent le plus loin possible, intenses, reviennent au départ comme refoulés par une force invisible et repartent dans un mouvement de flux et de reflux inexorable.

Après le regard, la touche. Mais chez Verrat les désirs d'envoies, les recherches de contact sont toujours contrariés, stoppés en plein élan et, finalement, vains. Chutes, retombées brutales, les corps se replient pour un nouvel assaut, une tension naît de cette énergie non déployée. Et c'est la retour au point de départ : le jeu recommence avec d'autres assauts, selon d'autres trajectoires. La lumière et la musique en rythment les phases. Parfois, un danseur se mue dans sa solitude et tremble sur place ; d'autres se réfugient dans un rêve éveillé aux gestes gourd, ils s'accrochent, s'assèchent, et le spectateur, confronté à ce déséquilibre perpétuel, privé d'un aboutissement libérateur, se sent pris de vertige. Il ne se détend que lorsque la noir engloût la scène et qu'une voix d'enfant s'élève : « C'est fini la chanson ».

Au sortir de cette brutale descente en chute libre, le ballet de Viola Farber, *Villa nuage*, réveille poétiquement à subtilité, exécutée élégamment par toute la troupe, paraît repassant, suave, un peu décoré et comme étiré dans un temps immobile.

MARCELLE MICHEL.

ARTS

LA PREMIÈRE BIENNALE DE TOURS

Un essai à transformer

Après avoir organisé chaque année une exposition thématique dotée « Le corps », en 1980, et « Le style », en 1981, l'association Tours art vivant association constituée en 1977 par des représentants de toutes les institutions culturelles de la ville, lance, non sans courage et, peut-être, avec pas mal d'ignorance, une biennale d'art contemporain. Celle-ci doit se dérouler les années où d'aura pas lieu la Biennale de Paris (dont on ne sait d'ailleurs pas trop ce qu'elle sera dans ses nouveaux locaux du parc de La Villette ni quand elle aura lieu exactement), et en alternance avec une manifestation plus « pédagogique », toujours à partir d'un thème - en 1984 : « Le paysage ».

C'est une biennale nationale, c'est-à-dire qu'y sont confrontés des artistes travaillant sur le territoire français, et pas seulement dans la région, et une biennale de jeunes : ils ont grosso modo entre vingt-cinq et trente-cinq ans. La sélection a été assurée par un jury qui, lui, est international (1) : parce qu'on ne se sent pas capable de reconnaître les siens ? Pour faire de la mousse, comme quelqu'un l'a dit lors des discussions qui ont suivi l'inauguration ? Pour s'annexer quelques-uns de nos voisins, dont on sait qu'ils font autorité sur la scène internationale ? Cela situerait d'emblée l'ambition des Toursangeux.

Dans les faits, il semble qu'on ait mis un peu la charrette avant les bœufs, car si on joue la grande carte, et pourquoi pas ? Il faut en avoir les moyens, préparer les choses de loin, disposer de structures d'accueil et d'un budget assez conséquent pour permettre aux artistes de réaliser des œuvres spécifiques. Ce qui ne semble pas avoir été le cas, à en juger par le résultat, assez maigre, de l'ensemble, et au-dessous de ce à quoi on pouvait s'attendre. Ce n'est pas tant la sélection plutôt « in », On y retrouve naturellement les durs de la figuration dite libre (Combas, Di Rosa, Boisrond, Blanchard), à côté de Garouste (en train, paraît-il, de se tailler un succès à l'étranger), de Blais, Polvret (d'avantage peintres), de G. Rousse, Bernard Foucou et Tosani (ce dernier à découvrir).

pour la photographie, de Vilmonth et Tremblay, pour l'utilisation poétique d'objets et ustensiles de récupération, de Vieille (un pensionnaire de la ville Médicis), et de quelques autres. Mais ils ne sont pas si bien représentés que cela, et en tout cas pas suffisamment pour qu'on puisse se faire une idée correcte du travail de chacun.

Du côté des manifestations annexes, organisées pour renforcer la sélection, on pourrait dire la même chose de l'exposition Gasiorowski (Galerie des Tanneurs). En revanche, la présentation au musée d'une partie des courageuses acquisitions de Marie-Claude Beaud, pour le musée de Toulon, n'est pas trop mal réussie et donne une bonne idée de l'ensemble à ceux qui n'ont pas encore fait le voyage sur la Côte. Enfin, il n'était pas intéressant de mettre l'accent, avec Niveaux

Mixage de Cao, sur un groupe de créateurs multimédias, qui donne dans le rock, la peinture collective, les environnements « ironiques », le « jeu-mouvement », et, même, la fabrication de meubles moins confortables qu'ils n'en ont l'air.

Non, ce n'est pas vraiment dans le programme que ça « coïncide », mais du côté des infrastructures. Les salles : l'entrepôt de 1 000 mètres carrés, loué à la ville, qui accueille l'exposition principale est dans un état déplorable : l'accrochage - vitrine à l'école des beaux-arts - était impossible à réaliser compte-tenu de l'espace. L'organisation générale, qu'il faudra revoir pour transformer l'essai la prochaine fois. Le catalogue : qu'il soit prêt à temps (c'est fou à quel point, et pas seulement à Tours, ces temps-ci, les catalogues d'expositions ne sont jamais faits à l'heure, il y en a même qui arrivent

carrement après). Mais il faut signaler la prestation de Richard Meier, un petit éditeur indépendant, qui a réussi à sortir tout seul un livre comportant des reproductions très réussies, très soignées, grâce à un petit procédé mis au point par lui, d'œuvres des artistes de la biennale.

GENEVÈVE BRÉRETTE.

(1) Le jury était composé de J.-C. Ammann (conservateur de la Kunsthalle de Bâle), M.M. C.-M. Beaud (conservateur du musée de Toulon), X. Girard (critique d'art), B. Lamarche-Vadel (critique d'art), J. H. Martin (conservateur de la Kunsthalle de Berne), I. Panico (conservateur de la Galerie contemporaine de Rome), A. Trouche (critique d'art, inspecteur de la création artistique au ministère de la culture).

* France Tours Art actuel, jusqu'au 29 mai.

THÉÂTRE

« Les Exilés » de James Joyce

(Suite de la première page.)

Par moments, malgré l'extrême décadence extérieure de la pièce, James Joyce, fidèle à soi-même, cotoie des propos tout ce qu'il y a de « scabreux ». Surtout lorsque entre en jeu l'humilité si profonde de Richard, l'écrivain marié revêtu de l'interdit, et de son ami. Attachement intense des deux hommes qui ne s'est pas, jusqu'ici, transformé en une homosexualité entière, mais qui va être tenté de se « concrétiser » sexuellement dans le « partage » du corps de l'épouse de Richard, Berte. Comme si, en embrassant, serrant contre soi, habitant, le corps de la femme, les corps de Richard et de Robert se rejoignent l'un l'autre - déviation délicate qui repose pour une part sur l'impression qu'à Richard, amoureux de sa femme, d'ont porté cette femme dans son ventre, lui un homme.

Lorsque nous lisons les lettres intimes que James Joyce écrivait à sa femme, Nora, déchaînements presque incroyables de violence sexuelle, nous imaginons la force des instincts, des désirs, des fantasmes, qui sous-tendent le dialogue apparemment « avouable » des *Exilés*. Cette pièce est comme la surface à peine frémissante d'une eau hantée, dans ses profondeurs, de courants fous, et de monstres. Et cela d'autant plus que Joyce s'est appliqué, ce faisant, à métamorphoser en phrases claires, transparentes, tout un dépôt honteux ou fangeux de mémoire, surtout de mémoire d'enfance. Cela apparaît à la lecture de certaines notes préparatoires de la pièce, où Joyce énumère d'abord des « points d'attache » de souvenirs, comme, par exemple : « Larmes : navire, soleil, jardin, tristesse, tablier, chaussures à boutons, tartine, un grand feu », puis note rapidement de quelle manière ces souvenirs vont « passer », presque inconnus, dans le dialogue de la pièce.

Cette pièce de James Joyce, *Les Exilés*, est peu souvent jouée, peut-être parce que les acteurs et les metteurs en scène déclarent d'avance forfait devant la difficulté de ne pas détruire l'extrême richesse intérieure, non dite, d'une œuvre qui maintient, comme par courtoisie, ou par humour, un calme apparent. Au Théâtre du Rond-Point, Andréas Voutsinas présente aujourd'hui *Les Exilés*, mais comme s'il ignorait délibérément et cette richesse et ces non-dits de cette construction théâtrale très particulière. Cela devient une comédie bourgeoise quelconque, un peu comme une pièce de Paul Géraud, par exemple, avec de jolis costumes, de jolis meubles, de jolies coiffures et une très jolie « Gnosienne », d'Erik Satie, qui peinturlure tout cela d'une égrégable couleur neuve. N'écabillons pas Martine Keller, Sabine Haudepin, Pierre Arditi, impliqués, à leurs corps défendants, dans un enterrement lent, et notons tout de même que Pierre Vanek (le rôle de l'écrivain Richard), par sa tenue sobre, essaie de limiter le désastre.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre du Rond-Point, 20 h 30.

Le Centre culturel Gérard-Philipe présente jusqu'au 17 mai une exposition consacrée à « La céramique sur les arts ». Avec des épis de faïence, des tasses faïencées, des tasses en céramique, des poteries de chaux, etc... 54, boulevard du Château, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Tél. : 880-96-28.

Un jeune auteur néo-classique Didier Van Cauwenberghe, âgé de vingt-deux ans, a reçu le premier prix accordé par la Fondation Johnson pour le théâtre - d'un montant de 150 000 F - pour sa pièce *L'Astronome*, actuellement présentée au Petit-Montparnasse.

LU

« VÉRA SEMPÈRE », de Jean-Paul Dollé

L'entrée dans la vie d'un soixante-huitard

Certains dessins géométriques, au sein d'une certaine tête de Christ aux yeux tamisés ouverts, tantôt fermés, peuvent être vus de deux façons.

La roman de Jean-Paul Dollé permet - c'est une partie de son charme - plusieurs lectures. L'écriture rapide ? Des aventures politico-mondiales à Vienne où le thème du *Troisième Homme* invente ses variations depuis quarante ans. Pierre, ancien soixante-huitard, est devenu premier secrétaire à l'ambassade de France. Il fréquente entre autres

Théo Geist, jésuite autrichien, et Inge, journaliste allemande. Un linge meurt. Est-ce à cause de l'interdit ? La France au plus haut niveau décide de jouer les bons-offices en réunissant Israéliens et Palestiniens, près d'Athènes. Pierre est choisi pour « modérateur » de cette rencontre. Elle a lieu et finit en turle.

Lecture en se laissant porter par le courant du livre ? Alors on est pris dans cette tentative d'une renaissance. Pierre est mal sorti de l'asphyxie de son désir de révolution (celle de 1968). Son meilleur copain, un Grec, a choisi de mourir plutôt que de rester sans feu ni loi. Pierre est entré dans la diplomatie comme les deux autres se mariaient : pour faire une fin. Voilà qu'il rencontre Vera Sempère. Rien de cosmopolite : elle est de Beaugency, rien d'une femme fatale, elle a même une dent en or. Une fille singulière, très « physique » comme on dit, qui aime s'enfoncer jusqu'aux mollets dans la terre meuble des bords de Loire. Pierre l'embrasse, mais elle ne veut pas vivre avec un ectoplasme du corps diplomatique. Pour elle, c'est un métier de voyager. Aujourd'hui, plus de Talleyrand ni

de Metternich : des pions du pouvoir et des services secrets. Pour Vera, chaque est son propre événement, et c'est à partir de là qu'on donne un sens à sa vie. Pierre hésite : ne peut-on être heureux qu'en détruisant de l'histoire de tous ?

Sous la lumière de la Grèce il trouve la fantôme de son ami, la force de son amour, la conviction qu'il ne joue aucun rôle véritable. Il accomplit sa mission... mais avant la deuxième séance entre Arabes et Israéliens, les terroristes tirent et tuent.

Ce cinquième livre de Jean-Paul Dollé vous prend dans la poésie de son atmosphère. Malgré quelques dialogues un peu trop philosophiques, la sincérité, la maladresse de Pierre émergent par leur vérité. Qu'aspire-t-il de Vera ? « Croire qu'elle ne se ferait pas de mal ». Elle n'est pas naïve, mais elle est charmante, elle a l'air de la vin comme les chats goûtent le lait ». Elle ne traite pas « son corps », comme... une distraction entre deux pensées ou deux paroles ». Elle est.

Cette fois, au-delà du *Désir de révolution*, dans l'*Odeur de la France*, Jean-Paul Dollé, allant plus loin que le *Myope*, son premier roman, nous montre des personnages dans leur tatonnement mûr. C'est l'entrée dans l'âge adulte des éternels adolescents des années 70. « Cesse de jouer avec ta myopie, dit Vera... Tu ne peux pas compter sur l'indulgence perpétuelle des autres ». Deux êtres évitent les grands mots, mais non les vrais sentiments.

DOMINIQUE DESANTI.

* *Véra Sempère*, de Jean-Paul Dollé, 215 p. 62 F. Grasset.

L'ÉVÈNEMENT

TOURNÉE

ROD STEWART

12 JUIN - VERSAILLES
Stade Marnet (15 mn de Paris)

15 JUIN - NANTES
(Labouge)

16 JUIN - LILLE
(Grand Hall)

8 JUILLET - LYON
(Stade)

9 JUILLET - FREJUS
(Arènes)

10 JUILLET - AVIGNON
(Palais des Congrès)

(Location ouverte)

EUROPE 1

en concert

Le Monde

Retournez ce bon au SERVICE D'INFORMATIONS SPECTACLES DU JOURNAL, accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 virements établis à l'ordre de CAMERAPRESS, Jondre 90 F + 5 F de droits de location (par place) et une enveloppe timbrée (ou recommandée) à votre adresse.

LOCATION AU GUICHET À LA MÊME ADRESSE et chez NUGGETS-FNAC-CLÉMENTINE

Nom	Prénom	Ville
N°	Cod. postal	Département
Téléphone	Nbre de places	Pro
DATES DES CONCERTS CHOISIS		
Date, le		

Signature

MAISON DES ARTS
ANDRÉ MAILLARD
CRETEIL
DIRECTION JEAN MORICQ

chansons de mai

20 H 30

mardi 10 mai
JEAN GUIDONI

mardi 17 mai
LUCIE BEAUSONGE

899.94.50

DALI
20 ans de gravures
ART MURAL
77, av. des Gobelins (13^e)
535-14-60

JEUNE THÉÂTRE NATIONAL
du 13 avril au 28 mai
CRÉPUSCULE
drame en 2 soirs
Jean-Marie Pette
SALLE DU JTN
13, rue des Lions St-Paul - Paris 4^e
271.51.00

FORUM RÉGIONAL
DES JEUNES INTERPRÈTES D'ÎLE-DE-FRANCE
les samedi 7 et dimanche 8 mai 1983
à l'Orangerie du Château de Sceaux

Audition publique de trente-quatre jeunes formations de musique de chambre : musique ancienne, classique, romantique, contemporaine, jazz et musique traditionnelle.

Samedi de 10 h à 13 h, de 15 h à 18 h et de 20 h à 23 h
Dimanche de 10 h à 13 h et de 15 h à 20 h

Organisé par la Délégation régionale à la musique d'Île-de-France, le Forum bénéficie du soutien du conseil régional d'Île-de-France et du ministère de la culture (Direction régionale d'Île-de-France).

ENTRÉE LIBRE

هكذا من الأول

MUSIQUE

« LA NORMA », à Valence

Une réussite équivoque

La Norma de Bellini vient d'être présentée par le Théâtre municipal de Valence à deux reprises, dans une production qui fait largement appel aux moyens locaux, et avec un franc succès. Il y a deux manières d'envisager cet événement étonnant.

Du point de vue de l'animation, il est très certainement bénéfique. Au terme d'une action de cinq ans (Orphée, Lucie de Lammermoor, Rigoletto et la Traviata avaient été montés dans des conditions analogues), un travail lyrique de base a été accompli par le directeur du théâtre et metteur en scène Christian Chénier, avec les concours d'amateurs de Valence et de Savoie, l'Ensemble instrumental de la Drôme nouvellement constitué, les ateliers municipaux, etc. La ville et en particulier les écoliers, qui ont suivi avec enthousiasme les répétitions, ont certainement profité bien davantage de cette création que s'il s'était agi d'un spectacle parachuté pour deux soirs de Lyon, Grenoble ou Avignon.

Pourtant, du point de vue artistique, comment ignorer, au siècle de la télévision et du disque, les dangers d'une réalisation qui, malgré tout de ferveur et de travail, reste d'une qualité peu satisfaisante ? Valence ne risque-t-elle pas ainsi de remporter des victoires à la Pyrrhus en imposant à sa population une image dévaluée de l'art lyrique ?

Rien n'est plus difficile que de donner aujourd'hui un opéra de Bellini en faisant ressortir toute la délicatesse du sentiment musical à travers une forme aussi décadente et un argument aussi éloigné de nos préoccupations, mais la tâche devient impossible avec un orchestre novice, aux qualités musicales encore faibles, n'ayant aucune idée de ce style, et si les chœurs ont fait un grand effort d'expression dramatique, sous la direction de Roland Hayrabedian, la couleur vocale d'ensemble laisse fort à désirer.

Pour la distribution, on avait eu recours, bien entendu, à des vedettes étrangères : Angéles Gullr, Francisco Ortiz, Cleopatra Gullr, Mario Rinaldo, aux voix puissantes, arrivent jusqu'au cri, d'une justesse douteuse

pour certains, au jeu d'une efficacité fort rudimentaire, mais tout de même des professionnels qui donnaient une image convenable, parfois touchante, de l'œuvre, sous la baguette de Pierre Bégou, dont le mérite était de tenir bien ensemble des éléments aussi hétérogènes.

La mise en scène de Christian Chénier animait vigoureusement ces foules gauchistes autour d'un sobre portique évoquant plutôt les monuments grecs ; et la conviction de tous les acteurs (comme des spectateurs) faisait taire les scrupules. Encouragé par ce succès, la municipalité de Valence envisage cependant de collaborer avec des théâtres dotés de plus de moyens pour offrir à ce public fervent des productions d'une qualité moins problématique.

JACQUES LONCHAMPT.

* Ce spectacle est redonné au Théâtre de Chambéry les 4 et 6 mai.

CINÉMA

DANS LE LOIRET

La première salle ambulante

Le Cinémobile, la première salle de cinéma ambulante, s'élance, le mardi 3 mai, sur les routes du département du Loiret. Il s'agit d'un semi-remorque s'ouvrant comme un éventail d'une capacité de cent vingt places avec une cabine de projection.

L'initiative en revient au centre d'animation culturelle d'Orléans, dont le président, M. Marc Baconnier, lors de l'inauguration, vendredi 29 avril, a expliqué le but : présenter dans des communes rurales de moins de 5 000 habitants, une vingtaine environ, des films d'art et d'essai à un public « qui ne connaît le cinéma que ce que la télévision lui en montre ». Les responsables se sont appuyés sur l'en-

quête réalisée par le Centre national de la cinématographie en 1979, révélant que 40 % des Français qui vivent dans des localités de moins de 5 000 habitants représentent moins de 5 % du public qui va au cinéma.

Coût de l'opération : environ 1 million de francs, dont la moitié à la charge du centre d'animation culturelle d'Orléans. Curieusement, le conseil général du Loiret n'a apporté aucun financement. Prix des places : entre 10 et 20 francs. Au programme de la première séance : Travail au noir, du cinéaste polonois Skolimowski.

RÉGIS GUYOTAT.

Mort du cinéaste japonais Shuji Terayama

Le metteur en scène et romancier Shuji Terayama est mort le 4 mai à Tokyo d'une péritonite consécutive à une cirrhose. Il était âgé de quarante-sept ans.

L'indiscipline et l'absolu

Né le 10 décembre 1934, dans l'île de Honshu, au nord de Tokyo, Shuji Terayama abandonne ses études à l'âge de dix-huit ans, pour écrire. Il publie son premier livre deux ans plus tard : Le sang dort debout, qui parle du traité de sécurité américano-japonnais.

En 1960, il travaille avec les maîtres du Butoh, cette « danse des ténèbres » née du Japon de Hiroshima, et monte un spectacle sur Rimbaud. En 1967, il fonde son groupe et, dans la foulée de 1969, est invité par les festivals européens. Et l'on découvre ses rituels de violence, ses outrances de grotesque et de lyrisme, qui se déroulent dans un environnement musical ravageur, au milieu de figures grimaçantes peintes sur panneaux.

Terayama se situe dans le mouvement de la révolte étudiante, à la fois antirationaliste et anti-américaine. Il a toujours été, dit-il, indiscipliné. Son film Jetons les livres et sortons

dans la rue - diffusé en France en 1972 - est une sorte de manifeste qui exprime sa révolte et pose des questions sur le cinéma, sur cette réalité du sous-développement économique et culturel, impossible à transmettre par l'image et le mot. Et pourtant il écrit (Devant mes yeux le désert, paru chez Calman-Lévy en 1973), tourne (Cache cache pastoral, collection privée). Son œuvre est agressive, utilise l'improvisation, joue sur l'excès. Lui est un homme presque austère, réfléchi, extraordinairement minutieux, obstiné, sans concession. Il continue à maintenir son groupe théâtral malgré les difficultés matérielles. Car ce maître de la colère et de la déraison reste cantonné dans la marginalité et ne reçoit aucune subvention.

En 1982, il vient à Paris, salle Gémier, avec Instructions aux domestiques, d'après Swift, spectacle moins baroque, plus dur que les précédents, et qui tourne autour de l'oppression, de l'absence, de la mort. « L'être humain, disait-il alors, est à moitié cadavre. Il met un certain nombre d'années à le devenir à part entière. Voilà ma philosophie. »

COLETTE GODARD.

VARIÉTÉS

ADAMO A L'OLYMPIA

La magie est perdue

Bruno Coquatrix, l'ancien animateur de l'Olympia, aime à dire qu'une vedette de la chanson, c'est fragile. « Un jour elle fait gagner de l'argent à son directeur, le lendemain, elle lui en fait perdre. Une vedette de la chanson, c'est vulnérable. Cela s'explique le plus souvent par des bases trop fragiles. »

L'accord avec le public se réalise par magie. Mais les mentalités, les sensibilités, les codes de langage changent de plus en plus vite, suivant l'arrivée, tous les cinq ans, sur le marché, d'une nouvelle génération. La chanson court après la vie, et le chanteur, préparé comme un sportif qui veut battre le record du 100 mètres, ne peut pas suivre.

En son temps, au milieu des années soixante, le romantisme vieillit d'Adamo avait inquiété ce qu'on appelait alors les « idoles ». En pleine vague de rock'n'roll, Salvatore Adamo surprenait, comme, doux, gentil, le cœur sur la main et le visage en bouquet de sourires. Il habillait vaguement de neuf des valises, des tangos et des javes et donnait un peu de rêve décauté à des adolescents, avec des images populistes sans prétention et quelques touches de dramatisation.

Il y a déjà plus de dix ans que la mayonnaise Adamo ne prend plus et que le chanteur n'en fait pas de toucher, dans certains pays étrangers, les dividendes de son succès en France.

Non sans courage, Adamo tente, aujourd'hui, de remonter le courant et de regagner, en huit jours, à l'Olympia, une partie de la notoriété perdue. Sur la scène, il déploie ainsi une volonté de battant et une énergie que, en dehors de tout jugement, sur le répertoire, on ne peut que trouver sympathique. Et la perte du public qu'il a réussi à maintenir encore dans sa mouvance vibre à ses anciens titres (Tombe le neige, Vous permettez monsieur). Mais les chansons plus récentes ou inédites entraînent avec elles une étonnante pesanteur. Comme il arrive souvent dans une aventure artistique, avec la chute de son audience, Adamo a perdu toute son alchimie.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Olympia, 21 heures.

FESTIVAL MOZART

PARIS - 1983
16 JUIN - 9 JUILLET

CONCERTOS
POUR PIANO
DANIEL BARENBOIM
chef et soliste

SONATES POUR
PIANO ET VIOLON
DANIEL BARENBOIM
ITZHAK PERLMAN

MESSE
DU COURONNEMENT

AIRS DE CONCERTS
DANIEL BARENBOIM
DIETRICH FISCHER-DIESKAU

COSI FAN TUTTE

Direction musicale
DANIEL BARENBOIM

Mise en scène,
décors et costumes
JEAN-PIERRE PONNELLE

KATHERINE CIESINSKI
JANET PERRY

JULIA VARADY
STEPHEN DICKSON

CARLOS TELLER
DAVID RENDALL

Co-production de Washington Opera
et de l'Orchestre de Paris
avec le concours de
l'American Express Foundation

ORCHESTRE
DE
PARIS

RENSEIGNEMENTS
ET BROCHURE
563.07.40

ORCHESTRE DE PARIS
252, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

CHAI HIPPOLYTE
Garnier - Antoine Vitez
Théâtre Gémier
Du 27 avril au 15 mai à 20h30. Dimanche 15h.
Relâche dimanche soir et lundi. 727.8115

LA TUNISIE A LES VACANCES ET LES PRIX QUE VOUS CHERCHEZ.

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous la Méditerranée, le désert, 1 300 km de sable fin, des palmeraies immenses et 3 000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Tout cela en respectant scrupuleusement la nouvelle réglementation du contrôle des changes.

Jugez plutôt : 8 jours en pension complète

- dans un hôtel 2 étoiles à partir de **600 F.** (520 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 3 étoiles à partir de **790 F.** (590 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 4 étoiles à partir de **1100 F.** (1000 F. prélevés en devises)

Et surtout conserver suffisamment d'argent de poche pour bien profiter de vos vacances.

TUNISIE : LE COEUR DE LA MEDITERRANEE.
TUNISIE : LA MEDITERRANEE DU COEUR.

Pour tous renseignements : adressez-vous à votre agence de voyage ou à l'Office National du Tourisme Tunisien :
32, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 742.72.67 - 12, rue de Séze 69000 Lyon - Tél. : (7) 852.35.86

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

LUNDI 9 MAI (exposition samedi 7)

- S. 1 - Obj. d'art et d'ameub. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé, Levy-Lacaze.
- S. 2 - Art Russe - CORNETTE de SAINT CYR.
- S. 4 - Tableaux, bib., arg. - M^{re} BOISGRAND, de HEECKEREN.
- S. 5 - Jeune S. 5-6) Carlos Raymond - M^{re} ROBERT.
- S. 7 - 14 h et 21 h. Poupées de collection - M^{re} MERET - MINET.
- S. 12 - Archéologie - M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 14 - Bib., mbls - M^{re} DEURBERGUE.
- S. 15 - Tableaux, bib., mbls - M^{re} LANGLADE.
- S. 18 - Les années 50. Tableaux, Obj. Meubles - M^{re} BINOCHÉ.

LUNDI 9, MARDI 10 MAI (Exposition Samedi 7)

S. 10 - Successeur Seigneur de Dinty Obj. d'art et d'ameub. principal du XIX^e S. vente à la requête de la Fondation pour la Recherche Médicale et au profit de la Sté de Sauvetage en Mer. Gravures, dessins, Tableaux trait à la Bretagne, appartenant à un amateur M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 10 MAI (exposition lundi 9)

- S. 5 - Henri Lebasque - M^{re} ROBERT.

MERCREDI 11 MAI (exposition mardi 10)

- S. 1 - Mbls et Objets d'art 18^e - M^{re} DELORME, MM. Lacroix.
- S. 4 - Livr. anc. et mod. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, Mme Vidal-Mégret.
- S. 14 - Bn mbls, obj. mobiliers - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

SALLE DES VENTES AUTOMOBILES DE LA C^e DES COMMISSAIRES-PRISEURS

17, rue de la Montjoie, 93210 LA PLAINE-SAINT-DENIS

MARDI 10 MAI à 14 heures

(Exposition : ces véhicules seront visibles le même jour de 10 à 12 heures) VOITURES DE TOURISME : environ 18 VEHICULES, la plupart sous garantie de constructeur (tableau kilométrage).

VENTE A LA REQUÊTE D'EUROPCAR.

Notamment : FORD ESCORT GL 82 - TALBOT SAMBA CARRIOLET 82 - RENAULT R 20 TS 82 - CITROËN CX 20 TRE 83 - CITROËN CX PALLAS DIESEL - AUDI MINI 1000 83 - AUDI METRO - AUDI 100 CC 83 - PEUGEOT 505 SR 82 - AUDI 100 CC 83 - PEUGEOT 104...

M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs associés, 12, rue Favart, 75002 PARIS. Tél. 261-80-07.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
BINOCHÉ, 5, rue La Botie (75008), 742-78-01.
BOISGRAND, DE HEECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
DELORME - 3, rue de Penthièvre (75008), 285-57-63.
DEURBERGUE - 19, bd Montmartre (75002) 261-36-50.
LANGLADE - 12, rue Descombres (75017) 227-00-81.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS, LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
MERET-MINET, 31, rue Le Peletier (75009), 770-07-79.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 10, rue de la Grange-Saint-Hippolyte (75009), 770-88-38.
ROBERT - 5, avenue d'Eylau (75016) 725-86-34.

théâtre

D ZODIAQUE - Carrefour de
Esprit (633-48-65), 20 h 30.
HABITS DU DIMANCHE -
confluence (387-67-38), 20 h 30.
ASCENSEUR A LA MER - Lu-
naire 1544-57-34), 18 h 30.
DIX PETITS NÈGRES - Tri-
Boutard (522-05-40), 21 h.

OPERA (742-57.50). 19 h 30 : *Roméo et Juliette*.

COOPÉRATIVE FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : *La Seconde Surprise de l'Amour*. La Colonie.

CHAFFLOU (1727-58.15). Théâtre Gémier : 20 h 30 : *Hippolyte*.

PETIT OŒFON (325-70-32). 18 h 30 : *Les Sables mouvants*.

T.E.P. (797-96-06). 20 h 30 : *Erendira*.

T.E.P. décentralisé : 21 h : *le Rouge aux lèvres*.

EAUBOURG (2717-13.33) (mar.). *Dans* : 18 h 30. *Psychoanalyse et littérature*. — *Cinéma/vidéo* : Nouveaux films B.P.I., 13 h. *Oscar Niemeyer*, 16 h. *Le Triangle de Minitz*, 19 h. *Histoire des trains* : trains d'Afrique. — *Images de l'Inde* : Films documentaires, 18 h. *Ragamuffin*. *Se Ra Ga*. *Notes indiennes*. Benares : les origines de la musique indienne, 21 h. *Bihu* : chants du Haut-Assam ; la Fête de Durga. — *Cinéma indien* : voir Cinémaèque.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). 20 h 30 : *Victor Hugo visionnaire*.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-18). 18 h 30 : *Edla Moser*; 20 h 45 : *le Maître et Marguerite*.

CARRÉ SALLY MONFORT (531-28-34). 20 h 30 : *les Joyeux Comrades* de Windsor.

ADJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Im-
mobilier.

ARTES (200-77-71), 20 h 30 : Coup de
soleil.

ATLAS-HERBERT (387-23-23), 21 h :
Outrage aux bonnes mœurs.

ATELER (606-49-24), 21 h : Le Neveu de
Rambert.

BOUFFES DU NORD (239-34-50),
20 h 30 : La Cerise.

BOUFFES-PARISIENS 1296-60-20,
20 h 30 : Les Indes chinoises.

CAPUCINES (200-77-71), 21 h 30 :
99-61 : 20 h 30 : Histoires de famille ;
Tempête (328-36-36) : 1 h 20 h 30, La Pa-
pette ; II : 21 h, Les Amours de Mxieu.

CENTRE CULTUREL DU XVIII^e (227-
68-31), 21 h : Les Rendez-vous.

CINQ DIAMANTS (580-16-62), 21 h :
Le Grand Meaulme.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69),
Galerie, 20 h 30 : Oncle Vania. — Re-
serve, 20 h 30 : Le Devoir ; Grand Théâ-
tre, 20 h 30 : Le Retour.

CONFÉD. CALIMARTIN (124-43-43),

21 h : Révisons dormir à l'Elysée.
COMÉDIE OES CHAMPS-ÉLYSÉES
 (720-08-24), 21 h : Commissaire Nicole
 Boudreau.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22),
 20 h 30 : Nénèsses et bourgeoisie.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
 18 h 30 : Si Guiltry m'était chanté ;
 20 h 30 : Lune et l'ancre.

COMÉDIE (258-97-62), 20 h 45 :
 Noces de sang.

ÉDOUARD VAILLÉ (742-57-42), 21 h :
 Joyeux Piqués.

ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Aziza.

ÉPIQUE (72-23-41), 18 h 30 : Le
 Crime du professeur Lebreux ; 20 h 30 : Les
 Fugitifs.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 :
 Don Quichotte ; 22 h : Abraham et Sam-
 uel.

ESPACE KIRON (375-50-25), 20 h 30 :
 L'Épave.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 :
 le Mariage de Figaro.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive
 les femmes ! Il 22 h : S. Joly.

GATTE-MONTPARNASSE (322-16-18),
 20 h 30 : Les Fugitifs et les autres.

GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it
 again, Sam.

GYNASE (246-79-79), 21 h : Guy
 Bedos.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La
 Châtaignière chausse ; 20 h 30 : Le Lapin ;
 21 h 30 : Théâtre d'ombres.

JARDIN D'HYVER (255-74-40), 21 h :
 Transat.

JARDIN THÉÂTRE NATIONAL (271-
 51-00), 21 h : Crépuscule.

LA BRUYÈRE (874-76-91), 21 h : Mort
 accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34), L 20 h 30 :
 Tonk Blues ; 22 h 15 : Archéologie ; Il
 18 h 30 : Fragments du 20e siècle ; La Noce ;
 Petite saïle, 18 h 30 : Om-Sad.

MARIGNY, Salle Gabriel (225-24-70),
 21 h : Éducation de Rita.

MATHURINS (260-00-00), 20 h 45 :
 Les Fugitifs.

tMPC CHA
THEATRE
lundi 16 mai
grace
geoffrey

MICHEL (265-35-30), 21 h 15 : On dînara nu
nu.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le
Vieux voyageur.

MONTEFARNASSE (320-89-90), 21 h 15 :
R. de Petit Montparnasse.

L'ASTRONOME

ŒUVRE (1742-42), 20 h 30 : Sarah ou le
Cri de la langouste.

PAIS DES GLACES (607-49-93), Poésie
sans titre, 21 h 15 : La Saison.

PALAI ROYAL (297-59-81), 20 h 30 :
La Filles sur la banquette arrière.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 :
L'homme qui rit.

RAUL (297-59-81), 21 h : Verra Baxter.

RANELAGH (288-44-40), 20 h 30 : Phé-
dre.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 :
Sit beures plus tard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(77-35-01), 20 h 45 : Le Fauteuil à
bascule.

THÉÂTRE

THÉÂTRE D'ESSAI (278-710-9),
20 h 30 : Freud ; II, 20 h 30 : Huis clos ;
21 h : Fin de partie.

TH. DE DIX HEURES (606-07-18), 19 h :
Descente, Durrant, en saut d'écureuil ; 20 h :
Le grand, 21 h : Les deux ; 22 h : Le petit ;
22 h 15 : Le Monte-plais.

THÉÂTRE OU LA MER (517-41-74),
20 h 30 : Les Hommes et la mer.

THÉÂTRE DE PARIS (330-09-30),
20 h 30 : Pentes de corde d'une chaise an-
glaise. II, 20 h 30 : Groupe Non Sents de
Prague.

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure
ou l'homme qui rit.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (250-
15-45), 20 h 30 : La Ménagerie de verre.

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55),
20 h 30 : L'Opéra de quat'zous.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-
70-80), 20 h 30 : Les Scènes, 20 h 30 : L'Amé-
ricain, 20 h 30 : Petite suite, 20 h 30 : Les
Exilés.

THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-
82-48), 18 h 30 : La Crosse en crinoline ;
20 h 30 : Les Apaches.

VARIÉTÉS (203-09-92), 20 h 30 : L'Édu-
quette.

ATHLETIC (63-04-03), 21 h 30 : **Homo**
Tap Dance.
AU BEC FIN (296-25-23), 20 h 30 : **Tobu-**
bau (21 h) : le Président.
BELLES-LETTRES (273-08-51), 19
h 30 : **Touchez pas au frigo**.
BLANCHS-MANTEAUX (8871-5-84) 1.
Il 20 h 15 : **Aresch** et **MC2**; 21 h 30 : **li**
démone Loukou; 22 h 30 : **li** **Sacré**
maître **GRANDS**; 21 h 30 : **Qui a**
tué Betty Grand; 22 h 30 : **Version origi-**
nale.
CAFFÉ D'EDGAR (322-10-02) 1. Il 8 h 30 :
Laissez chanter les cloves; 20 h 15 :
Le grand **SAISON**; 21 h 30 : **Les**
Mangeuses d'hommes; 22 h 30 :
L'amour, c'est comme un bateau blanc.
- Il 20 h 15 : **Les blebaux** sont **fini-**
tes; 21 h 30 : **Le** **SAISON** **SAISON**
orangeade; 22 h 30 : **Ya** **encore** une
bombe dans le **berceau** de **canon**.
CAFFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20
h 15 : **M. Laguyrie** : **Rondeur**;
LE FANFAN (223-91-17), 20 h : **Atten-**
dons le fanfan; 21 h 15 : **Amant**.
LA GAGEURE (367-62-45), 20 h 30 : **Ce**
n'est pas si grave une femme; 22 h : **Pa-**
pa.
LES LUXES (576-61-64), 19 h 30 : **Pa-**

J'aurais su : 22 h 15 : Mieux vaut star que jamaïs : 22 h 15 : A. Gould.

PATACHON (666-90-20) : 20 h 30 : H. Un silence est un langage : 22 h : F. Montandon, F. Louvy.

LE PETIT CASINO (278-36-50) : 21 h : Essayez, c'est pas sorcier : 22 h 30 : Guide des conventions 1919.

POINT-VIRGULE (278-67-03) : 20 h 15 : T. L. L. : 22 h 30 : Elle voit des géants partout.

RESTO SHOW (504-00-81) : 20 h 30 : Le Chemin des dames : 22 h : Hommage à J. Cocteau.

SENTER DES HALLES (236-37-27) : 20 h 30 : C'est pas des pigeons : 21 h 30 : A poil.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) : 20 h 30 : Le monde est petit. Les Pygmées aussi : 22 h 15 : M. Sargent.

LA TANIÈRE (337-74-39) : 20 h 45 : J. B. : 22 h 15 : L. L. : 23 h : Capt. - Le 21 : I am an erotic man.

LE TINTAMARRE (887-33-36) : 20 h 15 : Phédre : 21 h 30 : Apocalypse Noé : 22 h 30 : Triboulet.

LES TROIS COULEURS (606-27-48) : 18 h 30 : Les yeux d'homme : 21 h 30 : J'ai peur d'être trahi : 22 h 30 : Rommellet et Julot.

TH. DU TOUROTUR (887-82-48) : 20 h 30 : Les deux heures.

LA VIEILLE GRILLE (707-60-93) : 20 h : M. Muscaud : 22 h : Festival G. Coct.

CENTRE CULTUREL DE L'ABBAYE
(354-30-75), 21 h : Sorc.
CENTRE MANDAPA (589-01-60),
20 h 45 : Rite pour une pastorale (Maf-
trevi, création chorégraphique).

ATELET
MUSICAL DE PARIS
à 20 h 30
Lumbry
parsons (plano)

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

EGLISE SAINT-MERRE 20 h 45 : Ballet
A. Roux.

TH. 18 (226-47-471). 20 h : Dernier Avis
poursuite.

ESPACE CARDIN 20 h : J. Clift.

MUTUALITÉ (329-12-99). 21 h : Apan-
theid Nui, M'Bamina.

PALAIS DES GLACES (607-49-93).
20 h 30 : Tony Martin.

ECULISE SAINT-LOUIS-EN-LYLE,
20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : J. Allard (Faure, H. Berlioz, Willmann...)

LUCERNAIRE, 21 h : J.-J. Hagenauer (Mendelssohn, Bach, Schatzlitz...)

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Opéra, H. Berlioz, Willmann...
21 h : M. Maazel (Brahms)

SALLE PLEYEL, 15 et 18 h : J. Rouvier (Schumann, Beethoven)

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris (Faure, Oudieu, Franck)

CENTRE CULTUREL CANADIEN,
20 h 30 : S. Shulman, V. Tryon (Glick, Lucas, Somers...)

SORBONNE, Grand Amphithéâtre,
20 h 45 : Ensemble d'instruments anciens
Apostrophe, Chœur national de Paris (Carissimi)

SALLE CORTOT, 20 h : L. Oehmichen, J.-J. Lamouroux, P. Quinios (Haydn, Vivaldi)

CHAPELLE DU VAL-DE-GRAVE,
21 h : J.-Ch. Michel

ALLIANCE, 20 h : Musique du Pakistan

R. Kasey, H. Parisin,
PETIT OPÉRA (23-60-36), 23 h
New Boston Swing Machine

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (52-48-15-16), 18 h 30 : Spirit Level

SLUO CLOW (23-84-30), 21 h 30
J. Karsenty, H. Karsenty

SUNSET (261-46-60), 23 h : Minus Gene

VIEILLE HERBE (321-33-01), 20 h : Les Urucucos

En région parisienne

ARGENTUVILLE, CCM (961-25-29)
20 h 45 : Ch. S. Kantor

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune
(83-1-6-16), 20 h : La Peau dure

BAGNEUX, Th. Victor-Hugo (253-12-07)
21 h : Holocaustum

BOULAY, MC (831-11-45), 20 h 30
Cosmo

BOUSSY ST-ANTOINE, La Ferme (900-98-37), 21 h : Le Maître d'épave

CERGY-POINTESE, CC A. Malraux
(323-79-09), 20 h 30 : Les Femmes

COURBEVOIE, Malraux pour tous (333-63-52), 21 h : Troubadours de Pentelide

ARC (723-61-27), Grand Auditorium, 20 h 30 : 3. Moslini, G. Beytelmann, J.-P. Collet.

ATMOSPHERE (249-74-30), 20 h 30 : International Workshop.

BAINS-DOUCHES (887-34-40), 20 h 30 : Wild Child.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Ch. Slide Sortet.

CHAPELLE OES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Ba-Ga.

DEPOSEZ-VOUS (673-81-87), 21 h 30 : Ch. de Dierckx.

DUNOIS (8472-00), 20 h 30 : L. Nikkops.

GENNEVILLE, Théâtre (793-26-30) : 20 h 30 : Dou Joon et Faust.

IVRY, Théâtre (670-15-10), 20 h 30 : Sestier, C. H. Camille.

LES VILLES-SUR-OISE, Salle des fêtes (9216-36-10), 21 h : Les Mille et Un Jours.

MALAKOFF, Théâtre 71 (655-43-45) : 21 h 1 : Le Danse du mort.

MARLY-LE-ROUX, Maisons J.-Viller (9588-74-87), 21 h : Quartz, jazz.

MONTEURGE (858-65-33), 20 h 30 : L. Ronde.

NANterRE, Salle des congrès (3731-18-58), 21 h : Arrêt d'urgence.

SAINT-MAUR, Studio Rodiguet, 21 h : Belli.

cinéma

La Cinémathèque
CHAILLOT (704-24-24)
 15 h, L'Enfant de Paris, de L. Perret;
 19 h, Florilège de la Quinzaine des
 réalisateurs 1969-1982 : THX 1138, de
 G. Lucas; 21 h, Qu'il était bon mon petit

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, Panorama du cinéma de Nouvelle-Zélande 1928-1982 : Skin Deep, de G. Steven; 17 h, Sons for the Return Home, de P. Maunder; 19 h, Panorama du cinéma indien : Diamond Queen, de H. Wadia.

L'AFRICAIN (Fr.): Ambassade, 8 (359-19-08).

AMÉRIQUE INTERDITE (A.a., v.f.)
(***) : Rio Opéra, 2 (742-82-54).

ATOMIC CAPE (Fr., v.f.) : Movia, 1 (260-39-93) ; Saint-Séverin, 8 (354-50-91) ; Marbeuf, 8 (225-18-45) ;
Olympic Entrepôt, 1 (542-62-47).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templara, 3 (272-04-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ
(A.a., v.f.) : Trois Hausermann, 9 (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : George V, 8 (562-41-46) ; Maxwellville, 3 (770-72-86) ;
Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ;
Richelieu, 2 (235-56-70) ; Margarin, 8 (230-39-82) ;
Saint-Séverin, 8 (354-50-91) ;
Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Chamy Ecoles, 5 (354-20-12).

LA BELLE DE SAIGON (A.a., v.a.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).

BERLIN HARLEM (All. v.a.) (***) :
L'Opéra, 2 (742-82-54).

BEYRUTH LA RENCONTRE (Lib., v.f.) : Cinéoch St-Germain (H. s.p.), 6 (633-10-82).

BLADE RUNNER (A.a., v.f.) (***) : Opéra Night, 2 (742-82-56) ; Paris Louis, 2 (272-04-56).

BRISBY ET LE SECRÈT DE NIMH
(A.a., v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoch St-Germain (H. s.p.), 6 (633-10-82).

INDE • MAROC • REUNION
MADAGASCAR • USA
MAURICE • GHANA
COMORES • IRAK
PAKISTAN
ARMENIE

[illegible]

COUT DE POUDDRE (Fr.): Gaumont
Halles, 1° (297-49-70); Saint-Germain
Studio, 5° (633-63-20); Danton, 6° (328-
42-62); Marignan, 8° (359-25-82);
Saint-Lazare Pasquier, 8° (387-25-28);
Francia, 9° (770-33-88); Nations, 1°
15° (202-36-38); Préfecture, 3° (331-
56-80); Gaumont Sol, 1° (202-36-38);
Montparnasse Pathé, 14° (320-12-06);
Gaumont Convention, 15° (828-42-27);
Belle-Vue Montparnasse, 15° (558-
25-02); Paramount Mollin, 17° (754-
24-24); La Paix, 17° (754-24-24);
Gaumont Gambetta, 20° (636-20-96).

DANS LA VILLE BLANCHE (Soia.)
U.G.C. Opéra, 2° (261-30-32).
Cineburg, 3° (271-32-36); 14 Juillet
Racine, 6° (328-19-68); 14 Juillet Pa-
nasse, 6° (326-58-90); Biarritz, 8° (722-
69-23); 14 Juillet Beaulieu, 11° (357-
79-79); 14 Juillet Beaugrenelle, 15°
(375-79-79).

DE MAO A MOZART (A. v.o.) : Saint-
Ambrise, 11* (700-69-16).

DAR L'INVINCIBLE (A. v.o.) : Formosa
1* (297-53-74); Ounten, 6* (329-
42-62); Ermitage, 8* (359-15-71).
V.f. : Rex, 7* (236-82-27); U.O.C.
Montparnasse, 6* (544-14-27); Francq
9* (70-33-58); Gare du Lyon, 12* (343-
01-59); U.G.C. Gobelines, 13* (336-
23-44); Minsral, 14* (539-52-43); Ma-
gic, 15* (828-20-64); Murat, 16*
(65-99-75); Pathé Clichy, 18* (522-
46-01).

DARK CRYSTAL (A. v.o.) : Movies, 1
(260-43-99); Paramount Odéon, 6

**FESTIVAL DES
JOURNÉES INTERNATIONNELLES**
la Culture de Rennes
du 14 au 19 MAI

MCR
TVR
MCM

● MAISON DES
CULTURES DU MONDE

(325-59-32); Paramount City, 8 (562-35-76) - V.F.; Paramount Opéra, 2 (562-36-31); Paramount Montparnasse, 18 (325-59-00); Tour Eiffel, 18 (364-51-58); **LES DERNIERS MONSTRES** (Fr.) : Luxembourg, 8 (246-49-07); **LE OERNIER COMBAT** (Fr.) : Gaumont Halles, 11 (249-79-70); Colisée, 8 (325-59-46); Parisiennes, 14 (325-51-01); **LES DERNIERS MONSTRES** (Lit. v.o.) : Forum, 11 (297-53-74); Quinconces, 8 (633-79-38); Le Paris, 3 (325-59-00); Tour Eiffel, 18 (364-51-58) - V.F.; Impérial, 2 (742-72-52); Richelieu, 12 (235-56-70); Minéral, 14 (539-52-43); **LES DERNIERS TOMES** (SUR LA DÉCHÈTE) (Bon. A.v.) : Opérette, 4 (633-79-38); George-V, 8 (562-41-46); Marignan, 8 (539-92-82) - V.F.; Maxéville, 14 (325-59-00); **LES DERNIERS TOMES** (SUR LA DÉCHÈTE) (Bon. A.v.) : Opérette, 4 (633-79-38); Athènes, 12 (543-00-63); U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44); Montparnasse, 14 (325-57-32); Gaumont Convention, 18 (325-57-32); Paule Goddy, 14 (325-57-32); **DIVA** (Fr.) : Parnaison, 5 (562-35-04); Marbeuf, 8 (252-18-45); Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-05); **EDITH ET MARCEL** (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74); Colisée, 8 (325-59-46); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Publicis Elysées, 8 (720-76-23); Paramount Opéra, 8 (742-56-31); Tour Eiffel, 18 (364-51-58); Paramount Galaxie, 13 (580-18-93); Paramount Orléans, 14 (540-45-01); Paramount Montparnasse, 14 (325-59-00); Tour Eiffel, 18 (364-51-58) - V.F.; (579-33-00); Passy, 16 (288-62-34); **EFFRACTION** (Fr.) (*) : Paramount City, 8 (562-45-76); **ET L'AUTRE-TERRISTRE** (A.v. v.f.) : Trois Hansmann, 6 (770-47-55); **FANNY ET ALEXANDRE** (Said, v.o.) : Pagode, 7 (703-12-15); Olympia Balzac, 8 (561-10-60); Saint-Amand des Arts, 14 (561-10-60); Olympia Embarcadere, 8 (561-10-60); **LA FEMME DE CAUCHEMER** (AIL. v.o.) (**); Marais, 4 (278-47-86); **FUCKING CITY** (AIL. v.o.) (**); Marais, 4 (278-47-86); **GAUTIN** (Fr.) : Olympia Luxembourg, 14 (633-97-77); Deafnet, 14 (325-51-01); **GANDHI** (Brit. v.o.) : Gaumont Halles, 11 (297-49-70); Cluny Palace, 5 (354-07-76); Hauserfeulle, 6 (633-79-38); Gaumont Halles, 11 (297-49-70); Tour Eiffel, 18 (364-51-58) - V.F.; Richelieu, 14 (633-56-70); Frontis, 14 (770-33-88); Gaumont Sud, 14 (633-56-70); Métropole, 14 (633-56-70); Gaumont Publi, 18 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 24 (636-0-96);

DEIRRIE LA PORTE (*) (film italien de Liliana Cavan, v.o.; Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62); Biarritz, 8 (234-42-42); Marseille, 10 (232-83-11); v.f.; Rex, 2 (238-83-93); U.G.C.-Boulevard, 4 (264-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 1 (264-66-44); 01-59.15.15. Magic-Convention, 15 (828-20-44); Muzul, 16 (651-99-75); Images, 18 (322-47-94); 01-59.15.15. **LES BOULEVARDS DE MARGUERITE DUAU :** Olympe-Luxembourg, 6 (633-97-77); Olympe, 16 (54-67-42).

LES BOULEVARDS DE NEW-YORK ()** film américain de Lucio Fulci, v.o.; U.G.C.-Ermatage, 8 (359-15-17); v.f.; U.G.C.-Rotonde, 6 (246-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 9 (246-66-44); Maxiville, 5 (770-72-86); U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (246-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 13 (246-66-44); Charles, 15 (579-33-00); Cléopâtre, 18 (522-46-01); Sécrotain, 18 (241-77-99).

de Pascale Fiste Compagnie, v.v.:
Paramount-Océan, 6 (325-39-83);
Paramount-Mercury, 8 (562-
34-33); Paramount-Maximus, 2
(296-80-40); Paramount-Olympic,
9 (742-56-31); Paramount-Bastille,
12 (343-79-17); Paramount-
Salut, 12 (330-80-18-03);
Paramount-Montparnasse-Patré,
12 (320-60-40); Paramount-
90-10; Convention Saint-Charles,
15 (579-33-00); Paramount-
Mallin, 17 (758-24-24);
Paramount-Monmouth, 19 (606-
34-25).

J'OURAI TA PEAU, (*) film américain
de Richard T. Heffron, v.v.:
Forum, 11 (297-33-74); Quintette,
12 (633-58-98); Paramount, 12
(593-08-08); v.f.: Berlitz, 12 (742-
60-33); Bretagne, 6 (222-57-97);
Maxville, 9 (770-76-82); Athina,
13 (343-00-65); Favourite, 13
(330-60-33); Images, 18 (522-47-84).

LES SEPT SALOPOARS, (*) film
italien de Bruno Fontana, v.f.:
Cinéma de France, 10 (208-33-05); Saint-
Antoine, 17 (657-55-22); Cigale, 18
(606-11-75).

ZIG ZAG ZIG, (*) film français de
Patrick Schullmann / Gaumont-
Mallin, 18 (297-49-00); Athina,
13 (323-55-70); Saint-Charles,
15 (633-79-83); Marignan, 8 (359-
92-82); George-V, 8 (562-41-46);
Saint-Lazare-Parnasse, 12 (387-
55-22); Olympia, 12 (770-30-93);
Nations, 12 (343-04-67); Favourite,
13 (330-60-74); Gaumont-Sad,
14 (322-60-10); Montparnasse-Patré,
12 (320-60-40); Images, 18
(522-47-81); Gaumont-Convention,
15 (828-42-27); Maynil, 16 (525-
22-86); Paramount-Mallin, 17
(758-24-24); Wepler-Patré, 18
(522-46-60).

GIDON JU

De Christiaan Dierdijk
Texte français de H.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (Ll. v.o.): *Épée de Bois*, (337-57-47).
L'IMPÉRATRICE (All. v.o.): *Lucernaire*, (544-37-34).
L'INDIEN (Fr.): U.G.C. Opéra, (3261-92-32); *Barbarie*, (725-49-31); *Paromont Monparnasse*, (14 329-90-11); *Majesté*, (828-30-64).
LA FEMME EN ROBE NOIRE (Fr.): *Amour et Lémire*, (246-49-37); *Monparnasse Pathé*, (14 320-1-06).
MAYA L'ABÊLLE (Autr. v.f.): *Saet-Ambrus*, (11 700-89-16).
LE SAUT (Fr.): U.G.C. Opéra, (v.o.): *Gaumont Hall*, (1 297-49-10); *Quintette*, (5 633-79-38); *Ambassade*, (335-19-08); *Paranassians*, (44 320-19-38).
MOBILITÉ RANDONNÉE (Fr.): U.G.C. Opéra, (2 361-30-32); U.G.C. *Deaton*, (6 320-4-62); U.G.C. *Monparnasse*, (5 544-4-72); *Barriaz*, (72-63-32).
ONZE ET DIX-SEPT (A. v.o.): *Maréchal*, (225-18-45); *V.f.*: *Trois Hansmann*, (7 770-47-55).
L'ŒIL DU TIGRE - ROCKY III (A. v.f.): *Gaîté Boulevard*, (2 233-67-61).
PAULINE A LA PLACE (Fr.): *Paromont Odéon*, (6 325-59-83); *Olympic Bastille*, (8 561-10-60); *Mimamir*, (14 320-89-52).
PAROMONT (A. v.o.): *Cité Beaubourg*, (39 49-47); *Studio Alpha*, (5 325-39-37); *Paromont Odéon*, (6 325-39-43); *Ermitage*, (8 359-15-71); *Palme d'Espagne*, (8 720-76-23).
RECEVONS (Fr.): *Paromont Monparnasse*, (2 296-30-40); U.G.C. Opéra, (2 742-56-31); *Paromont Bastille*, (12 349-79-17); *Paromont Galassie*, (19 349-79-17); *Paromont Odéon*, (12 707-12-38); *Paromont Monparnasse*, (14 329-90-11); *Convention Saint-Chan*, (15 579-30-00); *Paromont Odéon*, (15 579-30-00); *Paromont Rambo*, (14 540-45-55).
RAMBO (A. v.o.): *Studio des Ursulines*, (5 354-39-19); *Normandie*, (5 353-18-18); *V.f.*: *Azeret*, (2 123-35-68); *Madame*, (5 438-28-21).
REVIEWS JIMMY DEAN, REVIEWS (A. v.o.): *Saint-Germain Village*, (5 633-62-50).
SANJOY (Fr.): *Berlitz*, (2 742-60-33); *Cluny*, (2 742-60-33); *Cluny Beaubourg*, (7 770-52-56); *Paromont*, (8 359-92-82); *Moulinette*, (12 725-56-36); *Monparnasse*, (14 320-57-37).
SARAH (Fr.): U.G.C. Opéra, (2 261-52-36); *Cité Beaubourg*, (3 271-52-36); U.G.C. *Monparnasse*, (5 544-14-27); U.G.C. *Odéon*, (6 325-71-05); *Normandie*, (8 359-41-18); U.G.C. *Deaton*, (12 349-79-17); *Paromont Gare de Lyon*, (12 345-01-59); *Paromont Odéon*, (12 330-30-19); *14 Juillet Beauregard*, (15 575-79-39); *Murat*, (16 1651-92-39).
SUPERVIVENS (A. v.o.): *****, (16 1651-92-39).

FILMS (H. SP.), 17 (622-44-21).
SURPRISE PARTY (Fr.): Berlioz, 2
 (746-63-32); Marguerite (359-92-62);
 17 (622-44-21).
THE VERDICT (A. v.a.): Cécile Beau-
 bouvier, 3 (271-32-52); Cluny Eclair, 5
 (354-20-12); Elitraz, 5 (742-69-33).
TÉNÉBREUX (L. v.a.) (n°): Publicus
 (359-92-62); Cluny Eclair, 5 (354-20-12);
 Paramount City, 8 (562-45-76); Metro
 Carlo, 8 (261-99-32). - V. f.: U.G.C.
 Opéra, 8 (225-00-83); Paramount Mari-
 nara, 8 (296-40-80); Max Linder, 9
 (359-92-62); Cluny Eclair, 5 (354-20-12);
 56-31); Paramount Galaxie, 15 (590-
 18-03); Paramount Montparnasse, 15
 (329-90-10); Paramount Montmartre,
 19 (606-34-22); Secrétain, 19 (241-
 77-32).
TES FOUS JERRY (A. v.a.): Omnia-
 té, 6 (633-79-38); Colisée, 6 (359-29-46).
 - V. f.: Hollywood Boulevard, 9 (70-
 10-11); Lumière, 9 (354-49-07); Fau-
 vent, 9 (359-92-62); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Montparnasse, 15
 (329-90-10); Images, 18 (522-47-94).
TOOTSIE (A. v.a.): Studio de la Harpe,
 6 (354-25-52); U.G.C. Odéon, 6 (325-
 71-08); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).
 - V. f.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32);
 Bretagne, 6 (225-77-57); U.G.C. Boule-
 vard, 6 (646-68-44).
LA TRAVAILLEUSE (A. v.a.): Vendôme, 2
 (742-97-52); U.G.C. Odéon, 6 (325-
 71-08); Colisée, 6 (359-29-46).
TRON (A. v.a.): Napoléon, 17 (360-
 41-46).
TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A. v.a.).
 (Fr.). J. J. P. Publi. 2 (742-72-52);
 Paramounts, 14 (329-83-11).
LA ULTIMA CENA (Cub.): Epée-
 de Bois, 5 (337-47-57).
UN DIMANCHE DE FILIC (Fr.): Nor-
 mande, 8 (359-41-18).
LE VITE VITE (Mad. v.a.): Saint Boulevard,
 15 (359-92-62); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Olympic Balzac, 8 (561-
 10-60); 14 Juillet Bastille, 16 (357-
 80-81); Olympic Entrepôt, 14 (542-
 47-47).
VICTOR, VICTORIA (A. v.a.): St.-
 Michel, 5 (326-79-17); Elysées-Lindor,
 5 (359-36-14); Grand Palais, 15 (334-
 46-85). - V. f.: Capri, 2 (508-11-69).
LA VIE D'UN GÉNÉRAL (Fr.): Formi-
 dable, 2 (225-33-74); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); St.-Germain Luxembourg,
 13 (633-20-30); Pagine, 7 (705-12-15); Li-
 on, 8 (326-79-17); Elysées-Lindor, 5
 (359-36-14); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Nations, 12 (343-04-67);
 Mistral, 10 (359-52-43); Paramounts,
 14 (329-83-11); P. L. M. St-Jacques, 14
 (581-10-10); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); 15 (575-79-79); Beaugrenelle Montpar-
 nasse, 15 (544-46-01); Palais Clichy,
 19 (522-46-01).
**Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS
 L'AZUR** (Fr.): J. J. P. Publi. 2 (742-72-52);
 14 (329-83-17). - V. f.: Paramount Mari-
 nara, 2 (296-40-80); Paramount Opéra,
 8 (225-00-83); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14
 (327-84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-
 84-30); Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30);
 Cluny Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny
 Grand Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand
 Sud, 14 (327-84-30); Cluny Grand Sud,
 14 (327-84-30); Cluny

ANET FAUST
Gräbber. Mise en scène de Yvon Davis.
Ari-Alexis Brunsch.
Du 19 avril au 22 mai.

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
lundi 16 mai à 20 h 30
grace bumbry
geoffrey parsons (plane)
brahms / schumann / wagner / duparc / negro spirituals
prix des places : 30, 35 60, 100, 140 et 160 francs
location : aux places du théâtre J. Place du Châtelet 15001 Paris 6 (11h à 18h30)
au téléphone : 01 42 78 11 00 (11h à 18h30) ou 01 42 78 11 01 (18h30 à 21h)

INDE • MAROC • REUNION
MADAGASCAR • USA
MAURICE • GHANA
COMORES • IRAK
PAKISTAN
ARMENIE

**10ème FESTIVAL DES
ARTS TRADITIONNELS**
Crée par la Maison de la Culture de Rennes
23 AVRIL - 19 MAI

• MAISON DES
CULTURES DU MONDE
• THEATRE DE L'ALLIANCE

101, bd Raspail 75006 PARIS
Renseignements 544 73 73

MCR
TVR
MCM

G **DON JUAN ET FAUST**
De Christian Dietrich Grabbe, mise en scène de Yvon Davin.
Texte français de Henri-Alexis Brunsch.
Du 19 au 21 au 22 mai.
THEATRE DE GENEVILLIERS
Centre Dramatique National **702 26 20**

هكذا من الأصل

(Lire la suite page 22.)

autrement

2 NOUVELLES COLLECTIONS DE LIVRES

autrement à ciel ouvert

autrement L'ART

Dans chaque livre, un texte, une réflexion, des références pour vivre et comprendre les faits et les figures qui constituent la société d'aujourd'hui.

EN LIBRAIRIE.

la vie littéraire

« Lire » fait peau neuve

Quatre mois après son rachat par le groupe Express (le Monde du 11 décembre 1982), le mensuel *Lire* propose, avec son numéro de mai (n° 93, 20 F.), une nouvelle formule, issue de la collaboration de son rédacteur en chef, Bernard Pivot, avec Milton Glaser, le directeur artistique américain (créateur notamment des maquettes de l'Express, Esquire, The Village Voice).

Ce changement « répond à un double objectif : faire de *Lire* un magazine plus moderne et plus dynamique par la clarté de sa présentation ; développer et renforcer la vocation de *Lire*, un magazine de « services » en prise directe sur la vie intellectuelle en France et les « idées » ; un magazine pratique, guide d'achats pour tous les genres littéraires en France ».

Sous une couverture « rajeunie » et dans une présentation plus aérée, plus colorée, *Lire* propose de nouvelles rubriques, en particulier une interview « au poigne fin » et une page « rétro » — la vie des livres il y a trente ans.

Au sommaire du numéro en vente depuis le mardi 3 mai, on relève : un grand dossier — auquel est consacré la « une » — « Quinze ans après mai 68 : qui tient la haut du pavé ? » ; une interview de Claude Lévi-Strauss, dans le dernier livre, *Le Regard éloigné*, vient de paraître ; et un passage « au poigne fin » du roman de Maurice Raimon, *Le Saint-Office*.

Le 5^e Mai du Livre à Tarbes

La Fédération des œuvres laïques des Hautes-Pyrénées organise, du 12 au 17 mai, le 5^e Mai du Livre sous les halles municipales Marcadieu de Tarbes, autour du thème : « Les Différences ». Au programme : l'exposition des photographies de Roger Vailland par Marc Garanger, une évocation de l'œuvre de Léonard de Vinci.

Le 13 mai, huit histoires paysannes de Maupassant seront interprétées par un jeune comédien, Gérard Guillaumat, du T.N.P.

Andrée Chedid et Armand Gatti seront présents le 14 mai. La journée du 15 mai sera animée par la revue *Sud de Marseille*. Le 16, des lectures de textes orientaux (Maroc, Algérie, Turquie, Irak, Palestine, etc.) seront faites par l'Atelier-Théâtre Septentrion, qui interprétera, le 17, un texte de Tahar Ben Jelloun : la *Recluse solitaire*. — G. D.

« La Peste » à la Bibliothèque nationale

Grâce à un don de Jean et de Catherine Camus, enfant d'Albert Camus, le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, qui possédait déjà plusieurs textes et des lettres du prix Nobel, vient de s'enrichir d'un ensemble considérable concernant *La Peste*.

En tout, cinq cent quatre-vingt-onze feuillets comprenant un manuscrit d'une première version achevée en janvier 1943, un carnet marquant le passage de cette première version à la version définitive, des notes préparatoires et des esquisses pour l'une et l'autre version et, enfin, une dactylographie abondamment corrigée antérieure au texte définitif de l'édition originale de 1947. Ces manuscrits permettront de mieux saisir le mouvement de la création littéraire chez Albert Camus.

Hommages à Rafael Alberti

Rafael Alberti, dont l'Espagne a célébré officiellement il y a quelques mois le quatre-vingtième anniversaire, vient d'être fait docteur honoris causa de l'université de Toulouse, en présence du ministre de l'éducation nationale.

Un colloque réunissant ses traducteurs, des universitaires français (Robert Jammes, Robert Marrazat, Marie Laffranque...) et des intellectuels espagnols (Aurora de Albornoz, Manuel Andujar...) a été étudié durant deux jours l'œuvre et la personnalité du poète, compagnon de Lorca et figure de proue de l'Espagne républicaine. Une exposition rassemblant de nombreux documents sur le théâtre et la poésie d'Alberti en France, un récit de poèmes, un hommage musical ont également été présentés au Centre culturel universitaire de Toulouse.

Durant un bref séjour à Paris, Rafael Alberti, entouré de ses amis (Jean Cassou, Guillevic, Pierre Seghers, G.E. Clancier, Paco Ibanez, O. Pelayo...), a été promu au grade de commandeur dans l'ordre des Arts et Lettres par le ministre de la culture, Jack Lang. Deux livres de Rafael Alberti seront prochainement publiés en France : un volume comprenant ses trois premiers recueils : *Marin à terre*, *L'Amante* et *L'Aube de la nuit*, chez Gallimard ; la *Future perdue*, ses *Mémoires*, aux éditions Belfond. — CLAUDE COUFFON.

Londres : Kosinski et D.M. Thomas à la Journée de l'écrivain

Depuis un certain nombre d'années à Londres, au printemps, se célèbre la Journée de l'écrivain. Organisée par le Pen Club, la journée comprend une série de conférences dont la principale est la conférence Dawson Scott à la mémoire de la fondatrice du Pen International, donnée par des écrivains de différentes nationalités. C'est ainsi que, dans la salle du Théâtre national, on a pu entendre cette année deux auteurs qui partagent les mêmes préoccupations à l'égard de la tragédie de l'époque, plus particulièrement dans sa version soviétique, et qui, pour cette raison sans doute, ont été victimes d'accusations féroces de plagiat : D.M. Thomas et Jerzy Kosinski.

Le premier, né en Cornouailles en 1925, est un poète et un professeur. Avant d'être russe dans l'armée, il en adopta la poésie qui ne tarda pas à devenir pour lui une passion. Il entreprit de traduire Akhmatova, Tchoukovine... Surtout, il découvrit dans la vie des poètes russes de la période stalinienne. Dans Pasternak, Mandelstam, Akhmatova, une inspiration nouvelle qui le conduisit à aborder le roman. Le succès international vint couronner le *Joueur de flûte*, *l'Hôtel blanc*, *Ararat* (1). Dans sa conférence, D.M. Thomas expliqua son itinéraire.

Polonais, ayant à ce jour passé la première partie de sa vie en Pologne et la seconde aux États-Unis, Jerzy Kosinski, devenu canadien après la publication de *L'Oiseau canotier*, est romancier mais aussi scénariste et cinéaste. Manifestement blessé par la calomnie dont il avait été la victime, il avait choisi pour thème : « Le moi contre le public : controverse ou conviction ». Il traça, d'une manière aussi drôle que subtile, des jeux d'ombres de l'identité de l'écrivain et de ses reflets trompeurs dans le public : le romancier considéré comme un roman, il faut se souvenir, a ce propos, que l'un des chefs d'accusation retenus contre Pasternak fut qu'il ressemblait trop à son héros.

Les attaques sauvages dont Orwell avait fait l'objet (1984 n'était qu'un plagiat du *Nous de Zaratoustra*) avaient évidemment, comme celles dirigées contre Kosinski, une nature politique. Au-delà subsistait l'indécision et le doute quant à la nature de la machine romanesque. — JEAN BLOT.

(1) Voir le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech.

Vient de paraître

Histoire

ALAIN MONCHABLON : *Histoire de l'UNEF*. De 1956 à 1968 l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) a pesé d'un poids exceptionnel dans la vie du pays. La grande organisation de la fin des années 50, qui a su, au moment de la guerre d'Algérie, constituer une fraction de la jeunesse en force politique spécifique, faisant évoluer une partie des chrétiens, traditionnellement ancrés à droite, vers la gauche, s'est épuisée à la fin des années 60 lorsque, de la recherche de voies révolutionnaires, est né le gauchisme. Cela ne révèle-t-il pas une fragilité essentielle ? Existe-t-il encore un mouvement étudiant ? (PUF, 205 p., 125 F.)

Ethnologie

CLAUDE LÉVI-STRAUSS : *Le Regard éloigné*. Pour mieux connaître l'homme, ce livre, fidèle à la méthode ethnologique, dirige le regard vers des sociétés fort éloignées de celle de l'observateur. Il se présente aussi comme une réflexion sur un problème très général de la condition humaine : celui des rapports entre la contrainte et la liberté. (Plon, 398 p., 95 F.)

Lettres étrangères

PETER HANDKE : *Les Frelons*. — La première œuvre de Peter Handke. Un homme tente de reconstruire un livre qu'il a lu ou qu'on lui a raconté, sans qu'on sache si ses souvenirs renvoient à ce livre hypothétique ou à des événements de sa propre existence. C'est aussi un manifeste contre une certaine impuissance de la littérature à décrire la réalité, mais également un roman d'apprentissage de l'écriture. Traduit de l'allemand par Marc B. de Launay. (Gallimard, 238 p., 67 F.)

Médecine

PROFESSEUR JEAN-PAUL ESCANDE : *la Deuxième Cellule*. — La professeure Escande expose cette hypothèse : et si le cancer n'était que le résultat paradoxal d'une trop bonne entente entre deux groupes de cellules du même organisme ? (Grasset, 306 p., 75 F.)

en poche

LES TRENTE ANS DU LIVRE DE POCHE

« Trente ans, le bel âge ! », écrit Guillemette de Saligné dans son livre *L'Aventure du livre de poche*, qui vient de paraître... dans le Livre de poche. Elle analyse la réussite de ce phénomène d'édition, inventé par les Anglo-Saxons et lancé en France, entouré de scepticisme, en 1953. C'est contre l'avis de la majorité des éditeurs et des libraires que le format de poche, version française, a vu le jour, grâce à la seule obstination d'Henri Filipacchi, chez Hachette.

Le 9 février 1953, les trois premiers titres sortirent en librairie, au prix de 150 F. — un livre en édition normale était vendu alors de 600 à 700 F. : *Koenigsberg*, de Pierre Benoît, *les Clefs du royaume*, de A. J. Cronin, en deux volumes, et *Vol de nuit*, de Saint-Exupéry. Ils furent épuisés en quelques semaines.

Aujourd'hui, la moyenne mensuelle de publication est de vingt-deux titres, obéissant toujours au principe de départ : ne publier aucun inédit et réserver le Livre de poche à des ouvrages ayant connu un succès certain dans l'édition originale. On va ainsi fêter cette année le six cent millionième exemplaire vendu.

Il suffit de regarder les quelques deux mille titres figurant au catalogue pour se convaincre de la réussite du Livre de poche, qui a publié les auteurs les plus prestigieux, leur assurant une audience considérable. A la fin de 1982, plus de vingt-cinq titres avaient dépassé le million d'exemplaires vendus. Parmi eux, on relevait, outre le record absolu du *Larousse de poche* (8,7 millions d'exemplaires), *le Grand Masqueras*, d'Alain Fournier (3,1 millions d'exemplaires), *Germinal*, d'Émile Zola (2,3 millions) ; *Vipère au poing*, d'Hervé Bazin (2,2 millions) ; *Thérèse Desqueyroux*, de François Mauriac (2 millions) ; *Dix petits nègres*, d'Agatha Christie (1,7 million).

Ces derniers temps, le Livre de poche a entrepris de se diversifier. Depuis mars, le célèbre collection historique « La vie quotidienne », créée chez Hachette en 1938, est reprise en poche. En même temps a débuté *L'essentiel-couleurs* (collection « pratique »), dirigé par Sylvie Diarié.

En avril est née la collection « Biblio-Essais », dirigée par Bernard-Henri Lévy. Elle se donne pour but de populariser des « essais de prestige et de haut niveau, correspondant aux grands courants de la pensée moderne ». Quatre ouvrages sortent ces jours-ci : *le Communisme comme réalité*, d'Alexandre Zinoviev ; *l'Invention démocratique*, de Claude Lefort ; *le Scribe*, de Régis Debray ; *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, de René Girard.

Enfin, dans les derniers mois de 1983 sera lancée la collection « Textes et débats », dirigée par Philippe Sylvestre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* *L'Aventure du livre de poche*, de Guillemette de Saligné, 128 p., hors commerce. Mais les lecteurs désireux de se procurer cet ouvrage peuvent le demander à leur libraire.

● *Alexandre le Grand ou le rêve dépassé* 1356-323 avant Jésus-Christ, de Benoist-Méchin, fait partie d'un ensemble de sept volumes intitulé *Le Rêve le plus long de l'histoire*, publié par la Librairie académique Perrin. Ce livre a paru en 1978, mais il est désormais disponible dans la collection « Presses Pocket » (n° 2 155). Le rêve le plus long de l'histoire est né avec Alexandre le Grand. Il s'est poursuivi avec César et Cléopâtre. Puis il a ressuscité avec Julien, l'adorateur du soleil, avec Frédéric II de Hohenstaufen, avec Bonaparte en Égypte, avec Lyautay l'Africain, avec Lawrence d'Arabie.

● « La mémoire du siècle », collection de poche des éditions Complexe, qui ne propose que des textes inédits, vient de publier deux nouveaux titres : *le Watergate* (1972-1974), par André Képi, spécialiste d'histoire des États-Unis, enseignant à Paris-III, et *le Retour de de Gaulle* (1958), par René Rémond, spécialiste des questions politiques françaises, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

en bref

● HACHETTE vient de faire don à la Bibliothèque nationale de soixante boîtes de Gustave Doré — qui étaient exposées au Salon du livre de Paris. Ces boîtes ont servi aux gravures des Fables de La Fontaine dans l'édition Hachette de 1867. A l'occasion du centenaire de la mort de Gustave Doré, ils seront exposés à partir du 11 juin dans la salle de lecture du cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale. Dans le même temps, l'exposition « Gustave Doré chez Hachette » sera présentée au siège de la maison d'édition, 79, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

● L'ASSOCIATION DES AMIS DE JACQUES RIVIÈRE ET ALAIN FOURNIER organise son traditionnel voyage annuel au pays du Grand Méaulles lors du week-end de la Pentecôte les 21, 22 et 23 mai. Elle a prévu cette année de « passer par la Solagne de Rabot pour rendre visite à l'illustre et grand écrivain voisin : Maurice Genevoix à Châteaufort-sur-Loire ».

● 31, rue Arthur-Petit, 78220 Viroflay. Tél. : 924-48-07.

● AJACCIO A ATTRIBUÉ SON SOUS-PRIME PRIX DU MÉMORIAL d'un montant de 10 000 francs, à Xavier Vernis, président de la cour d'assises de Paris « pour l'ensemble de son œuvre ». Depuis une dizaine d'années, Xavier Vernis enquête sur le XIX^e siècle corse à la lumière de son expérience de magistrat. Il a notamment écrit *Un siècle de banditisme corse et Vieilles affaires et procès oubliés*.

● LA REVUE DE PSYCHANALYSE « LITTORAL » (numéro 7/8, Ed. Erès) publie les actes du colloque « Instance de la lettre. Transfert et Institution » qui s'est tenu à Paris les 19 et 20 juin 1982. Les communications publiées sont autant le fait d'analystes élèves de Lacan que d'universitaires praticiens de la lettre (P. Verana, A.-M. Christin, A. Pons, B. Salati-Giron, etc.). Ce numéro 7/8 boucle la deuxième année de parution de la revue *Littoral*, dont le numéro 9 portera sur « la discursivité ».

● LES PRIX DE POÉSIE DE LA RENAISSANCE AQUITAINE ont été attribués le 23 avril, Journée nationale de la poésie, à P. Vane, pour le haut patronage de président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Des expressions diverses ont été récompensées, notamment lyrique amoureux (Étienne Dommenat), fervent élogique (Yvonne Delpey, Sophie Nestier) et poète du quotidien (Marcel Bress).

50.10.10

au fil des lectures

Romans

L'ÉTRANGE JARDINIER DE JEAN-MARC AUBERT

Agé de trente-deux ans, passionné de football et tranquille enseignant, Jean-Marc Aubert habite un village de l'Yonne, Charbey. Il en a fait le lieu d'une construction minutieuse et rigoureuse, digne d'un lecteur d'élite de Jorge Luis Borges et d'un amateur oblique de Freud. Jean-Marc Aubert traque la psychopathologie de la vie quotidienne : cela donne deux textes d'une grande qualité qui ont été rassemblés en un seul volume : *Aménagements successifs d'un jardin*, à C... en Bourgogne, où l'on voit Charbey basculer dans le sens, et *Argumentation de Lédas-Fellon*, qui se situe aux environs immédiats de Portsmouth.

L'écriture de Jean-Marc Aubert est des plus singulières : elle inclut tout lyrisme, et s'accompagne volontiers de schémas graphiques. Aucun écart, mais une avancée incontestable vers la dépeinture. Dès lors, elle est à l'image des sujets choisis par l'auteur : d'une part, un amateur de jardins qui finira par abolir le jardin lui-même ; d'autre part, un invalide qui correspond au rallye et abaisse dans son jardin les objets dont il s'est chargé. On devine que ce dépeinture implique un dépouillement intérieur parallèle et identique : le jardinier finira par ne plus parler, l'invalide par ne plus penser.

Voici deux textes étranges, d'une sobriété si insolite que le lecteur se sent comploté involontairement tiré vers le fantastique. Le récit, qui paraît d'abord linéaire, s'avère, à mesure qu'il se tisse, labyrinthique : le lecteur sent soudainement le piège se fermer sur lui. Ce premier livre de Jean-Marc Aubert est un peu plus qu'une promesse.

HUBERT JUN.

★ AMÉNAGEMENTS SUCCESSIFS D'UN JARDIN, A C... EN BOURGOGNE, suivi de ARGUMENTATION DE LÉDAS-FELLON, de Jean-Marc Aubert, Albin Michel, 217 pages, 59 F.

UNE CHRONIQUE ITALIENNE

Si, flânant au palais Pitti, vous y rencontrez Bianca Capello peinte par Bronzino, vous ne lui résisterez pas : vous aussi, vous la suivrez à travers Florence, où le petit Vénitien, un moment pauvre et malheureux, brillera avec éclat, pour finir grand-duc de Toscane. Alors vous irez la retrouver à Venise, au couvent de l'Assommoir, et vous l'apercevrez à sa fenêtre, face au palais Salviati, guettant l'amour... Les séductions, l'échelle de soie, l'escalade, rien n'y manque, pas même le mariage secret. Mais déjà tout s'est gâté. Pietro est une lavette et deviendra bien pire. Il tremble, renie, pendant que Bianca tient tête — elle a quinze ans — à Cosme de Médicis qui n'en revient pas. Un roman trop joli ? Peut-être, mais sachez que tout cela est authentiquement conquis dans les archives et jusque dans la correspondance diplomatique. Car ce fut une affaire d'État : à Venise d'abord — une fille patricienne partie avec un vénitien, — puis entre Venise et Florence où les coupables s'étaient réfugiés.

Bianca savait maintenant ce qu'était Pietro, mais il n'était pas moins son mari, et sa fierté l'obligeait à le souffrir et à le défendre. Même et surtout quand elle eût trouvé sa vraie et seule passion : pour Francesco de Médicis. Si vous aimez l'amour fou, en voilà un. L'ombre, c'était Pietro, maître chanteur dont il fallait payer une complaisance particulièrement ignoble. Il en profita neuf ans : jusqu'à ce que son compte fut définitivement réglé par d'honnêtes spadassins. Quant au duc Francesco, il tint sa promesse d'épouser Bianca et de le couronner.

Pourquoi avoir appelé ce roman *la Puttana* ? Ce n'était pas, paraît-il, le titre original, mais comment un éditeur aurait-il résisté à se saisir du mot, que les ennemis de Bianca avaient accolé à cette femme d'une vertu si fière ? Telle est cette histoire d'un long amour passionné et fidèle, vécu par un personnage on ne peut plus réel, historique, mais qui n'est pas moins une héroïne de roman comme on n'en fait plus. Quelle chance pour l'auteur de l'avoir rencontrée ! Christiane Gil se montre une historienne très sérieuse, mais cela ne l'a pas empêchée d'écrire un livre passionnant de bout en bout. Bianca y est peinte dans une plume digne du Bronzino, et le décor, c'est toute la Florence du seizième siècle.

YVES FLORENNE.

★ LA PUTTANA, de Christiane Gil, Stock, 288 p., 79 F.

LES SECRETS D'UN BOXEUR

Le premier personnage d'un premier roman s'appelle Jo. L'exception est si rare que la tradition semble règle, et Dominique Seneau n'y manque pas. Mais le Jo est ici accompagné d'un li qui fait de ce récit une œuvre assez inhabituelle.

« Né dans un pays qui n'existe pas » et n'ayant « de racine contre personne », il — qu'on appelle l'Es-fant ou le Carpon — est un immigré que la boxe arrachera à l'anonymat des abandonnés. Il connaîtra le succès, la gloire, puis la déchéance due à la vie facile. Mais des margouline relancent le champion. Nouveau combat dont l'issue...

Voilà pour le sujet dont le dénouement n'est pas à deviner. Un sujet qui en vaut un autre, qui pourrait s'écrire que l'histoire simple, voilà ce qu'a rêvé Dominique Seneau : quelques lignes, ici ou là, ne rompent pas. Et puis la construction du roman retient très vite l'attention. L'épave de double monologue intérieur entre Jo et li nous fait voir à tour de rôle et témoin d'une aventure allant plus loin que l'anecdote parce qu'elle est faite de soi-même. Dire le zéro d'une âme par le truchement d'une histoire simple, voilà ce qu'a rêvé Dominique Seneau : quelques lignes, ici ou là, ne rompent pas. Et puis la construction du roman retient très vite l'attention.

PIERRE-ROBERT LECLERQ.

★ L'ARABIAN, de Dominique Seneau, Calmann-Lévy, 155 pages, 57 F.

Nouvelles

LE PLAISIR D'ÊTRE MYTHOMANE

Le lecteur d'une nouvelle a le privilège de ne pas faire antichambre : la porte d'entrée sur la paroi de l'essentiel. Voici révisité à sa pureté provocante l'idée fixe, voici débarrassé le bizarre au fond du quotidien. Une fine seconde vue fonde les onze nouvelles de Jean Lesay publiées sous le titre *Le Large*.

Deux de ces textes, le *Cadavre de Styvessant Square* et la *Passion du tango* donnent peut-être la dominante du recueil. A qui n'est-il jamais arrivé, au sortir du cinéma, de s'apercevoir qu'il avait soudain la dévotion d'Henry Ford ? Le petit Français un peu trop claqué de Styvessant Square est beaucoup plus gravement imprégné. Lâché dans une ville aussi dangereuse que New York « où rien n'est tout à fait naturel » comment ne serait-il pas tenté, pour devenir intéressé, pour satisfaire à la fibre du masque, d'endosser le crime d'un autre ? Un délire analogue consume le héros de la *Passion du tango*, heureux, en somme, au fond des contrées rêvées de Buenos-Aires où le tango a le vertu de ne pas éteindre la nostalgie, « cette poésie de l'échec ». Là, l'idéal de l'Amérique, le vivre jusqu'au bout l'exaltation du délire. De tels

personnages ne sont pas sans procurer à l'auteur le plaisir d'être deux fois mythomane. C'est pourquoi, sans doute, son ironie n'est jamais condescendante. On la sent ici fraternelle.

D'autres fois, le mouvement l'est de la nouvelle favorise franchement la farce. Voici un patron de journal qui, impressionné par le succès du nouveau roman — cela se passe il y a quelques années — exige soudain un nouveau type de reportage enfin pur de tout événement. Mais une fois découverte par un journaliste perplexe et consciencieux le désertique place du Président-Mithonard, peut-on être assuré qu'il ne se passe pas quelque chose là-même où il ne se passe rien ?

L'art de la nouvelle n'est pas sans piège : quand le virtuose qu'elle exige est au propre fin, elle se résout en démonstration, en tour de passe-passe. Les textes ici rassemblés ont une autre envergure. De l'un de ses héros, Jean Lesay écrit : « C'était ses amis, ces vaincus dignes et calmes qui avaient couru après l'art... » Le livre refermé, ils sont devenus les héros. GEORGES WALTER.

★ LE LARGE, de Jean Lesay. Éd. Léo Saur (41, rue de la Condamine, 75017 Paris).

Témoignages

« ANDRÉ ULMANN OU LE JUSTE COMBAT »

En réunissant sous le titre *André Ulmann ou le juste combat* une vingtaine de témoignages d'amis (académiciens et enseignants, philosophes ou écrivains, militaires ou magistrats), Michel Goldschmidt et Suzanne Tenuand Ulmann couvrent le risque de la complaisance, de la dispersion ou du ressassement.

La qualité des textes, leur sobriété et leur agencement harmonieux en font au contraire la biographie originale d'un intellectuel (né en 1912, mort en 1970) aussi détaché de la réussite matérielle qu'attaché à être présent et attentif au monde où, dans les crises, malgré les crises, s'enfante un humanisme vrai.

Un journaliste de vingt-quatre ans qui, dans le *Peuple*, dès le début de la guerre d'Espagne, démontre que le nationalisme français s'occupe avec le fascisme et le nazisme, au rédacteur en chef de la *Tribune des Nations*, une vie s'écoule à laquelle rien d'humain ne semble avoir échappé.

C'est d'abord, en 1931, le rencontre avec Emmanuel Mounier et Jacques Maritain. Dans l'*Humanisme intégral* du philosophe néo-thomiste comme dans l'équipe de la revue *Esprit*, dont il sera le premier secrétaire de rédaction, André Ulmann a trouvé, de l'avis de Maurice Schumann, le reflet de ses espoirs et de ses angoisses.

C'est ensuite, avec Chamson, avec Guéhenno, Martin-Chauffier et André Wormser, la création, en 1936,

de l'hebdomadaire *Vendredi*. La même époque voit André Ulmann accueillir chez sa mère les poètes celtiques opposés à Franco, puis épouser Suzanne Tenuand. Prisonnier de guerre, en 1940 il s'évade, entre dans la Résistance et le paie de son arrestation, en 1943, de son internement au fort de Montluc, de sa déportation à Mauthausen.

Avec un manuscrit de poèmes, dont la plupart seront publiés chez Christian Bourgois sous le titre *Poèmes du camp*, il en rapportera la certitude que c'est en étant pleinement homme, et non surhomme, qu'on peut espérer rétablir les équilibres rompus par la volonté de puissance, par la cupidité et le racisme.

Journaliste, militant, soldat de l'homme, poète, André Ulmann, en humanisme intégral, a promu cet « engagement absolu de la personne totale » dont parle à son propos Jean Lacroix.

MAURICE CHAVARDÈS.

★ ANDRÉ ULMANN OU LE JUSTE COMBAT, Société des Éditions Internationales (150, Champs-Élysées, 75008 Paris), 246 pages, 80 F.

Poésie

JACQUES CHESSEX, LE CALVINISTE

Jacques Chessex a bien fait de donner à son recueil de poèmes, le *Calviniste*, un titre de roman. C'est admettre qu'il entend bien y exploiter une matière humaine et psychologique qui tient aussi bien du lyrisme que de la fiction. Son vocabulaire, comme poète, est celui du romancier. Les lecteurs de ses livres les plus connus, la *Confession du pasteur Burg* ou l'*Ogre*, ne sauraient s'y tromper : il s'agit aussi, dans le *Calviniste*, de la faute, devant Dieu et devant les hommes, de la peur de la mort, de la lutte que le bien livre au mal, de l'appel à l'ange, de la déchéance, de la rédemption trop différée.

A cet univers où rien n'est léger ni gratuit, Jacques Chessex confère un poids particulier : la nature, avec ses plaines hostiles et ses corbeaux patibulaires, dans le vent glacé qui ressemble à une annonce du Jugement dernier, à des faits d'arme tout aussi inévitables que les pures vécus. Personnage et paysage peignent se confondre dans un même registre, ou dans un même espoir, d'avance bafoué. Ce lyrisme pathétique, qui peut rappeler Verhaeren, est d'une rare vigueur.

PROVERBE

Le soleil est un rive noir
Il assombrirait et il montre
Il détruit alors qu'il désigne
Proverbe absolu, moustré

[au milieu des siècles
Le soleil tire sa force de mon vivant
La nuit de mon cœur pour l'oublier
Je souhaite

O soleil inconnaissable
Quand l'intelligence des figures
A l'infini le multiplie
Au désespoir de sa puissance.

ALAIN BOSQUET.

★ LE CALVINISTE, de Jacques Chessex, Grasset, 140 pages, 49 F.

Histoire

« LE GÉNIAL LEROUX »

Le retour à Pierre Leroux est singulièrement éclairant en cette époque où partout dans le monde la pensée et les formes du socialisme sont en question. Encore faut-il rompre le silence, la méconnaissance, et restituer au « génial Leroux », selon le phrase de Marx, la place éminente qu'il a dans l'histoire du mouvement socialiste. Jacques Viard a le mérite de limiter son ambition en posant des jalons précieux dans cette voie. Il a fixé des dates essentielles, cités des textes, des jugements de tous ceux qui ont connu Leroux ou ses travaux, de Balzac, Hugo, Michelet à Marx, Herzen, Bakounine.

On retiendra particulièrement la lettre adressée à Boris Souvarine par Jacques Viard, publiée en préface. On y apprend, ce qui est généralement ignoré, que très tôt, dès 1925, Souvarine s'est intéressé à Pierre Leroux, qu'il a rassemblé toutes ses œuvres, toutes les revues qu'il avait publiées, tous ses écrits même le traité de phrénologie, ouvrage rarissime. En 1941, dans la France occupée, le Guepou et le Guepou, opérant ensemble, ont pillé la bibliothèque et les archives de Boris Souvarine, détruisant ainsi les matériaux d'une vaste entreprise. Perte irréparable assurément, mais le projet ouvre de grandes perspectives sur la pensée de Leroux, sur la nécessité de la reconnaître enfin comme un grand philosophe fondateur d'un véritable socialisme humanitaire.

E.A. EL MALEH.

★ PIERRE LEROUX ET LE SOCIALISME EUROPÉEN, de Jacques Viard. Actes Sud, Herbert Nymann éditeur, 174 p., 96 F.

UN NOUVEAU MARCEL LEGAUT

Méditation d'un chrétien du XX^e siècle

69 F

AUBIER

Important Editeur Parisien

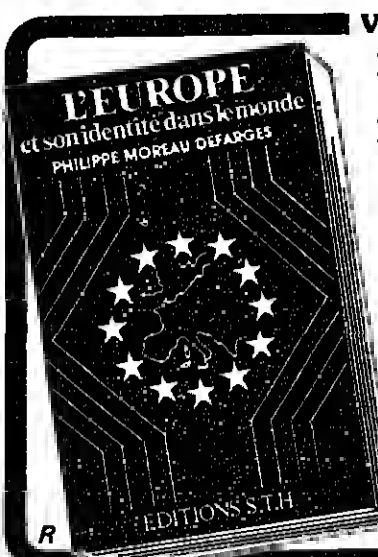
recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle



Vient de paraître

L'EUROPE ET SON IDENTITÉ DANS LE MONDE

Par Philippe Moreau Defarges Maître de Conférences à Sciences Po-Paris

Extrait de la Préface : « En ne perdant pas de vue, à travers les problèmes techniques les véritables questions de fond et les enjeux réels, Philippe MOREAU DEFARGES pose à nos yeux la question essentielle de la dimension européenne. » Claude Cheysson, Ministre des Relations Extérieures.

AUX ÉDITIONS S.T.H. 6, avenue Léon-Hauzeur 75016 Paris Tél. : 527.10.15 320 pages

LE NOUVEAU

COMMERCE

1963 - 1983

Vingtième anniversaire de la revue

CAHIER 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

Vient de paraître

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

MAHIE 55 PRINTEMPS 1983 et « DEUX SUPPLÉMENTS »

L'Erotisme primitif

Présenté par Lucienne et Jésus ROME

Depuis les origines, la recherche de l'homme est indissociable d'une quête érotique où s'inscrivent à la fois sa vision de l'autre, du monde et son attitude face à la vie.

Conçu dans la lignée des ouvrages parus sur l'amour (Tantra, Kama-Sutra, Erotisme antique...), cet album s'attache à retrouver, à travers toute une précieuse collection de documents photographiques, l'esprit érotique des peuples primitifs.

On sera surpris de l'apparente naïveté de certaines figures de bois, ému devant la finesse et le dépouillement de certaines autres, passionné par cette confrontation avec des modèles qui viennent, de leurs profondeurs, éclairer ou provoquer nos propres gestes, nos propres magies ou tabous.

Une invitation à la découverte des origines de l'Éros en nous...

ÉDITIONS SOLAR

60 F.T.T.C.

folio

Nouveautés avril 1983

Heinrich BÖLL

Le train était à l'heure

Jorge Luis BORGES

Le livre de sable

Claude Michel CLUNY

Un jeune homme de Venise

Jean GIONO

Angelo

Yukio MISHIMA

Confession d'un masque

Henry de MONTHERLANT

Le Songe

Jacques PERRET

Le vent dans les voiles

STENDHAL

Lamiel

VILLIERS DE L'ISLE-ADAM

Contes cruels

Folio, la bibliothèque idéale en format de poche

L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

aux éditions

Berger-Levrault



autobiographie

Les souvenirs et les secrets de Tahar Ben Jelloun

• Un homme qui écrit « pour ne plus avoir de visage »

L'écriture de Tahar Ben Jelloun a un défaut : il brouille les souvenirs qu'on lui confie. Déjà, quand il exerçait son industrie, à l'entrée de la médina de Marrakech, il inventait les lettres qu'on lui dictait. Il se faufilait dans la vie de ses clients, il ajoutait à leurs souvenirs et personne ne reconnaissait plus personne. C'est ainsi qu'il procède encore aujourd'hui, comme il rédige les mémoires d'un homme qui fut son ami. Ce scribe est incorrigible : il ne peut s'empêcher d'envahir l'autre, de le révéler et de l'imaginer, d'occuper son passé au point que lui-même s'égare dans le labyrinthe où s'en va son insaisissable ghibli.

Pourtant, l'écrivain public de Tahar Ben Jelloun, qui est probablement Tahar même, a bien connu l'homme ordinaire et énigmatique dont il s'est juré d'arracher les masques. Peut-être l'a-t-il trop bien

connu, on sait bien que « Je est un autre », et peut-être ne traque-t-il son ami que pour s'oublier lui-même. Dans le miroir sombre où tremble le temps, les deux destins s'entrelacent, à mesure que l'encre en dévoile les contours, ce célèbre des déesses, les extases, les tourments.

Un enfant qui traversait les nuits à pas de loup

Tout a commencé dans un couffin, à Fès. Là reposait sur le dos un enfant malade, très malade, que sa mère trimbalait de pièce en pièce. De quatre à sept ans, l'enfant gisait, pâle et tranquille, occupé à regarder les nuages, le vide du ciel. Blotti contre la mort, il était heureux. Pendant ses nuits étaient riches. Il les traversait à pas de loup, comme on danse sur un fil étincelant. Il s'était arrangé avec l'agonie, avec son lent naufrage dans le temps, jusqu'au jour où un médecin l'a guéri. Dès lors, les portes du paradis se referment. L'enfant ne sait plus que faire de ses rêves. Ses nuits deviennent obscures, comme les nuits de tous les autres, sans bonheur, sans excès. Et perdant son couffin, il a perdu ses songes, sa maison et la compagnie, la douce compagnie des femmes : « Je regrettais le temps du couffin où j'étais plus libre, maître de mon rythme, sorcier et gardien de mes rêves. »

L'enfant peut bien grandir, devenir un adolescent, puis un homme, son exil est extrême. Et tous lieux, il respire « cet encens, allumé le jour de (sa) naissance et qui ne cesse de voyager ». Familier de la peur et du regret, il aura beau courir le monde, comment pourrait-il conjurer les sortilèges du lieu natal. Fès, la cité clandestine, souterraine, ravagée par la variole du temps, Fès et sa terre jaune, ses poussières grises, le cri des médians, l'odeur des tonneaux écorchés, et le soleil dans les palmiers du marché ? Même Tanger, ses clartés de fête et la mer

• Maspero a repris, dans un même volume de la collection LA DÉCOUVERTE, quatre recueils de poèmes de Tahar Ben Jelloun : LES AMANDIERS SONT MORTS DE LEURS BLESSURES ; CICATRICES DU SOLEIL ; LE DISCOURS DU CHAMEAU ; A L'INSU DU SOUVENIR. (400 pages, 95 F.)

extrait

« Ma première fiancée »

Ma première fiancée, ma première femme ! Le premier corps enlacé, caressé, embrassé. Amé. J'ai tremblé pour ce corps, je l'ai fait mien. Je l'ai possédé et longtemps retenu entre mes bras. Je lui ai fait mal. Je la serrais longuement contre moi, en fermant les yeux, l'étreignant jusqu'à perdre la souffle, le lâchant puis recommençant sans jamais dire un mot, ni même regarder dans ses yeux. Elle avait les jambes légèrement arquées mais les plus beaux seins de toute la zone Nord ! Des seins fermes et tondus. Je ne les caressais pas, je les serrais, je ne les embrassais pas mais les mordais, les suçais. On flirtait dans les terrains vagues et même aux abords des cimetières, de préférence au crépuscule, juste au moment où la lumière devenait ambiguë, où nos corps entraînaient dans l'ombre des premiers pas de la nuit.

ne guériront pas la blessure primitive. Plus tard, il habitera Tétouan, son silence, ses blancs, Casablanca, que remue le tohu-bohu de l'histoire ; Paris avec ses immigrés, ses « corps de nostalgie ». Il de Xios où il aimera une jeune femme, mais partout il sera inconsolable. « Qu'ai-je dans l'âme de si précieux dans le cauffin de mes premières années ? »

Faute de vivre, il a pris l'habitude d'écrire. Sa tête est pleine de mots. La très grande habileté à rêver qu'il a acquise dans l'enfance lui a communiqué la rage d'écrire. « L'exorcisme par les mots est mon bouclier, mon voile, ma demeure et ma passion. » L'écriture lui tient lieu d'action mais s'il se gorge de phrases, c'est moins pour ressusciter les choses que pour les abolir.

Se recouvrir de mots

Cet homme entend s'engourdir, s'annuler : « Il y a ceux qui écrivent de peur de devenir fous, lui dit la jeune femme, d'autres parce qu'ils ne savent rien faire d'autre, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, certains par devoir d'illuminé et de vanité, d'autres enfin pour garder la mort et faire un enfant dans le dos du temps. Toi, tu écris pour ne plus avoir de visage. Ne plus apparaître. » Là repose le profond secret de l'homme dont Tahar Ben Jelloun s'est fait le scribe : toute son énergie, il la consacre à se recouvrir de mots, à se farder de mots. S'il écrit, c'est pour tendre un voile entre lui et le monde, avec l'espérance que, de l'autre côté de ce voile, on ne reconnaisse aucune figure : grâce aux mots, finir par n'être rien, si ce n'est une absence, une transparence, pas même du vent.

On soupçonne que des échanges s'opèrent entre le scribe et celui qui

est écrit par le scribe. L'homme dont l'écrivain public éclaircit la mémoire ne fut-il pas lui-même un scribe itinérant ? Les deux destins mélangent leurs fils pour composer une seule tapisserie, si bien que ce beau livre raconte les manigances d'un homme et de son double, les rêles multipliés d'un seul visage, dans les miroirs et les vîtres qui entourent l'enfant alité dans son couffin.

Les atours luxueux du deuil et de l'oubli

Tahar Ben Jelloun prête à l'homme dont il tient les annales la splendeur de ses propres mots. Qu'il s'agisse de dire les années sereines du couffin, les frissons du citrounier dans la maison de Fès, la tendresse du corps des femmes ou bien le malheur du Liban, le malheur du peuple arabe qui « n'est plus dans l'histoire », la voix qui parle est admirable. Elle parle moins, à vrai dire, qu'elle ne chuchote. Elle murmure à l'intérieur de la tête. On dirait une révérence un peu lassée, une psalmodie parfois trop belle, dans les atours luxueux du deuil et de l'oubli. De sorte que cette parole feutrée participe au travail de destruction que poursuit le scribe dans la mémoire de son compagnon : une voix qui annule ce qu'elle est en train de dire, comme certaines bêtes sauvages dispersent leurs empreintes dans la forêt à mesure qu'elles y avancent, une voix « à lire sur les lèvres, à ne pas entendre mais à deviner, et qu'on pourrait effacer, gommer, comme si elle n'avait jamais été dite ».

GILLES LAPOUGE.

* L'ÉCRIVAIN PUBLIC, de Tahar Ben Jelloun. Le Seuil. 198 pages, 65 F.

récits

L'art de l'étrange

(Suite de la page 17.)

Les contes de Noël Devaunx sont de déconcertantes allégories sans explication. Il me rappelle ce qu'on dit de Paulhan, dans la postface de l'Auberge Parpillan : « La valeur du livre se mesure assez exactement à la résistance qu'il m'oppose, à certaine difficulté où je suis de savoir pourquoi il me « dévarie ». » C'est très joli, c'est un vieux mot provençal, il y a dedans un peu de tout... J'aimais bien Paulhan. La plupart de mes amis sont morts les uns après les autres, c'est injuste, Paulhan, Gaëtan Picon, Max-Pol Fouche, Boris de Schloesser, Albert Béguin... »

« Trois fantômes pour rire »

Dans chaque recueil, il y a des récits que leur auteur aime particulièrement : ceux qui s'apparentent au poème en prose, par leur refus de l'anecdote, comme Approche de la neige. « Je ne construis pas le conte, je le commence et il se trouve que mystérieusement il offre une certaine cohérence. C'est d'ailleurs ce que personnellement je ne m'explique pas. Je pars de quelque chose qui n'a aucune importance. Par exemple passant en autobus sur les quais de la Seine, je vois les magnifiques chars du toit du Grand Palais. J' imagine ces chars cavalant dans le Cours-la-Reine et j'écris « Au rendez-vous de l'Histoire », où toutes les statues de Paris ont quitté leur socle.

• Dans mon dernier livre, il y a une horrible histoire de chat, Polycarpe. Là, le conte part d'un lieu perçu en rêve, une chambre dont je vois encore le papier à fleurs et qui se trouvait près du bief d'un moulin. Le torrent fulsant un bief épuisable, mais la suite de l'histoire n'a plus rien à voir avec le rêve. Dans ce dernier livre, j'ai mis trois fantômes pour rire, parce qu'on m'a souvent reproché de ne pas m'indresser à ce genre d'étrange. »

Le fantastique qui intéresse Noël Devaunx est en effet d'ordre intérieur, voire spirituel. « Je suis un homme religieux », dit cet ancien élève des Jésuites de Brest. « Ce serait bien extraordinaire si ça ne se voyait pas dans mes productions littéraires. Mais très souvent dans mes contes vous pourrez remarquer la présence d'un athée agressif. Ce qu'il fait là ? Je ne sais pas trop, c'est à vous de voir. Il n'y a pas d'explication, et, comme disait Paulhan, « le noyau ne se laisse pas détacher de la chair ». D'ailleurs, écoutez, si vraiment on peut parler d'œuvre d'art littéraire, à mon avis toutes les interprétations sont possibles. Je pense que pour aimer une œuvre d'art, la liberté est absolument essentielle, comme pour aimer.

• Mes projets d'avenir ? Vous croyez vraiment qu'à soixante-dix-sept ans on fait des projets d'avenir ? Je voudrais écrire, le plus possible. Allez savoir pourquoi on a ça dans le sang... »

MONIQUE PETILLON.

Enfin traduit en français !

Parmi tous les êtres de ce monde, Krishnamurti est celui dont la rencontre me semblerait être la privation suprême.

Henri Miller

Mary Lutyens

KRISHNAMURTI

LES ANNÉES DE L'ÉVEIL

Rassemblant journaux et lettres, l'auteur nous offre un étonnant témoignage sur les relations entre les théosophes et celui qui devait devenir leur maître et ce, jusqu'à sa rupture avec eux. Krishnamurti nous apparaît sympathique, parfois déroutant, mais toujours d'une grande rigueur de pensée. (Supplément littéraire au Times)

Une approche scrupuleuse de l'une des plus étranges histoires de ce siècle. Impossible d'imaginer auteur inventant œuvre plus émouvante. (The Spectator)

Krishnamurti a autorisé la publication de ce livre captivant, émouvant et plein d'humour, racontant son désenchantement vis-à-vis de l'occultisme. (The Daily Telegraph)

Un livre capital pour celui qui cherche à comprendre la philosophie de Krishnamurti. (Yoga Magazine)

348 pages / 16 pages-photos hors-texte / 72 F / 81 F port inclus

ÉDITIONS ARISTA - 42 RUE MONGE - 75005 PARIS - TEL. 633 33 28

FRANÇOIS PERROUX

Pour une philosophie du nouveau développement

« François Perroux, dépassant les théories courantes, voit la vie économique comme un jeu de pouvoirs entre grandes unités actives. »

PIERRE MASSE

« Un texte extraordinairement stimulant... un point d'arrivée par la synthèse qu'il propose, un point de départ par les voies qu'il ouvre. »

JACQUES LESOURNE

« Voici l'œuvre où s'accomplit, dans sa forme mûre et complexe, le projet fondamental de François Perroux, qui nous livre un visage autre, enrichi, neuf de l'économie. »

EDGAR MORIN

AUBIER/PRESSES DE L'UNESCO

AUBIER



«...Excellent dossier historique sur une question difficile... Ce livre met très courageusement les points sur les i... »

PANORAMA AUJOURD'HUI et LE PELERIN d'Avril 83

«...Un petit livre qui remet en cause bien des idées reçues et incite à la réflexion... »

I.C.I. d'Avril 83

les chrétiens et la prostitution

Charles CHAUVIN

«... Le Christ condamne le péché, mais était plein de miséricorde pour Marie-Madeleine... »

Au Moyen-Âge l'Église essaye d'endiguer les débordements sexuels...

Madame de Maintenon pousse Louis XIV à combattre la débauche... »

un passionnant petit livre paru aux éditions du Cerf

PARIS-MATCH du 29/4/83

125p. 35F.

مكتبة الأصيل

هكسان الاول

essais

Freud, Jung et l'occultisme

• Un bain de surnaturel

En dépit d'une disposition d'esprit fondamentalement rationaliste, Freud aimait à raconter, particulièrement après minuit, d'étranges et inquiétantes expériences faites par ses patients, expériences qu'on ne communique pas volontiers, car elles suscitent des ricanements, quand ce n'est pas la réprobation générale. Lorsque, effectivement, le fidèle Ernest Jones protestait, Freud avait recours à son adage favori : « Il y a plus de choses au ciel et sur la terre que n'en rêve votre philosophie ».

A un autre de ses disciples, Max Eitingon, qui lui avait fait parvenir quelques livres sur l'occultisme, il écrivait : « La pensée de cette pensée acide me fait frémir, mais il n'y a pas moyen d'éviter d'avoir à y réfléchir ». Il confia même à Eitingon que deux sujets le rendaient perplexe jusqu'à lui en faire perdre la tête : la controverse Bacon-Shakespeare et l'occultisme.

Même s'il adhéra en 1911 à la Société de recherche psychique, de Londres, Freud n'est pas entré sur les phénomènes relevant de la parapsychologie. Pourtant, il était prêt à admettre l'hypothèse de la télépathie qui constituait, selon lui, le « noyau de vérité » de l'occultisme. Dans *Rêve et occultisme*, par exemple, il écrit à propos de la télépathie : « On est amené à penser que ce fut là le mode de communication archaïque entre les êtres et qu'il céda la place à la méthode par-

ative de l'hypnotisme et du spiritisme. On sait qu'il participe assidûment à des séances de tables tournantes et qu'il consacra sa thèse à une jeune médium (qui n'était autre que sa cousine, Hélène Freiwald), thèse intitulée : *À propos de la psychologie et de la pathologie des phénomènes occultes* (1902).

Jusqu'à la fin de sa vie, en 1961, il ne cessa pas de se passionner pour la parapsychologie, cherchant le « noyau de vérité » que recèlent aussi bien l'astrologie, l'alchimie, les métaphysiques orientales ou le mythe des soucoupes volantes (1). Il affirmait avoir trouvé dans sa propre existence la preuve que, parfois, la psyché fonctionne par-delà la causalité spatio-temporelle : « La possibilité d'une réalité autre, existant, existant derrière les apparences, avec d'autres références, devient un problème inséparable, et nous sommes contraints d'ouvrir les yeux sur ce fait que notre monde de temps, d'espace et de causalité est en rapport avec un autre ordre de choses, derrière ou au-dessus du premier, ordre dans lequel « ici et là », « avant et après », ne sont pas assésibles ».

L'écrasante présence du mystère

Ainsi n'est-il guère surprenant que le magazine suisse *Schweizerischer Beobachter* lui ait demandé de commenter une enquête approfondie, réalisée en 1954 et 1955, sur les

Les témoignages rapportés par les lecteurs du *Schweizerischer Beobachter* ne sont pas abordés par Annela Jaffé du point de vue de leur authenticité, impossible bien sûr à vérifier. La théorie spiritiste, selon laquelle les fantômes auraient une existence propre, lui semble aussi peu satisfaisante que la démarche psychiatrique traditionnelle qui les réduit à des hallucinations. En revanche, Annela Jaffé n'est pas loin de penser que les expériences occultes sont, du point de vue psychologique, des « archétypes », c'est-à-dire qu'elles se reproduisent partout et toujours, et qu'elles font partie de l'expérience générale de l'humanité. Elles correspondent, en fait, à la structure de base de la psyché.

Abolir le temps et l'espace

Dans son autobiographie, *Ma vie*, Jung écrit qu'il est le seul à avoir poursuivi, selon l'esprit, l'étude des deux problèmes qui ont le plus intéressé Freud : celui des « résidus archaïques » et celui de la sexualité. Mais il l'a fait en donnant à l'inconscient une dimension nouvelle, le dotant d'une « conscience multiple » susceptible d'abolir le temps et l'espace.

« L'extension infinie de l'inconscient dans le temps et l'espace », écrit Annela Jaffé, nous permet de comprendre qu'il couvre un savoir cor-

listique nous commandait de reculer face aux gouffres métaphysiques dans lesquels les fantômes et autres « esprits des morts » qu'elle décrit cherchent à nous entraîner. En revanche, les lecteurs épris de merveilleux, de fantastique et d'insolite plongeront avec ravissement dans ce bain de surnaturel.

ROLAND JACCARD.

(1) Dans *Alor*, publié aux éditions Albin Michel, C.G. Jung étudie l'ère chrétienne à travers le symbole du Christ et l'astrologie.

* APPARITIONS, FANTOMES, REVES ET MYTHES, d'Annela Jaffé. Préface de C.G. Jung. Trad. de l'allemand par S. Carrel. Le Mercure de France, 262 p., 72 F.

Autres parutions

• *ROYAUMES DE L'INCONSCIENT* humain, de Stanislas Grof. — Un ouvrage classique aux États-Unis sur les résultats obtenus au cours de psychodrames avec utilisation du LSD. Cette « drogue » permettrait, selon l'auteur, de vivre des expériences transpersonnelles d'identification au cosmos, de voyage dans le temps et de réincarnation. (Trad. de l'américain par P. Coutureau et C. Rollinat. Coll. « Aux confins de l'étrange », Ed. du Rocher, 280 p., 80 F.)

• *La Science et l'Âme* du monde, de Michel Cazenave. — Plus proche de Jung que de Freud, curieux des nouveaux modèles de la physique et de l'astrophysique, expert en mythologie, Michel Cazenave s'interroge ici sur l'unité fondamentale du monde et de l'homme. (Ed. Imago, diffusion Payot, 198 p., 82 F.)

• *Jung d'Élie G. Humbert*. — Proche de C.G. Jung pendant près de vingt ans, Élie G. Humbert, qui fut président de la Société française de psychologie analytique, s'applique à dégager la logique interne de l'œuvre du célèbre psychologue suisse. Il présente les écrits de Jung comme résultant d'une confrontation constante avec l'inconscient, celui-ci étant caractérisé par son activité créatrice ainsi que par un certain « savoir ». (Éditions universitaires, 160 p., 55 F.)

• *L'occulte objet* de la pensée freudienne de Vladimir Granoff et Jean-Michel Rey (P.U.F., 240 p., 115 F.)

Esotérisme et pensée magique

• Une religion d'athées

Comment en vient-on, en cette fin de siècle vouée au culte de la croissance et des statistiques, à s'intéresser à la philosophie occulte ? Sarane Alexandrian, qui fut membre de la communauté surréaliste et qui publia en 1974 un ouvrage qui fait encore autorité, *Le Surréalisme et le rêve* (Gallimard), répond à cette question dans les premières pages de sa magistrale *Histoire de la philosophie occulte* qui recense les travaux des maîtres de l'esotérisme.

Jusqu'au vingtième siècle, l'occultisme était revêtu par les spiritualistes ; c'était, nous apprend Alexandrian, une philosophie de chrétiens déçus par l'incompatibilité des croyances païennes et du christianisme ; aujourd'hui, c'est également une religion d'athées se posant se résigner à la désolante aridité d'un matérialisme sans mythes.

Ainsi, par exemple, André Breton associait volontiers occultisme et matérialisme dialectique, cependant que René Abellio cherchait à concilier la praxis révolutionnaire et la contemplation extatique, le marxisme-léninisme et l'astrologie, la parapsychologie et l'alchimie.

L'ouvrage d'Alexandrian s'inscrit aussi à la suite des travaux du Collège de sociologie fondé par Georges Bataille et Roger Caillois, ou des essais de « surréalisme » de Gaston Bachelard. « Sans les prendre pour modèles ni me comparer à eux, écrit-il, je n'oublie pas, en frayant ma voie personnelle, qu'ils m'ont appris jadis qu'une compréhension lucide de l'incompréhensible était possible. » Cette « compréhension lucide » fait le prix de l'ouvrage d'Alexandrian : là où tant d'auteurs donnent soit dans un charlatanisme exalté, soit dans un rationalisme restrictif, il nous conduit avec rigueur à travers les labyrinthes de la pensée magique.

« Pour moi, écrit-il encore, la philosophie occulte est nécessaire pour la constitution de l'esprit humain

comportant inévitablement la pensée pragmatique et la pensée magique. » Cette dernière, tout intuitive et analogique, intervient chaque fois que la raison se heurte à un problème sans pouvoir le résoudre. C'est dire qu'on n'est jamais entièrement sorti des croyances magiques : l'homme le plus raisonnable les conserve affaiblies et travesties en lui, car elles ont une fonction réparatrice pour son moi.

L'ouvrage d'Alexandrian couvre un champ immense : la gnose, la kabbale, l'alchimie, l'arétomorphie, la thaumaturgie, les arts divinatoires, la magie sexuelle. De brèves biographies nous renseignent sur la vie des maîtres de l'occultisme, tels Cornelius Agrippa (1) qui tenta au seizième siècle de concilier les Écritures saintes avec les textes sacrés des autres religions, Jacob Boehme, Paracelse, Nostradamus, Fabre d'Olivet, Swedenborg, Saint-Martin, René Guénon.

Alexandrian s'attache enfin à dégager des constantes dans l'extrême variété des doctrines occultes, notamment : la croyance à la triple nature de l'homme, composée d'un corps physique, d'un corps astral et d'un esprit, la croyance aux arts divinatoires, aux « forces errantes » du monde invisible, au magnétisme universel, ainsi qu'aux pouvoirs métaphysiques de l'énergie sexuelle, sans oublier les tentatives sans cesse reprises visant à créer des médecines parallèles. Décrochant l'occulte sans pour autant le dénigrer, Alexandrian constitue le meilleur des guides pour aborder ce no man's land qui sépare les frontières conventionnelles de la raison des extrémités les plus folles.

R. J.

(1) Cornelius Agrippa : *La Magie nouvelle* (224 p., 75 F.), *La Magie crépusculaire* (256 p., 75 F.), *La Magie céleste* (232 p., 75 F.). Ed. Berg International.

* HISTOIRE DES PHILOSOPHIES OCCULTES, d'Alexandrian. Ed. Seghers, 390 p., 95 F.

PROSOGUIDE

Le français par la poétique
l'instrument d'une pédagogie efficace et récréative
le vademecum des amateurs de poésie
62 F TTC Franco
DELTA EDUCATION 48, rue Poissonnière 75002 PARIS Tél. (1) 233.30.53

Ghislain de Diesbach

Madame de Staël

« Si les peintres en allégories existaient encore, comme aux siècles derniers, ils auraient pu peindre Ghislain de Diesbach en grand historien que soutient le dieu de l'esprit et la déesse de l'érudition. »

JEAN CHALON « LE FIGARO »

« La vie étonnante de Mlle Neckér devenue Mme de Staël, féministe avant la lettre. Contée avec rigueur et élégance comme un passionnant roman-feuille. »

« PARIS-MATCH »

Perrin

JOHN HARRIS

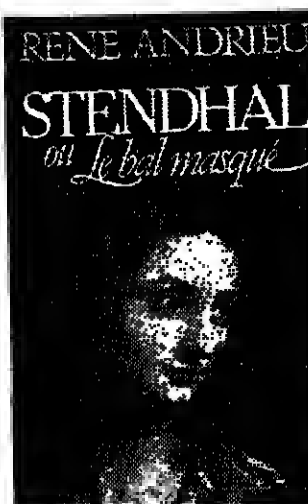
LES VAISSEAUX FANTOMES

Malgré la radio, les radars, chaque année des bâtiments disparaissent, des paquebots aussi bien que des yachts, qui parfois ne laissent derrière eux aucune trace et qui, toujours, posent une énigme, un nouveau « mystère de la mer ».

Dans ce livre aussi passionnant qu'un roman policier, John Harris analyse huit de ces « mystères » et détruisant les légendes tente de rétablir la vérité.

PRESSES DE LA CITE

UN REGARD NEUF SUR STENDHAL



RENE ANDRIEU
STENDHAL
ou le bal masqué

STENDHAL
ou le bal masqué

René Andrieu



« René Andrieu dit avoir pris des leçons de bonheur chez Stendhal : cela se voit. » Bertrand Poirot-Delpech, *Le Monde*.

« Ce qui frappe surtout, c'est le compagnonnage qui unit Andrieu à Brulard. » Jérôme Garcin, *Les Nouvelles Littéraires*.

J.C. LATTES



(Dessin de CAGNIAT.)

ines perceptibles à l'aide d'organes sensoriels. Mais l'ensemble méthode peut continuer à subsister à l'arrière-plan et à se manifester en certaines circonstances ».

Rappelons enfin la réponse de Freud à H. Carrington qui, en 1921, lui avait proposé d'être coéditeur de trois périodiques différents consacrés à l'étude de l'occultisme : « Je ne suis pas de ceux qui refusent d'abord l'étude des phénomènes psychiques dits occultes parce qu'ils sont antiscientifiques, indigne d'un savant, voire dégoûtants. Si je ne trouve pas de début de méthode scientifique au lieu d'être à sa fin, je ne me choisis pas d'être pas d'autre domaine de recherche en dépit de toutes les difficultés qu'il présente ».

Astrologie et alchimie

Avant même d'être psychiatre, Carl Gustav Jung était déjà entré en contact par ses attaques violentes contre la science matérialiste de son temps. Ainsi, le 28 novembre 1896, au cours d'un quatrième semestre de ses études de médecine, il fit un exposé sur « les limites des sciences exactes », exposé où il prouvait fait et cause pour l'étude objec-

tive de l'hypnotisme et du spiritisme. On sait qu'il participe assidûment à des séances de tables tournantes et qu'il consacra sa thèse à une jeune médium (qui n'était autre que sa cousine, Hélène Freiwald), thèse intitulée : *À propos de la psychologie et de la pathologie des phénomènes occultes* (1902).

Jusqu'à la fin de sa vie, en 1961, il ne cessa pas de se passionner pour la parapsychologie, cherchant le « noyau de vérité » que recèlent aussi bien l'astrologie, l'alchimie, les métaphysiques orientales ou le mythe des soucoupes volantes (1). Il affirmait avoir trouvé dans sa propre existence la preuve que, parfois, la psyché fonctionne par-delà la causalité spatio-temporelle : « La possibilité d'une réalité autre, existant, existant derrière les apparences, avec d'autres références, devient un problème inséparable, et nous sommes contraints d'ouvrir les yeux sur ce fait que notre monde de temps, d'espace et de causalité est en rapport avec un autre ordre de choses, derrière ou au-dessus du premier, ordre dans lequel « ici et là », « avant et après », ne sont pas assésibles ».

responsant, qui explique les phénomènes de prophétie ou de clairvoyance. Jung a appelé cela le savoir absolu.

A vrai dire, même si Annela Jaffé appelle à la rescousse Leibniz, Kant, Goethe et la physique atomique, sans oublier le Livre des morts tibétain, nous sommes pris de vertige en la lisant, comme si un réflexe ration-

Le diable, ce père séducteur

APRÈS Freud, lecteur de la Bible, de Théophraste, de Lucien, de Luce de Urubey, un sentiment d'occultisme nous saisit devant cet essai de parapsychologie. Nous sommes pris de vertige en songeant que nous attendons : Freud et les femmes, Freud et l'inceste, Freud et la masturbation, Freud et l'empereur François-Joseph, Freud et le passion des cigares, sans oublier la thèse monumentale à laquelle travaille depuis près de vingt ans un de nos meilleurs psychanalystes : *Freud et Sherlock Holmes*. À quand un *Freud contre Fu Manchu* ?

Si encore, d'un revers de main négligent, nous pourrions balayer cette avalanche de publications et en arguer de leur obscurité et de leurs invérifications, nous aurions tort. Mais non ! C'est que ces travaux, pour la plupart, ont une belle trame. Ainsi, premier *Freud et le diable*, l'auteur n'y jargonne pas ; c'est rigoureux, intelligent et même, une fois nos préventions surmontées, tout à fait passionnant.

Certes, il faut déjà être un peu au parfum pour apprécier. Mais s'agissant de Freud, qui ne l'est pas ? Alors, on se laisse séduire, ce qui est bien le moindre des choses quand il s'agit du diable. On se doute bien que ce dernier devait être en relation avec les pulsions refoulées dans l'inconscient. Luce de Urubey le démontre brillamment, textes à l'appui. Elle ne s'arrête d'ailleurs pas en chemin : le diable dans l'analyse de Freud, c'est également le père séducteur, pervers, menteur, sans loi...

A l'appui de sa thèse, Luce de Urubey se livre à une éblouissante analyse d'un étrange article de Freud : « Une névrose démoniaque au XVIII^e siècle ». Les fraudes ne seront pas démasquées : le diable lui-même a une poigne tout à fait exécrable pour l'esprit et, de surcroît, parfaitement inoffensive. — R. J.

* FREUD ET LE DIABLE, de Luce de Urubey, PUF, 283 p., 95 F.

هنا من الوطن

AVOIR

L'« Organisation »

Vous êtes un gros bonnet de la Mafia, un parrain, un membre éminent du clan des Siciliens. Vous vous disputez au couteau, au revolver, à la kalachnikov, une part du fabuleux pognon, 5 milliards de nos francs, que rapporte bon an mal en la trafic de la drogue. Bon, d'accord, vous avez des soucis, notamment celui de recycler et de planquer dans des banques suisses ou américaines ces 1.000 milliards de « narcofrancs », cette pluie d'argent sale, fruit de vos extorsions aux États-Unis.

Vous êtes un peu coincé par la nouvelle loi anti-Mafia autorisant les juges - vous en avez déjà obtenu près d'une demi-douzaine - à ordonner des enquêtes approfondies sur votre situation de fortune. Et, vous risquez à chaque instant d'être ramassé sur le trottoir, victime d'un des innombrables meurtres - douze en deux jours dans le semaine qui a précédé l'élection du nouveau maire, M. Aldo Pucci - ponctués à coups de feu et de sirène le train-train quotidien à Palerme. Mais quoi, à ce prix-là, ça vaut quand même la peine de vivre dangereusement. Et votre sort est plutôt enviable comparé à celui de vos « clients ».

Ce qu'il y a de plus frappant dans le reportage présenté vendredi soir par FR 3, « La chronique noire des narcofrancs » (1), au-delà du cadavre - l'équipe n'en a trouvé qu'un photographié avec un peu trop de complaisance à mes yeux, au-delà des accusations portées par les enfants du général Della Chiesa contre la démocratie chrétienne, ce qu'il y a de plus neuf c'est l'absence au fait que l'« Organisation » a littéralement explosé au contact de cet article. Elle a traversé d'ailleurs aujourd'hui la promotion immobilière et aux appels d'offres truqués qu'à la « protection » des commerçants et des prostituées.

La Mafia du trottoir est devenue la Mafia du ciment. Et c'est pourquoi tant de petites gens se hâssent à répondre aux appels « courageux » de l'Église contre cet État dans l'État, qui fait régner sa loi jusqu'au Vatican (2).

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Magazine « Vendredi », FR 3, vendredi 6 mai, 20 h 35.
(2) Voir le Monde diplomatique d'octobre 1982.

LES PREMIERS PAS DE LA TÉLÉVISION PRIVÉE

Un poids, deux mesures ?

Les responsables d'Antenne 1, le projet de télévision privée sur Paris, ont annoncé mardi 3 mai qu'ils renouaient à obtenir du gouvernement l'autorisation d'émettre (le Monde du 26 février). Néanmoins, Antenne 1 continue mais dans la clandestinité : les émissions commenceront à une date indéterminée, à partir d'un lieu tenu secret et sur une fréquence rendue publique au dernier moment.

Dans le même temps, M. Laurent Broomhead, à la tête de sa société privée, Public Image, fait fonctionner à la Foire de Paris une télévision (Télévision Foire de Paris, T.F.P.) largement financée par la publicité, avec la bénédiction de la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle. Enfin, l'agence Sygma lance sur Cannes, pendant toute la durée du Festival, une télévision soutenue par l'hebdomadaire V.S.D., la chaîne publique TF 1 ; cette opération est financée par la publicité et autorisée par le secrétariat d'État aux techniques de la communication.

Comment expliquer que l'on accorde à des entreprises commerciales ce que l'on refuse à une petite association qui entendait promouvoir la création audiovisuelle ? Au secrétariat d'État, on souligne que les trois projets diffèrent tant par la nature des moyens utilisés que par celle des publics visés. L'expérience de M. Broomhead est poeculturelle et le programme est diffusé par câble à l'intérieur de la Foire de Paris. Considérant qu'il s'agit là d'une coexistence privée, la Haute-Autorité n'a pas soumis T.F.P. aux réglementations complexes de la télévision par câble.

Même si elle est diffusée par onde hertzienne, Star 83, la télévision de l'agence Sygma, s'adresse exclusivement à un public limité de professionnels. Les émissions ne seront reçues que dans quelques hôtels de Cannes grâce à des antennes spéciales et l'accès d'une fréquence technique secrète. M. Georges Fillard, secrétaire d'État, a donc jugé que l'autorisation relevait de l'article 78 de la loi (diffusion à des publics restreints) et non de l'article 79 (concession de service public).

Les promoteurs d'Antenne 1, qui visent à la fois le grand public et la diffusion hertzienne, relèvent, pour leur malheur, de l'article 79. Le secrétaire d'État leur a donc répondu que les décrets d'application n'étaient pas encore parus, tout en laissant une porte ouverte : en tant que projet de programmation, Antenne 1 pourrait trouver une place sur un canal existant. La direction de Télédiffusion de France, consultée, a trouvé un canal disponible, mais a subordonné son utilisation à l'autorisation de M. Fillard. Depuis, plus de nouvelles.

J.-F. L.

Trois radios périphériques refusent des messages « dénigrant l'état des routes »

Pour la première fois, la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.) s'est lancée dans une campagne de publicité importante sur le thème : « C'est maintenant qu'il faut aménager la France », qui devait débiter, presse écrite et radios périphériques, le 1^{er} mai. Si les pages interpellant le lecteur (« Faut-il attendre l'été pour réparer nos routes ? ») surmontant un passage à niveau non gardé orné de la traditionnelle pancarte « Un train peut en cacher un autre » n'ont suscité aucun problème aux responsables des journaux, leurs homologues des radios (Europe N° 1, R.T.L., R.M.C.) ont refusé de publier les messages « tiqués » sur le thème des dix-sept « messages » du premier thème de la campagne.

Les petites semaines, avec toute la familiarité et la complicité qu'elles supposent, traquent un triste tableau de l'état des routes. Un gendarme : « Tenez, sur le territoire de la brigade, il y a un virage étroit, tout en dévers. L'an dernier, nous avons ramassé dix voitures dans le fossé. Il serait peut-être temps que les pouvoirs publics s'en préoccupent un peu plus que ça ». La voix de Micheline Dax : « Mon truc à moi, c'est les sports d'hiver. Une semaine par an, on m'écoute. Mais alors, cette année, l'enfer sur la route. Lyon-Courchevel, 200 kilomètres. Onze heures à l'aller. Deux jours pour m'en remettre. Quatre jours de ski, et rebelle au retour. Neuf heures d'embarquement. Total, mes vacances gâchées. Faudrait savoir s'ils souhaitent vraiment qu'on passe nos vacances en France ! ». Et puis d'autres : le Sud-Ouest, « c'est beau, mais faudrait quand même pouvoir y aller facilement », entre Angers et Le Mans : « Alors je vous demande, combien il faudrait d'accidents pour qu'ils se décident enfin à terminer l'autoroute Paris-Nantes ? ». La Bretagne : « C'est par là que j'ai... ». Et même une routière belge : « L'autoroute A1, elle n'est pas suffisante, une fois. Non, mais franchement, ils vont sûrement faire quelque chose, parce que ça en a sûr qu'ils ne sont pas vos plus belles que nous ». Et pour finir : « Si on veut vraiment relancer l'économie, y a qu'à commencer par nous faire des routes convenables. Ça fera tous les jours des chômeurs en moins ».

Après mûres réflexions, les trois radios ont refusé les messages. Auto-censure ! crie l'agence Marianne, filiale de Feldmann, Calieux et associés.

● Les « Nouvelles littéraires », l'hebdomadaire de M. Philippe Tesson (dont M. Jean-Pierre Ramsay est candidat au rachat), paraîtra finalement cette semaine. La grève d'une partie du personnel technique (le Monde du 5 mai) a retardé la sortie de cette publication.

● Le Magazine Hebdo, tel sera le nom finalement retenu par M. Alain Lefebvre pour la nouvelle publication dont il prépare le lancement pour la rentrée (le Monde du 4 mai). D'autre part, M. Jean-Benoît nous demande de préciser qu'il n'est plus associé à ce projet.

DEMAIN À APOSTROPHES
Suzanne Prou
Le Pré aux narisses
CALMANN-LÉVY

Le syndicat C.F.D.T. réclame un « Grenelle de la police »

Sixante-dix délégués de l'Union fédérale C.F.D.T. de la police nationale viennent de se réunir à Nancy pour la première assemblée générale de ce syndicat depuis le changement politique de mai 1981. Insistant sur le retard des réformes dans l'institution policière, ils se sont prononcés pour l'organisation d'un « petit Grenelle de la police », autour de toutes les revendications en attente. Un débat sur la police sera organisé au bureau national de la confédération.

De notre envoyé spécial

Nancy. - Dans les années 60, ils avaient été quatre à choisir la C.F.D.T. lors de la scission avec la C.F.T.C. Ils sont aujourd'hui un millier de policiers, de tous les corps et de tous les services, à se réclamer d'un syndicalisme autogestionnaire. « De quoi passer du statut de marginaux à celui de minoritaires », commente M. Alain Deschamps, secrétaire général. Quantitativement, un poids encore très léger (4,4 % des suffrages parmi les inspecteurs et 3,61 % parmi les gradés et gardiens aux élections professionnelles de 1982), mais qualitativement, des idées à revendre.

Les congressistes ont entendu le rapport d'une « commission femmes » de la région parisienne, dénonçant la « marginalisation » des personnels féminins de la police nationale et le « machisme » des chefs de service, dans ce qui se proclamait, il n'y a pas si longtemps, « un métier d'homme ». Mais ce furent surtout les critiques qui retinrent l'attention, adressées à un pouvoir qui, s'agissant de la police, manque, selon M. Deschamps, « de courage politique lorsqu'il s'agit de s'engager plus à fond dans le véritable changement ».

Critiques parfois acerbes. Ainsi des « distorsions » de M. Marc Wagner, gardien des polices urbaines, s'en prenant à « une politique gouvernementale s'inspirant de

POLICE

Jeudi 5 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilletton : Bel Ami. D'après G. de Maupassant. Réal. P. Cardinal. Adapt. P. Monesties. Avec J. Weber, M. Berenson, A. Clément, D. Manuel (1^{re} partie).
- Georges Duray, employé de bureau ambitieux, doit sa réussite à ses conquêtes féminines. Une adaptation un peu faible d'un roman qui fit scandale sous la III^e République.
- 22 h 15 La leçon de cinéma de François Truffaut. Émission de l'I.N.A. Réal. J.-M. Borzosa. (1^{re} partie). Quand un cinéaste, confronté à ses œuvres, parle de son métier... Une émission intéressante, parfois cocasse, mais une mise en scène qui manque peut-être d'originalité.
- 23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Planète bleue : La ruée vers l'or bleu. Poléon, pétrole : les enjeux technologiques, politiques, des fonds marins.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Interview de Lou Reed, une des plus grandes figures de l'histoire du rock des années 70 : Rétrospective du groupe Jam ; portrait de Moss, etc.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma 16 : le Château faïble. De G. Larrigue. Avec L. Caron, C. Denner, R. Varte. Les serviteurs d'une châtelaine défunte aux prises avec une administration. Caricatural.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 25 La vie en face : Films, terre d'asile. Reportage A.-Cl. Elkaim et C. Le Pourc. L'émission « La vie en face » a choisi d'aller à Flins au moment de la grève des O.S. pour interroger à la fois les Français et les immigrés. Un reportage difficile à réaliser mais qui offre l'abécédaire et cherche au-delà des crises les points de contact ou comment commencer de vivre ensemble. Un document très construit, sans une image inutile.
- 23 h 18 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- 23 h 20 Prélude à la nuit. Domestici, chanté par Luigi Alva.

FRANCE-CULTURE

- 20 h. Nouveaux répertoires dramatiques : « Maria ou le Saut de l'ange » et « Incendie au sous-sol », de Pavel Kobou.
- 22 h 20 Nuits magnétiques : liaisons dangereuses.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (donné au Centre Georges-Pompidou le 10 janvier 1983) : « Car tu es », de Marco ; « Why partiers ? », de Feldmann ; « Mobile », de Deconost ; « Bomba », de Despos ; « The Unforgiven Minute », de Heifetz, par l'ensemble 2e 2m, dir. M. Deconost.
- 22 h, Fréquence de nuit : Mozart, avec Sade, Ph. Sollers.

Vendredi 6 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 35 Vision plus.
- 12 h H.F. 12 (info).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Portes ouvertes : Le diabète.
- 14 h 5 Émissions du C.N.D.P. Récit d'un voyage : le Jura.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 45 Dix idées pour l'orientation (ONISEP).
- 19 h 50 Histoire d'un rire.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Formule 1. De M. et G. Carpentier.
- 21 h 40 Séries : Lucien Leuwen. D'après le roman de Stendhal. Réal. Cl. Autant-Lara, avec B. Garcia, N. Jamet, A. Lualaba. (redif.) Lucien Leuwen devient aide de camp du ministre de l'Intérieur. M. de Voise, n'oublie pas Mathilde de Chasteller qui, croit-il, l'a trompé.
- 22 h 45 Histoires naturelles : Michel Duborgel, homme de pêche. Émission de E. Lalou, I. Barrère et J.-P. Fleury.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 13 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 18 h 50 Séries : Les amours des années folles.
- 19 h 5 Angoulême la vie : La non-violence.
- 19 h 5 Séries : Le cœur au ventre.
- 19 h 5 Répertoire : Planète bleue. Rue vers l'or bleu (diff. 5 mai).
- 17 h 10 Itinéraires. Chino immémoriale.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : Secret diplomatique. De D. de la Paellière et A. Kautof. N° 2. Une vague histoire d'espionnage sur fond politique. Un héros pilot, des jeunes filles sulfureuses, le tout mélangé dans une intrigue d'une lenteur désespérante.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Pivot. Sur le thème : A la française ? Sont invités : F. Fillard et S. Joly (La vie tu parles), S. Prou (Le Pré aux narisses), G. de Rothschild (Contre bonne fortune), Th. Zeldin (les Français).
- 22 h 5 Journal.
- 23 h 5 Ciné-club (cycle Michel Simon) : la Chienne. Film français de J. Renoir (1931). Avec M. Simon, J. Maréchal, G. Flamant, M. Berthet, Gaillard, J. Gehret (N. Rodiffusion). Un caissier d'âge mûr, marié à une harpie, s'prend d'une fille des rues qui lui joue la comédie de l'amour pour le griser, au profit de son soutien. Inspiré par un roman de Georges de la Fouchardière, cette étude de mœurs est annoncée comme une « comédie à tendances morales », comédie de la vie où, selon Renoir, chacun a ses raisons, quelles que soient les situations sociales. C'est filmé d'une façon originale et superbement interprétée.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les Jeunes.
- 18 h 55 Tribune Horv. U.F.A.C. (Union Française des Anciens Combattants).

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Tintin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord. (I.N.A.C.).
- 20 h 35 Vendredi : Palerme, la chronique noire des narcofrancs. Magazine d'information d'A. Campana. Palerme (en Sicile), une ville aux mains de la Mafia : expositions sombres, trafic d'héroïne, dépenses exorbitantes. L'État italien a engagé une lutte dont les héros sont d'abord les juges, puis certaines personnalités du monde politique. Un reportage de Françoise Liffon.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardin, P. Dhontal et J. Egner. Revue de presse : les coulisses du grand reportage ; Les archives de la P.J. ; Portrait : Alain Bizo ; Flash pratique : le portrait.
- 22 h 35 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- 22 h 40 Prélude à la nuit. Odeur pour instruments à vent d'Igor Stravinski par les solistes de Marseille.

FRANCE-CULTURE

- 10 h 45, Le texte et la marge : « La science et l'âme du monde » ; « Métamorphoses du mythe », de M. Cazenave.
- 11 h 2, Musique : Schubert d'autrefois à maintenant (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Agoria.
- 12 h 45, Passacaglia.
- 14 h, Sous.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Le Retour du Divin », de J. Audbert.
- 15 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Jean Schlumberger).
- 18 h 30, Feuilletton : Portrait de femme.
- 19 h, Actualités magiques.
- 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : hasard ou ignorance en physique.
- 20 h, Indochine 1941-1954 : l'engrenage, par E. Laurent.
- 21 h 30, Black and blue : Earl Hines.
- 22 h 30, Nuits magnétiques : Arrêts fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

- 15 h, Comment l'Allemagne est devenue musicienne : Par la musique vers l'obscur. Œuvres de Champagne, Bach, Mozart, Wagner.
- 17 h 5, Les intégrales : la musique religieuse de Mozart.
- 18 h 35, Jazz.
- 19 h 30, Studio-concert (donné le 18 mars au Théâtre du Ranelagh) : Suite de Martin Marnis, Prélude et Chaconne de Couperin, J. Savall, viole de gambe, G. Murray, clavessin.
- 19 h 35, L'opéra.
- 20 h 20, Concert (en direct de Baden-Baden) : Strénaud n° 1, Quatuor pour piano et cordes de Brahms par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. M. Bamert.
- 22 h 15, Fréquence de nuit : Mozart, avec Sade, de Ph. Sollers.

TRIBUNES ET DÉBATS

- JEUDI 5 MAI
- Si Hamza Boubakeur, ancien recteur de la Mosquée de Paris, est invité à l'émission « Le temps de dire », à 19 heures, sur Radio-Service-Tour-Eiffel, 101,5 MHz, Paris.
- M. Michel Langignon, secrétaire national du Mouvement pour la paix, participe à l'émission « Le grand débat », à 19 h 15, sur 92-Radio, 92,8 MHz, Paris et Hauts-de-Seine.
- M. Guy Lengagne, secrétaire d'État chargé de la mer, est reçu à l'émission « Planète bleue » sur Antenne 2 à 20 h 35.
- L'amiral Antoine Sanguinetti participe à un dossier de la rédaction sur la Corse, à 19 h 20, sur France-Inter.

Gandhi et Martin Luther King : des combats non-violents

Ouvrage collectif réalisé par le mensuel « Non-violence politique ». Premier ouvrage qui rapproche l'apport de Gandhi et de King en matière de luttes sociales et politiques non-violentes. Coll. « Dossier Libres Cérif » n° 35, 50 F.

DE LANZA DEL VASTO AU GÉNÉRAL DE BOLLARDIÈRE

Ils ont découvert l'arme de Gandhi, « la force de la vérité et de l'amour ».

Coll. « Rencontres N° 30 » 224 p. 65 F.

cerf

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

Les services ouverts ou fermés le dimanche 8 mai

- **BANQUES.** - Les banques qui sont fermées le samedi seront ouvertes aux heures habituelles le vendredi 6 mai. Celles qui sont ouvertes le samedi seront exceptionnellement fermées le vendredi 6 mai après-midi.
- **R.A.T.P.** - Service des dimanches et jours fériés.
- **ALLOCATIONS FAMILIALES.** - Les services d'accueil du siège et des unités de gestion seront fermés du vendredi 6 mai à 12 heures au lundi 9 mai au matin.
- **SÉCURITÉ SOCIALE.** - La Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris indiquera ses services et centres seront fermés à 12 h 30 le vendredi 6 mai.
- **MUSÉES.** - Les musées nationaux suivants seront ouverts dimanche 8 mai : musée Delacroix, expositions temporaires des galeries nationales du Grand Palais, musée Jean-Jacques-Henner, Monuments français, grands appartements du château de Fontainebleau, Port-Royal, musée de Bois-Préau.
- **Archives nationales :** les salles de lecture et le Musée de l'histoire de France seront fermés le dimanche 8 mai.
- **Le Palais de la découverte,** le musée Marmottan et le Centre Georges-Pompidou seront ouverts dimanche 8 mai.
- **Le Musée de l'armée,** celui des plans-reliefs et l'église Saint-Louis-des-Invalides seront ouverts dimanche 8 mai. La projection permanente d'un grand film exclusif sur la seconde guerre mondiale (durée : trois heures cinquante-cinq minutes) aura lieu le dimanche 8 mai de 10 heures à 18 heures, dans la salle de cinéma du Musée de l'armée, hôtel national des Invalides.
- **SPECTACLES.** - Voir le Monde des arts et des spectacles daté 5 mai.
- **LOISIRS.** - On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant à l'Office de tourisme de Paris le 720-94-94 (informations en français), le 720-88-88 (informations en anglais), le 720-57-58 (informations en allemand).

SPORTS

PLANCHE A VOILE

Soucis olympiques

Les véliplanistes, présents à La Torche la semaine dernière, qui constituent l'élite de ce nouveau sport, pourrissent-ils briser une médaille aux Jeux olympiques de Los Angeles, où leur discipline figure pour la première fois au programme ?

Mis au point par la Fédération internationale de voile, le règlement olympique prévoit que « tout coureur ayant reçu un prix en espèces supérieur à 300 dollars risque de se voir retirer son statut de coureur amateur ». Toutefois les véliplanistes sont plutôt des collectionneurs de planches à voile, de magnétoscopes, d'appareils électroniques ou même de voitures. Gagneraient-ils des prix en espèces dans une compétition professionnelle comme celle de La Torche, dotée de 150 000 F, leur fédération nationale se propose de les gérer jusqu'à leur reconversion.

Reste le cas des contrats particuliers passés entre les fabricants de planches et les meilleurs véliplanistes. Le règlement olympique autorise le versement des primes à gagner résultant des absences professionnelles d'un concurrent, mais ne permet pas l'utilisation du nom du champion à des fins publicitaires. L'impact publicitaire des victoires est ainsi moindre et limite les contrats des meilleurs Français à quelque 6 000 francs par mois, auxquels s'ajoutent les primes liées aux résultats, avec, parfois, la mise à disposition d'une voiture.

Pour les Français, les soucis olympiques viendraient plutôt du choix de la marque Windglider pour la première épreuve de planche aux Jeux de Los Angeles. Premier producteur mondial, la France est à l'avant-garde technique dans ce secteur. Au dernier championnat du monde open, en décembre 1982, les véliplanistes français s'étaient même adjugés les trois titres avec Robert Najay, qui devançait ses compatriotes Gilles Calvet et Jean-Philippe Boghosian chez les poids plumes, Gilles Guillerot chez les lourds et Marie-Annick Maus chez les féminines.

Progrès

En imposant la Windglider pour Los Angeles, la Fédération internationale revient à une planche à voile allemande de la première génération, moins performante et d'autant plus éprouvante physiquement que le harnais est proscrit. Le premier

test des Français au dernier championnat du monde de Windglider avait même été, pour eux, des allures de déroute. A raison de cinq heures d'entraînement par jour, cet hiver, en Guadeloupe, les meilleurs d'entre eux ont considérablement réduit la marge qui les séparait des Néerlandais Stephan Van den Bergh et Onno Teller, comme on l'a constaté lors de la semaine pré-olympique de Hyères. Pourtant les fabricants de planches restent réservés.

Trois marques ont des représentants en équipe de France : Bic Marine, le numéro mondial, Crit et Tiga. Les deux derniers sont d'autant plus réticents pour prêter leurs coureurs que Windglider a été rachetée par Bic Marine, leur grand concurrent commercial.

Bruno Troublé, le barreur de France-III pour la Coupe de l'Amérique, directeur du marketing de Bic Marine, engage des négociations qui permettraient à chaque société de trouver son compte dans l'exploitation commerciale d'éventuels succès. La décision devrait intervenir très prochainement. Qui doutait en effet de l'impact d'une médaille olympique sur un marché où la France est déjà le premier exportateur mondial ?

GERARD ALBOUY.

D'un sport à l'autre

ATHLÉTISME. - Patricia Deneuville (Marignane) a amélioré de 10 secondes son record de France du 5 000 mètres, en couvrant, le 4 mai, à Arles, la distance en 16 min 32 sec.

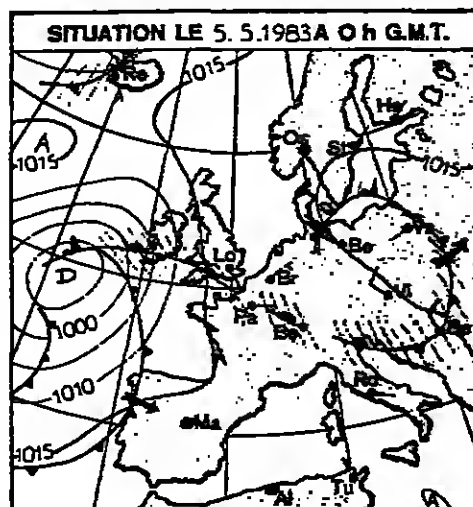
FOOTBALL. - L'équipe belge d'Anderlecht a battu, à Bruxelles, l'équipe portugaise de Benfica 1 à 0 (but de Brille) en match aller de la finale de la Coupe de l'Union européenne de football (U.E.F.A.). Le match retour aura lieu le 18 mai à Lisbonne.

CYCLISME. - Quatre jours avant l'arrivée du Tour d'Espagne, le Français Bernard Hinault, qui a gagné, le 4 mai, à Valladolid, l'étape contre la montre de 22 km à 48,7 km/h de moyenne, ne comptait plus qu'une minute six secondes de retard au classement général sur l'Espagnol Julian Gorospe, qui a repris le maillot de leader à son compatriote Alberto Fernandez.

OMNISPORTS. - M. Paul Violet, adjoint aux sports de la Ville de Paris, a annoncé, le 4 mai, que deux journées « portes ouvertes » auront lieu les 11 et 12 mai dans la capitale, pour « faire connaître aux Parisiens les diverses possibilités de pratiquer et promouvoir le sport comme moyen essentiel de préservation de la santé ».

TENNIS DE TABLE. - La Chine a gagné le championnat du monde par équipes, mardi 3 mai à Tokyo. Les Chinois ont battu en finale les Suédois 3-1 : les Chinoises, de leur côté, ont dominé les Japonaises 3-0. La France s'est classée huitième chez les hommes et quatorzième chez les dames.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable des temps en France entre le jeudi 5 mai à 6 heures et le vendredi 6 mai à minuit.

La France restera dans un flux de sud-ouest chaud mais légèrement orageux, dirigé par la dépression centrée au large de l'Irlande.

Vendredi, début de journée agréable sur la majeure partie du pays : ciel bien dégagé et températures évoluant entre 6 à 8 degrés dans le Nord-Est et 11 à 14 degrés dans le Midi.

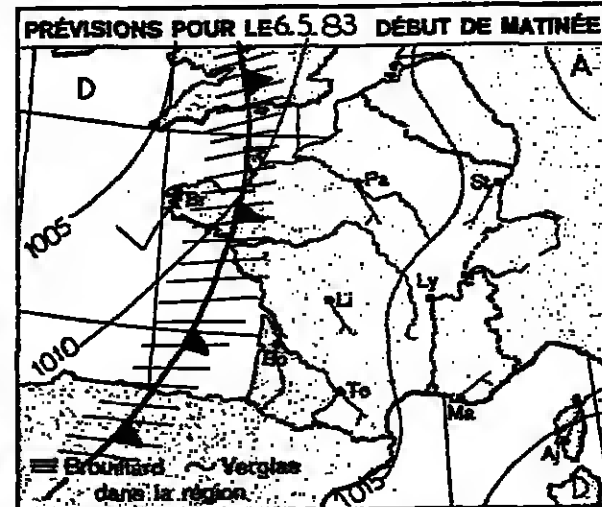
Des bancs de brume en bordure du golfe du Lion. Sur la Bretagne, la Vendée et l'ouest de la Normandie, le ciel sera plus nuageux ; des pluies sporadiques pourront se produire. Il fera dès le matin 13 à 15 degrés.

Dans la journée, des pluies sporadiques traverseront le pays d'ouest en est. Dans l'ensemble, ciel variable avec des périodes de soleil. Sur le Sud-Est et l'Est, chaleur et menaces d'orages près du relief ; il fera 20 à 23 degrés. Ailleurs, des éclaircies alternent avec les orages ; 18 degrés dans l'Ouest, 20 à 21 degrés dans le Nord, 24 à 25 degrés sur le Sud-Ouest.

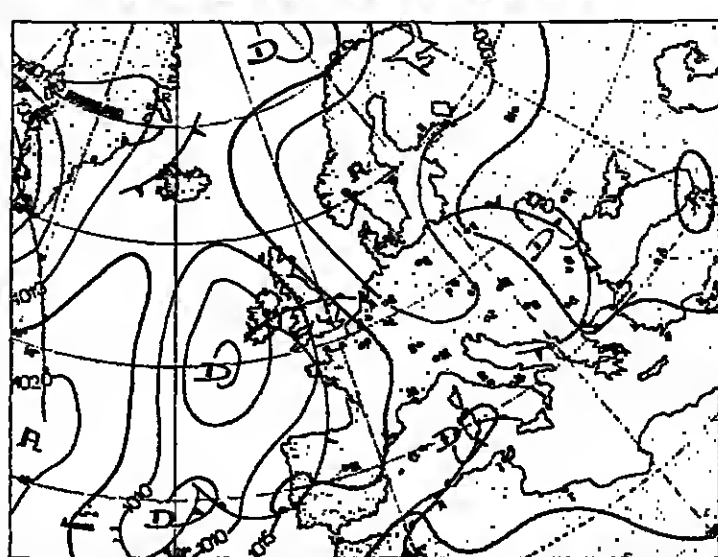
La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 5 mai, à 8 heures, de 1017,6 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mai ; le second le minimum de la nuit du 4 mai au 5 mai) :

Ajaccio, 20 et 9 degrés ; Biarritz, 23 et 12 ; Bordeaux, 21 et 11 ; Bourges, 16 et 8 ; Brest, 14 et 11 ; Caen, 17 et 7 ;



PRÉVISIONS POUR LE 6 MAI À 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 20 et 5 ; Dijon, 17 et 5 ; Grenoble, 20 et 1 ; Lille, 14 et 6 ; Lyon, 19 et 8 ; Marseille-Marignane, 24 et 11 ; Nancy, 14 et 5 ; Nantes, 17 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 13 ; Paris-Le Bourget, 18 et 7 ; Pau, 24 et 10 ; Perpignan, 22 et 12 ; Rennes, 18 et 9 ; Strasbourg, 16 et 6 ; Tours, 16 et 7 ; Toulouse, 23 et 9 ; Poitiers-Poitou, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 17 degrés ; Amsterdam, 12 et 1 ; Athènes, 24 et 12 ; Berlin, 13 et 8 ;

Bonn, 15 et 4 ; Bruxelles, 5 et 6 ; Le Caire, 28 et 16 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 12 et 6 ; Dakar, 26 et 21 ; Djibouti, 27 et 13 ; Genève, 18 et 7 ; Jérusalem, 20 et 7 ; Lisbonne, 19 et 13 ; Londres, 15 et 7 ; Luxembourg, 11 et 5 ; Madrid, 23 et 9 ; Moscou, 10 et 4 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 22 et 13 ; Palms-de-Majorque, 22 et 14 ; Rome, 21 et 10 ; Stockholm, 11 et 3 ; Tézou, 31 et 20 ; Tunis, 27 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES -

- SAMEDI 7 MAI**
- « Siège du parti communiste », 15 h, métro Colonne-Fabien, M^{re} Oswald, (Caisse nationale des monuments historiques).
 - « Chênes d'œuvre du Moyen Âge », 11 h, 6, place Paul-Painlevé (Approche de Paris).
 - « Ministère des affaires étrangères », 14 h 30, 37, quai d'Orsay (Commission d'ici et d'ailleurs).
 - « Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (les Filaneries).
 - « Château de Neuilly », 15 h, 52, boulevard d'Argenson (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

- 15 heures, Palais de la découverte, R. Froment : « La fécondation in vitro a-t-elle un avenir ? »
- 15 heures, 191, rue Saint-Jacques, « Foyers industriels en Amérique latine » (Association des géographes français).
- 15 heures, 9 bis, avenue d'Iéna, S. Rousseau, L. L. Moré : « Toulon et le Greco » (audiovisuel) (Amis français).
- 17 h 15, Collège de France, salle 3, G. Antoine : « Ernest Renan et l'enseignement ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 5 mai :

UN DÉCRET

- Relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs.

UNE CIRCULAIRE

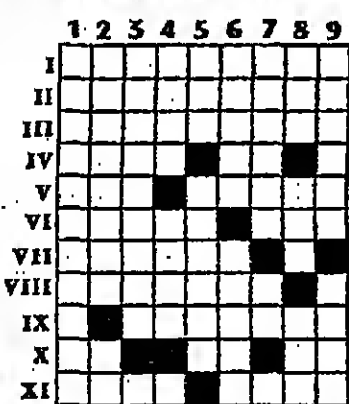
- Modifiant une précédente circulaire relative à l'évaluation de la puissance administrative de certaines catégories de véhicules.

UNE LISTE

- Des élèves de l'Ecole polytechnique féminine ayant obtenu en 1982, le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3443



HORIZONTALEMENT

I. Accordé de l'importance ou attache un prix moindre. - II. Perd donc de l'importance aux yeux de tout le monde. - III. Font intervenir le boteur pour le prétexte et le « piano » pour le final. - IV. Homme politique italien. Lettres d'un facteur de groupe. - V. Forme les fortes têtes. Cadenas qui peut être imposé par le cad. - VI. Aspire à quelque'un ou à quelque chose. Réserve de chefs. - VII. Peut se passer sur le drap ou sur la couverture. - VIII. On commence généralement à perdre de l'argent lorsqu'elle le gagne. - IX. Avait une idée plutôt « terre à terre » de la conquête de l'espace. - X. A donc pu être rapporté. Adverbe. Son titre est très recherché dans certaines pièces. - XI. Celui de l'âme passe souvent par celui du corps. Apprécié plus les rubans que les maux.

VERTICALEMENT

1. Nous fait donc entrevoir l'avenir avec sérénité. - 2. On fait appel à lui pour des tuyaux, lorsqu'il nous prend l'envie de flamber. Note. - 3. On la préfère généralement sur le papier plutôt qu'en chair et en os. - 4. C'est à en pleurer. Ses yeux sont tout un poème. - 5. Dédit donc. Un impair qui peut faire quitter la table à certains. - 6. Peut se mettre sur le dos et prendre toute la couverture. Plus ils sont petits, meilleurs ils sont. - 7. Langue que l'on peut trouver terre à terre. Lettres religieuses. - 8. Ne manque pas de culte. Se porte en tête. Souvent égoïste et toujours personnel. - 9. Doit sa vie à Chloris et sa survie à Apollon. C'est la femme de notre vie.

Solution du problème n° 3442

Horizontalement
I. Perdrix. - II. Emerillon. - III. Suça. - IV. Epaulées. - V. Lens. - VI. Te. - VII. Etan. - VIII. Uri. - IX. Ance. - X. Or. - XI. Proseur.

Verticalement
1. Pesanteur. - 2. Ennu. - 3. Rocol. - 4. Drapau. - 5. Ri. - 6. Aus. - 7. XL. - 8. Ode. - 9. Unisson. - 10. Sûr (sur).

GUY BROUTY.

LOTÉRIE NATIONALE					
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER					
TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS					
TRANCHE DU MUGUET					
TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	211 641 711 879 13 871	500 500 500 500 10 000	5	385 415 725	500 500 500
2	22 412 422 622 06 942 08 752	200 500 500 500 10 000 10 000	6	1 000 3 000 6 000	200 2 000 2 000
3	72 063 133 0 713 4 000 41 303 50 603	200 500 500 2 000 2 000 10 000 10 000	7	100 100 100 100 100 100 100	100 100 100 100 100 100 100
4	1 204 4 004 9 204 385 004	2 000 2 000 2 000 4 000 000	8	4 100 17 400 267 300	100 2 100 10 000
5	215 385	100 500	9	4 000 65 000	500 2 000
			0	4 000 65 000	500 2 000

PROCHAINES TIRAGES LE 11 MAI 1983

TRANCHE DES COQUELICOTS à MALAKOFF (Niveau de Solal)

L'ARLEQUIN à TOULON (Indes-Les)

LOTÉRIE NATIONALE TRANCHE DU MUGUET 1983 - N° 29

PROCHAIN TIRAGE LE 11 MAI 1983 VALIDATION JUSQU'AU 10 MAI APRES-MIDI

LOTÉRIE NATIONALE TRANCHE DU MUGUET 1983 - N° 29

Le Monde
DIMANCHE

Dans son numéro du 8 mai 1983

Klaus Hornig,
martyr de l'article 47

Comment un officier allemand refusa pendant la dernière guerre d'obéir à des ordres illégaux selon le code militaire

Une enquête d'Alexandre Szombati

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANÇAIS
LE 8 MAI

ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE

Ensemble des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre

AU PROFIT des VEUFS - ENFANTS et ASCENDANTS

PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Vendredi 6 mai 1983 - Page 25

	Le 1er	Le 1er T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CARTAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le 1er	Le 1er T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,80	39,85
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégrèvements selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE À TAILLE HUMAINE
POSSEDANT 3 USINES EN PROVINCE (150 KM DE PARIS) SPÉCIALISÉE DANS L'ÉMAILLAGE MÉTALLIQUE, LA FERRANTERIE ET L'IMPRESSION SUR MÉTAUX

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

ARTS ET MÉTIERS ou ENI METZ, BELFORT
Ayant 5 à 10 ans d'expérience, pour étudier sa structure industrielle dans les fonctions de production, méthodes, recherche et développement nouveaux produits.

Il sera donné la priorité aux candidats ayant l'esprit chef d'entreprise. Il est possible pour les candidats de valeur qui le souhaitent de devenir actionnaires et participer au conseil d'administration, si apport de fonds propres.

Ronde de cuir s'abstenir.

Ecrire sous n° 8193 - LE MONDE - Publiés
Service Annonces Classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

L'U.G.A.P.

Service de l'Etat recherche pour PARIS

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Ce poste créé, directement rattaché au Directeur Général, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (grande Ecole de Commerce, Sciences Po ou maîtrise de gestion), ayant une expérience professionnelle de trois ans minimum.

Adresser C.V., photo et présentations à :
U.G.A.P. - sous direction du Personnel
209, rue de Bercy - 75585 PARIS Cédex 12

Société d'études et de conseil spécialisée dans le domaine du Tourisme recherche

Chargé(e) d'études de marchés

possédant une formation supérieure de gestion ainsi qu'une expérience des études de marchés appliquées au Tourisme ou une très bonne connaissance de la branche hôtelière.

Envoyer C.V., photo, présentations, s/réf. 3403 à PIERRE LICHOU S.A.
BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

VILLE DE SEVRES (92)

22.000 h.

Recherche immédiatement

1. REDACTEUR

35 ans maximum,

pour le service du secrétariat

général, niveau licence ou

maîtrise droit public.

Envoyer candidature et C.V.

déclaté, ainsi qu'une photo à

M. le Maire, Hôtel de Ville,

82210 SEVRES.

COLLABORATEUR (TRICE)

SUP. de CO, ESSEC, ESCAE.

Tenue de plein de charges et

gestion commerciale. Connaissances

en informatique indispensables.

Un de nos VISAILES-Ad.

CV et photo à M. LÉON GROSSE,

26, rue St Adolphe, 75008

PARIS.

RESTAURANT

recherche jeune homme 18 ans

COMMISS DE SALLE

Fermé samedi et dimanche.

Tél. : 806-06-48.

Laboratoire physiologie

INSERM.

recherche informaticien (a)

niveau minimum maîtrise (3 A)

expérience P.D.P. ou temps réel

soitables.

Téléphone pour rendez-vous

203-84-26, poste 395.

Création Société de service

interv. sur marché de l'Est.

PRODUIT NOUVEAU

Rech. part. financ. et logist.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

MUTUALITÉ DE PARIS

recherche

REDACTEUR

POUR SON SERVICE NATIONAL

DU PERSONNEL

Théâtre D.U.T. de gestion du personnel

ou D.E.J.G. et ayant déjà travaillé

Ecrite sous le n° 7040-004 M

RECHERCHES-PROCES.

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

secrétaires

SHARP FRANCE

recherche

SECRÉTAIRE

DIRECTION

Bilingue ANGLAIS

pour remplacement

jusqu'au 31 août 83

Adresser C.V., présentations

CHEF DU PERSONNEL

VILLEMIAN

avenue Ampère

91320 VOISINS.

BOULANGER JOAILLERS

recherche

SECRÉTAIRE CCIALE

A partir du 1er juillet :

- Dyn. et expérimentée.

- Références de 1er ordre.

- Bonne présentation.

- Sécourabilité fr.-angl.

- Dévouement.

- Bonne écriture.

- Travail intéressant.

- Très bon salaire X 13.

- Poste stable.

Envoyer C.V. + lettre man.

et photo récente à M. J.C.

Bernard chez M. L. J.C.

av. Montaigne, 75008 PARIS.

representation offres

V.P.R. multi produit client.

Drog., Quin., Grain., denrées

 et importants firmes. Ecr. 6 p. || 2012. 60011 Perpignan Cedex. | |

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 30 ans, bonne présent.

EMPLOI DE MONT

standardisé ou restauration.

T. 829-02-16 de 20-22 h.

J.F. 21 ans DUT relations

publiques (6 V.P.R. ni diplôme),

recherche poste créatif après

5 mois expérience radio agricole

journalisme publié.

Ecr. n° 1.258 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 34 ans, très bonne présent.

ETD secrétaire, exp. dans dif.

férentes fonctions. Postes à

haut niveau, sans des responsa-

bilités et des contacts. Rech.

poste stable dans cadre de

publicité de préférence. Libre

de suite. Tél. : 282-87-83.

BAC 61

J.F. 30 ans, très bonne présent.

recherche place assis-

tante collaboration ou admi-

nistrative direction, poste stable.

10 ans d'expérience.

Ecr. n° 1.451 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 37 ans, exp. 12 ans. Bât

d'informaticien, cherche emploi

cadre responsable administratif

des ventes ou assistance direc-

tion commerciale. Poste Sud

ou Ouest. Tél. : 931-65-88.

automobiles

de 5 à 7 C.V.

Particul. vend Renault 16 GTL

51, gris métall., intr.

bleu marine, pare-prise feuillé.

45.000 km. - Prix 33.500 F.

Tél. : 903-04-48 (tous heures).

de 8 à 11 C.V.

ID Spéciale 73

837-48-21 à partir de 18 h.

divers

R 5 TS 1982, 35.000 km.

Tout équipé, très soigné.

Prix argus - 5 %.

BMW 528i 79. Modèle 1980.

Gris foncé 100.000 km.

Moteur entièrement refait par

BMW. Véhic. très soigné. 4 vit.

transm., auto-rég. Prix argus.

Tél. : 603-38-32 heures ouvr.

Cherche programmeur analyste expérimenté sur IBM 34, GAP II, Interact, UGP. Envoyer C.V. à M. FRENKEL, à l'attention de M. N. Imber, 35, rue N.-D.-de-Nazareth, 75003 PARIS.

M.J.C. Courtoisie rech. permanent à mi-temps p. travail coordination et accueil. Dipl. ou exp. en milieu éco. éco. Ecr. : M.J.C., 184, bd Saint-Denis, 75001 Courbevoie.

Société d'édition de presse recherche assistante de direction, excellentes connaissances en français-anglais, recherche également responsable service abonnements, expérience 5 ans informatique exigée pour assurer développement portefeuille. Tél. : 333-58-24 mardi, jeudi, vendredi après-midi.

Association à but non lucratif rec. jeunes hommes (ou femmes) par voie prof. fait par handicapés. S'adresser : Handicap Magazine, M. R. Vici, 32, rue Jacques-Karrier, 75017 Paris. Tél. : 263-19-07, de 9 h à 14 h.

ORGANISME FORMATION PROFESSIONNELLE

ANIMATEURS (TRICES)

Stages animation française.

Lecture rapide.

Envoyer C.V., photo à

LABEAU, 130, av. V.-Hugo,

75115 PARIS.

IMPORTANT GROUPE

DE MAINTENANCE

ASSISTANT

CONTRÔLEUR DE GESTION

Missions :

- Tableaux de bord de ges-

tion, prix de revient,

contrôle des filiales.

Ce poste convient à un jeune

bénéficiaire de quelques années

d'expérience et offre de larges

perspectives d'évolution. Lieu

de travail : Boulogne-
Bilancourt.

Ecrire avec lettre manuscrite et

impérativement photo et

INDEX et Cie

8 bis rue Escudier, 92100

POUR BOULEVARD.

SOCIÉTÉ GESTION 2000

pour postes, files recherche

INGÉNIEURS

D'AFFAIRES

Expér. techn. et collab. dom.

ENGINEERING, Postes d'avenir.

Ecrire à : SOCIÉTÉ GESTION 2000,

102, rue Lafayette, Paris 10^e.

INFORMATIS

recherche

INGÉNIEURS

Ayant 3 à 7 ans d'expér. du

LOGICIEL, des langues domi-

niées :

TELEPHONIE

RADIO-TELEPHONE

LOGICIEL DE BASE

MONITEUR ET CALCULATEUR

« PROCESS » TEMPS

MITRA, SOLAR, PDP,

GEL 32, 28, 16, 8 bits.

Envoyer C.V. à : SOCIÉTÉ

2012. 60011 Perpignan Cedex.

PROFESSEUR

DE NEERLANDAIS

EXPERIMENTE (E)

avec moyen de transport

Téléph. : 296-14-24.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE

ET TECHNIQUE DU BATIMENT

pour sa section de recherche

de MARNE-LA-VALLÉE

recrute

UN TECHNICIEN

OUT PHYSIQUE, CHIMIE

OU MESURES PHYSIQUES

Intéressé par les problèmes

de traitement d'eau et par

l'analyse physico-chimique en

général.

Possibilité de cours dépla-

gements en France.

Adresser C.V., présentations à :

C. T. 3, à l'attention de

M. MAYDATCHEVSKI, 84,

avenue Jean-Jaures,

CHAMPS-MAINE, 77421

Marne-la-Vallée Cedex 02.

capitales

propositions

commerciales

BUSINESS AVIATION

Croisières suisses, expériences

sont disponibles pour l'étude et

l'exécution de tous projets

(exploitation, transaction).

Ecrire sous le n° PO 351.604 à

Publicités 1002 Lausanne (Suisse).

propositions

diverses

Les emplois à l'étranger

sont nombreux et variés (ap-

préciation, techniques, cadres).

Demandez une documentation

sur la nouvelle

MIGRATIONS (A 14),

B.P. 281.09 PARIS.

gerances

libres

Recherche pour GERANCE LIBRE

jeune femme dynamique.

expérience commerciale

pour gérer et tenir seule

petite boutique bijoux fantaisie

centre Paris.

Ecr. n° 6.494 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt

Saint-Honoré/Vendôme. Imm. Louis-Philippe ravie état 4^e ét. esc., salon, s. à manger, bur., 2 chbres, 2 bain, serv. Pos. garage. Le Vieux. 527-88-69.

2^e arrdt

هكزا من الزهر

Le Monde

économie

AFFAIRES

S'ESTIMANT DÉNIGRÉS

Les petits patrons descendent dans la rue

Les commerçants, les artisans et plus généralement les petits patrons sont invités le jeudi 5 mai à manifester en province et à Paris pour marquer leur « solidarité avec les professions soumise à la vindicte populaire » en raison du contrôle des prix. Les récentes mesures relatives aux cafetiers renforcent cette démarche. Les manifestants entendent aussi dénoncer de leur « inéquité » devant les conséquences attendues du plan de rigueur.

Ce mouvement de protestation concerne plus d'un million d'entreprises (boulangers, poissonniers, cafetiers, maçons...) qui emploient environ six millions de salariés. Il est organisé par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) et diverses organisations d'artisans. A Paris, une

LA RÉGLEMENTATION DES PRIX VA ÊTRE RENFORCÉE DANS LES CAFÉS

La réglementation des prix et des marges va être renforcée dans les cafés et les débits de boissons. Les contrôles ont en effet montré un taux d'infractions extrêmement élevé - surtout à Paris - et des hausses de prix importantes.

L'accord de réglementation conclu en novembre dernier par les professionnels avec l'administration concernait le café, les eaux minérales, quelques bières, sept boissons sans alcool, quelques plats chauds. Cet accord prévoyait une hausse des prix de 4,7 % entre novembre 1982 et la fin de juin 1983. Or les prix des consommations vendues dans les débits de boissons ont déjà augmenté de 7,3 %. Tous ne sont pas, il est vrai, concernés par l'accord de réglementation de novembre. Mais la forte hausse des prix enregistrée semble montrer qu'en plus des infractions relevées les cafetiers poussent à la consommation de produits dont les prix ne sont pas encadrés.

Aussi un arrêté prévoit-il d'étendre l'accord de novembre à la totalité des boissons sans alcool, à la quasi-totalité des vins, aux spiritueux et à de nombreux plats chauds. Les mêmes conditions de prix devront être respectées, soit une hausse maximale de 4,7 % entre novembre 1982 et fin juin 1983.

ÉTRANGER

En R.F.A.

Le chômage revient à 9,2 % de la population active en avril

Le chômage - en données brutes - recule pour le deuxième mois consécutif en R.F.A. En avril, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 132 700 (5,5 %), totalisant 2 253 800 personnes contre 2 386 500 en mars, a annoncé le 4 mai l'Office fédéral du travail. En février, le nombre de chômeurs avait dépassé pour la première fois les 2,5 millions de chômeurs, plus d'un salarié allemand sur dix se trouvant sans emploi.

Selon l'Office, le résultat d'avril correspond à la plus forte diminution du chômage enregistré pour ce mois en données brutes. Toutefois, il souligne que la situation s'est à nouveau détériorée en données corrigées des variations saisonnières. A la fin du mois d'avril, 9,2 % de la population active salariée était sans emploi (en données brutes), au lieu de 9,8 % fin mars. Sur un an, d'avril 1982 à avril 1983, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 32 %.

Le nombre de chômeurs partiels a

● Poursuite des débrayages dans des dépôts d'autobus R.A.T.P. - Les débrayages d'une heure des conducteurs d'autobus, organisés depuis le début de la semaine par la C.G.T., n'ont touché, le 5 mai, qu'un seul dépôt, celui de Malakoff, où ils se sont poursuivis ce jeudi, selon la direction de la R.A.T.P. La C.F.D.T., d'autre part, a déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le jeudi 5 mai dans le dépôt de Charlebourg, à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine), où le trafic est totalement bloqué par des piquets de grève, indique la direction. Ces mouvements ont pour origine les changements d'horaire institués pour la période d'été.

TELEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

Apurement des comptes à P.C.U.K.

(Suite de la première page.)

Mais le remboursement sera également fonction des résultats obtenus par les uns et les autres pour rétablir la situation financière de leurs nouveaux domaines. En 1984, dès que les nouvelles actions P.C.U.K. seront entièrement libérées, autrement dit dès que les 2 milliards de francs restants auront été versés, P.C.U.K. sera dissoute.

Au cœur de la période intermédiaire et afin que cesse l'indécision et le flottement préjudiciables à la bonne marche des firmes, chaque acquéreur prendra en main la gestion des biens qui lui reviennent.

Le volet social de cette restructuration devait être présenté au comité d'entreprise de P.C.U.K. réuni jeudi 5 mai dans la matinée. Il comporte des fermetures d'ateliers et des réductions d'effectifs qui porteront sur la suppression de mille deux cents emplois. Aux ayants droit, il sera proposé, dans le cadre de la convention signée avec le Fonds national pour l'emploi, de partir en préretraite. Pour les autres, des mesures de reclassement sont à l'étude. Le cas du personnel du siège social (mille trois cents personnes également) est traité à part.

Apparemment, chaque société trouve son compte à cette opération, aucune n'ayant à supporter les déficits de cette chimie de P.U.K. frappée, depuis sa naissance à la fin des années 60, par une véritable fatalité (encore 1,5 milliard de francs de pertes en 1982). P.U.K. récupérera même de l'argent puisque le sort des deux autres filiales vendues dans le lot, à savoir Lorilleux-Leffranc (700 millions de francs de chiffre d'affaires), qui doit rejoindre C.d.F.-Chimie, et Pharmaka (844 millions de francs) rachetée par Rhône-Poulenc, est traité à part. Ces deux affaires sont rentables et seront payées à leur prix. Cette autre opération doit également être achevée le 30 septembre prochain.

Si les décisions prises entre les diverses parties et l'administration mettent un point final au problème du financement et définissent avec précision les tâches nouvelles imparties aux quatre groupes chimiques, l'époque du long roman de ce remodelage n'est pas terminée, écrit C.d.F.-Chimie mais à quoi s'en tenir. Tout est prêt pour accueillir la

Les difficultés du bâtiment

- LA C.F.D.T. RÉCLAME UN « GRENELLE DU B.T.P. »
- DES PROFESSIONNELS PROPOSENT VINGT-SIX MESURES

Pour que cesse l'hémorragie de l'emploi dans la profession, la F.N.C.B.-C.F.D.T. (fédération des salariés de la construction et du bois) réclame la tenue d'un « Grenelle du bâtiment et des travaux publics » et organise jusqu'au 6 mai une semaine d'action nationale.

En 1982, 9-11 ont été invoqués au cours d'une conférence de presse le 4 mai, le secteur n'a perdu 65 600 emplois. Il en perdra autant en 1983 si le nombre des constructions de logements reste au niveau actuel (340 000), alors qu'il en faudrait 420 000 pour maintenir les effectifs.

De son côté, l'intersyndicale des organisations intervenant en matière de construction et d'habitat en Ile-de-France vient de rendre publics un livre blanc et un sondage réalisés par l'Ipsox sur l'habitat en région parisienne.

Le Livre blanc, qui recense des « besoins plus aigus que jamais » et enregistre un « bilan totalement négatif » de l'activité de la construction en 1982, souligne qu'aucun des obstacles qui existaient au développement de la construction n'a disparu et que d'autres s'y sont ajoutés : charges nouvelles, loi Quilliot, impôt sur les grandes fortunes, limitation des honoraires des syndics de copropriété, l'intersyndicale formule également vingt-six propositions, qui vont du foncier et de l'urbanisme (comme le relèvement du plafond légal de densité ou l'amélioration de la procédure des plans d'occupation des sols) au financement de la construction (baisses des taux d'intérêt, exonérations fiscales) et à la réforme de la loi Quilliot (loyers libres des appartements devenus vacants, baux de courte durée, droit de révision du montant du dépôt de garantie, etc.).

L'intersyndicale, qui regroupe depuis le début de 1982 douze organisations professionnelles de l'Ile-de-France (architectes, promoteurs, entreprises de bâtiment, agents immobiliers, administrateurs de biens, etc.), avait organisé le 2 février 1982 au Palais des congrès (le Monde du 1^{er} février 1982) une manifestation contre le projet de loi Quilliot. Quatre mille professionnels y avaient assisté.

chimie organique et les matières plastiques de P.C.U.K., qui seront intégrées aux deux nouvelles divisions créées à cet effet, et le groupe deviendra le troisième chimiste de France (18 milliards de francs de chiffre d'affaires). Rhône-Poulenc et la pharmacie de P.C.U.K., perd sans doute sa couronne au détriment d'Elf-Aquitaine. Mais le groupe peut également se mettre au travail.

Il en va bien différemment d'Elf-Aquitaine. Sa chimie actuelle, c'est-à-dire ATO et CHLOE (acétyls racheés autrefois à Rhône-Poulenc) n'est pas encore en mesure de recevoir les chimies du chlorure, des halogènes, du fluor et de l'eau oxygénée de P.C.U.K.

La compagnie pétrolière est toujours associée à Total (50-50 %). Ce dernier groupe accepte de se retirer. Mais si, pour une partie de la somme due (entre 500 millions et

600 millions de francs) il accepte d'être remboursé à tempérament, pour le principal (environ 350 millions de francs), il exige de recevoir en compensation la filiale Rousselot d'ATO.

Elf a accepté d'accroître les investissements à consacrer à sa chimie (de 1,1 milliard à 1,2 milliard de francs au lieu du milliard prévu par an). Mais le « major » refuse obstinément de laisser partir Rousselot. Un accord, estime-t-on en haut lieu, pourrait intervenir dans les prochains jours. Mais en cas d'échec tout serait remis en question. Dans la première hypothèse, l'ERAP entrerait dans le capital de la chimie d'Elf à titre provisoire, le temps pour le groupe pétrolier de trouver enfin le partenaire idéal (étranger peut-être) qu'il recherche avec assiduité pour conduire sa chimie sur les chemins de la réussite.

ANDRÉ DESSOT.

LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DES ENGRAIS

Le transfert des actifs de Rhône-Poulenc à C.d.F.-Chimie est réglé

Le transfert à C.d.F.-Chimie des intérêts détenus par Rhône-Poulenc dans la Générale des engrais (GESA) mais aussi dans l'usine de Grand-Quervilly (ammoniac, engrais azotés et complexes, produits pour l'alimentation animale) est réglé. Un accord a été signé par les deux groupes. Le coût de ce transfert est fixé à 170 millions de francs, l'Etat faisant son affaire de fournir à C.d.F.-Chimie les fonds nécessaires pour acquiescer la facture.

Tout le personnel de Grand-Quervilly, soit mille quatre cents personnes au total, sera rattaché à la GESA. Cette dernière, tout en conservant sa personnalité juridique, est unie à Azote et Produits chimiques (A.P.C.), filiale engrais de C.d.F.-Chimie, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1983. La nouvelle division « engrais » de ce dernier groupe devient le numéro un français de cette industrie avec plus de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires. Elle contrôlera notamment 38 % du marché national des produits azotés, 20 % des produits phosphatés et emploiera six mille personnes. Des réductions d'effectifs, avec fermetures d'ateliers à la clé, seront opérées (entre mille et mille cinq cents personnes seraient touchées) ; C.d.F.-Chimie cherchant à regrouper ses forces sur trois grands pôles : le nord de la France, l'Est et le Sud-ouest. Les détails de cette opération d'assez grande envergure ne sont toutefois pas encore connus. En attendant, ce règlement met un point final à l'intégration de GESA à

C.d.F.-Chimie, intégration déjà réalisée sur le terrain puisque depuis le début de l'année A.P.C. et GESA disposaient d'un état-major commun.

L'affaire est donc terminée. Il n'en va pas de même pour le transfert de la SOPAG (Société de participations Gardinier), autre affaire d'engrais appartenant à Rhône-Poulenc, dont les actifs doivent être repris par la COFAZ (66 % Paribas, 34 % Total). Le rassemblement se heurte à deux difficultés majeures : les coopératives agricoles, actionnaires minoritaires de SOPAG, veulent se retirer et des négociations ont été engagées pour définir les modalités de leur retrait.

Deuxième complication : Paribas ne veut pas conserver sa participation dans COFAZ. Des pourparlers se déroulent donc entre le groupe pétrolier et les responsables de l'établissement financier afin de trouver un terrain d'entente. Le moins que l'on puisse en dire est que ces négociations sont difficiles. COFAZ est déficitaire, SOPAG l'est aussi. Mais les coopératives, comme Paribas, s'efforcent de tirer le meilleur prix de leurs intérêts, que Total aimait bien racheter au moindre coût.

A. D.

LE GROUPE THOMSON A PERDU EN 1982

2,2 MILLIARDS DE FRANCS

Thomson « plonge » : le déficit du groupe nationalisé a atteint 2,2 milliards de francs en 1982. Il était déjà en perte l'an passé pour la première fois de son histoire de 180 millions de francs. Thomson-Brandt affiche une perte de 73 millions de francs, Thomson-C.S.F., sa filiale, annonçait hier un déficit de 2 150 millions de francs.

La direction du groupe ne cache pas que la situation est « grave ». Le temps des vaches grasses est bel et bien terminé, et pour plusieurs raisons, ce qui rendra la restructuration d'autant plus difficile.

La première est la fin des acomptes « à la commande » que versaient les pays du Golfe à chaque contrat d'équipement en particulier pour les armes. Ils assuraient au groupe une extraordinaire trésorerie qui s'est élevée jusqu'à 9 milliards de francs, et qui camouflait la réalité. La seconde est le ralentissement de la croissance.

Le chiffre d'affaires qui avait crû de 19,4 % en 1981, n'a progressé que de 7,5 % en 1982, ce qui reflète des décroissances - étonnantes dans l'électronique ! - dans certains secteurs comme dans les composants ou même dans les armes. Même s'il faut prendre en compte les décalages des facturations, le phénomène est inquiétant car c'est la compétitivité même du groupe qui est en cause.

La troisième raison est la perte occasionnée par trois secteurs : les composants, la communication et le médical, cause du déficit de la filiale C.S.F. Le P.-D.G., M. Alain Gomez, est tenté par le désinvestissement en particulier pour la Compagnie générale de radiologie C.G.R. où l'on parle d'abandon au profit de l'américain Technicare. Ce qui pose un problème pour l'indépendance de la filière électronique française.

Même si l'adoption de nouvelles méthodes comptables ont pu « creuser » le déficit, Thomson n'est plus un groupe riche. Comme Thomson représente 50 % de l'électronique française c'est bien cette industrie qui est devenue pauvre. Aux pouvoirs publics d'en tirer les conséquences. - E. L. B.

● Le prix Jean-Moumet pour 1983 vient d'être attribué à M. René Plevin, ancien président du conseil français. Le prix Jean-Moumet a été institué en 1981 par la Fondation Guethé auprès de l'université de Lausanne.

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo qualité professionnelle
ÉTRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347-21.32

LE GUIDE DE L'ENTREPRENEUR

168 pages pour vous informer en détail

- OU S'INSTALLER. A QUEL PRIX.
- ACHETER, LOUER OU FAIRE CONSTRUIRE.
- IMPÔTS, TAXES ET AIDES.
- ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ D'UN ENTREPRENEUR, ETC.

20 ans d'expérience ont permis à l'équipe de Garonor de réaliser, en toute objectivité, ce guide destiné à tous ceux qui s'occupent d'entrepôts afin de leur permettre de bien choisir leurs futurs entrepôts, sur les sites de leur choix. Bien sûr, le choix Garonor y est également présentée en détail à Aut. noy-sous-Bois, Bordeaux, Cergy, Châlons-sur-Morne, Metz, Norbonne, Rouen... Autant de sites susceptibles de vous convenir tant par les types d'entrepôts qui y sont réalisés que par les services qui les accompagnent...

LA CHAÎNE GARONOR

DES ENTREPÔTS POUR LE COMMERCE, L'INDUSTRIE ET LES TRANSPORTS.

GARONOR-BP780 ☐

93614 Aulnay-sous-Bois Cedex

Tél. : (1) 865.42.84

Je vous envoie un **EXEMPLAIRE GRATUIT** ☐

exemplaires supplémentaires pour lesquels vous trouverez ci-joint un

F établi sur la base de 115 F TTC l'exemplaire

Prénom

Nom

Fonction

Société

Adresse

Tél.

Liste de mariage



Pavillon
Christoffe

12, rue Royale
24, rue de la Paix 95, rue de Passy
93, rue de Seine Centre Parly II

MONNAIES ET CHANGES

LA HAUSSE DE LA DEVISE AMÉRICAINE

De très gros inconvénients et quelques avantages

La grande poussée sur le dollar a-t-elle pris fin ? On en parle beaucoup ces jours-ci sur les marchés internationaux, au vu du redressement du mark qui a commencé en début de semaine. La rumeur, de plus en plus insistante, d'une baisse du taux d'intérêt aux Etats-Unis, couplée avec la hausse du taux d'escompte néerlandais à la fin de la semaine

dernière, exerce maintenant une pression sur le dollar au profit des autres monnaies, de préférence les fortes. C'est ainsi que, en trois jours, le cours de la monnaie américaine à Francfort est revenu de 2,4680 DM à 2,4380 DM et pourrait, selon les spécialistes, retomber prochainement à 2,42 DM.

BAISSE DU TAUX D'ESCOMPTE EN BELGIQUE

Bruxelles (A.F.P.). - La Banque nationale de Belgique a décidé, le 4 mai, de ramener son taux d'escompte de 10 % à 9,5 %. Cette baisse, qui sera effective à partir du jeudi 5 mai, est la troisième depuis le réajustement monétaire européen (le franc belge avait été réajusté de 1,5 %). Le taux d'escompte belge a été abaissé de 14 % à 11 % le 23 mars et de 11 % à 10 % le 13 avril. La nouvelle décision est justifiée par l'abondance de liquidités sur le marché monétaire et la position favorable du franc belge sur le marché des changes.

Le fléchissement du « billet vert » a été répercuté à Paris. Hélas ! un accès de faiblesse du franc, qui s'est traduit par une hausse rapide du mark à Paris (deux centimes en deux jours à 3,02 F, record historique), a empêché le dollar de baisser autant qu'il l'aurait dû, un nouveau record ayant même été établi mercredi 4 mai à 7,40 F, avec tout de même, un début de repli jeudi 5 mai.

Comme le montre le graphique, la montée du dollar à Paris, déjà forte en 1982, s'est poursuivie en 1983, la dévaluation du franc du 21 mars 1983 ayant accéléré le processus, comme elle l'avait fait lors de la dévaluation précédente. En juin 1982.

Un tel phénomène, on le sait, a des conséquences catastrophiques pour la balance commerciale fran-

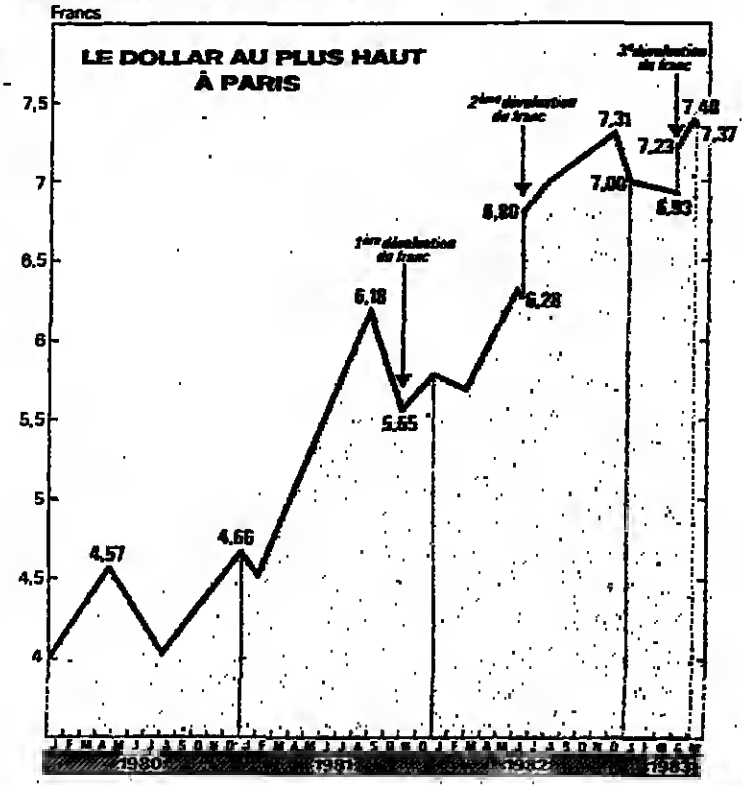
çaise, puisque 35 % de ses importations, soit 265 milliards de francs en 1982 (essentiellement du pétrole et des matières premières), sont payées en dollars, et seulement 14 % de nos exportations (85 milliards de francs). On sait qu'une hausse de 10 centimes du dollar nous coûte un peu plus de 2 milliards de francs par an en déficit commercial supplémentaire. La montée du « billet vert » aux sommets actuels a, en particulier, annulé aux deux tiers la baisse du prix du pétrole récemment intervenue, et renchérit nos importations en provenance des Etats-Unis (60 milliards de francs en 1982, dont 47,4 milliards de francs pour les produits industriels, les biens d'équipement y figurant pour 30,7 milliards de francs).

Il faut tout de même signaler que cette montée fait quelques heureux essentiellement chez les exportateurs en direction des Etats-Unis (39 milliards de francs en 1982).

Les producteurs de cognac, de champagne et de parfums se font les mains : c'est le cas chez

Moët-Hennessy, qui réalise aux Etats-Unis le tiers de son chiffre d'affaires de 5 milliards de francs. Les fabricants de papier et carton à partir de bois français, dont la référence est le prix international de la pâte libellée en dollar, ont pu en 1982 limiter les effets destructeurs de la baisse de ce prix et profiter de la remontée de ce prix depuis le début de l'année.

Dans le secteur des moteurs électriques, le principal producteur français, Leroy-Somer, qui réalise plus de 40 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, a pu prendre, en avril, de fortes commandes aux Etats-Unis (moteur d'ascenseur et à courant continu). Il a été en mesure également d'accroître ses ventes au Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique, où les prix sont libellés en dollars. On pourrait multiplier ce genre d'exemple, mais il faut bien dire que, par ailleurs, la montée du dollar a été et reste désastreuse pour l'économie française. - F. R.



AGRICULTURE

La Commission européenne décide
qu'il n'y aura pas de réduction des M.C.M. français
avant que les prix ne soient fixés

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne n'a pas d'opposition à faire à une dévaluation du franc-vert aboutissant à un démantèlement de 2 % des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) français (sur un total de 5,1 % actuellement appliqué par la France). Mais elle considère que l'opération ne peut être entreprise avant la fixation des nouveaux prix agricoles. Le gouvernement français et les agriculteurs devront donc attendre.

La réaction négative de la Commission à la demande d'un démantèlement immédiat présentée par Paris est conforme aux directives données par les ministres des finances des Dix le 21 mars, lors du réajustement des parités. La raison en est évidente : adapter les monnaies « vertes » aujourd'hui pourrait fausser le débat sur les prix. Toutefois, on se garde bien à Bruxelles de faire preuve d'une rigidité excessive.

Les raisons qui ont poussé M. Rocard à présenter sa demande sont bien comprises. Si, par malchance, les ministres de l'Agriculture ne parvenaient pas, lors de leur prochain rendez-vous le 16 mai, à arrêter la nouvelle grille de prix, il n'est pas du tout exclu que la Commission reconsidère sa position. Commentant cette décision de la Commission, M. Rocard a déclaré à l'Assemblée nationale, mercredi 4 mai, que « la France ne peut, hélas, décider unilatéralement un démantèlement des montants compensatoires. La décision ressort du conseil agricole des dix pays du Marché commun ».

D'autre part, les services bruxellois poursuivent leurs discussions avec les Etats-Unis afin d'essayer de parvenir à un *modus vivendi* sur les exportations agricoles. Dans ce contexte, ils ont pris acte, avec une certaine perplexité, de l'annonce faite par le ministère français de l'Agriculture de la vente à l'Egypte de 40 000 tonnes de poulets sur un marché traditionnel des Américains.

Le contrat français, qui apparemment n'a pas encore été signé, sera examiné à la loupe. Dans l'hypothèse, vraisemblable, où pour vain-

DES OPERATIONS DE « COMMANDOS » DES AGRICULTEURS

Moins que des manifestations de masse, se sont surtout des opérations de « commandos » qui ont mené ces divers endroits, mercredi 4 mai, des agriculteurs en France. Dans l'Aube, quatre cents jeunes paysans ont bloqué la R.N. 77 et une voie ferrée, distribuant du lait aux touristes retenus.

Dans le Haut-Rhin, après avoir intercepté, à la frontière près de Mulhouse, un camion transportant des porcelets en provenance de R.F.A., une trentaine d'agriculteurs ont procédé à un lâcher desdits porcelets devant la préfecture de Colmar.

Devant la préfecture de Metz, ils étaient soixante-dix environ à manifester et c'est une vingtaine d'élèves qui ont bloqué devant les abattoirs de Lille un camion belge apportant des porcs. D'autre part, à l'issue de la présentation officielle du compte de revenu agricole, les organisations paysannes traditionnelles (F.N.S.E.A., C.N.J.A., A.P.C.A. et C.N.M.C.C.A.) insistent sur le fait qu'en dix ans le revenu brut agricole par exploitant a diminué de 8 %, compte tenu de la progression de 9,1 % enregistrée en 1982.

La commission agricole du P.S. souhaite, pour sa part, que le gouvernement assure « aux agriculteurs qui investissent, notamment les jeunes, des prix garantis pendant un certain temps ».

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTEME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire

RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur.

Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS
DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND,
MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

RENDEZ-VOUS AU STAND BURROUGHS
Mercredi, 13 Avril - Mercredi, 20 Avril

**Hannover
Messe '83**

* L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015 - Cergy Pontoise Cedex

LM 553

هكسان الال

SOCIAL

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION SUR L'EMPLOI LE 26 MAI

La « troisième voie » de la C.F.D.T.

A première vue ce qui ressort du conseil national de la C.F.D.T., qui s'est réuni du 28 au 30 avril, c'est sa décision d'organiser pour le 26 mai « une journée nationale d'action centrée sur la réduction du temps de travail pour la création d'emplois ». Contre-foi à la contestation interne? Celle-ci est jugée par M. Maire habituelle, minoritaire et caractérisée par une croissance zéro. Volonté de ne pas être en reste avec F.O. qui appelle à une grève nationale d'une heure le 18 mai? Les dirigeants cédétistes mettent en avant leur volonté de relier cette journée, qui devrait être marquée par des débats, des rassemblements et des arrêts de travail dans les entreprises, avec la manifestation pour l'emploi organisée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) le 4 juin à Stuttgart. C'est aussi un moyen de relancer une « mobilisation syndicale positive » qui laisse à désirer.

Le conseil national de la C.F.D.T., confirmant son désaccord avec la stratégie du plan gouvernemental et de sa condamnation de tout protectionnisme, s'est également efforcé, par une résolution adoptée presque unanimement (95,10 % de voix pour, 3,05 % de voix contre et 26 abstentions), de réaffirmer les orientations de la centrale pour les mois à venir : la réduction du temps de travail pour aboutir aux 35 heures en 1985 (avec une étape de baisse « d'un mois à 2 heures » dans chaque entreprise et administration en 1984); l'action pour l'emploi en Europe; l'insertion professionnelle des jeunes et la création de « fonds de solidarité pour l'emploi par le partage du travail et le développement industriel ».

« Débat collectif »

En s'exprimant devant la presse, le 3 mai, MM. Edmond Maire et Jean Kasper se sont appliqués à préciser leur proposition sur les fonds de solidarité pour l'emploi. Un « débat collectif » va être engagé dans la C.F.D.T. qui va saisir le patronat et les autres organisations syndicales.

Pour le secrétaire général de la C.F.D.T. : « en 1983, nous allons avoir la pire des situations, c'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat sans diminution du temps de travail et sans créations d'emplois ». M. Maire reconnaît qu'il y a en France surconsommation : pour y faire face, la « manière monétariste » à la Reagan ou à la Thatcher lui semble condamnable, tandis que la diminution sélective de la consommation du plan Delors lui paraît génératrice de dangers avec la baisse de l'activité et l'augmentation du chômage. Pour les cédétistes, la troisième voie consiste donc à « prendre acte que l'on ne peut pas consommer plus que l'on produit ». Il s'agit alors de réduire la consommation « mais non le revenu salarial » qu'il faut défendre tout en consacrant une part de ce revenu ainsi gelé à l'investissement. Cette idée est à la base de la proposition des « fonds de solidarité pour

l'emploi » créer d'une manière contractuelle et non étatique.

Le ballon étant lancé, la C.F.D.T. laisse la réflexion s'engager sur les modalités de fonctionnement de ce fonds, aucune formule n'étant exclue. L'utilisation de ce fonds devrait donner lieu à un « contrôle tripartite », mais M. Maire se défend à l'avance de toute cooptation. L'épargne ainsi mise en réserve pour l'investissement devra-t-elle être individuelle ou collective, volontaire ou imposée là où elle aura été instaurée dans l'entreprise sur une base contractuelle? On en discute. Pour M. Kasper la souplesse doit primer. Mais, explique-t-il, là où des entreprises ont négocié une augmentation des salaires de 8 % en 1983, il serait possible, de la garantir intégralement jusqu'à 5 000 francs par exemple. Les salariés gagnant de 5 000 à 8 000 francs pourraient alors, imagine-t-il à haute voix, consacrer 1 % sur les 8 % d'augmentation prévue à ces fonds de solidarité. Une simple piste, parmi d'autres. M. Maire semble séduit par l'accord que le patronat, les syndicats et le gouvernement italiens ont signé en début d'année. Celui-ci prévoit notamment l'institution de fonds de solidarité « pour la création de nouveaux postes de travail avec les sommes d'une partie des augmentations de salaires (0,5 % du salaire global) par des modalités à établir par la négociation collective ». Selon M. Camilli, secrétaire général de la C.I.S.L., qui a rencontré récemment la C.F.D.T., ces fonds touchent déjà 5 millions de travailleurs. Et, précise-t-il, « les salariés qui ne veulent pas participer au fonds doivent le déclarer par écrit ». Une autre piste.

En France on n'en est là. M. Maire qui va s'entretenir avec MM. Delors et Bérégovoy espère les convaincre. Il s'interroge sur plusieurs modalités. Il pourrait s'agir d'accorder sur la réduction de la durée du travail dont le financement serait assuré par ces fonds ou encore d'une « adaptation » au secteur privé des « contrats de plan » prévus dans le secteur public. Il envisage aussi de modifier, sur une base contractuelle toujours, les fonds d'investissement déjà existants dans les entreprises « prospères ». Il se déclare ouvert, aussi, à la proposition de l'UGICT-C.G.T. (lancée en novembre 1982 et reprise depuis par la confédération de M. Krasucki) de « fonds financier d'intervention pour le développement industriel » alimenté par l'épargne volontaire des salariés. Enfin, il reprend à son compte l'idée des cadres de l'U.C.C.-C.F.D.T. selon laquelle la réforme de l'assiette de la cotisation des allocations familiales dégagera sur les salaires « une marge de manœuvre de 3 % environ » pouvant être affectée à l'auto-financement et au partage du travail. Mais qui est prêt à suivre la C.F.D.T. dans cette voie? Le gouvernement hésite. Le patronat s'inquiète déjà.

MICHEL NOBLECOURT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.-U.	7,3638 7,3690	+ 230 + 265	+ 489 + 530	+ 1390 + 1425
S. can.	6,8191 6,8231	+ 157 + 193	+ 346 + 400	+ 1825 + 1890
Yen (100)	3,1294 3,1328	+ 161 + 195	+ 335 + 378	+ 991 + 1034
DM	3,0289 3,0334	+ 189 + 222	+ 392 + 431	+ 1127 + 1172
Florin	2,0814 2,0838	+ 152 + 180	+ 321 + 355	+ 950 + 985
F.R. (100)	15,1341 15,1449	+ 232 + 289	+ 464 + 549	+ 1388 + 1464
P.S.	3,5676 3,5678	+ 230 + 277	+ 496 + 543	+ 1464 + 1527
L. (1 000)	5,0629 5,0663	+ 289 + 345	+ 590 + 636	+ 1270 + 1354
C. franc	11,5962 11,6003	+ 233 + 303	+ 495 + 602	+ 1299 + 1716

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 3/4	8 7/8	8 9/16	8 15/16	8 9/16	8 15/16	8 5/8	9
S.E.-U.	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 1/8	4 3/4	4 1/8	5	5 1/16
DM	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 1/8	4 3/4	4 1/8	5	5 1/16
Florin	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 1/8	4 3/4	4 1/8	5	5 1/16
F.R. (100)	9 1/4	9 3/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/4	10 3/4	11 1/4
P.S.	3 3/8	3 3/4	3 3/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	4 1/4	4 3/4
L. (1 000)	13 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	15 1/4	15 3/4
C. franc	10 1/8	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	11 1/4	11 3/4
F. franc	12 5/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	14 1/4	14 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Performances

Une gamme complète de produits adaptés aux exigences du marché, la rationalisation et l'automatisation de l'outil de production, la recherche et l'avance technologique, caractérisent la présence et le dynamisme du groupe FIAT en France.

FIAT

GRUPE **FIAT** EN FRANCE

UN RESULTAT DE PRES DE 52% POUR UN INVESTISSEMENT... C'EST APPRECIABLE

Rorento, le fonds obligataire du Groupe Robeco, a de nouveau clôturé un exercice extrêmement satisfaisant. L'action Rorento a enregistré une plus-value de 51,7%: 19,4% de revenus nets et 32,3% découlant de la hausse du cours des obligations et de l'appréciation des devises en portefeuille.

Le succès de Rorento ne passe pas inaperçu

Le nombre des investisseurs qui ont découvert que Rorento représente un placement obligataire dynamique, devient de plus en plus important. Au cours de l'exercice écoulé, Rorento a émis plus de 6,4 millions d'actions nouvelles et les actifs nets de la société sont passés d'une valeur de FF 5,7 milliards à FF 11 milliards. Ces actifs sont gérés par une équipe de spécialistes alertes, qui

saisissent les opportunités qui se présentent sur les marchés financiers internationaux, tout en veillant sur la meilleure répartition de leurs placements.

D'autres aspects de Rorento qui méritent de ne pas passer inaperçus

Si vous voulez tout savoir sur Rorento, sur sa politique d'investissement, sur ses perspectives et sur son régime fiscal, n'hésitez pas de demander le rapport sur l'exercice 1982/1983 qu'elle vient de publier: un document digne d'intérêt pour l'investisseur qui préfère se fier aux spécialistes plutôt qu'à la chance.

RORENTO: LE FONDS OBLIGATAIRE DU GROUPE ROBEKO

Il vous suffira de retourner ce bon à: Avirento, Boîte Postale 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas

Nom: _____

(caractères d'imprimerie s.v.p.)

Rue: _____

Code Postal: _____

Ville: _____

83

RORENTO



Prenez Bangkok par la Thai.

La Thai donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal: assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux: THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél.: 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél.: (93) 53.39.82.



Thai

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PUBLICIS S.A.

Le conseil d'administration de Publicis S.A., réuni le 3 mai 1983 sous la présidence de M. Marcel Bleustein-Blanchet, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 4 380 263 000, en accroissement de 18,3 % par rapport à l'année précédente, le bénéfice consolidé après impôt de l'ensemble des filiales et participations françaises et étrangères du Groupe Publicis s'établit à 50 157 000, contre 40 063 000, et la marge brute d'autofinancement consolidée atteint 73 050 000, contre 63 727 000.

La part du groupe s'inscrit dans le bénéfice net consolidé pour 43 741 000 (soit 81,56 par action), contre 36 917 000.

Les branches principales ont concouru comme suit à l'activité du groupe :

- Dans le domaine des agences de publicité, Publicis Conseil et ses filiales ont réalisé ensemble un chiffre d'affaires de 1 295 131 000, en accroissement de 26,54 %, et dégagé un bénéfice consolidé après impôt de 19 250 000 ;
- De leur côté, les agences du réseau International Intermark-Farner ont traité un chiffre d'affaires de 1 823 644 000, en augmentation de 16,79 %, soit 4,8 % de taux de changes constants, et présenté un bénéfice consolidé après impôt de 5 512 000 ;
- Considérées globalement, l'activité des diverses sociétés de médias (presse, affi-

chage, cinéma, radio) a représenté un chiffre d'affaires consolidé de 1 152 915 000, en hausse de 16,25 %, et le bénéfice consolidé après impôt atteint 13 877 000 ;

- Dans le domaine de la distribution, les Drugstores Publicis, en progression de 8,58 %, ont réalisé un chiffre d'affaires de 1 161 515 000 et un bénéfice après impôt de 4 206 000 ;

- Pour ce qui concerne la société mère du Groupe Publicis S.A., les revenus de l'exercice 1982 se sont élevés à 25 845 628, contre 23 252 830, et le bénéfice net s'est établi à 21 462 967, comportant un montant de plus-values nettes après impôt de 1 484 823,69, contre 19 325 480 l'année précédente.

En application des dispositions de la loi du 30 juillet 1982 portant limitation des répartitions de bénéfices au cours des années 1982 et 1983, il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 29 juin 1983, la mise en distribution du montant maximum autorisé, soit un dividende arrondi de 20,40 par action contre 20 pour l'exercice précédent, ce qui représente avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal de 10,20) un revenu global de 30,60 par action (contre 30).

Le conseil d'administration a, d'autre part, décidé de soumettre à l'Assemblée générale la nomination de M. Nicolas Seydoux comme nouvel administrateur de la société.

MATRA

Le Conseil d'Administration, réuni le 26 avril 1983 sous la présidence de M. Jean-Luc LARGARDÈRE, a arrêté les comptes de la Société-Mère relatifs à l'exercice 1982.

Du compte d'exploitation générale, on retiendra que :

- le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice écoulé s'est élevé à 5,6 milliards de francs contre 4,5 en 1981, soit une progression de 24 % ;
- le résultat d'exploitation correspondant s'établit, après dotation de 97 MF aux comptes d'amortissements et de 193 MF aux comptes de provisions pour dépréciation de créances, à 815 MF contre 418 MF l'année précédente (soit 13,3 % du chiffre d'affaires contre 8,3 %).

Le résultat net issu de ce résultat d'exploitation est de 153,9 MF contre 157,3 MF pour 1981, après prise en compte, en rubriques de pertes et profits, notamment :

- d'une dotation nette aux comptes de provisions pour dépréciation pour 229 MF
- d'une dotation au compte de provision pour pertes et charges pour 30 MF
- de la participation des salariés aux fruits de l'expansion pour 53,7 MF
- d'un impôt sur les sociétés de 379 MF

On notera que le portefeuille de commandes au 31-12-1982 s'élevait à 13,6 milliards de francs contre 12,3 un an auparavant.

Le Conseil a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée pour le 23 juin, la distribution d'un dividende net égal au précédent soit 57 F par action assorti d'un avoir fiscal de 28,50 F.

Il est par ailleurs confirmé que le résultat net consolidé (part du Groupe) qui n'a pas encore donné lieu à arrêté définitif, est positif d'environ 20 MF pour l'exercice considéré.

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Agriculture et de la Révolution agraire

OFFICE NATIONAL DU MATÉRIEL AGRICOLE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'Office national du Matériel agricole « O.N.A.M.A. » lance un Avis d'appel d'offres national et international en vue de la fourniture de machines outils :

LOT 1 :

- 7 TOURS
- 3 AFFUTEUSES
- 6 SCIES MÉCANIQUES

LOT 2 :

- 6 TRONÇONNEUSES
- 7 POSTES DE SOUDURE
- 6 TOURETS À MEULER ET AFFUTER
- 6 ÉBARBEUSES
- 8 NÉCESSAIRES DE SOUDURE AUTOGÈNE
- 10 PERCEUSES ÉLECTRIQUES

LOT 3 :

- 18 GRUES HYDRAULIQUES D'ATELIERS
- 6 PALANS AVEC POTANCE 500 à 1000 KG
- 24 GERBEURS À FOURCHES
- 60 CHARIOTS À PLATEAUX
- 57 TRANSPALETTE HYDRAULIQUES
- 28 APPAREILS DE NETTOYAGE
- 3 COMPRESSEURS

LOT 4 :

- 3 TRONÇONNEUSES DÉMUNÉES DE FLEXIBLES
- 3 SERTISSEUSES DE FLEXIBLES
- 3 BANCS D'ESSAIS DE FLEXIBLES

Les fournisseurs intéressés peuvent s'adresser ou écrire pour prendre communication du cahier des charges à :

BUREAU DES MARCHÉS - DIVISION DES ACHATS

O.N.A.M.A. - 16, rue Arab Si Ahmed, Birkhadem ALGER

contre la somme de 200 DA (deux cents dinars). Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires et documentation doivent parvenir sous double enveloppe et anonyme portant la mention : « SOUMISSION À NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N° 85/83 - MACHINES OUTILS », dans un délai de 40 (quarante) jours à compter de la date de parution dans la presse.

N.B. : Il est à souligner que seules les offres émanant des fabricants spécifiques seront prises en considération.

FOUGEROLLE

Le Conseil d'Administration de FOUGEROLLE, dans sa séance du 21 avril, a arrêté le bilan et les comptes de FOUGEROLLE, qui seront présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 23 juin prochain. Il a également pris connaissance des comptes consolidés provisoires du Groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé en 1982 à 8,6 milliards de F TTC contre 6,2 milliards en 1981, soit une augmentation de 38 % environ. Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a connu, comme les années précédentes une importante progression, ayant atteint 4,6 milliards de F contre 2,7 milliards en 1981 (+70 %).

Le bénéfice consolidé du Groupe s'élève à 18,2 millions de F environ après 27 millions de provisions pour impôts et 20 millions de dotations au compte de provision pour risques généraux à l'étranger. En 1981, le bénéfice consolidé avait atteint 32,1 millions de F, après 25,9 millions d'impôts mais après reprise de 10 millions sur les provisions pour risques.

La M.B.A. du Groupe (hors provisions) devrait atteindre 355 millions de F contre 352 en 1981.

Le bénéfice net de FOUGEROLLE a été fixé à 19 722 000 F (15,4 millions en 1981), après provision pour impôt de 10 371 000 F. Le chiffre d'affaires propre de la Société s'est élevé à 5 076 millions de F TTC contre 3 076 millions en 1981.

Il sera proposé à l'Assemblée de fixer à 10 F net par action le dividende affecté à l'exercice 1982, contre 13,50 F pour l'exercice précédent.

SOFIREM

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Conseil d'Administration de la Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières - SOFIREM, filiale à part du Groupe Charbonnages de France, a convoqué, le 27 avril 1983, la réalisation de l'augmentation de son capital de 96 millions de francs à 120 millions de francs qu'il avait décidée dans sa séance précédente.

Cette augmentation de 24 millions de francs constitue une première étape dans l'apport de 38 millions de francs sur lequel se sont engagés les actionnaires de la SOFIREM (Charbonnages de France et Houillères de Bassin), le complément de 14 millions de francs devant être apprécié ultérieurement.

FRANCE BAIL

FRANCE BAIL, société de crédit-bail mobilier du groupe SOVAC, a tenu son assemblée générale le 28 avril 1983.

Le montant des achats hors taxes a progressé de 491 243 724 F à 518 939 648 F et l'encours brut des immobilisations est passé de 1 701 440 342 F à 1 835 226 210 F.

Le chiffre d'affaires (loyers encaissés hors taxes) a atteint 539 917 044 F contre 496 456 287 F l'an dernier.

Après amortissements et provisions, le bénéfice net comptable s'est établi à 1 000 239 44 F que l'assemblée générale a décidé de reporter à nouveau sur l'exercice suivant.

La réserve financière latente, telle qu'elle ressort du bilan financier, s'élève, après provision pour risque financier existant avant impôt et charges, à 149 198 555 F contre 100 754 880 F en 1981.

Dans la même séance, l'Assemblée générale a nommé en qualité d'administrateurs MM. Daniel N. Swiebert et Bruno Bonnet de Pailletiers.

Lors de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue à l'issue de cette assemblée, M. Robert Morice, président ayant atteint la limite d'âge fixée par les statuts, a présenté sa démission.

Sur proposition du conseil d'administration, M. Gérard Anzard a été nommé président-directeur général de FRANCE-BAIL et M. Robert Morice président d'honneur.

BANQUE SOFINCO

Le conseil d'administration, réuni le 28 avril 1983, sous la présidence de M^{me} Christiane DORÉ, a arrêté les comptes qui seront soumis, le 30 mai, à l'Assemblée Générale.

Le bénéfice net s'élève à 35,8 millions de francs contre 30,1 millions de francs en 1981.

LAFFITTE-BAIL

Les comptes au 31 mars 1983 se traduisent par un résultat bénéficiaire de 3,3 millions de francs, en accroissement de 13,5 % sur celui dégagé à même époque en 1982.

L'activité des premiers mois de l'année en cours est soutenue avec 40 millions de francs d'opérations nouvelles engagées en crédit-bail immobilier.

créateurs d'entreprises

EN PERIODE DE CRISE ECONOMIQUE

VOUS DEVEZ ÊTRE COMPÉTITIF et réduire vos frais généraux. G.E.I.C.A. (Groupeement d'Encouragement de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat) vous offre, moyennant un versement modique (150 à 250 F HT, par semaine) votre SÉCRÉTARIAT, la RÉCEPTION et la RÉPONSE de vos courriers et de vos messages téléphoniques (en sus possibilités de services supplémentaires : constitution de sociétés, télé, etc.).

DEMARREZ SANS CAPITAUX ou CONSACREZ-LES à un INVESTISSEMENT EXCLUSIVEMENT PRODUCTIF

G.E.I.C.A. Documentation gratuite 58 bis, rue du Louvre, PARIS (2^e)

296 - 41-12 + (Tél. GEICA 212.859 F)

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

« E.N.A.F.O.R. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.13

« E.N.A.F.O.R. » lance un Avis d'appel d'offres international pour la fourniture du matériel de forage pétrolier suivant :

- BOB TYPE ANNULAIRE (ANNULAR BLOWOUT PREVENTOR) ... 135/8" - 10000 P.S.I.
- BOB DOUBLE À MACHOIRES (RAM BLOWOUT PREVENTOR) ... 135/8" - 10000 P.S.I.
- MANIFOLD ET VANNES (MANIFOLD AND CHECK VALVES) ... 135/8" - 10000 P.S.I.

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à E.N.A.F.O.R. : DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS 1, place Bir-Hakem - EL-BIAR (ALGER) à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en six (06) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 83.13 »

Confidentiel - A ne pas ouvrir -

M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS, devront parvenir au plus tard le 11 juin 1983 délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

CREDIT FONCIER DE FRANCE

AUGMENTATION DE CAPITAL

Dans sa séance du 4 mai 1983, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1980, le Conseil d'Administration du Crédit Foncier de France a retenu le principe d'une augmentation de capital qui aurait pour effet, au cours des prochains mois, de porter le fonds social :

- tout d'abord, de 304 143 800 F à 405 525 000 F, par émission de 1 013 812 actions nouvelles dont la souscription en numéraire serait réservée aux titulaires des actions actuelles à raison d'une action nouvelle pour trois actions anciennes,

- puis de 405 525 000 F à 486 630 000 F, par incorporation de réserves et émissions de 81 050 actions nouvelles qui seraient attribuées gratuitement aux actions alors existantes sur la base d'une pour cinq,

- enfin, de 486 630 000 F à 973 260 000 F, par incorporation de réserves permettant de porter la valeur nominale des 4 866 300 actions alors existantes de 100 F à 200 F.

Les actions nouvelles souscrites en numéraire et celles attribuées gratuitement porteraient jouissance du 1^{er} janvier 1983.

COCKTAIL PLUS-VALUES

3 mesures de flair, 2 doses de sang-froid, avec des actions d'avenir françaises et étrangères

Il existe toujours des occasions de plus-values, même si tout semble aller mal. Il faut savoir prendre les bons risques et agir au bon moment. Mais pour réussir vos plus-values, il faut doser, comme les cocktails : opérations à court terme, placements d'avenir...

Savoir doser, c'est le talent des Agents de Change. Demandez leur de mettre au point votre cocktail plus-values, un des placements qu'ils sauront vous conseiller selon vos objectifs et votre situation. Rencontrez les. Avec eux vous ferez des placements intelligents.



BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE. 4, place de la Bourse, Paris 2^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.66.97 / Nantes (40) 48.41.96.

LES AGENTS DE CHANGE Ils dosent vos placements avec talent.

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

« E.N.A.F.O.R. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.12

« E.N.A.F.O.R. » lance un Avis d'appel d'offres international pour la fourniture du matériel suivant :

- Lot de motopompes de 40 à 75 CV et divers accessoires de sécurité ;

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à E.N.A.F.O.R. : DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS 1, place Bir-Hakem - EL-BIAR (ALGER) à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en six (06) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 83.12 »

Confidentiel - A ne pas ouvrir -

M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS, devront parvenir au plus tard le 11 juin 1983 délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

مکان العمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 mai
Hausse des pétroles

L'événement mercredi à la Bourse de Paris a été la hausse des pétroles. La C.F.P. a monté de 2,5 %, Esso de 4,4 %, C.F.R. de 3,9 %, Elf-Aquitaine de 2,8 % et B.P. de 3,9 %.

Ce retour attendu des « majors » sur le devant de la scène a revigoré le marché, assez indolore sur la cotation à adopter. D'assez nombreuses valeurs se sont rajustées, notamment celles indexées sur le dollar (Club Méditerranée en tête), et même Peugeot, de sorte qu'à la clôture, l'indice a enregistré une avance de 1,3 % environ.

Ce n'est quand même pas Wall Street, dont le maintien au-dessus de la barre des 1 200 paraît fragile, qui a favorisé cette reprise ? demandait un vieil habitué du Palais à son professionnel.

Les spécialistes se refusent à donner un avis, se réfugiant derrière l'éternel argument : « Les liquidités sont abondantes ».

Force est de constater néanmoins que l'intérêt s'est ravivé et qu'une fois de plus les investisseurs non résidents n'ont pas été étrangers à ce phénomène. Après la dévaluation, j'aurais-ils cette fois le sort du franc du S.M.E. et son fléchissement ? Quelques-uns l'affirment en aparté, se référant aux attaques dont notre monnaie est de nouveau l'objet.

La devise-titre s'est maintenue à un palier élevé, s'échangeant dans une fourchette très réduite vers le haut : 9,26 F - 9,30 F contre 9,23 F - 9,26 F.

La reprise de l'or s'est poursuivie lentement à Londres : 434,50 dollars l'once contre 433,50 dollars à Paris, le lingot a gagné 950 F à 103 950 F, le napoléon 3 a gagné 680 F à 7 680 F.

Fait curieux à rapprocher des difficultés auxquelles le franc est confronté : le volume des transactions sur le marché de l'or a plus que triplé : 29,60 millions de F contre 8,45 millions de francs.

NEW-YORK

La reprise se poursuit

Encouragé par des rumeurs de baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et par une atténuation de la tension sur ces taux, la Bourse de New-York a poursuivi, mercredi 4 mai, la reprise amorcée, mardi 3 mai, après sa lourde chute du lundi 2 mai. Des ventes bénéficiaires ont ramené à 4,64 points la hausse de l'indice Dow Jones, qui avait dépassé 11 points en cours de séance.

Les valeurs de transport ferroviaire ont joué le rôle de « locomotives », très recherchées sur la recommandation d'un analyste de la firme Goldman and Sachs. Parmi les titres les plus favorisés figurent Union, Pacific, Burlington Northern et Santa Fe Industries.

Ailleurs, on a noté un repli de Eastman Kodak à l'annonce de résultats décevants pour le premier trimestre 1983.

Les valeurs pétrolières, très en vogue ces derniers jours, ont été irrégulières. Exxon en hausse et Schlumberger en baisse après son avance de la veille. Forte progression d'American Motors, filiale de Renault.

Le volume des échanges a sensiblement augmenté, avec 102 millions de titres contre 89,5 millions.

VALEURS	Cours de 3 mai	Cours de 4 mai
Alcoa	17 1/2	17 1/2
A.T.T.	17 1/2	17 1/2
Boeing	17 1/2	17 1/2
Chrysler	17 1/2	17 1/2
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2
Exxon	17 1/2	17 1/2
General Motors	17 1/2	17 1/2
IBM	17 1/2	17 1/2
Intel	17 1/2	17 1/2
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2
McDonald's	17 1/2	17 1/2
Merck	17 1/2	17 1/2
Microsoft	17 1/2	17 1/2
Motorola	17 1/2	17 1/2
Oracle	17 1/2	17 1/2
Rockwell	17 1/2	17 1/2
Schlumberger	17 1/2	17 1/2
Spacelabs	17 1/2	17 1/2
Union Pacific	17 1/2	17 1/2
Verilog	17 1/2	17 1/2
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE. Le capital va être augmenté de 3 F. d'abord sous forme d'actions nouvelles pour trois anciennes, ensuite par une attribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes, le jour de la jouissance du 1^{er} janvier 1983, enfin, par incorporation de réserves permettant de porter la valeur nominale des actions de 100 F à 200 F.

MATRA. Pour la société mère, le chiffre d'affaires a progressé de 24 % à 5,6 milliards de francs en 1982, et le résultat d'exploitation est passé de 418 millions de francs à 815 millions de francs, après 97 millions de francs d'investissements et 193 millions de francs de provisions pour dépréciation de créances. Après 375 millions de francs d'impôts sur les sociétés et, notamment, 229 millions de francs de provisions pour dépréciation de titres de participation, le résultat net est de 153,9 millions de francs contre 157,3 millions de francs en 1981. Le portefeuille de commandes s'élevait à 13,6 milliards de francs au 31 décembre 1982 contre 12,3 milliards de francs un an auparavant. Le dividende net de l'exercice 1982 reste inchangé à 57 F. Le résultat net consolidé est positif d'environ 20 millions de francs pour l'exercice considéré.

ELF-ANTARGAZ. Le bénéfice net revient de 10 millions de francs en 1981 à 37 millions de francs en 1982, et le dividende net est maintenu à 9,50 F.

INDICES QUOTIDIENS			
(base 100 = 31 déc. 1982)			
Indice C.F.P.	123,2	123,2	3 mai
Indice C.F.R.	133,9	133,6	3 mai
COURS DES AGENTS DE CHANGE			
(base 100 = 31 déc. 1982)			
Indice général	123,6	123,6	4 mai
Indice des valeurs	123,6	123,6	4 mai
Indice des actions	123,6	123,6	4 mai
Indice des obligations	123,6	123,6	4 mai
Indice des valeurs étrangères	123,6	123,6	4 mai
Indice des valeurs étrangères	123,6	123,6	4 mai

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE			
Euros prêts de 5 ans			
12 5/8 %	12 5/8 %	12 5/8 %	12 5/8 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO			
1 dollar (en yen)	236,00	236,00	236,00

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
Alcoa	17 1/2	17 1/2	
A.T.T.	17 1/2	17 1/2	
Boeing	17 1/2	17 1/2	
Chrysler	17 1/2	17 1/2	
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2	
Exxon	17 1/2	17 1/2	
General Motors	17 1/2	17 1/2	
IBM	17 1/2	17 1/2	
Intel	17 1/2	17 1/2	
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2	
McDonald's	17 1/2	17 1/2	
Merck	17 1/2	17 1/2	
Microsoft	17 1/2	17 1/2	
Motorola	17 1/2	17 1/2	
Oracle	17 1/2	17 1/2	
Rockwell	17 1/2	17 1/2	
Schlumberger	17 1/2	17 1/2	
Spacelabs	17 1/2	17 1/2	
Union Pacific	17 1/2	17 1/2	
Verilog	17 1/2	17 1/2	
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2	

4 MAI

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
Alcoa	17 1/2	17 1/2	
A.T.T.	17 1/2	17 1/2	
Boeing	17 1/2	17 1/2	
Chrysler	17 1/2	17 1/2	
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2	
Exxon	17 1/2	17 1/2	
General Motors	17 1/2	17 1/2	
IBM	17 1/2	17 1/2	
Intel	17 1/2	17 1/2	
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2	
McDonald's	17 1/2	17 1/2	
Merck	17 1/2	17 1/2	
Microsoft	17 1/2	17 1/2	
Motorola	17 1/2	17 1/2	
Oracle	17 1/2	17 1/2	
Rockwell	17 1/2	17 1/2	
Schlumberger	17 1/2	17 1/2	
Spacelabs	17 1/2	17 1/2	
Union Pacific	17 1/2	17 1/2	
Verilog	17 1/2	17 1/2	
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2	

Marché à terme

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
Alcoa	17 1/2	17 1/2	
A.T.T.	17 1/2	17 1/2	
Boeing	17 1/2	17 1/2	
Chrysler	17 1/2	17 1/2	
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2	
Exxon	17 1/2	17 1/2	
General Motors	17 1/2	17 1/2	
IBM	17 1/2	17 1/2	
Intel	17 1/2	17 1/2	
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2	
McDonald's	17 1/2	17 1/2	
Merck	17 1/2	17 1/2	
Microsoft	17 1/2	17 1/2	
Motorola	17 1/2	17 1/2	
Oracle	17 1/2	17 1/2	
Rockwell	17 1/2	17 1/2	
Schlumberger	17 1/2	17 1/2	
Spacelabs	17 1/2	17 1/2	
Union Pacific	17 1/2	17 1/2	
Verilog	17 1/2	17 1/2	
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2	

Marché à terme

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
Alcoa	17 1/2	17 1/2	
A.T.T.	17 1/2	17 1/2	
Boeing	17 1/2	17 1/2	
Chrysler	17 1/2	17 1/2	
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2	
Exxon	17 1/2	17 1/2	
General Motors	17 1/2	17 1/2	
IBM	17 1/2	17 1/2	
Intel	17 1/2	17 1/2	
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2	
McDonald's	17 1/2	17 1/2	
Merck	17 1/2	17 1/2	
Microsoft	17 1/2	17 1/2	
Motorola	17 1/2	17 1/2	
Oracle	17 1/2	17 1/2	
Rockwell	17 1/2	17 1/2	
Schlumberger	17 1/2	17 1/2	
Spacelabs	17 1/2	17 1/2	
Union Pacific	17 1/2	17 1/2	
Verilog	17 1/2	17 1/2	
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2	

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précédent	Différence
Alcoa	17 1/2	17 1/2	
A.T.T.	17 1/2	17 1/2	
Boeing	17 1/2	17 1/2	
Chrysler	17 1/2	17 1/2	
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2	
Exxon	17 1/2	17 1/2	
General Motors	17 1/2	17 1/2	
IBM	17 1/2	17 1/2	
Intel	17 1/2	17 1/2	
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2	
McDonald's	17 1/2	17 1/2	
Merck	17 1/2	17 1/2	
Microsoft	17 1/2	17 1/2	
Motorola	17 1/2	17 1/2	
Oracle	17 1/2	17 1/2	
Rockwell	17 1/2	17 1/2	
Schlumberger	17 1/2	17 1/2	
Spacelabs	17 1/2	17 1/2	
Union Pacific	17 1/2	17 1/2	
Verilog	17 1/2	17 1/2	
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2	

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précédent	Différence
Alcoa	17 1/2	17 1/2	
A.T.T.	17 1/2	17 1/2	
Boeing	17 1/2	17 1/2	
Chrysler	17 1/2	17 1/2	
Eastman Kodak	17 1/2	17 1/2	
Exxon	17 1/2	17 1/2	
General Motors	17 1/2	17 1/2	
IBM	17 1/2	17 1/2	
Intel	17 1/2	17 1/2	
Johnson & Johnson	17 1/2	17 1/2	
McDonald's	17 1/2	17 1/2	
Merck	17 1/2	17 1/2	
Microsoft	17 1/2	17 1/2	
Motorola	17 1/2	17 1/2	
Oracle	17 1/2	17 1/2	
Rockwell	17 1/2	17 1/2	
Schlumberger	17 1/2	17 1/2	
Spacelabs	17 1/2	17 1/2	
Union Pacific	17 1/2	17 1/2	
Verilog	17 1/2	17 1/2	
Xerox Corp.	17 1/2	17 1/2	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. STRATÉGIE DE CRISE : « Qu'est-ce que la guerre économique ? » par Gilbert Comte ; « Ne pas se tromper de locomotive », par Pierre Drouin ; « Il n'y a pas d'état libre-échangiste », par Michel Henochsberg et François Rachline ; « Une curieuse idée de l'Europe », par Jean-Christophe Deval.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
- La situation en Amérique centrale.
3. AFRIQUE
3 à 5. EUROPE
- ESPAGNE : les socialistes ne renouvellent pas le pacte avec les communistes pour les municipales.
6-7. DIPLOMATIE
- La visite de M. Mitterrand en Chine.
8. PROCHE-ORIENT
8. ASIE
- CAMBODGE.

POLITIQUE

9. Election législative partielle dans le Finistère.
10. Un forum du club de l'Horloge.
11. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

12. ÉDUCATION : la contestation du projet de réforme de l'enseignement supérieur.
13. JUSTICE : M. Badinter au secours des victimes.
23. POLICE.

CULTURE

14. ARTS : la première biennale de Tours.
- LU : Vera Semprina, de Jean-Paul Dolié.
15. MUSIQUE : la Norma à Valence.
23. COMMUNICATION.

LE MONDE DES LIVRES

17. LE FEUILLETON DE BERTRAND PORRET-DELPECH : L'imagination à ciel ouvert ; Une promenade avec Noël Dewaux ; L'effort Hitler.
20. AUTOBIOGRAPHIE : les souvenirs et les secrets de Tahar Ben Jelloun.
21. ESSAIS : Freud, Jung et l'occultisme.
22. ÉDITION : la Foire du livre de Jérusalem.

ÉCONOMIE

27. AFFAIRES.
- MONNAIES : la hausse du dollar.
- AGRICULTURE.
29. SOCIAL : la troisième voie de la C.F.D.T.

RADIO-TÉLÉVISION (23)

- INFORMATIONS
« SERVICES » (24) :
Les services ouverts ou fermés le 8 mai ; « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (25-26) ; Carnet (26) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (31).

UN INGÉNIEUR FRANÇAIS ÉCROUÉ POUR ESPIONNAGE

Un ingénieur-inventeur français âgé de cinquante-sept ans, M. Juge, dont le prénom n'a pas été révélé, a été récemment inculpé d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère et écroué à la prison de Versailles après avoir été pris en flagrant délit, à Bois-d'Arcy (Yvelines), d'un contact avec un fonctionnaire de la mission commerciale soviétique à Paris.

C'est, depuis le mois de mars, le deuxième français à avoir été arrêté pour espionnage par la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) qui avait, précédemment, fait inculper pour le même motif un jeune archiviste, M. Patrick Guerrier, d'une société industrielle de Seine-et-Marne (le Monde daté 3-4 avril).

Il semble, d'autre part, que trois autres Français, qui avaient été directement approchés par des Soviétiques, ont été, dans le même temps, mis en garde pour leur imprudence et leur habilitation, pour l'accès à des informations classifiées, retirée ou limitée. Ces faits ne sont toutefois pas à l'origine de la décision, le 5 avril dernier, de l'expulsion de quarante-sept ressortissants soviétiques de France. Mais des documents photographiques et filmés les concernant auraient bien figuré dans l'ensemble du dossier, sur l'espionnage soviétique à des fins industrielles et militaires, remis par la D.S.T. au gouvernement pour étayer ses accusations contre les diplomates soviétiques.

A B C D E F H

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

« Je n'accepterai pas de dérive », déclare M. Pierre Mauroy

Dans une interview diffusée jeudi 5 mai, en fin de matinée, par l'A.F.P., M. Pierre Mauroy déclare notamment, à propos de la politique économique du gouvernement : « Je suis déterminé et j'ai la conviction de la réussite [...] Je vois bien les difficultés qui sont les nôtres. Il est évident que si le dollar montait moins, serait plus facile. Mais je n'accepterai pas de dérive. Même dans la tempête, il faut garder le cap. » A titre d'exemple, le premier ministre indique qu'une hausse des prix de 9 % au lieu des 8 % prévus ne serait pas acceptable.

M. Mauroy ajoute à propos des principaux objectifs du gouvernement : « Sur les prix, je confirme la détermination du gouvernement de gagner la bataille des 8 % - avec un premier semestre pour lequel nous prévoyons une hausse de l'ordre de 5 % et un second semestre, de l'ordre de 3 %.

« Sur le commerce extérieur, je confirme que l'objectif du gouvernement est de limiter le déficit de la balance commerciale à 45 milliards sur les douze mois qui suivent l'annonce du plan de redressement.

« Sur l'emploi, les mesures prises le 25 mars peuvent contrarier notre politique de stabilisation du chômage sur la crête des deux millions, mais nous renforçons notre politique spécifique de l'emploi en amplifiant le dispositif d'insertion professionnelle des jeunes. Nous ne renoncerons pas à nos objectifs de lutte contre le chômage.

« Sur le franc, je n'ai pas à commenter l'accès de fièvre des deux derniers jours qui résulte de variations désordonnées des cours du dollar et du relèvement de taux d'intérêt intervenus chez certains de nos voisins. Le fait dominant, c'est que depuis le réajustement monétaire, le franc s'est maintenu pendant plus d'un mois à son cours-pivot dans le S.M.E. (2,985) tandis que le mark restait à son cours-pivot et faisait l'objet d'interventions pour défendre sa parité. Pendant cette période, les rentrées de devises au bénéfice de la France ont été très substantielles, deux à trois fois supérieures à ce qu'elles ont été à la suite du réajustement de juin 1982.

LE PROCÈS DES ENTENTES PÉTROLIÈRES

Le ministère public demande la « continuation normale des débats »

De notre envoyé spécial

Marseille. - On saura seulement lundi 9 mai si le procès des trente-sept prévenus du monde pétrolier qui ont à répondre d'entente illicite, de coalition et d'entraves à la liberté de concurrence se poursuivra ou non devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille. Le président Caries et ses assesseurs se sont accordés cinq jours de réflexion pour répondre aux conclusions de la défense qui soutient que l'affaire ne peut être examinée par la justice, ayant été réglée définitivement, à son avis, par l'enquête administrative menée à l'origine par la commission technique des ententes (le Monde du 5 mai). Cette thèse a été émise et combattue aussi bien par les avocats des parties civiles que par M. André Viangali, représentant du ministère public, pour qui l'incident doit être, comme on dit au prétoire, « joit au fond ».

C'est-à-dire réglé seulement une fois qu'aura eu lieu le débat sur les faits, que les inculpés auront répondu à l'interrogatoire et fait entendre leurs témoins.

Seule cette « jonction au fond » peut permettre une continuation normale de l'audience. Si le tribunal décidait, lundi, de rendre un jugement séparé et motivé, soit pour dire qu'il rejette les conclusions de la défense, soit pour, au contraire, y faire droit, cette décision serait susceptible d'un appel que, dans le premier cas, les inculpés et, dans le second, le ministère public ne manqueraient pas d'interjeter. Autant dire dès lors qu'aux douze années écoulées depuis que l'affaire a été révélée s'en ajouteraient encore deux ou trois, la Cour de cassation ayant, elle aussi, à dire son mot avant que puisse s'ouvrir le procès judiciaire. C'est là une éventualité que l'on imagine mal, même si, de toute évidence, le cas des dirigeants des sociétés pétrolières en cause ne paraît plus guère passionner l'opinion, du moins si l'on en juge par le peu de public qui a attiré l'audience marseillaise.

« M. Patrick Deschamps, l'auteur de l'accident qui a causé à Strasbourg la mort de Szymon Goldmann, père du grand rabbin de Paris (le Monde du 5 mai), a été inculpé mercredi 4 mai d'homicide involontaire, de délit de fuite, de conduite en état d'ivresse et de port d'arme prohibée. Il a été écroué.

Le numéro du « Monde » daté 5 mai 1983 a été tiré à 505 894 exemplaires

Da côté des parties civiles qui avaient à répondre, mercredi 4 mai, aux arguments développés la veille notamment par le bâtonnier Bernard du Granrut, de M^e Pélis, avocat de M. Baudourian, le distributeur qui fit éclater l'affaire, à M^e Joël Nordman et Bernard Grelon, avocats de plusieurs municipalités tontes communistes à l'époque, qui estiment avoir été lésés par les ententes reprochées, on a fait valoir principalement ceci : comment peut-on soutenir que l'accord amiable consenti en 1973 aux pétroliers en cause par le ministre de l'économie et des finances puisse être assimilé à une sanction ?

« Ne plus recommencer »

Car il ne faut pas oublier, ont dit ces substantielles parties civiles, que cet accord est intervenu après que la commission technique des ententes avait bel et bien constaté l'existence de pratiques illicites auxquelles il avait été demandé de mettre un terme. M. Nordman avait ajouté : « Les pétroliers voudraient-ils s'arroger le privilège de négocier seulement avec un ministre la solution de ce qui était bel et bien un délit dont l'autorité judiciaire pouvait, à bon droit, se saisir. » M^e Max Notari, avocat de la Ville de Marseille, elle aussi partie civile, avait noté, non sans humour : « Les arrangements administratifs n'ont jamais été faits pour encourager les délits. Les prévenus d'aujourd'hui, quoi qu'ils en disent, n'ont jamais été jugés ni condamnés. On leur a simplement dit de ne plus recommencer. Bien des inculpés voudraient pouvoir s'en tirer à si bon compte. »

Quant à M. André Viangali, représentant du ministère public, il observe que la situation serait « bien singulière » si le tribunal ne joignait pas l'incident au fond car, disait-il, « on ne saurait concevoir une décision de sa part alors qu'aucun des prévenus n'a encore été entendu. Comment, dans ces conditions, pourrions-nous savoir si les faits que l'instruction et le parquet retiennent contre eux sont identiques à ceux révélés par la commission technique des ententes, d'autant plus que, même au cours de l'information judiciaire, la plupart d'entre eux ont refusé de répondre aux convocations du juge d'instruction ».

Voilà donc jouée l'ouverture. Comme il se doit pour une ouverture, on y a déjà décelé les thèmes principaux des actes à venir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Les débats au sein du P.S. confirment les divergences entre « mitterrandistes » et « rocardiens »

Le compte à rebours avant le prochain congrès du parti socialiste, qui se réunira au début de l'automne à Bourg-en-Bresse, s'accroît. La date limite de dépôt des contributions préparatoires a été fixée au 30 mai et, avant cette échéance, les différents courants du P.S. multiplient les réunions. Les membres du courant « C » (partisans de M. Michel Rocard) se sont rencontrés mardi soir 3 mai. De leur côté, les principaux responsables du courant « A » (« mitterrandistes ») se sont retrouvés mercredi soir 4 mai, à l'occasion d'un dîner organisé à l'hôtel de Lassay par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

Cette dernière réunion était destinée à préparer l'assemblée générale des responsables du courant « A » qui se tiendra, samedi 7 mai, à Créteil. Tant du côté des « rocardiens » que des « mitterrandistes », des divergences internes s'expriment de façon telle que la question de l'homogénéité de chacun de ces courants est désormais clairement posée. Chez les « rocardiens », le débat est circonscrit au problème de l'opportunité de présenter ou non une motion autonome lors du congrès. Dans le courant « A », la question est de savoir si, compte tenu de leurs « différences », les « mitterrandistes » parviendront à se mettre d'accord sur une seule motion.

Le bureau exécutif du parti socialiste s'est réuni mercredi après-midi. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a présenté un rapport sur la préparation du IX^e Plan, et M. Jacques Hamzinger a largement évoqué la préparation des élections européennes.

Le dîner organisé mercredi soir par M. Louis Mermaz n'a pas permis de dépasser les divergences qui se sont fait jour au sein du courant « A » depuis plusieurs mois et qui se sont cristallisées au moment du débat sur l'orientation de la politique économique du gouvernement : orientation consacrée par le plan de rigueur mis au point par M. Delors. Les participants à cette réunion (1) ont cependant pu confronter leurs thèses et mesurer l'ampleur de leurs divergences, même si le débat de fond - sur la politique économique - n'a pas vraiment été abordé.

Ils ont surtout pris conscience de la nécessité de débattre au fond sur ce qui les séparent avant le congrès d'octobre prochain. D'où l'opportunité de la réunion du samedi 7 mai. Le déroulement de celle-ci a été longuement évoqué et un « cadre » préliminaire a été fixé. Les travaux s'organiseront autour de plusieurs textes, qui ont été présentés par leurs auteurs mercredi soir. M. Lionel Jospin a ainsi rédigé un document qui, de l'avis de plusieurs participants à ce dîner, a un caractère « très ouvert ».

La volonté du premier secrétaire du P.S. paraît être en effet de parvenir à l'élaboration d'une motion sur laquelle pourraient se retrouver tous les membres du courant « A ». Ce texte de « réflexions » sur le rôle du parti et le « positionnement » de celui-ci par rapport au gouvernement développerait notamment l'idée selon laquelle le P.S. doit se conformer à son rôle de principal parti majoritaire, qui est de soutenir le gouvernement. Plusieurs partici-

pants se sont émus de la rédaction de ce passage qui, selon eux, revient à dire que le soutien du P.S. doit être quasiment automatique.

M. Louis Mermaz a également présenté un document qui pourrait servir d'« ossature » à une contribution, voire, dans un deuxième temps, à une motion unique du courant « A ». Le texte de M. Mermaz insisterait sur la nécessité, pour les socialistes, de ne pas se laisser aller à la « morosité », ainsi que sur le bilan des réformes déjà accomplies depuis deux ans par la gauche. Ce document a été jugé « très optimiste » - c'est-à-dire trop - par plusieurs intervenants et il a été décidé de le modifier sur plusieurs points. M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a également distribué un document qui résume ses thèses sur le plan économique. Ces trois documents serviront de base de travail lors de la réunion de samedi, mais plusieurs autres textes seront présentés.

Mme Françoise Seligmann a ainsi préparé un texte sur les droits de l'homme. Plusieurs intervenants, notamment M. Pierre Joxe, ont estimé que le parti socialiste ne se faisait pas suffisamment entendre et ont insisté sur le manque de rigueur dans l'affirmation de la politique gouvernementale. En revanche l'initiative de M. Jean Poperen, qui avait rendu public un document critique sur la politique menée par la gauche vis-à-vis de son électorat traditionnel (le Monde du 28 avril), qui avait été jugée inopportune (ou prématurée) par plusieurs responsables du P.S., n'a pas été évoquée. M. Poperen se défend d'ailleurs de vouloir, sur cette base, présenter une contribution lors du congrès. Il ne s'agit, de son point de vue, que d'un texte de réflexions destiné à nourrir le débat. - L. Z.

(1) Etaient notamment présents : MM. Jospin, Mermaz, Joxe, Poperen, Quilès, Estier, Pezet, Goux, Dobargue, Busnel, Laiguel, Hutzinger, Delanoë, Lohas, Corbier, Le Gall, Barrau, Thureau, M^e Seligmann, Neiertz, Troguet.

PLUSIEURS MOUVEMENTS REVENDICATIFS CONTINUENT DANS LES HOPITAUX

L'ensemble des internes et des chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires ont repris le travail, malgré quelque retard à Nice. Aucune nouvelle rencontre n'a eu lieu, ce jour, prévue entre leurs délégués et les médiateurs, ni avec les représentants des ministères intéressés. En revanche, une entrevue a eu lieu entre l'intersyndicale des internes et des chefs de clinique et les représentants de l'hospitalisation privée (1), au terme de laquelle il a été décidé de constituer des groupes de travail chargés notamment d'examiner les questions soulevées par l'installation des anciens internes et chefs de clinique dans les cliniques privées.

Les mouvements revendicatifs ne sont pas tous, pour autant, terminés dans les hôpitaux. En particulier les anesthésistes-réanimateurs (deux mille cinq cents praticiens) continuent la « grève tournante » qu'ils ont entreprise pour, rappellent leurs représentants regroupés dans le CHAR (cadre hospitalier d'anesthésie-réanimation), obtenir l'élaboration rapide d'un statut unique des médecins hospitaliers, la mise en œuvre de la départementalisation, et pour que soient mieux assurées leurs garanties salariales et sociales.

De son côté, la FNACAA (Fédération nationale des associations et collectifs d'assistants et adjoints des hôpitaux non universitaires) s'émue de certains résultats de la grève des internes et chefs de clinique des C.H.U. Elle craint, en particulier, que des décisions, conformément aux promesses de M. Mauroy (le Monde du 3 mai), ne bénéficient d'un accès prioritaire aux postes qui seraient créés dans les hôpitaux généraux, rappelant que ceux-ci comptent à l'heure actuelle mille six cents postes vacants. Le problème est que ces postes ne sont pas toujours jugés d'un intérêt suffisant par les internes et les chefs de clinique des C.H.U.

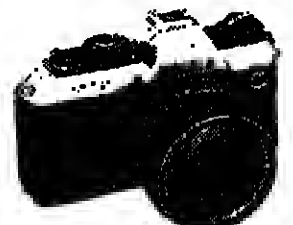
Si cette menace se précise, conclut la FNACAA, les médecins des hôpitaux généraux entreprendraient une grève illimitée. Leurs représentants ont demandé une entrevue avec M. Mauroy.

De son côté, le syndicat autonome des enseignants de médecine rappelle que, l'examen du projet de loi portant réforme des études supérieures étant maintenu à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, il « ne modifie pas ses consignes concernant la grève des examens, sauf si certains amendements significatifs étaient votés par l'Assemblée nationale ».

Enfin, les médecins attachés ont décidé de continuer leur mouvement de grève tant que la garantie du maintien de leur existence n'aura pas été apportée par le gouvernement.

(1) Ceux que groupe la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.).

Un bon conseil Pour acheter votre KONICA



venez nous voir avec cette annonce

Nous vous ferons le prix "grande surface" (exemple : KONICA FTI avec obj. 1,8/50 mm) 2350F

Nous vous montrerons comment personnaliser votre équipement avec les 34 accessoires et les 18 objectifs KONICA

Un de nos spécialistes vous fera assise et prendra tout le temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons qui justifient la devise

images

Photo, ciné, labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint Augustin 75002 Paris (métro : 4 Septembre ou Opéra) Tél. 742 42 42

Reprises - Occasions. Carte bleue Crédits sur mesure Leasing

Pour un oui, pour un non... Un quart Kriter brut de brut bien glacé. C'est toujours une bonne idée!

Piano Center Conditions exceptionnelles sur pianos et orgues neufs

Occasions récentes garanties Location-vente sur 4, 5 ou 6 ans

Pianos : 71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne (La Défense) 782.75.67
Pianos et orgues : 122, rue de Paris 93100 Montreuil (N^e République) 857.63.38
Z.I. 497, rue Hélène-Boucher 78530 Buc (Versailles) 956.06.22
Angers (41) 34.58.56 • Herbignac (99) 90.60.47 • Lorient (97) 64.16.85
Nantes (40) 29.36.88 et 36.70 • Rennes (99) 57.27.44

VENEZ LÉZARDER AU SOLEIL DE STROPEZ



AU BYBLOS PHONE : (94) 97.00.04 / TEXE : 470.295

مكتبة القرآن